

# Henry Barbusse

## STALINE

### *Un monde nouveau vu à travers un homme*

#### Sommaire :

**I — ... (p. 2)**

Un Révolutionnaire sous le tsar (p. 3)

**II — Le Géant (p. 14)**

La Main de Fer (p. 25)

**III — La Constellation Nationale (p. 35)**

**IV — 1917-1927 — Les Premières Pierres (p. 43)**

**V — La Guerre Parasitaire (p. 60)**

**VI — 1928-1934 — Les Grands Mots d'Ordre (p. 73)**

La Paysannerie (p. 82)

De quoi demain sera-t-il fait ? (p. 91)

**VII — Les Deux Mondes (p. 94)**

**VIII — L'Homme à la Barre (p. 103)**

*Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage écrit en 1935 par Henri Barbusse.*

**[WWW.MARXISME.FR](http://WWW.MARXISME.FR)**

# Staline

## I

La Place Rouge, centre de Moscou et de l'immense Russie européenne et asiatique. Le Mausolée, centre de la Place Rouge. Sur le haut du mausolée, au fond duquel Lénine dort, comme ressuscité, — cinq ou six personnes, debout, en file, et qui, à quelques pas de distance, sont à peu près pareilles l'une à l'autre.

Tout autour, diverge et converge un fourmillement symétrique de multitude, qui semble sortir de terre et y rentrer. C'est une cérémonie qui se déploie, en long, en large, kaléidoscopiquement, d'une frontière à l'autre de la place, un défilé interminable, frémissant de toile rouge et de soie rouge chargées de lettres et de phrases — de l'étoffe qui clame ; ou bien, c'est une parade sportive monstre qui, tout en se précipitant, se dessine comme un parc. Ou alors, c'est le pullulement de la plus énorme armée du monde, le peuple de l'Armée Rouge, découpé en rectangles.

Par-ci, par-là, on voit de tout près des morceaux de forêt bariolée en marche : le scintillement d'une palissade de baïonnettes qui passe, ou bien un rang de jeunes gens et de jeunes femmes, ou simplement, leurs figures l'une à côté de l'autre, altières, heureuses, qui rient et font de la lumière.

Ces déferlements pensants qui durent des heures, et l'enthousiasme qui se répercute de la foule massée dans les parallèles des tribunes longeant le mur dentelé du Kremlin, font un tourbillon de grondements et de clameurs, qui a un centre. Cette clameur prend forme humaine : « Staline ! »

C'est lui le milieu, c'est lui le cœur de tout ce qui rayonne sur la mappemonde, autour de Moscou.

Son portrait, — sculpture, dessin, photo, — est partout dans le continent soviétique, comme celui de Lénine, et à côté de celui de Lénine. Il n'est pas un coin, dans une entreprise, une caserne, un bureau, une devanture, où il n'apparaisse sur fond rouge, entre un tableau de pittoresques statistiques socialistes (icône antireligieuse), et la faucille enlaçant le marteau. Dernièrement, s'est posée partout, sur les murs de la Russie et des Républiques, une affiche représentant, en très grandes dimensions, les profils superposés de deux morts et d'un vivant : Karl Marx, Lénine, Staline. Et multiplions encore par mille : il n'y a pas beaucoup de chambres d'ouvriers ou d'intellectuels où ne figure pas Staline. Ce peuple de la sixième partie du monde, ce peuple neuf, que vous aimez ou que vous haïssez, voilà la tête qu'il a.

Quelques heures après, l'heure du déjeuner. (Elle est très variable en Russie : chez l'abondante élite des « responsables », c'est l'emploi du temps qui obéit). Aujourd'hui, ce sera, si vous voulez, deux heures.

Le Kremlin est une enceinte fortifiée haute en couleur, une petite ville somptueuse qui s'élève tout d'une pièce au milieu de Moscou. A l'intérieur de la spacieuse muraille aux tours barbares peintes en rouge et vert, c'est toute une cité d'antiques églises aux bulbes dorés, de vieux palais (et même un grand palais neuf bâti au XIX<sup>e</sup> siècle par un riche propriétaire de la famille Romanov, et qui ressemble à un hôtel Carlton).

Voici, dans ce Kremlin qui a l'air d'une exposition d'églises et de palais, et au pied de l'un de ceux-ci, une petite maison à trois étages. Celle menue bâtisse que vous ne remarqueriez pas si on ne vous l'indiquait pas, faisait partie des communs du palais, et là habitait jadis quelque domestique du tsar.

On monte à l'étage où il y a des rideaux de lin blanc. Ces trois fenêtres sont celles du logement de Staline. Dans le tout petit vestibule, on se jette sur une grande capote de soldat pendue au-dessous d'une casquette accrochée. Il y a trois chambres et une salle à manger. Les chambres sont d'une simplicité de chambres d'hôtel — convenable — de deuxième ordre. La salle à manger est ovale ; on y sert un repas qui vient d'un restaurant ou que prépare une femme de service. Dans les pays capitalistes, un modeste employé ferait la grimace devant les chambres et ne se contenterait pas du menu. Un petit garçon joue dans le local. Le fils aîné Jasccheka dort, la nuit, dans la salle à manger, sur un divan qu'on transforme en lit, le cadet dans un tout petit réduit, sorte d'alcôve qui s'ouvre là.

L'homme, son repas fini, fume sa pipe à côté de la fenêtre, assis sur un quelconque fauteuil. Il est toujours vêtu de même. En uniforme ? Ce serait trop dire. C'est plutôt une indication d'uniforme, un accoutrement de simple soldat encore simplifié : bottes, culottes et veste montante kakis. On cherche

dans sa mémoire : Non, on ne l'a jamais vu habillé autrement, sinon, l'été, en toile blanche. Il gagne, par mois, les quelques centaines de roubles qui constituent le mince salaire maximum des fonctionnaires du Parti Communiste (ça ferait, chez nous, quelque chose comme quinze cents ou deux mille francs).

Sont-ce les yeux exotiques, quelque peu asiatiques, de l'homme fumant la pipe, qui lui donnent dans son masque assez rude d'ouvrier, un air ironique ? Quelque chose dans le regard et les traits fait qu'on croit le voir sourire continuellement. Ou mieux, on dirait toujours qu'il va rire. C'est comme ça que se présentait, jadis, l'Autre. Ce n'est pas tant que le regard soit un peu fauve, ce sont plutôt les yeux qui clignent toujours. Ce n'est pas tant le plissement de la face du lion (quoiqu'il y ait de cela), que la finesse maligne du paysan. De vrai, il a tout bonnement le sourire et le rire extrêmement faciles. Il parle peu — lui qui peut pendant trois heures vous parler de la question sur laquelle vous l'interrogez au hasard, sans en laisser une facette dans l'ombre. Il rit, et même aux éclats, beaucoup plus volontiers qu'il ne parle.

C'est là le plus important de nos contemporains. Il conduit 170 millions d'êtres sur 21 millions de kilomètres carrés. Il a un nombreux entourage direct. Mais ces hommes l'aiment et croient en lui, et ont besoin de lui, et forment un groupement qui l'épaule et le fait ressortir. Il se dresse de toute sa hauteur à la fois sur l'Europe et sur l'Asie, à la fois sur aujourd'hui et sur demain. C'est l'homme le plus visible du monde, et pourtant un des moins connus.

La biographie de Staline, dit Kalinine, apparaît comme une partie très importante du mouvement ouvrier révolutionnaire russe. Partie intégrante. Et tous ceux qui ont voix au chapitre, ici, ou là-bas, vous diront, dans les mêmes termes, la même chose.

C'est une affaire assez solennelle, d'entreprendre cette évocation d'un homme mêlé à ce point à une besogne continentale, d'un militant politique à travers lequel on voit des mondes et des époques. En le suivant, on met le pied dans l'histoire, et on foule des voies vierges, et on aborde des situations inédites de la bible de l'humanité. Les documents accourent et s'accumulent. Il y en a trop, à cause de tout ce que contiennent ces horizons renouvelés. On doit tailler et se faire un chemin par des coupes successives, dans cette encyclopédie chaude, encore criante et toute vivante.

Et cela nous place au cœur de ce qui est non seulement la plus grande question de l'heure, mais la plus grande question de tous les temps : Quel est l'avenir de l'espèce humaine, tellement martyrisée jusqu'ici par l'histoire, quelle est la dose de bien-être et la dose de justice terrestre à laquelle elle peut aspirer ? Quel est, dans le grand tout, l'espoir des deux milliards d'hommes ?

Cette question est sortie des bas-fonds, elle a été soulevée, déblayée, mise en actualité, par quelques inventeurs contemporains, qui prétendent tout modifier ici-bas par des tremblements de terre justes ; et celui que nous avons sous les yeux est leur représentant.

### **Un révolutionnaire sous le tsar.**

C'était à Gori, une ville de Géorgie qui avait forme de village, et c'était il y a un bon demi-siècle — en 1879. Un garçon, dénommé Joseph naquit dans une mesure aux angles et aux soubassements de brique, au corps de bois, au toit de planches, et qui avait, sur une façade, une porte, et sur une autre, le trou de la cave. Le décor ambiant n'était pas luxueux. Devant la maison, une ruelle hérissée de pavés durs, bordée de l'autre côté par des baraques aux rafistolages asymétriques et aux tuyaux qui pointaient de toutes parts. Au milieu des galets de la ruelle, le creux d'un ruisseau.

La mère, Catherine, avait une belle figure grave aux yeux noirs (tellement noirs qu'ils semblaient déborder en meurtrissures sombres, tout autour, sur la peau). Des portraits récents nous montrent ce régulier visage encadré en carré par le voile noir, selon la anode antique et sévère des femmes caucasiennes d'un certain âge. Le père, Vissarion Djougachvili, était natif du village de Didi-Lilo et cordonnier de son état. Il travaillait dur dans une fabrique de chaussures, pas loin de là, à Tiflis, la capitale de la Géorgie. On voit dans un musée le méchant escabeau tendu de cordes qu'il a usé et effrité. C'était un pauvre homme, peu instruit, mais un brave homme : Il mit Joseph à l'école de Gori (une maisonnette ombragée de feuilles et semblable à une ferme), puis au Séminaire de Tiflis — c'est-à-dire qu'il fit vraiment tout ce qu'il pouvait faire pour lui avec les moyens qu'il avait.

Ensuite : Je suis entré dans le mouvement révolutionnaire, à quinze ans, quand je me suis trouvé en rapports avec les groupes clandestins de marxistes russes qui se trouvaient en Transcaucasie. Ces groupes exercèrent sur moi une forte influence et me donnèrent le goût de la littérature clandestine...

Joseph Vissarionovitch a regardé autour de lui. Parmi les hommes, il y a une majorité qui accepte l'autorité constituée, se tait, et marche. C'est ce troupeau dont parle Tacite, qui dit aussi que c'est grâce à ces citoyens muets « que tout peut se faire ». Il y en a d'autres, en infime minorité, qui trouvent à redire — et qui n'acceptent pas.

Donc, il regarda et écouta.

La Géorgie forme (avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan), la Transcaucasie —, au sud du Caucase, entre la mer Noire et la mer Caspienne. Après une très longue et très chevaleresque histoire, la Géorgie (dernière « marche » de la chrétienté en face le Turc), perdit son indépendance, et, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, fut soudée à la périphérie de l'Empire Russe. Le Russe central trônant à Saint-Pétersbourg s'évertua à dénationaliser le pays et à le russifier, comme il le faisait de toutes les portions disparates de l'énorme agglomération impériale — et selon le procédé traditionnel des grands pays vis-à-vis de leurs colonies et des régions annexées : La métropole dévore, puis elle essaye d'assimiler par toutes sortes de moyens artificiels et en premier lieu, la brutalité et la persécution. (Pour la partie russe, le tsar se contentait de la priver, intégralement, de liberté, et, au maximum, d'instruction). Gouverner les étrangers nationaux, comme les Géorgiens, c'était sévir contre eux. On a pu dire qu'alors « les populations caucasiennes ne jouissaient que du droit d'être jugées ». Elles n'avaient que la liberté de geindre — à condition que ce fût en langue russe. De cet état de choses, résultait, dans cette colonie accrochée directement au territoire russe régnant, l'existence d'un certain courant nationaliste, avec l'enseigne idéale de la libération de la Géorgie. La question se compliquait de ce fait qu'un très grand nombre de races diverses pullulaient non seulement en Transcaucasie, mais en Géorgie. Il y avait le Géorgien, l'Arménien, le Turc, le Juif, le Kurde, et quelques douzaines d'autres, et tout ce troupeau bigarré de sujets, également malmenés par le Russe, vivaient entre eux à couteaux tirés. S'ils avaient pu, non seulement ils se seraient jetés sur le garde-chiourme pétersbourgeois, mais, plus violemment encore, ils se seraient tous jetés l'un sur l'autre.

Il y avait aussi, à côté de cette vieille tendance séparatiste qui se concrétisait en un assez fort parti « fédéraliste », le mouvement socialiste.

Tous les grands courants de libération collective qui avaient eu leur répercussion en Russie l'avaient eu aussi, après un cheminement assez rapide, dans le Caucase.

Après les échecs de la guerre de Crimée de 1856 (ce sont toujours les guerres qui labourent les populations jusqu'à l'âme), réaction contre l'absolutisme qui maintenait la Russie dans un état spécial et privilégié de barbarie en comparaison avec les grands pays de l'Europe Occidentale. Une bourgeoisie réformiste bien intentionnée eut les yeux fixés sur les lumières qui lui venaient d'Occident.

1860-1869 : des réformes donnent satisfaction à ces tendances : abolition du servage, création des zemstvos (municipalités autonomes), réforme judiciaire. Mais si sensationnelles, d'apparence, que furent ces réformes, on dut constater qu'elles ne changeaient pas grand'chose à la situation. L'abolition du servage n'avait nullement été décidée pour des raisons d'équité, mais elle l'avait été d'abord pour des raisons financières, ensuite, dans l'intérêt des grands propriétaires, ensuite pour des mobiles politiques : pour que la libération des paysans ne commençât pas d'elle-même, par en bas » (paroles du tsar lui-même). De cette faillite, de cette déception, naquit le violent mouvement des populistes (narodniki) : Il ne s'agit plus de s'hypnotiser sur l'Occident, mais, au contraire, de rentrer dans les traditions spécifiquement russes comme le mir (commune rurale), l'artel (association pour le travail), et par cette voie, le peuple russe atteindrait le socialisme « sans passer par les tourments du capitalisme ». La grande époque du populisme (ligues : *La Terre et la Liberté*, *La Liberté Populaire*, etc..) fut la période de 1870-1881, dans laquelle les populistes, que l'on appela en Europe les nihilistes, se jetèrent à coups de bombes et d'attentats terroristes contre le régime des potentats du Palais d'Hiver. Puis la répression qui suivit le meurtre d'Alexandre II en 1881, détruisit les organisations du populisme. Il en resta seulement les théoriciens littéraires.

Dans son extrême jeunesse, Lénine fréquenta les cercles populistes. Son frère aîné, Alexandre, était mêlé à la *Liberté Populaire*, et fut, de ce fait, pendu en 1887. Maria Oulianovna, la sœur de Lénine, nous apprend que lorsque la lugubre nouvelle de l'exécution parvint à la famille Oulianov, Vladimir Ilitch, alors âgé de 17 ans, « eut une indéfinissable expression de visage et murmura : « Non, nous suivrons une voie différente. Ce n'est pas cette route-là qu'il faut prendre. »

Cette voie différente fut celle du socialisme scientifique, successeur perfectionné du vieil idéal de liberté politique, de suppression du privilège, d'égalitarisme, et de fraternisation universelle, remis complètement au point par Karl Marx au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Un des traits fondamentaux de la doctrine marxiste, qui élagua le vieux socialisme de ses ridicules et néfastes puérités, était l'union de l'économie et de la politique, du socialisme et du mouvement ouvrier. La nécessité de cette soudure peut nous paraître évidente aujourd'hui. Mais il n'en a pas toujours été ainsi, et à un moment où tout était à dégager, à épeler, il avait fallu trouver cette formule.

Le socialisme avait constitué un réseau international. A la I<sup>ère</sup> Internationale, fondée directement par Marx et Engels et qui avait « posé les bases idéologiques de la lutte prolétarienne », avait succédé la II<sup>e</sup> Internationale « qui préparait le terrain pour un développement large et massif du mouvement ouvrier ». Le socialiste marxiste — à l'encontre du « socialiste-révolutionnaire » et de l'anarchiste, dont subsistaient des éléments réduits, mais véhéments — n'usait pas de terrorisme ni d'attentats. Ces moyens chirurgicaux aveugles qui la plupart du temps dépassent sauvagement leur but et s'appliquent de travers, n'étaient pas son affaire. Son affaire c'était, par l'évidence des intérêts, par la discipline consciente et par la solidité positive d'une doctrine pratique, d'organiser la grande marée des exploités et des opprimés.

Le marxisme fit des progrès assez rapides à cause de la désagrégation brutale et mécanique du populisme, et en raison de l'industrialisation relative de la Russie dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. Lénine s'y jeta totalement. Nous le voyons entreprendre une ample et acharnée campagne en faveur de l'ordre marxiste et de l'organisation des masses, contre le romantisme désordonné et les rêveries « pratiquement réactionnaires » du populisme. (Un témoin nous raconte une soirée clandestine et « très conspirative » qui eut lieu à Moscou en 1893, et eu chacun avait « la bouche décadennassée ». On y vit « ce jeune un peu chauve, type très curieux, et déjà gros bonnet parmi les marxistes » (Lénine n'avait alors que vingt-trois ans), tenir tête victorieusement au célèbre théoricien V. P. Vorontsov).

Ça avait été pourtant dès 1884 que le premier programme des social-démocrates russes fut lancé par le groupe *Libération du Travail*. A ce moment, presque tous les membres de ce groupement tinrent ensemble dans une barque sur un lac de Suisse. Le mouvement fut d'abord presque exclusivement intellectuel (comme le populisme). La grande famine de 1891 poussa les initiateurs intellectuels, tels que Plékhanov et Axelrod, à la rencontre de la classe ouvrière. Beaucoup de cercles, beaucoup de ligues. Un premier congrès, à Minsk, en 1898, unifia les groupements et nomma un Comité Central, mais l'arrestation de la plupart des membres de ce Congrès ne permit pas la réalisation de ces décisions.

Déjà, certaines divisions se faisaient jour au sein du jeune parti, notamment concernant la démarcation qu'il y avait lieu d'établir, au dire de quelques-uns, entre la lutte économique (incombant aux ouvriers), et la lutte politique (incombant à toute la démocratie).

Lénine s'attacha à cimenter l'unité et à constituer véritablement ce parti social-démocrate qui n'existait que formellement depuis 1898. Il y travailla et y réussit, en pleine réaction, en plein esclavage du peuple-bétail de toutes les Russies, en plein règne animal des Romanov, en pleine dilapidation fantastique des deniers publics par les gardiens de prison chamarrés, juchés depuis le haut jusqu'au bas de l'échelle.

L'époque où le marxisme vint discipliner les tendances et les forces révolutionnaires infra-russes et ultra-russes, est à peu près celle sur laquelle nous avons tout à l'heure les yeux fixés, puisque c'est en 1897 que Joseph Vissarionovitch Djougachvili dirigea le cercle marxiste du séminaire de Tiflis — transformant, au dire de Sandro Morabichvili, le dortoir en un second séminaire.

Le séminaire, comme tous les séminaires, était un foyer attitré d'obscurantisme et d'asphyxie traditionaliste et, de plus, manipulé par des administrateurs perfides.

... Nous y subissions un régime humiliant, des méthodes despotiques. Dans l'établissement, le mouchardage était de rigueur. A neuf heures, la cloche nous appelait au petit déjeuner. On s'en allait au réfectoire, et quand on en revenait, on constatait que pendant que nous mangions, on avait perquisitionné et mis sens dessus dessous nos armoires...

Tout de même, malgré cela — à cause de cela — le séminaire était une « pépinière d'idées ». Parce que, bon gré, mal gré, rétablissement donnait asile à des noyaux de mécontentement et de protestation contre ces choses, et contre bien d'autres par la même occasion. Des cercles non conformistes s'y formèrent, qui s'exprimaient naturellement, dans les coins, à voix basse. Il y avait le cercle nationaliste (quand la Géorgie sera-t-elle une nation indépendante !), populiste (à bas les tyrans !), et marxiste internationaliste. C'est donc dans ce dernier que Joseph ou plutôt Sosso Djougachvili se jeta, par violente affinité d'esprit.

Je revois encore, dit Enoukidzé, je revois encore le jeune Sosso Djougachvili tel que je l'ai rencontré pour la première fois à Tiflis, en 1900.

Comment était-il ? Enfant, il était petit, mince, l'aspect hardi et même un peu effronté, la face crânement levée. Plus tard, quand l'âge l'eut allongé, il apparaissait assez frêle, l'air délicat : une tête d'intellectuel très fine, à la chevelure drue, abondante, noire comme de l'encre. La minceur de la jeunesse accentuait l'ovale géorgien de son visage et l'œil un peu languissant de la race. Au temps dont parle Enoukidzé, le jeune militant présentait un mélange assez curieux, parce qu'assez parfait, d'intellectuel et d'ouvrier. Pas très grand, peu large d'épaules, longue face, barbe fine, paupières un peu lourdes, nez fin et droit ; la casquette plate posée un peu de côté sur ses plantureux cheveux noirs, — tel il apparaissait alors, ce conquérant de multitudes, ce remueur d'univers.

Depuis, la figure de Staline s'est forgée, et surtout aujourd'hui que sa chevelure toujours drue mais relevée en brosse, grisonne légèrement, on est tenté de penser que ses traits se sont prolétarisés et même militarisés — peut-être en partie par la suggestion du costume. Mais on ne peut pas dire qu'il a beaucoup changé. Tout au plus peut-on dire qu'on aperçoit mieux maintenant l'énergie et la puissance combative que cette physionomie indiquait, car si un homme ne s'est pas modifié dans son fond, c'est celui-là.

Déjà, celui que Ketskoveli appelait, il y a quelque trente-cinq ans, « un bon copain », on le reconnaissait à la sobriété de ses propos. C'est drôle comme ce jeune homme haïssait les phrases. Il était aux antipodes de ceux qui cherchent des effets dans la sonorité des discours et les dessins aériens des gestes. « La brièveté, la clarté et l'exactitude, étaient ses traits propres. »

Malheureusement pour sa tranquillité, il étudiait en cachette, au séminaire de Tiflis, des livres de sciences naturelles et de sociologie : Il introduisait dans la bien pensante maison le poison écrit de la connaissance positive. Ce scandale fut découvert par les autorités du lieu. Le besoin de s'instruire réellement étant incompatible avec la pure tradition du séminaire, le jeune Sosso fut exclu comme présentant un manque de « certitude politique ».

« Il alla, sans se retourner, droit aux ouvriers. »

En 1898, il entra dans l'organisation de Tiflis du Parti Ouvrier Social Démocrate Russe. C'était, comme on l'a vu, l'année même de la naissance officielle de cette section russe de la II<sup>e</sup> Internationale.

Le voilà lancé dans sa voie. Il n'avait pas perdu de temps à la chercher. Il l'avait gagnée tout de suite par la ligne droite. Cet intellectuel, fils de paysan ouvrier, embrassait le métier de « révolutionnaire professionnel ». Ce fut d'abord dans le milieu des cheminots de Tiflis, ensuite, parmi les ouvriers du tabac et de la chaussure, ensuite, parmi les travailleurs de l'Observatoire météorologique — un peu partout : ouvrier de la cause ouvrière.

Enoukidzé, un des premiers forgerons de la besogne révolutionnaire dans le Caucase, et actuellement un important dirigeant, fréquentait beaucoup Sosso Djougachvili en ces jours-là, et nous apprend combien « il savait parler aux ouvriers ». Ce don : être accessible à tous, c'était aussi une caractéristique de Lénine, son aîné d'une dizaine d'années, qui oeuvrait alors dans les centres principaux du mouvement socialiste russe. Ce Lénine, qui entrevit l'électrification de la moitié du vieux continent, alors que toute la Russie n'était qu'un champ de ruines et de poussière attaqué par

l'intérieur et par l'extérieur, ce visionnaire qui savait envisager dans leur plénitude, et en mettant les points sur les i, les plus vastes plans temporels que jamais cerveau n'ait évoqués, savait aussi parler aux ouvriers, et même individuellement : sa casquette enfoncée sur son crâne sphérique et nu, l'œil malicieux, les mains dans les poches, l'air d'un bon petit marchand, entêté et madré, il rôdait à l'entrée des usines. Il interpellait un travailleur, causait avec lui familièrement — et se l'attachait à jamais. D'un apathique, il faisait un révolté ; d'un révolté, un révolutionnaire. (Et le paysan disait de lui : « Ce rouquin-là, tu sais, c'est un bonhomme comme toi et moi. On dirait qu'il vient de quitter sa charrue. »). Joseph Vissarionovitch était un individu du même genre, et par là, ces deux silhouettes se rapprochent déjà aux yeux parmi la cohue des autres.

« La simplicité naturelle de Sosso, son désintéressement absolu des conditions de vie personnelle, sa fermeté intérieure, son éducation déjà remarquable à cette époque ; lui donnaient de l'autorité, attiraient et retenaient l'attention autour de lui. Les ouvriers de Tiflis l'appelaient : « notre Sosso ».

Cette sorte de génie de se mettre au niveau des auditeurs, c'est la raison profonde de la confiance que cet homme a suscitée dans les foules, et du rôle qu'il lui a été donné d'accomplir. Ne nous y trompons pas d'ailleurs : se mettre au niveau ne signifie pas s'abaisser, se rapetisser, ou user d'une familiarité amorphe. Loin de là, Orakhélachvili, compagnon d'alors de Sosso, me donne une définition nette : « Il n'était ni schématique, ni vulgaire. » Il considérait le militant comme un transformateur qui dit les mêmes choses que le théoricien le plus savant, mais en les adaptant à l'esprit et à la culture de l'auditeur. Comment ? Par des images, par des exemples vivants.

Nous autres, explique Orakhélachvili, nous autres qui formions avec lui un groupe de propagandistes, nous ne pouvions pas nous dépêtrer d'une certaine terminologie. Nous étions hantés par la thèse, l'anti-thèse et la synthèse et autres clefs de la dialectique. Et cet attirail transparaisait trop dans nos discours aux ouvriers et aux paysans. Pas dans ceux de Staline. Il prenait les choses par un autre côté, par le côté de la vie. Par exemple, il empoignait la notion de la démocratie bourgeoise, et montrait, clair comme le jour, pourquoi elle était bonne, comparée au tsarisme, et comment elle n'était pas bonne comparée au socialisme. Et tout le monde comprenait que la démocratie tout en étant susceptible de défricher l'empire, pourrait quelque jour constituer contre le socialisme un gros obstacle qu'il faudrait dégonfler... Autre chose, sa gaieté — mais en dehors du travail. Il ne faut pas trop mêler les deux. Un jour (c'est toujours Orakhélachvili qui raconte), on s'était réuni chez un camarade caucasien important. (On se réunissait dans une famille parce qu'on ne pouvait guère se réunir ailleurs). Pendant le dîner, le jeune fils du maître de céans vint s'asseoir sur les genoux de son père, qui le cajola, et s'efforçait de calmer l'impatience du bambin que la grave discussion n'intéressait pas encore. Alors Staline se leva, prit gentiment l'enfant dans ses bras et le conduisit à la porte en lui disant : « Mon petit ami, tu n'es pas dans l'ordre du jour ».

Pas d'injures contre l'adversaire, ajoute le même témoin. Nous avons eu tant à souffrir des menchéviks, que lorsque nous en tenions un devant un auditoire quelconque, nous ne pouvions nous empêcher de lui taper dessus verbalement avec le maximum de ressort, et en avant, les arguments *ad hominen* ! Staline n'aimait pas porter ce genre de coups. La violence de langage était pour lui une arme prohibée. Tout au plus, lorsqu'il avait vidé d'arguments et réduit au calme plat un contradicteur par une discussion serrée, et que celui-ci, la bouche paralysée, s'esquivait, il lui lançait en guise de flèche une expression proverbiale courante en Transcaucasie, quelque chose comme : « Toi qui es un type si épatant, pourquoi canes-tu devant des gens aussi nuls que nous ? »

Le métier d'agitateur clandestin, de révolutionnaire professionnel, qui entraînait celui-là après tant d'autres, est un terrible métier. On devient le hors la loi, épié par tout l'appareil d'État, traqué par la police : le gibier du tsar et de son innombrable meute bien nourrie, armée jusqu'aux dents, et aux poignes énormes. On est comme un exilé, à la fragile liberté provisoire, qui se terre et guette. On est le minuscule révolutionnaire, presque seul dans la foule, royalement incompris par les gens « intelligents », noyé dans l'immense capitalisme enserrant les pays d'un pôle à l'autre (non seulement les 180 millions de sujets du tsar, mais tous les êtres qui sont debout sur la terre), et on est celui qui, avec quelques amis, veut changer tout cela. On apparaît tantôt ici, tantôt là, pour semer les colères et monter les têtes, et on n'a que sa conviction et que sa voix comme levier de peuples.

Ce métier-là, où il y a, dessinés à l'horizon dans toutes les voies qu'on prend, la prison, la Sibérie et le gibet — ne le fait pas qui veut.

Il faut avoir une santé à toute épreuve au service d'une énergie à tout casser ; des possibilités de travail presque illimitées. Il faut être l'as et le recordman de la veille, savoir se jeter d'une occupation dans une autre, savoir jeûner et claquer des dents, savoir ne pas se faire prendre, savoir se sauver si on est pris. Il faut se faire plus volontiers enfoncer un fer rouge dans la peau ou casser les dents, que de cracher un nom ou une adresse. Et puis, le cœur qu'on a, il faut le consacrer à la cause ; pour le consacrer à autre chose, pas moyen : on est trop perpétuellement arraché du lieu où on est, jamais de loisir, jamais d'argent.

Ce n'est pas tout. Il faut avoir l'espoir chevillé au corps, et dans les plus sombres moments, et dans les pires défaites, ne pas se lasser de croire aux victoires.

Mais tout ça ne suffit pas encore. Il faut surtout, voir clair et savoir ce que l'on veut.

C'est en cela que le marxisme arme pratiquement les révolutionnaires, qu'il donne à ces hommes nouveaux tant de prise sur les événements (et il leur permet, et leur a permis, tant d'extraordinaires prévisions !).

Autrefois, il suffisait, en tout et pour tout, d'être brave, pour réussir une opération révolutionnaire, momentanément tout au moins — car, pour durer, c'est une histoire beaucoup plus compliquée... Un jour, Blasco Ibanez, cet aimable et généreux faux grand homme, me disait, avec un profond soupir, sa désolation que le temps fût passé où il suffisait de descendre dans la rue, en un petit groupe très résolu, pour chambarder le pouvoir. Aujourd'hui, il y a les mitrailleuses, — et les barricades ne sont plus que de carton. Le métier est gâché, et, quant à lui, il s'en était, en conséquence, dégoûté.

Évidemment, il y a les mitrailleuses. Mais ce n'est pas seulement à cause de cela que le vieux scénario révolutionnaire qui, de réaliste, est devenu romantique, est bon à mettre au rancart. C'est qu'il s'agit de révolutions bien autrement fouillées et spacieuses que les sketches politiques qui ont mis si souvent jusqu'ici une tablée de personnes à la place d'une autre dans un palais central, sans changer par ailleurs rien du tout, sinon les étiquettes. C'est bien autre chose qu'exige l'intérêt général qui attend péniblement dans les bas-fonds d'un univers.

Le marxisme éclaire les profondeurs et les nécessités, enchaînées l'une à l'autre, de ces grands bouleversements logiques de la société actuelle, et il donne des règles sûres pour les élaborer. Le marxisme, ce n'est pas, comme on serait tenté de le croire (quand on l'ignore), un recueil de principes complexes ou de commandements à apprendre par cœur, comme une grammaire ou comme un Coran. C'est une méthode. Et elle est simple. C'est celle du réalisme intégral. Polarisation de toutes les idées, tâtonnement de tous les efforts, vers l'assise ferme, le support concret, l'ossature — à travers les mysticismes, religieux ou abstraits, les cortèges de fantômes et les déraillements dans le vide. Pas d'idées ou de formules suspendues en l'air comme si elles pouvaient s'y tenir toutes seules. Karl Marx est le penseur moderne qui fut assez géant pour souffler sur les nuages du ciel de la pensée. La méthode incite à remonter toujours jusqu'aux causes, à descendre toujours jusqu'aux conséquences, à ne jamais lâcher le réel, à mêler étroitement la théorie à la pratique : vérité, réalité, vie.

Le socialisme n'est plus désormais un rêve brumeux et sentimental où l'on ne rencontre du solide que pour s'y casser le nez, mais la doctrine qui calque d'avance les besoins logiques de tous, et que chacun doit loyalement travailler à réaliser, par les moyens les plus nets. Il implique modification de l'état de choses ambiant. Il déblaie et étaie, il fait voir le présent et l'avenir. C'est la sagesse concrète, qui pousse naturellement à la double besogne de démolition et de construction.

La conception marxiste est scientifique. Elle se confond avec la conception scientifique. Le révolutionnaire reste toujours un apôtre et un soldat, mais il est surtout un savant qui va dans la rue. D'ailleurs, tous les savants du monde font du marxisme sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose.

C'est un jugement critique de la société qui fabrique le révolutionnaire dans l'honnête homme, ce n'est pas un emballement, haineux, furieux, ou généreux — ou, plutôt, ce n'est pas seulement cela. C'est un emballement calculé. L'iniquité sociale est une faute d'orthographe.



Toute erreur dans les choses tend à se rectifier elle-même, mais l'esprit humain doit hâter cette rectification organique, par la prévision ; et — ensuite —, qu'on apporte toute l'ardeur qu'on voudra, pour la mise en ordre. L'esprit d'abord. Le sentiment — précieux moteur — ne doit venir qu'après l'intelligence, et obéir. Le sentiment ne doit être que le serviteur de l'évidence, lui qui, livré à lui-même, peut être aussi bien le serviteur de la folie.

On sourit quand on entend l'écrivain allemand Emil Ludwig demander à Staline (il l'a fait il y a deux ans) : « N'auriez-vous pas été maltraité par vos parents dans votre enfance, pour être devenu tellement révolutionnaire ? »

Ce bon Emil Ludwig en est encore à croire dur comme fer à ce vieil adage de la sagesse des nations, qui pontifie que pour être révolutionnaire, il faut être méchant, ou aigri, et, dès le bas âge, battu par ses parents. Pauvre argument trop piètre pour être injurieux. Sans doute, le malheur pousse aux épaules les individualités et les masses, mais les révolutionnaires sont bien en avant de la petite « conjoncture personnelle », sur la route du progrès collectif. Staline a répondu patiemment à Ludwig : « Pas du tout. Mes parents ne me maltraitaient pas. Si je suis devenu révolutionnaire, c'est seulement parce que j'ai trouvé que les marxistes avaient raison. »

« La politique de principes est la seule juste », a dit et répété Staline après Lénine. C'est là l'affirmation de base, le précepte majeur qui, dit encore Staline, « permet de prendre d'assaut les positions inexpugnables ». Et le grand ressort, pour les meneurs du progrès social, c'est la foi dans les masses. Cette foi dans les grandes masses ouvrières, est le mot d'ordre, le cri d'action, que ce chef aura le plus souvent proféré au cours de son destin. « La maladie la plus indécente dont puisse être atteint un chef, nous dit-il, c'est la peur des masses. ». Le chef a besoin d'elles plus qu'elles n'ont besoin de lui. Il apprend par elles plus qu'elles n'apprennent par lui. Dès qu'un chef commence à cuisiner sa petite affaire en dehors des masses, il est fichu, et pour la victoire, et pour la cause.

Donc, l'agitateur positif, rudement armé de réalisme, hâsseur de phrases et d'abstractions, commença à se battre.

Notons ici l'influence de Kournatovski, compagnon de lutte de Lénine et pionnier de ses idées en Transcaucasie. Ce fut l'agent de liaison entre J. V. Djougachvili et le léninisme. Le marxisme, selon la frappante formule d'Adoratski « nous met à même de saisir l'originalité du moment présent », et le léninisme était le marxisme déjà largement adapté à la situation de l'époque et du milieu.

Notre homme prit toutes sortes de noms de guerre : David, Koba, Nijéradzé, Tschijikov, Ivanovitch, Staline — et son agitation méthodique prit toutes sortes de formes.

D'abord, il affirma son orientation, sa tendance fondamentale, dans sa lutte au sein du parti, entre les vieux et les jeunes. Les Vieux étaient pour la distribution, par petits paquets, de la « propagande pure » à une sélection d'ouvriers chargés ensuite de diffuser la leçon. Les Jeunes étaient pour le contact direct, pour « la rue ». Est-il besoin d'ajouter que c'est cette dernière tendance que Staline appuya — et fit triompher.

La grève. En 1900-1901, il y eut à Tiflis de renaissantes grèves, auxquelles ce trouble-fête, qui se mettait à tenir beaucoup de place, ne fut pas étranger. Cela et, spécialement, la grande manifestation qui eut lieu en mai 1901, amena la dispersion du comité social-démocrate de Tiflis, et l'illégalité intégrale, si on peut s'exprimer ainsi.

Il était sans le sou. Le camarade Ninoua et quelques autres, lui donnaient de quoi manger, vers 1900, à Tiflis, où chaque soir il discutait dans les huit cercles qu'il dirigeait.

Toute une partie supplémentaire du travail de l'agitateur consistait à se cacher. On montre à Tiflis une des maisons où était la « cachette illégale » de celui que nous suivons des yeux. Avec les très grêles colonnettes de son balcon couvert, sa mince porte cochère ogivale, cette maison ressemble à pas mal de maisons de Tiflis : première condition qu'elle avait à remplir étant donné le métier qu'elle faisait.

Dans les réunions, il apparaît à l'improviste, s'assoit sans mot dire, et écoute — jusqu'au moment où il prend la parole. Il est toujours accompagné de deux ou trois camarades dont un fait le guet à la porte. Et il ne s'éternise pas. Et pour prendre un train, il faut de savantes manœuvres de dépistage.

... Et il est dans cette réunion clandestine qui s'est tenue près des coulisses d'un théâtre, de sorte que quand la police cerna l'immeuble, on n'a eu qu'à enfoncer une porte et on s'est mêlé, avec des figures très intéressées, au public du théâtre.

... C'est lui qui vient d'entrer dans la grande librairie Popov. Il a demandé un livre de Belinski, et il s'est mis à le parcourir avec attention, tout en suivant de l'œil le manège d'un commis auquel il remet — ni vu ni connu — deux faux passeports. Ils devaient servir à l'évasion de deux camarades que la police devait aller arrêter un peu plus tard — un peu trop tard. Ce Popov est un libraire monarchiste, c'est pourquoi les camarades avaient beaucoup de facilité pour s'y rencontrer : Stouroua, Rykov, Todria, Enoukidzé.

Il a le flair. C'est lui qui, par une sagace intuition empêche les ouvriers de Bakou, comptant sur la sympathie d'un régiment (c'était un piège), de tenter de délivrer les manifestants emprisonnés à la suite de bagarres avec les Cent-Noirs portant le portrait de « l'Adoré ».

Mais si le sol national se dérobe — un peu plus encore — sous les pieds du révolutionnaire, un solide point d'appui lui vient sur le plan international : le journal que Lénine arrive à publier à l'étranger : *L'Iskra* (*L'Étincelle*), centre de doctrine et de conspiration publique, si l'on peut dire, et dont le premier numéro, sorti à Munich en janvier 1901, terminait son premier article par ce cri : « Nous devons prendre la citadelle ennemie, et nous la prendrons, si nous unissons toutes les forces du prolétariat qui s'éveille. »

Au reste, il ne se cache pas toujours. Il y a des moments — bien choisis — où il se décaché. Par exemple, lorsque, grâce à lui, le 1<sup>er</sup> mai fût fêté pour la première fois au Caucase (1901). Ou bien lorsque, s'avançant à la tête du groupement des cheminots grévistes de Tiflis menacés par l'officier de police d'être fusillés s'ils ne se dispersaient pas, il répond en leur nom : « Vous ne nous faites pas peur. Qu'on nous donne satisfaction, et nous nous disperserons ». (La charge qui suivit ne vint pas à bout des grévistes).

Il va à Batoum, en Abkhasie, au sud de la Géorgie, fonde un Comité, et c'est, comme dit Lacoba, « une nouvelle page de la grande biographie ». Installé au faubourg marécageux de Tchaoba, Sosso soulève les ouvriers de Mantashev et de Rothschild. La police lui donne la chasse. Il gagne Gorodok en vitesse. Ses déplacements se compliquent du fait de l'imprimerie clandestine qu'il transporte et qui est son haut-parleur à voix basse.

Après la manifestation du 1<sup>er</sup> (mars, à la tête de laquelle il se place comme une cible, et où il y eut quatorze tués, quarante blessés et 450 arrestations, il fallut déménager à nouveau l'imprimerie et celui qui la faisait parler.

Il y avait dans les parages un cimetière (celui de Sou-Ouk-Sou), dont le fossoyeur était un copain. On tenait des réunions secrètes dans ce cimetière (après, il fallait faire disparaître soigneusement les mégots entre le tohu-bohu des stèles musulmanes).

Un jour, on y apporta au galop l'imprimerie. Le fossoyeur reçut dans les bras une grande jarre contenant les caractères, et la presse. Il se dirigea avec ce chargement vers le champ de maïs d'à côté. Mais il dut, précipitamment, s'allonger par terre : une vague de gendarmes, puis une vague de Cosaques qui, justement, cherchaient l'imprimerie.

Où trouver un autre gîte pour l'entreprise et pour son directeur ? On pensa à la maison de Khachim.

Khachim était un vieil homme qui s'était mis tout d'un coup, du fond de son cœur simple de paysan musulman, à comprendre et à honorer Sosso. Il lui avait dit un jour : Moi, le plus petit des hommes et le plus persécuté, je ne me suis jamais adressé aux chefs, mais toi, pourtant, je le reconnais. Il lui a dit aussi, un peu plus tard, après l'avoir, entendu davantage : « Je vois bien ce que tu es, tu es afirkhatza (héros abkhase), tu sembles né du tonnerre et de l'éclair, tu es souple et tu as un grand esprit et un énorme cœur. »

Le vieux paysan et son fils déménagèrent l'imprimerie chez eux, et Sosso y habita aussi, par-dessus le marché. Et arrivèrent dans le village des femmes au long voile musulman, lesquelles avaient, de près, de rudes allures étranges : c'étaient des ouvriers typographes qui prenaient leurs précautions pour entrer dans l'atelier improvisé.

On vit désormais, chaque matin, le vénérable Khachim sortir de chez lui, avec son turban et sa barbe blanche, et aussi avec un panier plein de légumes et de fruits. Mais, en dessous des fruits, il y avait des tracts et des proclamations. Il allait à la porte des usines, vendait les fruits et les légumes. Selon ce qu'il savait des acheteurs, ou bien selon leur tête, il enveloppait la fruiterie dans des tracts.

Cependant, l'agitation mystérieuse qui se faisait dans la chambre du travail, et le tapement de la presse, avaient incité les paysans d'alentour à penser que Sosso, hôte de Khachim, faisait de la fausse monnaie. Ils ne sont pas très fixés sur ce qu'il convient de penser de ce métier-là, qui demande évidemment beaucoup de technique, mais est diablement discutable. Ils viennent trouver Sosso un soir et lui disent : « Tu fais de la fausse monnaie. Après tout, ce n'est peut-être pas une si sale affaire, car, pauvres comme nous le sommes, nous avons idée que nous ne pourrions pas en souffrir. Quand mettras-tu en circulation l'argent que tu inventes ? »

— Je ne fais pas de fausse monnaie, rétorqua Sosso. J'imprime des tracts qui disent votre misère.

— Ah, tant mieux ! s'exclamèrent les paysans, parce que nous ne t'aurions pas tout de même aidé à imiter les rouilles, vu que nous ne savons pas la manière. Mais l'affaire que tu dis, c'est la nôtre. Nous comprenons, nous te remercions, et nous t'aiderons.

... Et malgré l'ordre chronologique, on fait ici une petite et brève ouverture vers une autre époque. Le même endroit — le même jardin de Khachim, mais en 1917. Le vieux paysan, la révolution finie, revient chez lui et inspecte son jardin... Il y avait enterré l'imprimerie clandestine, beaucoup de mois avant, lorsqu'il dut quitter rapidement son logis. Celui-ci avait été occupé par des soldats, qui, ayant fouiné autour de la maison, avaient déterré l'outillage d'imprimerie, et avaient dispersé à la volée cette ferraille dans tout le jardin. Khachim chercha et rassembla précieusement tous les morceaux de l'imprimerie, et quand il les eut réunis, il dit à son fils : « Tu vois, c'est avec cela qu'on a fait la Révolution. »

... Revenons à avril 1902. Voici Sosso qui parle à Kandélaki, en fumant une cigarette. Sosso, c'est, dans un coin de la grande pièce, ce jeune homme très brun, très mince, avec son foulard rouge à carreaux, sa barbe noire de rapin romantique, ses cheveux tout noirs « qui semblaient rejetés en arrière par le vent », « ses petites moustaches, son visage long et sa hardiesse gaie ». Or l'Okhrana (le Service de la Sûreté), s'était inquiétée de lui, et à ce moment même, la police emplissait les sous-sols de la maison de Darachvilidzé où on était, et même elle la cernait. C'est eux. On est pris au piège. Sosso dit « Ce n'est rien », en continuant à fumer. Les bottes et les cliquetis montent et font leur entrée, et ce qui devait arriver arriva. Sosso est arrêté, emprisonné à Batoum, transféré à Koutaïs (où il organise une grève de prisonniers — qui réussit).

Ensuite de quoi, il est déporté en Sibérie dans le gouvernement d'Irkoutsk... Le tsarisme, qui n'avait pas su, pas pu et pas voulu, aménager économiquement la Sibérie, l'avait aménagée politiquement, en la dotant d'un chapelet de camps de concentration ou d'externats de forçats, noyés et enfermés dans l'immensité.

Mais un jour, non éloigné de ceux dont il vient d'être question, un personnage apparut à Batoum en costume de soldat. C'était Koba, qui avait brûlé la politesse à la gendarmerie et était revenu d'Asie Centrale — à ses propres frais.

C'était pas mal de temps perdu. Moins pourtant qu'on ne pourrait croire, parce qu'un révolutionnaire reste toujours révolutionnaire, même en prison.

Simion Verechtchak, socialiste-révolutionnaire, un farouche ennemi politique (« Rien ne lui plaît en Staline, — Damian Biedny nous en avise, — ni son nez, ni la couleur de ses cheveux, ni sa voix — rien, quoi ! »), raconte qu'en 1903 il était dans la même prison que Staline, à Bakou, — prison faite pour quatre cents détenus et qui en contenait quinze cents : « Une fois, une nouvelle tête apparut dans la cellule des bolcheviks. On dit : « C'est Koba ». Que faisait Koba en prison ? De l'éducation. « Il y avait des cercles, et le marxiste Koba se distingua parmi les professeurs. Le marxisme était son élément. Sur ce point, il était imbattable... » Et Verechtchak nous dépeint ce jeune homme « portant une blouse de satinette bleue, le col ouvert, sans ceinture ni coiffure, un capuchon jeté sur l'épaule, et toujours un livre à la main », qui arrangeait de grandes « discussions organisées ». (Koba les préférait de beaucoup aux discussions individuelles). A une de ces discussions — sur le problème paysan —

Sergo Ordjonikidze échangea successivement avec son co-rapporteur, le socialiste révolutionnaire Kartsevadzé, des arguments, puis des coups, et, finalement Ordjonikidze fut à demi assommé par les socialistes-révolutionnaires. Plus tard, lorsque Verechtchak retrouva Staline en prison, ce qui le frappa principalement, fut la foi impressionnante qu'avait ce prisonnier bolchevik dans la victoire des bolcheviks. Un peu plus tard, lorsqu'il lut locataire de la cellule n° 3 à la prison de Bailov, Koba organisa aussi des cours. La prison ne lui imposait qu'un changement tout relatif d'occupations.

Le surmenage incessant, le formidable inconfort, semaient la maladie parmi les militants. Koba ressentit les premières atteintes de la tuberculose. Ce fut l'Okhrana qui le guérit — dans des conditions telles qu'il n'eut aucun gré à lui en savoir. Il était en Sibérie, en pleine campagne, lorsqu'il fut assailli par cette terrible tourmente glacée qu'on appelle pourga. Pour y échapper, les gens n'ont que le recours de s'allonger et s'enterrer dans la neige. Lui, suivit son chemin, qui était une rivière glacée. Il mit des heures pour faire les trois kilomètres qui le séparaient d'une cabane. Quand il franchit enfin un seuil, on le prit pour un revenant : de la tête aux pieds il n'était qu'un glaçon. On le dégela. Dégelé, il tomba et dormit dix-huit heures d'affilée. De cette affaire-là, sa tuberculose disparut à jamais. C'est comme ça : Quand la Sibérie ne tue pas les tuberculeux, elle les guérit radicalement. Pas de moyen terme : le froid emporte ou l'homme ou le mal (un peu au hasard).

Il était en prison, en 1903, lorsqu'il apprit une grande nouvelle. Au II<sup>e</sup> Congrès du Parti social-démocrate russe, la scission venait de se marquer nettement, sur l'initiative de Lénine, entre bolcheviks et menchéviks. Les bolcheviks : les intransigeants, les lutteurs de classe inflexibles, les militants de fer. Les menchéviks : les réformistes, les adaptateurs, les arrangeurs, les techniciens du compromis et de la combinaison. Les menchéviks s'irritaient contre les bolcheviks qui semblent exagérer à plaisir leurs desiderata. (A-t-on idée ; ces vaincus qui veulent la lune !).

La cassure était mise en question. Il fallait choisir. Encore que la chose ne se posât pas — en pleine puissance et persécution tsaristes, en pleine prospérité de la malfaisance capitaliste — comme elle s'est posée depuis, Staline n'hésita pas : il choisit bolchevik. Il décida « Lénine ».

Il y a toujours un moment où l'homme d'action doit prendre une décision de cet ordre, qui s'imprime ensuite sur toute sa vie. On évoque ce vieux mythe grec, grandiose parce qu'antique, d'Hercule mis au pied du mur, entre le Vice et la Vertu, au début de sa divine et sportive carrière. Mais n'y avait-il point, dans l'espèce, du pour et du contre ? Le réformisme est tentant. Il a l'air sage, il a l'air prudent, il a l'air d'épargner le sang. Mais ceux qui voient loin et qui discernent les grandes rançons de la logique, et de l'arithmétique sociale, et recueillent dans une mesure de plus en plus large, l'expérience historique, savent que sur la voie de la résignation opportuniste et de la vassalité réformiste, il y a mirage, puis piège, puis trahison — et que c'est la voie de la démolition et du massacre. Question de nuances, disent les bonnes gens. Non ! question cruciale, question de vie et de mort, parce que le minimalisme (qu'on appelle aussi moindre mal), est conservateur.

Koba (c'était un de ses noms) s'est donc évadé pour la première fois. Et à partir de ce moment, il y eut d'une façon périodique, ici, là, partout, en Transcaucasie et en Russie, des détachements de gendarmes, en chasse, le nez au vent, qui le cherchèrent, le reprirent, puis se mirent à sa recherche de nouveau. Et cela se passa six fois, sauf erreur ou omission. Après qu'il s'est évadé, le Koba en question mène la lutte contre les menchéviks géorgiens. « De 1904 à 1905 écrit Ordjonikidze, Koba était pour les menchéviks, le plus haï des bolcheviks caucasiens. Il en devint le dirigeant reconnu. »

Un jour l'ouvrier Dolibadjé l'interpelle :

— Enfin, sacrableu, camarade Sosso, les menchéviks sont la majorité dans le parti, tout de même !

Et cet ouvrier se souvient très bien aujourd'hui que Sosso lui a répondu :

— Majorité ! Pas majorité de qualité. Attends seulement quelques années, et tu verras qui avait raison et qui avait tort.

Et tous les militants qui ont vécu cette période au Caucase se remémorent aussi les hauts cris que poussaient les autorités menchéviques, telles que Noé Ramichvili ou Seide Devdariani, lorsqu'ils avaient vent que Koba, « professionnel bolchevik », allait venir pour discuter avec eux, autrement dit, « pour désorganiser leur vie paisible ».

C'est très exact et très éclairant, ce qu'a écrit dernièrement Boubnov : « Les bolcheviks russes eurent cette chance que pendant quinze ans, ils purent mener une lutte systématique et intensive contre les déviations de gauche et de droite, bien avant la révolution effective. ».

Ce fut autant de tâtonnements économisés dans la suite, et le progrès bénéficia de ce que le Parti avait déjà mis à l'épreuve sa ligne, et qu'il avait pu mûrement établir et vérifier le point de vue sensé, le point de vue vrai, dans l'étude de la théorie, et surtout, dans la rationalisation de la tactique.

Nous savons bien que Napoléon a dit que « quand on a tort, il faut persister, et on finit par avoir raison ». La phrase est amusante et elle vous a un certain tour pittoresque, voire artistico-littéraire. Mais (que les artistes m'excusent), elle est archi-fausse. Rien ne subsiste que ce qui est en harmonie avec la réalité des choses et avec la marche des choses. Afficher le contraire, c'est propager une de ces erreurs encyclopédiques dont se nourrit la morale capitaliste. Elle en crèvera d'indigestion (Malaise de Versailles, prodrome).

C'est ainsi qu'il fallut combattre en même temps que les anarchistes, et que les socialistes-révolutionnaires (de même espèce que les anarchistes), et les nationalistes qui ne voyaient pas plus loin que leur nez national — il fallut combattre, et on combattit les menchéviks à Tiflis, à Batoum, à Tchiatouri, à Koutaïs, à Bakou. En 1905, Staline, entre autres travaux, dirige le journal bolchevik illégal : *La Lutte du Proletariat*, et il écrit, en géorgien, un ouvrage : « Quelque chose sur les différends du parti ». « Hein, comme l'auteur se tient solidement sur ses jambes ! » dit, après une lecture publique de la brochure, Théophile Tchitchoua à Donidzé, qui n'a pas oublié, aujourd'hui, cette parole.

Sous l'influence de Staline, le mouvement ouvrier s'amplifie. Les méthodes changent. On ne pratique plus la propagande révolutionnaire comme des élections au second degré, c'est-à-dire par échelons et par l'intermédiaire de quelques élites ouvrières triées sur le volet. La foi communicative dans les masses pousse violemment les militants à agir d'une façon plus directe, à agir d'une façon plus palpable, vers l'homme et vers la place publique. La victoire du système des offensives vivantes s'impose en fait sous la direction nouvelle : démonstrations publiques, meetings improvisés, audacieuses distributions de tracts et de papillons.

Les années passent dans l'indomptable et patient labeur.

« Le camarade Koba n'avait ni famille, ni foyer, il vivait et il pensait exclusivement pour la Révolution », dit Vazek. Et il ne perdait pas une occasion de manifestation. Vazek raconte qu'à l'enterrement de l'apprenti Khanlar, tué sur l'ordre de la direction de l'usine où il travaillait, à Bakou, un orchestre joua une marche funèbre devant, la mosquée. Le commissaire de police interdit la musique. « Alors le camarade Koba organisa parmi les ouvriers deux chœurs, un qui (marchait devant le cercueil, l'autre derrière » — et qui chantèrent des chants funèbres révolutionnaires à la face et aux oreilles de la police. Elle arriva à faire taire les chœurs. Koba fit siffler — de longs sifflements lugubres. Ce nouveau chœur s'enfla sans que rien ne pût l'arrêter, et la manifestation de deuil devint grandiose.

Les rapports que les agents secrets de l'Okhrana faisaient à sa Haute Noblesse, le chef de la Gendarmerie de Tiflis, sur « une organisation révolutionnaire social-démocrate bien constituée », et « dont l'activité tombait sous le coup de l'article 250 », constataient qu'on y voyait ensemble « ceux qu'on appelle les ouvriers d'avant-garde », et des intellectuels tels que Iossip Djougativili.

Celui-ci, dit un de ces rapports, s'efforçait « de remonter le moral des ouvriers découragés, au moyen de l'agitation et la diffusion de littérature illégale », il « préconisait l'union de toutes les nationalités », et objurait les gens du commun d'alimenter une caisse secrète destinée à « la lutte contre le capitalisme et l'autocratie ».

Ailleurs, le chef de la Section de Bakou de l'Okhrana, informe sa Haute Noblesse, l'archevêque des policiers, que « le paysan Iossip Djougachvili » a joué le rôle prépondérant dans une réunion ayant pour but la fondation d'une imprimerie clandestine. Ailleurs, un agent apprend à son supérieur vénéré que le soi-disant Kaisom Nijéradzé, mis momentanément à l'ombre, n'est autre que le paysan Djougachvili, et que, de plus, cet individu a l'audace « de ne pas se reconnaître coupable ».

Danilov nous parle d'un de ces interrogatoires, mené par un des chefs de cette Police chargée avant tout, comme le furent et le sont encore toutes les Polices du monde — sauf une exception qui confirme la règle — de faire circuler les peuples avec des matraques. Ce satrape, vêtu de bleu turquoise, le cigare à la bouche et « répandant les effluves de son parfum à l'opoponax », « donna là libre cours à son talent de psychologue ». Voici ce qu'il dit ensuite dans son rapport sur la personnalité interrogée : « Djougaohvili, Iossip Vissarionovitch. Corpulence moyenne... Voix basse... Une tache de rousseur à l'oreille gauche... Forme de tête ordinaire... Donne l'impression d'un homme ordinaire ». Rien n'échappa, comme on le voit, à ce subtil policier : Rapport sur Staline : tache de rousseur à l'oreille gauche.

## II LE GÉANT

Il y avait donc quelque part, en Russie (et même aussi, allant et venant parfois en Europe), un grand guide, un frère géant de tous les révolutionnaires — et nous l'avons déjà entrevu. Lénine avait à combattre non seulement contre les pouvoirs publics, mais contre une bonne portion des hommes de son parti. Il exigeait — et ce fut sa grande conception et sa grande œuvre, qui embrassaient tout, le reste — un parti révolutionnaire intransigeant, pur, net et homogène, imperméable à toute espèce de compromission. Il disait que ce parti ne remplirait sa mission de changer la face du monde qu'à cette condition expresse, et que c'était là la question primordiale. Et c'est en ce sens qu'il refit le socialisme dans le socialisme.

On a déjà vu que Staline, avisé par les messages des camarades, alors qu'il était en prison, se rallia totalement à la position prise par Lénine au II<sup>e</sup> Congrès du Parti. Dans cette assemblée, Vladimir Ilitch avait volontairement et fortement souligné la divergence qui se posait, au point de vue de la tactique, entre menchéviks et bolcheviks, et creusé, exprès, un fossé entre les deux tendances — ce qui, de la part de cet unitaire, était une initiative terriblement grave. Il y avait à cela des raisons non moins graves : l'unité entre deux tendances trop différentes ne peut être qu'apparente et fictive ; elle ne peut exister que sur le papier. C'est un mensonge d'unité. Staline approuva. D'ailleurs c'était là la forme de son tempérament et de sa mentalité, et on peut dire qu'avant de choisir, il avait déjà choisi. Il n'y eut jamais de désaccord entre Lénine et Staline.

Par contre, ils eurent tous deux de véhéments adversaires au sein du Parti, et tout d'abord Trotski, menchévik opiniâtre et verbeux, qui estimait que l'intransigeance des bolcheviks frappait de stérilité le parti. Trotski traitait Lénine de faiseur de fractions et de diviseur de la classe ouvrière.

Lénine, agitateur et homme d'Etat universel, et quasi surhumain par l'infailibilité avec laquelle il a accompli en toutes circonstances, de fond en comble, la synthèse entre la théorie et la pratique révolutionnaires, ne sortait pas du marxisme. Le léninisme, c'est exactement du marxisme. C'est un chapitre nouveau du marxisme. Ce n'est pas un amendement : c'est une adaptation, une spécialisation du marxisme à une situation donnée. Staline a écrit : « le léninisme, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes ». Définition « laconique et ciselée », a écrit, en français, Manouïlski qui sait parfaitement le français. Le léninisme, c'est la réponse précise du marxisme à l'époque. Lénine ne changea jamais rien au grand credo socialiste de base tel qu'il fut exposé dans le Manifeste de 1847. Lénine et Marx sont deux vastes personnalités concentriques, et qui se sont mues dans les cadres établis par la plus ancienne. Le génie créateur de Lénine s'exerça sur la transformation de la doctrine socialiste en révolution (puis en ordre révolutionnaire).

Toute théorie réaliste est souple, puisqu'elle s'ajuste à la vie. Mais elle est souple à son extrémité, pas à sa base ; du côté des circonstances, pas du côté des principes (qui sont, du reste, originellement, une synthèse idéale de la réalité). Le maintien rigoureux de ces principes, leur défense contre la moindre tentative de modification, sera une des tâches les plus impérieuses, les plus acharnées, de Staline.

Qu'on le sache donc bien : le bolchévisme, malgré son intense dynamisme progressif, n'oblige pas à choisir toujours et partout, automatiquement, la solution extrême. Il y a certaines circonstances où, en employant de tels moyens de surenchère mécanique, on risquerait de déborder de ses objectifs, de compromettre les résultats acquis, et, en définitive, de faire reculer l'affaire révolutionnaire au lieu de la faire avancer.

Conclusion : pas d'assujettissement à un perpétuel gauchisme pré-établi. « Aller de l'avant », n'a pas ce sens. La doctrine, laquelle est entre les mains des réalisateurs, doit épouser la réalité mouvante, et la réalisation est donc un continuel ajustement, une continuelle invention.

Pour rendre sensible par un exemple cette souplesse organique d'attaches, cette transmission à cardan, de la théorie marxiste à la pratique marxiste, il est très typique de constater que Lénine, hanté par l'idée qu'il fallait que les paysans fussent les alliés des ouvriers dans la lutte sociale, pour qu'une révolution prolétarienne pût s'implanter dans un pays agricole comme la Russie, et après avoir, en 1894, fait valoir auprès des paysans les objectifs fondamentaux du socialisme sur le plan agricole : confiscation et nationalisation des grands domaines — ne va pas aussi loin lorsqu'il s'adresse à eux, six ans plus tard, au début du XX<sup>e</sup> siècle. Entre temps, l'idée de la Révolution avait mûri (elle devait avoir lieu en 1905), et le problème paysan, dont Lénine avait fait une étude magistrale et approfondie, et dont les social-démocrates se désintéressaient (tort majeur, impardonnable, faute politique, aux yeux de Lénine), prenait une pressante urgence en ce qui concernait la coopération des 23 millions de familles rurales, ou leur neutralité, dans le mouvement révolutionnaire.

Lénine rédigea en 1900 un nouveau programme agricole, où il fit uniquement valoir ce fait que la classe paysanne russe, fort en retard historiquement, et même en retard dans le cadre national, était encore plus la victime du système féodal qui continuait à sévir dans les campagnes, malgré la sinistre farce de l'abolition du servage (et même à la faveur des mesures de ruine et de ligotage résultant du geste démagogique d'Alexandre II), que du système capitaliste.

Aussi le programme paysan léniniste de 1900 se borne-t-il à réclamer l'abolition de ces mesures féodales dont était encore frappée la paysannerie — la situation s'étant même aggravée à la suite de la réaction féodale d'Alexandre III —, et la restitution de toutes les sommes extorquées aux paysans qu'on avait obligés à acheter les terres grevées par une scandaleuse surestimation.

Ici donc, Lénine, poussé par les exigences militaires de l'immédiat, faisait valoir les arguments immédiats capables de toucher directement et par larges orbes, la paysannerie, pour obtenir le maximum de rapprochement et de chances de collaboration éventuelle des paysans avec les ouvriers dans le premier acte du drame révolutionnaire : la prise du pouvoir. En ces jours-là, il n'envisageait, sur le plan rural, que ce premier acte et non le dernier — à savoir l'organisation de la société nouvelle — qui serait traité après.

Ainsi va le marxisme. Le tout est de voir assez loin devant soi, de prévoir et d'agir à temps, de ne pas perdre de vue l'ensemble de conditions qui se présentent et qui ont souvent l'air de se bousculer ; d'avoir, en somme, ce sens de l'essentiel qui vous permet de dominer le réel comme si c'était un homme, et qui est le propre de tous ceux qui créent du neuf, que ce soient des savants, des artistes, ou des basculeurs de sociétés.

Cet exemple d'une large restriction touchant les plus importants des objectifs révolutionnaires, aux approches d'un soulèvement qui n'avait que trop de chances d'être une révolution bourgeoise, rions donc un aperçu du génie d'initiative qu'il faut avoir pour être simplement « disciple de Marx », comme Lénine, ou « disciple de Lénine », comme Staline.

La rencontre de Lénine et de Staline.

« C'est en 1903 que je fis la connaissance de Lénine. Ce fut sans le voir : par correspondance. De cette première rencontre par lettre, je garde un souvenir ineffaçable. J'étais alors déporté en Sibérie. Examinant l'activité révolutionnaire de Lénine depuis la fin du siècle dernier, et surtout après l'apparition de l'Iskra, en 1901, j'étais arrivé à cette conviction que nous avions en Lénine un homme pas ordinaire. Il n'était pas à mes yeux un simple dirigeant de parti, mais un vrai créateur, — car lui seul comprenait la nature et les besoins urgents de notre parti. Lorsque je comparais Lénine aux autres chefs, ses compagnons, ceux-ci m'apparaissaient toujours une tête au-dessous de lui. A côté d'eux, Lénine n'était pas quelqu'un du même ordre, mais un dirigeant d'un type supérieur, un aigle des montagnes, sans peur dans la lutte et menant audacieusement le parti en avant, par les chemins encore inexplorés du mouvement révolutionnaire russe. Cette impression s'ancre si profondément dans le fond de moi-même, que j'éprouvais le besoin d'écrire au sujet de Lénine, à un de mes bons amis se trouvant alors dans l'émigration, et de lui demander son avis. Quelque temps après, je recevais en

Sibérie une réponse enthousiaste de mon ami, et, en même temps, une lettre de Lénine, simple, mais profonde. Je compris que mon ami lui avait montré ma lettre. Celle de Lénine était relativement courte, mais critiquait avec puissance et intrépidité le travail pratique de notre parti et exposait, avec une clarté et une précision remarquables, tout le plan d'activité du parti pour la période à venir. »

Cette lettre, que Staline crut devoir brûler, « par habitude de conspirateur », et qu'il ne se pardonna jamais d'avoir fait disparaître, cette petite lettre, acheva d'éclairer le militant de vingt-quatre ans, et sur le devoir révolutionnaire, et sur l'homme qui incarnait ce devoir avec le plus de netteté, d'autorité et de rayonnement. C'est à cette date que Staline constate qu'il connaît vraiment Lénine. Mais :

« Je le rencontrai pour la première fois en décembre 1905 à la Conférence bolchevique de Tammerfors (Finlande). Je m'attendais à voir l'aigle de notre Parti, un grand homme, grand non seulement au point de vue politique, mais si vous voulez, grand physiquement — car dans mon imagination Lénine apparaissait un géant, prestigieux et représentatif. Quelle ne fut pas ma déception en voyant devant moi un homme de taille au-dessous de la moyenne, ne se distinguant en rien des simples mortels !

« Il est admis qu'un grand homme doit arriver en retard aux réunions, pour que l'assemblée attende son apparition avec angoisse. L'apparition d'un grand homme est toujours précédée de « chut !... Silence !... Le voilà !... ». Mais j'appris que Lénine était venu bien avant les autres, et je le vis dans un coin en conversation des plus simples avec les délégués les plus simples. Sa conduite était évidemment contraire aux règles admises.

« Cette simplicité et cette modestie de Lénine qui réapparaissaient en même temps que lui-même, son désir de passer inaperçu ou du moins de ne pas souligner sa supériorité, était un des côtés les plus forts de Lénine, nouveau chef des nouvelles masses, des grandes masses simples et profondes de l'humanité... »

... C'est ainsi que, dans le nord, aux antipodes russes de la Géorgie, le jeune révolutionnaire dont le champ d'action débordait déjà le Caucase, se trouva en contact pour la première fois avec l'homme qu'une de ses disciples, Lébédéva, a défini, a portraituré, dans cette seule phrase : « Il était simple, accessible à tous, et si grand. »

Tout cela se passait à la veille de la révolution russe de 1905. Les échecs de la guerre russo-japonaise la forcèrent à sortir avant terme, un peu accidentellement. C'est la première Révolution, celle qui fut manquée, écrasée, mais non inutile : le Prologue, qui laissa, au milieu d'une répression épouvantable, de grandes, leçons.

Staline a expliqué, dans la suite, comment l'issue de la révolution de 1905 eût été sans doute autre, si les menchéviks russes, qui avaient une organisation sérieuse dans la classe ouvrière, et qui auraient pu, à cette époque, tout prendre en mains, n'avaient pas abandonné la conduite de cette révolution à la bourgeoisie, en vertu de ce que Lénine et les bolcheviks définissaient le « schéma » menchévik, sommaire théorie d'après laquelle, la révolution russe devant être bourgeoise, le prolétariat n'avait à jouer dans la combinaison que le rôle « d'opposition d'extrême gauche ». Toutes ces réserves et cette casuistique mises en avant, alors qu'il aurait fallu se lancer totalement dans l'aventure et dégelier la théorie avec des mots d'ordre susceptibles de mettre le feu aux ouvriers — firent avorter le gros soulèvement de 1905 (ou du moins, furent une des raisons de cet avortement) — encore que les marxistes « légaux » se donnassent beaucoup de mal littéraire pour essayer de faire faire la révolution bourgeoise par les ouvriers.

Un poète latin a dit que celui qui a commencé quelque chose en a déjà fait la moitié. On peut affirmer, en contre-partie, et non moins justement, que celui qui ne fait une chose qu'à moitié, ne la fait pas du tout. Une succession de grandes aventures populaires au cours des âges montre que tant que le prolétariat ne prend pas tout en mains, et là où il ne prend pas tout en mains, il ne prend rien.

Terrible remous de représailles. La persécution se jeta partout, s'élargit, s'élargit sans cesse. Qu'il suffise de signaler que, de 1905 à 1909, le chiffre annuel des prisonniers politiques passa, en Russie, de 85.000 à 200.000. La persécution policière proprement dite s'aggrava des déprédations sanglantes des Bandes Noires issues de l'Union du Peuple Russe (ultra tsaristes) et composées d'un ramassis d'énergumènes blancs, (masqués de noir), de provocateurs, et de bandits.



En même temps que la répression méticuleuse et sauvage de la révolution de 1905, on vit s'instituer sur la Russie réactionnaire — par-dessus, tout en haut — une parodie de démocratie. Semblant de Constitution, apparence de Parlement, fantôme de libéralisme. L'histoire contemporaine aura donné régulièrement le spectacle de ces énormes caricatures publiques (elle le donne encore).

Le tsar, inconscient et hébété, esclave de la tsarine (cette dame haïssait la liberté des autres et tenait à en purifier complètement la sainte Russie), — jouet des papes et des sorciers, était féroce dans ses moments de lucidité : « Qu'on n'acquitte personne » et « surtout, qu'on ne me demande pas de grâces ! », déclarait, après 1905, l'emprisonneur, le pendeur et le fusilleur couronné des Russes, qui fut, de plus, le responsable personnel de la guerre contre le Japon, à cause d'une affaire industrielle mandchourienne où il avait des intérêts financiers.

Autour et en bas du tsar, l'État : Des ministres dont le souci principal était d'enfoncer les travailleurs dans l'ignorance crasse, de passer le peuple à tabac, d'étrangler les aspirations prolétariennes ; de maintenir le paysan dans une situation plus misérable qu'avant l'abolition du servage ; de protéger les attentats à la pudeur des thaumaturges, conseillers intimes des grandes dames du Kremlin ; de laisser en paix les prévarications astronomiques des fonctionnaires de toute plume et de tout poil, les méfaits des assassins ivres de tsarisme, qui formaient les Bandes Noires, les montages do pogromes (industrie beaucoup plus florissante que toutes les autres).

Il y avait de vagues partis constitutionnels extrêmement atténués, que la « démocratie » de leurs programmes vaccinait contre le socialisme, et qui n'étaient roses qu'aux yeux des blancs — comme les octobristes et les constitutionnels-démocrates. Ils attendaient, avec beaucoup de patience et de respect, qu'une révolution bourgeoise leur attribuât les commandes de l'État. [Notons seulement, a propos du Parti constitutionnel démocrate qui n'eut pas le temps de jouer le moindre rôle, aplati net qu'il fut entre la réaction et la révolution d'Octobre, que ses leaders, ennemis attirés des bolcheviks, avaient pourtant déclaré bien avant la guerre, qu'au cas où une Constitution de genre occidental remplacerait le pouvoir tsariste, ce nouveau gouvernement ne reconnaîtrait pas les dettes contractées par le gouvernement impérial à partir de 1905, « les emprunts faits par le tsar contre son peuple. ». En 1906, alors que le gouvernement, russe était en pleine action terroriste, ses caisses étaient vides. Elles furent remplies par la France. Ce geste du ministre Rouvier (par ailleurs un voleur), permit à la répression de reprendre sauvagement ses attentats — les éléments russes les plus modérés l'ont confirmé.]

Après le soulèvement et la déception de 1905, l'organisation des socialistes bolcheviks se poursuit imperturbablement. Seuls, ils ne perdirent pas la tête, parce qu'ils ne perdirent pas la foi. « Ils tenaient compte de l'élan futur des masses. »

A Stockholm, en 1906, congrès, où Staline, sous le nom d'Ivanovitch, est délégué par les éléments bolcheviks de l'organisation de Tiflis. A ce Congrès, Lénine partit en guerre contre les menchéviks. Ils étaient là toute une brillante phalange : Plékhanov, Axelrod, Martov. Lénine démolit pièce à pièce, avec son implacable, son agressive et bouleversante clarté, leur argumentation.

Lénine n'était pas du tout ce qu'il convient d'appeler un orateur. C'était un homme qui parlait. Sauf dans certaines périodes (notamment aux jours d'Octobre) où il s'agissait de déclencher des sursauts directs et immédiats de foules, où il fallait coûte que coûte se démener devant la marée humaine toute-puissante, Lénine ne faisait presque pas de gestes en parlant. Dans les congrès, on a pu invoquer sa sobriété et même sa « sécheresse ». Il ne cherchait qu'à persuader ceux qui l'écoutaient, qu'à distribuer sa conviction par le dedans, non par le dehors ; par le poids du contenu, non par la gesticulation et la danse du contenant. On peut donc dire que les attitudes oratoires qu'on lui prête par l'image ne sont pas absolument justes et qu'il n'a jamais tant remué qu'en ses statues.

La manière simpliste et pleine, de discourir, dont usait Lénine était aussi celle que Staline avait instinctivement adoptée, et dont il ne devait jamais se départir.

Lui non plus ne prétendait pas faire de la tribune un socle et n'aspirait pas à être « une grande gueule », sur le modèle Mussolini ou Hitler, non plus qu'à imiter le grand jeu des avocats comme Alexandrov qui savait si bien agir sur la rétine, sur le tympan et sur la glande lacrymale de l'auditeur, où les bèlements contagieux de Gandhi. Il était, et il est resté, plus sobre encore de paroles que Lénine. Serafima Gopner, qui a joué un rôle en vue dans la Révolution, explique combien elle a été

impressionnée par le discours que Staline prononça en avril 1917 sur l'activité du Soviet de Pétrograd (dont il était le seul membre bolchevik). C'était « un tout petit discours où il y avait tout » ; toute la situation y était intégralement exposée, et il était impossible d'en faire sortir ou d'en changer un seul mot. De même, Orakhelachvili constate que « dans un discours de Staline, il n'y a pas une goutte d'eau ».

Mais encore qu'il parle « entre ses dents », d'une voix plutôt sourde, sans mimique et uniquement pour montrer ce qu'il pense, Staline comme Lénine, attache, convainc et bouleverse par la substance de ses discours, qui gardent, visibles, à la lecture toute leur ampleur et leur logique architecturale. Le discours plein de perspectives et de gerbes de lumière, que Staline prononça en fin 1933 sur le bilan du Plan Quinquennal, est un chef-d'œuvre littéraire.

... Cependant, à ce Congrès de Stockholm, les menchéviks eurent la majorité. La plupart des congressistes étaient moins auditeurs qu'adversaires de parti pris. Les bolcheviks subirent une défaite. Alors, quoi ?...

« ... Pour la première fois, je vis Lénine dans le rôle de vaincu. Mais il n'était pas abattu. Il pensait à la victoire future. Les bolcheviks étaient quelque peu atterrés. Lénine les secoua : « Ne pleurnichez pas, camarades, nous triompherons certainement, car nous avons raison ». Le mépris des intellectuels pleurnicheurs, la foi dans nos forces, la foi dans la victoire, voilà ce que Lénine nous insufflait alors. On sentait que la défaite des bolcheviks était momentanée, qu'ils allaient triompher... »

L'année suivante, Staline va à Berlin et y reste quelque temps, pour causer avec Lénine.

En 1907 également, nouveau Congrès, à Londres. Cette fois, les bolcheviks triomphèrent. Alors :

« ... Pour la première fois, je vis Lénine dans le rôle de vainqueur. Mais il ne ressemblait pas à ces chefs que grise la victoire. La victoire ne faisait que le rendre vigilant et circonspect. Il nous disait, à nous les délégués groupés autour de lui : « Premièrement, ne pas chanter victoire. Deuxièmement, anéantir l'ennemi, car il n'est que battu, non exterminé ». Et il se moquait durement des délégués qui affirmaient à la légère que « désormais, on en avait fini avec les menchéviks ».

Il ne faut pas se glorifier tant qu'on n'est pas arrivé au bout, et quand on est arrivé là, c'est inutile.

« Ne pas pleurnicher sur la défaite... » « Ne pas chanter victoire... », ces grandes paroles, proférées par Lénine, reprises en large écho par Staline (qui les utilisa en d'importantes circonstances), elles s'appliquent à l'ample développement du socialisme contemporain, à la lutte finale pour une civilisation toute nouvelle ; mais n'évoquent-elles pas, pourtant, l'âpre sérénité des plus graves moralistes de l'antiquité, les hautes cimes — sans bases, hélas — du stoïcisme grec et romain, et n'ont-elles pas l'accent de celles qui tombaient des lèvres austères et exigeantes d'un Epictète ou d'un Marc-Aurèle !

Vers la fin de 1907, dès son retour du Congrès de Londres, Staline s'installe à Bakou. Il dirige *Le Proletaire de Bakou* (il avait dirigé le journal *Dro (Le Temps)*, à Tiflis, au cours de 1907). En deux mois, il fait passer dans les rangs bolcheviks la majorité de l'organisation social-démocrate de Bakou.

Et c'est encore cette même année qu'il fit, avec Lénine, une violente campagne contre les otzovistes, ultra gauchistes qui prétendaient que les députés révolutionnaires de la Douma devaient être rappelés par le parti. Erreur ! disaient Lénine et Staline ; si pourrie que soit, dès l'abord, la jeune institution, les bons éléments doivent y rester le plus possible, pour assurer par là de nouveaux contacts, et de nouveaux débouchés à la propagande. (Ce qui prouve que l'intransigeance des bolcheviks savait fort bien ne jamais dépasser les bornes du sens pratique et, qu'en tous cas, ils admettaient l'utilisation des moyens légaux). Il va encore à l'étranger pour voir Lénine. Puis il est encore une fois arrêté par l'Okhrana, et encore une fois, il s'enfuit. Puis il mène campagne — également avec Lénine — contre les partisans de « l'édification de la divinité », son initiateur, Bogdanov, ses éminents défenseurs, Lounatcharski et Gorki, qui voulaient que l'on fit du socialisme une religion pour le rendre plus populaire : Ce n'est pas sérieux et solide, celle base mystique et artificielle prêtée à des évidences qui s'imposent si clairement par le canal du bon sens et du criant intérêt personnel !

Et les années suivantes, c'est la même chose. Péniblement, héroïquement, mais sûrement, la grande cause des rectificateurs tenaces gagne des adhérents, au sein du parti. En 1910, Staline est arrêté.

De 1909 à 1911, la période fut dure pour la révolution éparse dans l'empire : période d'arrêt, de découragement, presque de panique. Le parti social-démocrate russe, disloqué par les coups ininterrompus de la contre-révolution, perdait la foi. Les intellectuels lâchaient, et pas mal d'ouvriers aussi. De plus en plus, on envisageait, non seulement parmi les menchéviks, mais même parmi les bolcheviks, divers moyens pour essayer de se raccrocher à la légalité. La tendance à la « liquidation » de l'activité clandestine allait jusqu'à envisager un parti libéral légal, quasi officiel. De telles mesures menaient au suicide : c'était, « pour vivre, perdre les raisons de vivre » s'il est permis d'exhumer le fastueux langage platonicien. Lénine résista impérieusement, violemment, à cette défaillance, et Staline à côté de lui. Pendant cette période d'épidémie, il leur fallut lutter contre tout le monde. Mais par la suite, Lénine triompha « parce qu'il avait raison ».

En 1911, interrompant par ses propres moyens son emprisonnement, Staline s'établit à Saint-Pétersbourg. Il est repris ; exil à Vologda, écourté par une nouvelle fuite vers le combat. Il revient à Saint-Pétersbourg et y déploie une activité intensive, se tournant sans cesse, en pleine mêlée clandestine et demi-clandestine, contre l'un, contre l'autre, à savoir les menchéviks, (en premier lieu Trotski), et les anarcho-sindicalistes.

La Conférence de Prague se passe au début de 1912, sans Staline. Cette Conférence marque une date dans l'histoire du mouvement social : la scission entre bolcheviks et menchéviks y fut consacrée définitivement sous l'influence de Lénine, qui, dès lors, constitua indépendamment du Parti social-démocrate, un Parti bolchevik homogène. Quoique absent, Staline fut nommé membre du Comité Central du nouveau parti. On le voit partout. Staline inspecte les organisations du Parti dans diverses régions de la Russie, dirige le journal *Zvezda*, est un des fondateurs de la *Pravda*. Il est arrêté et envoyé à nouveau en exil, et, à nouveau, il en revient à la barbe des gardes et des gendarmes. En automne il va à l'étranger s'entretenir avec Lénine. On le voit et on l'entend à la Conférence bolchevique de Cracovie (fin de 1912).

C'est à cette époque que la diplomatie russe cuisinait avec la diplomatie française sur le terrain de la politique extérieure, et échangeait avec elle ces notes officielles qui, publiées depuis, placent, — sous le jour cru de l'histoire — la plus grosse part de la responsabilité de la guerre mondiale dans l'alliance franco-russe (Constantinople et les Détroits, Alsace-Lorraine (revanche et fer), Isvolski, Poincaré). Et ce cette canaille d'Isvolski (qui connaissait les hommes aussi bien que Jaurès), faisait changer brusquement d'opinion aux journaux et aux journalistes, notamment au *Temps* et à M. Tardieu, par des moyens de persuasion quasi magiques. C'est aussi à cette époque qu'il y eut un nouvel « élan révolutionnaire », qui annonçait clairement aux yeux de beaucoup de personnes le spacieux soulèvement où devait s'écrouler l'ignominieux régime tsariste. L'infâme fusillade de la Lena, en Sibérie, où la troupe tira sur une délégation de grévistes et sur la foule, et tua cinq cents personnes (1912), causa une émotion énorme ; un grondement précurseur se fit entendre.

Les vrais révolutionnaires, à leurs postes de combat, tentaient un suprême effort pour l'homogénéité d'un parti fort et efficacement révolutionnaire, apportant vraiment dans l'humanité le bienfait d'un changement politique et social profond, à la place d'un menchévisme de défaitisme, qui se mutilait définitivement. Il s'agissait de maintenir la droite ligne parmi un entrecroisement de courbes et des zigzags — entre les « liquidateurs », qui voulaient persuader le parti de se dépouiller des méthodes révolutionnaires et de sombrer dans la légalité ; ceux qui, dépassant les bornes par l'autre bout, tombaient en transes lorsqu'il était question d'exploiter certaines possibilités de la légalité, et ceux qui, « se couvrant de la toge des conciliateurs », prêchaient l'union à tout prix et voulaient faire marcher ensemble, au mépris du sens commun, des tendances qui s'excluaient catégoriquement (c'était la position de Trotski).

Lénine et Staline prétendaient utiliser à la fois, au maximum, aussi bien toutes les ressources de l'illégalité, que toutes celles de la légalité. Ils rejetaient une unité de trompe-l'oeil, piège à retardement, mais ils luttèrent pour la vraie unité, pour l'intégrité conquérante du Parti.

Il ne nous est que trop facile, aujourd'hui que nous surplombons l'histoire passée comme une carte, de dire qu'ils étaient dans le vrai. Mais, répétons-le, il fallait un fort génie de réalisme à ceux qui étaient submergés et entraînés dans les remous d'une époque, pour dominer cette époque à la manière de la postérité, en voir toutes les issues, et constater le futur. Ici, la clairvoyance est création.

Lénine fait le plus grand cas de ce qu'écrit Staline. Voici comment il s'exprime en 1911 : « Les articles de Koba méritent la plus grande attention. Il est difficile de se représenter une meilleure réfutation des opinions et des espoirs de nos pacificateurs et de nos conciliateurs. »

Lénine ajoute : « Trotski et ses pareils sont pires que tous les liquidateurs qui montrent ouvertement leurs pensées — mais MM. Trotski trompent les ouvriers, cachent le mal et rendent impossible sa découverte et sa guérison. Tous ceux qui soutiennent le groupe Trotski soutiennent la politique de mensonge et de tromperie vis-à-vis des ouvriers, celle qui consiste à masquer le liquidationisme ».

Depuis longtemps — plus exactement depuis toujours — Staline n'avait plus de vie privée. Sans passeport, grîmé, il devait chaque jour changer de domicile. Mais rien ne l'arrêtait dans le travail qu'il réalisait pour grouper le parti bolchevik dans l'illégalité... « Il fallait créer un Etat-Major, former un Comité Central de direction, capable d'être l'organisateur et le guide des masses, dans l'essor révolutionnaire commençant » (C. Ghveitser).

Une autre préoccupation de Staline était la politique socialiste des nationalités. Question capitale dont a dépendu en grande partie le sort de la réalisation soviétique. Il avait trouvé le moyen d'écrire en 1912 sur ce sujet une série d'études d'une portée décisive réunies ensuite en un volume : *Le Marxisme et la Question Nationale* — dont il sera reparlé.

On supprime la *Pravda*. Staline et Molotov la font paraître sous un audacieux pseudonyme : *Pour la Pravda*. On la supprime ; elle reparaît comme : *Le Chemin de la Pravda*.

Ensuite, il est de nouveau arrêté. C'est en juillet 1903 qu'on amena dans la région sibérienne de Touloukhansk, le « terrible Vissarionovitch », qui avait déjà faussé compagnie aux surveillants de Vologda, de Narym et autres lieux, et qui possédait le don de sortir des pattes des gendarmes. Cette fois, on le boucla formidablement. On l'amena à 20 kilomètres du Cercle Polaire, dans un village du nom de Koureika : là, il y avait deux ou trois maisons et à peu près autant de mois sans neige. « Il dut s'installer comme un Robinson, nous dit Choumiatski, dans la toundra glacée ». Il se fabriqua des instruments de pêche et de chasse, depuis le filet et le collet, jusqu'au harpon et à la hache à casser la glace. Toute la journée il pêchait et chassait, coupait du bois pour se chauffer, faisait sa cuisine. Toute la journée... et pourtant, sur la table grossière de l'isba, sous l'oeil inquisiteur et stupide du garde spécial chargé de veiller sur la fixité du proscrit, s'entassaient des pages et des pages écrites traitant de tous les grands problèmes.

Il resta en Sibérie jusqu'en 1917. A l'horizon, se précisaient, en sombre, la guerre mondiale, et, en clair, la deuxième révolution russe.

Et voilà une première période de la carrière dont nous nous sommes approchés. Si l'on interroge de bons juges, si l'on demande, par exemple, à un homme comme Kaganovitch, de donner en une phrase une caractéristique de cette période de la vie de Staline, il répond, — avec quel enthousiasme contenu, dans la voix : « C'est le type du vieux bolchevik ! », et il ajoute : « Le trait le plus remarquable et le plus caractéristique de toute l'activité politique de Staline, c'est qu'il ne s'est jamais écarté de Lénine, n'a jamais balancé ni à droite ni à gauche ». Béla Kun qui après avoir dirigé et fait triompher la révolution bolchevique hongroise, a dû céder devant les circonstances représentées principalement par la défection de la social-démocratie hongroise, et par les forces armées de l'impérialisme européen — Béla Kun qui a travaillé intimement avec Staline avant et après la mort de Lénine, s'exprime dans les mêmes termes, et Piatniski, et Manouilski, et Knorine. Et Ordjonikidze : « Durant ces années de réaction, quand fut créée et formée l'organisation bolchevique en Russie, Staline était le fidèle disciple de Lénine, alors que Trotski menait une lutte furieuse contre Lénine et son parti. » Alors Trotski « calomniait le parti, appelait Lénine l'homme des scissions, accusait les bolcheviks d'employer les moyens illégaux, et demandait, d'un ton menaçant, de quel droit leur journal s'appelait *La Vérité (Pravda)*. » (Jaroslavski.)

La tuerie universelle fut décidée par les maîtres de l'heure. Et le peuple russe marcha pour l'empire britannique des mers, et le peuple anglais pour le Comité des Forges, et le peuple français pour Constantinople, et tous marchèrent pour leurs ennemis.

Le fait d'août 1914 donna raison aux bolcheviks dans le sens que la social-démocratie internationaliste opta dans sa majorité, pour la défense nationale et l'union sacrée du prolétariat avec les capitalistes et

les impérialistes nationaux. C'était l'alliance des victimes et des bourreaux pour le salut des bourreaux (Liebknecht disait : des loups et des moutons !). On ne peut pas être à la fois internationaliste et nationaliste sans être malhonnête, et cette capitulation marqua le déclin moral de la II<sup>e</sup> Internationale.

Lénine et Zinoviev étaient en Galicie quand la guerre éclata. Ils se retirèrent en Suisse, éditèrent de nouveau *Le Social Démocrate*, organe du parti bolchevik russe, et rédigèrent une série d'articles dont l'ensemble a été publié sous le titre : *Contre le Courant*. Cette minorité bolchevique, ballottée sur un radeau et battue par le chauvinisme déchaîné de l'Europe, a désigné inexorablement, contre vents et marées, de quel côté étaient l'équitable logique et la vraie moralité. Ceux qui se dressent contre le courant mondial ne sont qu'une poignée de consciences — ce n'est pas beaucoup pour toute l'humanité. Mais ces dépositaires d'un dogme ferme finiront par user et démolir le sort adverse, parce que « ils ont raison ». A un moment donné, l'histoire s'en mêlera, et on verra bien ce qu'elle dira de ceux qui voulaient cela, et de ceux qui ne voulaient pas cela.

Dès son premier numéro, le 1<sup>er</sup> novembre 1914, *Le Social Démocrate* mit dans le même sac Renaudel et Sudekum, et Haase, et Kautski, et Plékhanov. L'importance capitale de l'intransigeance bolchevique y est proclamée. Sectarisme ? Surenchère de fanatiques ? Le contraire, littéralement : bon sens grandiose. C'est un lait que Plékhanov, Kautski et Jules Guesde, ont lâché la cause du prolétariat et glissé dans le camp bourgeois. (Le nationalisme est l'avenue par laquelle passent toutes les forfaitures sociales). C'est un fait que cette irréductibilité impérieuse que des apôtres soldats portaient avec leur propre vie, a sauvé la révolution russe. Tout le montre. Sans eux, elle eût été finalement perdue, comme l'allemande et l'autrichienne. Et c'est un fait, qu'on n'empêchera la guerre ici-bas qu'en remettant toute la société à l'endroit, et par ce moyen seulement. Il n'est pas de loi morale plus noble que celle qui enjoint de vouloir les moyens lorsqu'on veut la fin.

Lénine, sur-moraliste impeccable, s'élève contre les moralistes de l'idée — destructive — de patrie lorsque cette idée de patrie consiste à diviniser purement et simplement la géographie. (Ce n'est pas la même chose lorsqu'elle humanise, au moyen de tout un peuple, un haut progrès). Il dit aussi : « La II<sup>e</sup> Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la III<sup>e</sup> Internationale, débarrassée non seulement des transfuges, mais des opportunistes ! »

Cela est écrit le 1<sup>er</sup> novembre 1914. C'est quatre ans et demi plus tard que la III<sup>e</sup> Internationale devait sortir tout armée du cerveau de Lénine.

Pendant que, dès 1914, les bolcheviks luttent à Pétrograd contre la réaction gouvernementale, contre les menchéviks et autres ennemis, et que les membres de la fraction bolchevique de la Douma sont envoyés en Sibérie, Lénine se débat en Europe. En 1916, à la Conférence idéaliste de Zimmerwald, il propose un manifeste sur le caractère impérialiste de la guerre et la banqueroute socialiste de 1914. En 1916, à Kienthal, il accentua cette position au milieu du confusionnisme de l'assemblée.

Dans ces mémorables conjonctures, beaucoup de socialistes mauvais teint se refirent une virginité bourgeoise. Les autres eurent l'héroïsme de garder le calme pendant l'avalanche, et de continuer à accorder leurs actes avec leurs idées. Il n'y a guère de différence entre la rectitude morale et la connaissance positive. Le mot : conscience les exprime toutes les deux. La conscience, c'est en nous, l'image de tous.

En février 1917, révolution bourgeoise russe. Abdication du tsar. Gouvernement du prince Lvov. Kérénski.

Lénine est rentre de Suisse par l'Allemagne. La France lui avait refusé le passage par une autre voie. (On connaît l'histoire du « wagon plombé » et tout ce qui s'y est ajouté de légende mensongère). Il est à Pétrograd le 3 avril 1917. Par la direction opposée du globe, Staline revient aussi. Il est nommé membre du Comité Central, après la Conférence pan-russe des bolcheviks, où les deux vieux courants se redessinent et où Staline défend la ligne de Lénine, contre l'opportunisme de Kamenev et des autres. On nomme le Bureau Politique du Comité Central du Parti. Staline y est élu.

La situation était grave pour les gens de la ligne droite, pour les vrais et purs changeurs d'avenir, précisément parce que la dislocation de la machine tsariste avait donné une retentissante satisfaction théâtrale aux aspirations révolutionnaires.

La révolution allait-elle en rester là ? Portée au Kremlin par les masses misérables et furieuses, la séquelle des timides et des pleutres allait-elle avoir la possibilité de la trahir ? Il y avait des risques pour qu'il en fût ainsi, conformément à ce qui s'était passé jusque-là, sans exception (sinon pour l'éphémère Commune de Paris, en 1871) partout où, sur les treize milliards d'hectares de terres émergées du globe, s'était jamais hasardée une insurrection populaire.

Beaucoup ne désiraient pas pousser les choses plus loin que la dégringolade du bric-à-brac historique surmonté d'une couronne fermée, que le remplacement de la dictature héréditaire de la progéniture de Pierre le Grand, par un gouvernement bourgeois prétendu démocratique, que se seraient repassés à tour de rôle deux ou trois partis semblablement démocratiques en paroles et anti-démocratiques en fait — un Président du Conseil à la place d'un empereur, un fauteuil à la place d'un trône. Pas autre chose que grattage de blason, maquillage de drapeau et de timbres-poste, et, aux premières pages des annuaires, changement du personnel chargé de mater le peuple. Et la dictature du prolétariat et, conséquemment, la justice sociale, sombrant à pic dans cette mixture républicaine. Et le système de la guerre endémique et de l'exploitation de l'homme par l'homme restant saintement intact. Nouveau mensonge, nouveau crime politique à la face des peuples.

Staline l'a fort explicitement spécifié : « La tâche essentielle de la révolution bourgeoise se résume à s'emparer du pouvoir et à le rendre conforme à l'économie bourgeoise existante, tandis que la tâche essentielle de la révolution prolétarienne consiste, après la prise du pouvoir, à édifier une économie socialiste nouvelle. »

En d'autres termes, la révolution bourgeoise est conservatrice. Une demi-révolution, c'est une contre-révolution. Et c'est pourquoi la situation était en réalité si pathétique pour les hommes qui avaient préparé « le grand soir » avec leur vie et leur sang, et dont le devoir était clairement, dès lors, de détruire la nocivité de la révolution bourgeoise, par une seconde révolution.

Lénine, « cet homme que les difficultés transformaient en faisceau d'énergies » (Staline), entreprit cette tâche de haute raison, de haute sagesse régulatrice. Il mit au point ce qu'on peut appeler la dualité du pouvoir : un État socialiste dans l'État. À côté du gouvernement officiel, un autre gouvernement, constitué de toutes pièces, ayant son foyer dans le soviet de Pétrograd, fonctionnant et s'enracinant, prêt à devenir le seul. Et la masse ouvrière se mettait à préférer ouvertement ce gouvernement au gouvernement attitré d'à côté.

Staline seconda fortement Lénine. Au VI<sup>e</sup> Congrès (illégal) du parti, en août 1917, Staline fit le rapport sur la situation politique. Il s'opposa vivement à ce que fût ajouté au 9<sup>e</sup> point de la Résolution sur la situation politique, un amendement inspiré par Trotski, déposé par Préobrajenski, faisant dépendre l'édification du socialisme, du déclenchement de la révolution prolétarienne en Occident (cette question de « l'établissement du socialisme dans un seul pays », est une de celles autour de quoi ont lutté l'une contre l'autre avec le plus d'acharnement — et jusqu'à ces dernières années — l'opposition et la majorité du Parti). Staline voulait réserver toute sa chance à une révolution prolétarienne russe. « Pourquoi ne serait-ce pas la Russie qui donnerait l'exemple ? ». Lénine et Staline voyaient d'avance ce à quoi ils croyaient. L'amendement de Préobrajenski ne fut pas adopté. S'il l'avait été, les choses ne seraient pas, aujourd'hui, ce qu'elles sont.

« A la veille d'Octobre, nous apprend Kalinine, Staline est un des rares avec lesquels Lénine décida l'insurrection, à l'insu de Zinoviev et de Kamenev, alors membres du Comité Central. »

Zinoviev et Kamenev n'étaient pas partisans de l'insurrection. « A ce moment-là, dit Staline, ils proclamaient ouvertement qu'en organisant l'insurrection, nous allions à notre perte, qu'il fallait attendre l'Assemblée Constituante, que les conditions nécessaires au socialisme n'étaient point mûres et ne le seraient pas de sitôt... Zinoviev et Kamenev marchaient à l'insurrection par crainte du bâton : Lénine les menait au bâton... Ils furent obligés de se traîner à l'insurrection... Trotski y marcha de son gré, mais il faisait une réserve qui déjà alors le rapprochait de Zinoviev et de Kamenev... Il affirmait que si la Révolution ne se déclanche pas et n'est pas victorieuse en Europe occidentale, la Russie révolutionnaire ne pourra pas résister à l'Europe conservatrice, et que douter de cette opinion trotskiste, c'est faire preuve d'étroitesse nationale. »

Mais, ajoute Staline, à part ces trois-là, « Lénine et le Parti marchaient sans réserves ».

Zinoviev et Kamenev poussèrent même l'hostilité et l'indiscipline jusqu'à attaquer publiquement dans un article de journal la décision d'insurrection — qui, naturellement, était secrète. Cette trahison permit à Kerenski de prendre des mesures de défense armée. Lénine traita Zinoviev et Kamenev de « briseurs de grève », et parla de leur exclusion du Parti. Par la suite, tous deux quittèrent le Comité Central.

Aux jours d'octobre, le Comité Central nomma Staline membre du Collège des 5 (pour la direction politique de la révolution) et du Collège des 7 (pour l'organisation de la révolution). La révolution prolétarienne eut lieu le 25 octobre (7 novembre du calendrier grégorien).

Lénine a donné l'impulsion décisive à l'admirable tempête historique, et on voit, au premier plan, sa grande main dans ce commencement. Il écrit au Comité Central, le 24 octobre-6 novembre — la veille — que les temps étaient enfin révolus, et qu'il fallait agir : « La temporisation dans l'insurrection équivaut vraiment à la mort... Tout est suspendu à un cheveu... Tout est une question de peuple, de masses en armes... Le pouvoir ne doit pas être laissé, en aucun cas, en aucune façon, à Kerenski et consorts, plus loin que demain... Cette affaire doit absolument, être décidée ce soir ou cette nuit... »

Il fallait une lucidité dépassant singulièrement le présent, pour déclencher la révolution prolétarienne à cette heure-là. C'était, en effet, risquer l'intervention directe, alors que l'ouvrier, le paysan et le soldat, à bout, réclamaient violemment la paix ; c'était mettre tout en jeu, alors que l'État-Major et la bourgeoisie préparaient la dictature militaire, alors que Kerenski commençait à jeter le parti bolchevik dans l'illégalité. C'était « un saut dans l'inconnu ». Et pourtant, ne voyons pas là un coup de dé hasardeux, ou un coup de tête désespéré. Inconnu ? Pas pour celui qui, comme Lénine savait savoir, et discernait là aussi, à travers le secouement chaotique d'un 'monde, « qu'il avait raison ».

Lorsque, plus tard, l'humanité libérée célébrera les étapes de sa libération, ce sera cet instant de ses annales qu'elle commémorera avec le plus de recueillement et d'enthousiasme : 25 Octobre 1917 (7 novembre), le passage brutal de la révolution de comédie à la révolution réelle. Et elle rendra hommage aux hommes qui ont fait cela.

La Révolution d'Octobre, la sur-révolution, réussit. Elle édicte, à partir de la paix immédiate (première condition pratique, premier déblaiement dans le désordre), tout le pouvoir aux Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, la souveraineté sortant de terre de toutes parts, le droit des hommes. Elle édicté la destruction de fond en comble du pouvoir bourgeois, non pour y substituer purement et simplement et à jamais, celui de la classe jusqu'ici opprimée et exploitée, mais pour réorganiser tout l'en semble social par la seule intervention susceptible d'accomplir une si massive, mise au point (l'intervention du prolétariat) et pour édifier enfin une vraie société du travail, une société intégralement coopérative, sans classes, sans oppression ni exploitation, une collectivité indivisible, et logiquement ouverte à l'universalité. Le front capitaliste qui jusque-là encerclait totalement la sphère, était défoncé sur un large tronçon équivalant au sixième de la superficie des continents.

Le socialisme sans tache, qui avait tenu bon et maintenu sa pureté révolutionnaire, brilla au Kremlin, et tout d'un coup, l'autre socialisme, celui des moyens termes, des ficelles et des rêves, celui qui préconisait béatement de petits paquets de progrès graduels dont le pouvoir bourgeois absorbait à mesure et s'assimilait toutes les acquisitions pour s'en renforcer d'autant contre les foules — fut relégué dans le passé avec les vieilles lunes et les vieilles barbes.

Il évoque la réalité, et c'est une caricature terrible parce que ressemblante, le récit de cet épisode que rapporte John Reed dans *Dix Jours qui ébranlèrent le Monde* : Des magnats, social-démocrates de la Douma, munis de leur longue barbe de popes, et de leur ahurissement d'alchimistes arrachés à leurs laboratoires, descendant dans les rues de Pétrograd pour mettre bon ordre aux excès de la révolution, et se heurtant à une sentinelle : « Je suis député à la Douma, mon ami. » « Connais pas. Nous avons balayé tout ça », répond le simple soldat qui barrait la route au pontife démocratique détrôné à son tour, après le tsar. Les pauvres pontifes qui n'avaient pas su prévoir leur déchéance se trouvaient, du jour au lendemain, dans la situation de Rip rentrant chez lui après avoir dormi pendant cent ans. Mais ce n'était pas tant eux qui avaient dormi que la grande masse qui s'était réveillée. Phase entièrement nouvelle dans les faits et gestes des hommes. On n'avait jamais vu ça encore, depuis que le monde est monde.

Et alors, l'ère des difficultés formidables, des obstacles sans nom, commença.

Mais « Lénine était vraiment un génie des explosions révolutionnaires », nous dit Staline, qui nous dit encore : « Aux tournants brusques, il devinait le mouvement des classes, et les trajets essentiels de la révolution, comme s'il les lisait dans le creux de sa main. »

Il fallait édifier, mais, tout d'abord, se maintenir debout — contre les blancs, contre les menchéviks dont certaines tendances malades s'infiltraient au sein du Parti, contre ceux que Staline appelait les hystériques, à savoir les socialistes révolutionnaires et les anarchistes (Spiridovna menaçant de son revolver dans une réunion, Lénine impassible, et qui avait l'air de rire... Les anarchistes, qui n'ont qu'un mot d'ordre grand comme le vide : « ni Dieu ni Maître », qui s'acharnent éperdument à multiplier i par i, et qui un jour déclareront la guerre à l'ordre alphabétique)... Et contre les grandes puissances et les espions, contre la ruine, la famine, contre l'écrasement économique et l'aplatissement financier.

Il fallait régler le problème de la guerre impérialiste, régler celui des nationalités — dont beaucoup, encore frémissantes de la haine du joug tsariste, ivres de voir s'éventrer leurs prisons, tiraient de leur côté, et menaçaient de tout déboîter.

On avait donc à réaliser la paix avec l'Allemagne et l'Autriche. Il y eut, tout d'abord, une péripétie tragiquement décisive : elle aussi donnait l'image vertigineuse d'un « saut dans l'inconnu ». Staline y joua un rôle. Le Conseil des Commissaires du Peuple, désireux d'entamer des pourparlers avec les Allemands pour la conclusion d'un armistice, et de suspendre en conséquence les opérations militaires, donna les instructions dans ce sens au général en chef Doukhonine.

« ... Je me souviens du jour où Lénine, Krylenko (le futur commandant en chef), et moi, nous nous rendîmes à l'Etat-major de Pétrograd pour parler par fil spécial avec Doukhonine, L'heure était terrible... Doukhonine et le Quartier Général refusèrent catégoriquement d'exécuter l'ordre du Conseil des Commissaires du Peuple. Les chefs de l'armée se trouvaient entièrement dans les mains du Quartier Général. Et les soldats ? On ignorait ce que dirait l'armée soumise à des organisations lesquelles étaient dressées contre le pouvoir soviétique. Nous savions qu'une insurrection de junkers couvait alors à Pétrograd. De plus, Kerenski marchait, agressif, contre la capitale... Je me rappelle, qu'après un moment de silence devant l'appareil téléphonique, la face de Lénine s'éclaira de je ne sais quelle lumière extraordinaire. Visiblement, il avait déjà pris une décision. « Allons à la T.S.F. — dit Lénine — elle va nous rendre service : nous relevons de ses fonctions par ordre spécial, le général Doukhonine, nous nommons à sa place le camarade Krylenko commandant en chef, et nous adressons aux soldats, pardessus la tête de leurs chefs, cet appel : Arrêter les généraux, cesser les opérations militaires, fraterniser avec les soldats austro-allemands, et prendre la cause de la paix dans leurs propres mains. »

Ainsi fut fait.

Les négociations s'ouvrirent à Brest-Litovsk pour la paix entre l'Allemagne et la Russie. La bourgeoisie des pays victorieux vitupère le traité de Brest-Litovsk qui s'ensuivit, et le dictionnaire Larousse, qui, partial, chauvin, et réactionnaire, est un dictionnaire officiel et diplomatique, le qualifie de « traité honteux ».

C'est là un jugement qu'il faudra réviser foncièrement. Quand on regarde les choses de près, on constate, à l'opposé de ce que prétendent les fonctionnaires du Larousse, que toute la honte est, en l'occurrence, pour les pays vainqueurs et en premier lieu, la France et l'Angleterre. La paix séparée russo-allemande n'a trahi que des traîtres à leurs proclamations et à leurs promesses publiques.

Jacques Sadoul, dans ses importantes lettres à Albert Thomas écrites à Moscou en 1918, au cours des pourparlers, a parfaitement montré les dessous de cette grandiose affaire. La thèse des Alliés, diffusée à grand orchestre pendant la guerre, était de conclure une paix sans annexions et sans représailles, une ce paix démocratique ». Avec quelle vertueuse ardeur toutes les bouches gouvernementales assuraient-elles, au long des quatre années de guerre que, sauf pour l'Alsace-Lorraine (pour laquelle un cas d'exception fut dès le début nettement posé), les buts de guerre des Alliés ne comportaient ni prises de territoires, ni mesures de vengeance ! Nous a-t-on assez rebattu les oreilles, à l'arrière et au front, avec ces engagements solennels de « paix démocratique » sans esprit de profit, — pour nous inciter à la guerre « jusqu'au bout ! »



Or tout cela n'était que de la démagogie et de l'imposture ; les Alliés avaient bel et bien l'intention de prélever pour se le partager, un butin monstre, comme on l'a vu quelques mois après. Il y avait même des traités écrits et signés depuis longtemps à cet effet — pendant que les grands manitous de la prétendue civilisation, la main sur le cœur, juraient le contraire aux foules. La scission qui se fit à Brest-Litovsk entre la Russie et les puissances victorieuses, lient à ce fait que, sommées par les bolcheviks, en novembre 1917, de proposer à l'Allemagne une paix démocratique et de déclarer loyalement leurs buts de guerre, celles-ci s'y refusèrent — et pour cause. La Russie socialiste ne s'est pas prêtée à ce parjure qui, en violant le désir universel pour la paix, en prolongeant le carnage, devait susciter, comme nous pouvons nous en rendre compte aujourd'hui, la fatalité de nouvelles guerres, et le développement du fascisme en Allemagne. N'empêche que les grandes nations occidentales personnifiées, hélas, par des Lloyd George, des Poincaré, des Clemenceau, etc., ont eu vis-à-vis de la Russie eu raison de son initiative pacifiste, l'attitude la plus malhonnête, attitude qui ne s'est atténuée, tout au moins en apparence, que lorsqu'elles ont eu intérêt à trafiquer avec l'immense marché russe. Le patient avenir mettra à leur place les escroqueries des honorables bergers de peuples.

C'est Trotski, rallié au bolchevisme et membre important du gouvernement, qui mena sur place les négociations. Lénine les dirigeait du centre, non sans prendre l'avis de Staline. A une demande télégraphique d'instructions que Trotski lui fit par fil direct, Lénine répondit par le télégramme suivant, daté du 15 janvier 1918 : « Réponse à Trotski, Je désirerais tout d'abord me consulter avec Staline avant de répondre à sa question. ». Un peu plus tard, le 18 janvier, Lénine fait savoir par fil direct : « à Trotski. Staline vient d'arriver. Nous examinerons ensemble la situation et vous donnerons de suite une réponse commune. Lénine. »

On connaît trop peu le rôle décisif qu'eut Staline au moment du traité de Brest. Toute une fraction de gauche du parti — ceux-là mêmes qui avaient été le plus énergiques pour la prise du pouvoir — étaient contre la signature du traité, et Trotski aussi était contre, avec sa formule « ni paix, ni guerre », et parce qu'il pensait que la guerre ne devait réellement cesser qu'avec la révolution mondiale. Lénine et Staline étaient seuls pour la conclusion immédiate. Lénine hésitait à faire valoir son autorité personnelle. Staline l'y détermina. Celle petite conversation aura pas mal pesé sur les destinées de la Révolution.

Au reste, à cette époque, « Lénine ne pouvait pas rester un jour sans voir Staline, écrit S. Piestkovski. C'est certainement pour cette raison que notre bureau se trouvait, à Smolny, juste à côté de ceux de Lénine. Au long de la journée, Lénine appelait Staline au téléphone, ou bien il entraînait dans notre bureau et l'amenait chez lui. Staline passait ainsi la plus grande partie de la journée chez Lénine... Un jour, entrant chez Lénine, je vis une scène intéressante : Sur le mur était pendue une grande carte de Russie. En face, il y avait deux chaises sur lesquelles étaient montés Ilitch et Staline qui suivaient une ligne du doigt, du côté du nord, en Finlande... »

Et la nuit, quand Smolny devenait un peu plus calme, Staline allait téléphoner, aux lignes directes, et il y restait des heures entières...

### **La main de fer.**

Autre besogne d'une effarante urgence : la guerre civile, tous les ennemis armés — équipés puissamment par les grands pays d'Europe — encerclant la Russie, faisant pression sur ses frontières, ayant déjà débordé sur de multiples points.

« Il y eut des heures, notamment en octobre 1919, où la nouvelle république semblait sur le point de succomber. Mais ni les armées blanches, ni l'entrée en guerre de la Pologne, ni les soulèvements paysans, ni la famine, n'eurent raison de sa volonté, et galvanisés par Lénine, les bataillons en guenilles triomphèrent de quatorze nations », est forcé d'écrire, dans un reportage, M. Mallet, un journaliste réactionnaire, qui porte le capitalisme dans son cœur, et qui est, par ailleurs, fort partial.

Il faut mettre ici en lumière le rôle personnel de Staline.

Partout, où, sur le front de la guerre civile, le danger était grand, on envoya Staline.

« De 1918 à 1920, Staline fut le seul homme que le Comité Central jeta d'un front à l'autre aux endroits les plus périlleux pour la Révolution. » (Kalinine).

« Là où l'Armée Rouge lâchait pied, quand les forces contre-révolutionnaires élargissaient leurs succès, quand l'agitation et la panique pouvaient à tout moment se transformer en catastrophe, alors là, arrivait Staline. Il ne dormait pas de la nuit, organisait, prenait la direction en mains, brisait, insistait — et il réalisait le tournant, arrangeait la situation. » (Kaganovitch).

Si bien que Staline écrit qu'on le transformait en spécialiste du nettoyage des écuries du département de la guerre. » (Voroichilov). [Allusion au désordre des services dirigés par Trotski.]

Ce fut là un des côtés les plus étonnants de la carrière de Staline, un de ceux qu'on ignore le plus. La façon dont il se comporta, et les succès qu'il obtint sur le front de guerre pendant deux ans, auraient suffi à rendre célèbre et populaire un homme de guerre.

Voici quelques aperçus que nous fournissent Voroichilov et Kaganovitch sur « le travail militaire », pendant cette tourbillonnante période, de celui que Voroichilov appelle : « un des plus fameux organisateurs des victoires de la guerre civile ».

En deux ans, Staline se rendit sur le front de Tsaritsyne, avec Voroichilov et Minine, sur le front du 3<sup>e</sup> Corps, à Perm, avec Djerjinski, sur le front de Pétrograd (contre la première marche de Youdénich), au front ouest de Smolensk (contre-offensive polonaise), au front sud (contre Denikine), de nouveau au front polonais de l'ouest, région de Jitomir, de nouveau au front sud (contre Wrangel).

On ne peut pas imaginer situation plus effroyable que celle où se trouvaient les hommes d'Octobre, en 1918, dans un pays qui n'était qu'un champ de bataille jonché de décombres et de cadavres, et où on continuait à se battre pour un suprême but de guerre : le régime politique.

A Moscou se préparait le soulèvement des socialistes révolutionnaires de gauche. A l'ouest, Mouraviev trahissait. Dans l'Oural, la contre-révolution tchèque se développait et se renforçait. A l'extrême sud, les Anglais avançaient sur Bakou. « Tout brûlait dans un cercle de feu ». Staline arriva à Tsaritsyne. Une file ininterrompue de télégrammes courait entre Lénine et lui. Staline n'était pas venu à Tsaritsyne comme inspecteur de l'armée, mais pour diriger le service de l'approvisionnement alimentaire par le sud de la Russie. La situation de Tsaritsyne avait une importance capitale. Le soulèvement de la région du Don et la perte de Tsaritsyne, c'était aussi la perte désastreuse — de tout le grenier à blé du Caucase du Nord.

Dès l'arrivée :

« Je talonne et j'engueule tous ceux qui en ont besoin. J'espère un rétablissement prochain. Soyez assuré, camarade Lénine, que personne n'est épargné, ni moi ni les autres — et que tout de même, nous vous enverrons du blé. Si nos spécialistes militaires (des sabots), ne dormaient pas ou ne flânaient pas, la ligne n'aurait pas été percée, et si celle-ci est rétablie, ce ne sera pas grâce à eux, mais malgré eux. »

Car Staline avait trouvé dans toute la ville un « incroyable désordre ». Les organisations soviétiques — syndicales et communistes — les organisations militaires, tout cela était désagrégé et allait à vau-l'eau. On se heurtait de tous côtés à l'élargissement foudroyant de la contre-révolution cosaque qui avait reçu dos puissants renforts de l'armée allemande d'occupation de l'Ukraine. Les bandes blanches s'étaient emparées une à une des places qui entourent Tsaritsyne, coupant net « le rassemblement du blé » attendu par Moscou et Pétrograd, et de plus, menaçaient directement Tsaritsyne.

Au premier coup d'œil, Staline comprit qu'il fallait tout d'abord prendre en mains la direction militaire, impuissante, chancelante. Le 11 juillet 1918, Staline télégraphie à Lénine : « L'affaire se complique du fait que l'Etat-major du Caucase du Nord est absolument incapable de combattre la contre-révolution... Se considérant comme des employés de l'Etat-major chargés seulement de dessiner les plans, comme des gens à part, des invités, ces messieurs sont absolument indifférents aux opérations... »

Staline n'est pas homme à se contenter de constater. Il faut agir, il agit : « Je ne me crois pas en droit de contempler cette indifférence, quand le front de Kalnin (dans le Caucase du Nord) est coupé de ravitaillement, quand le nord est coupé des régions du blé. Je rectifierai cette faiblesse, et bien d'autres faiblesses locales. Je prends et je prendrai des mesures jusqu'à la destitution des gradés et des commandants qui perdent la cause — malgré les difficultés formelles que je briserai quand il le faudra. Pour cela, naturellement, je prends sur moi toute la responsabilité devant les instances supérieures. »

Moscou répond : Oui, remettre toute l'organisation rouge sur pieds : « Rétablir l'ordre, rassembler les détachements en armée régulière, nommer une direction juste, chasser tous les insubordonnés » (Télégramme du Conseil de Guerre Révolutionnaire de la République, avec cette mention : le présent télégramme est envoyé d'accord avec Lénine.)

Lorsque cet ordre sommaire, ces trois lignes d'écriture qui condensaient une tâche incalculable, parviennent à Staline, la situation s'est encore aggravée : les débris de l'Armée Rouge d'Ukraine y arrivent, pêle-mêle, reculant devant la progression de l'armée allemande dans les steppes du Don.

Il paraissait impossible de rétablir une telle situation. La volonté enflammée d'un homme s'y emploie. Elle fait surgir du sol un Conseil de Guerre Révolutionnaire qui, sans désespérer, se met au travail d'organisation de l'armée régulière. Très vite, des corps d'armée se créent, s'ordonnent ; des divisions, des brigades, des régiments. Tous les éléments contre-révolutionnaires sont éliminés de l'Etat-major, de l'appareil de ravitaillement, des formations militaires de l'arrière — aussi bien que de toutes les organisations soviétiques et communistes qui sont là. Il y a tout de même assez de vieux bolcheviks solides pour leur donner de probes assises, et les remettre en place. Et c'est ainsi que les choses se passèrent : Tout fut remis en place, et à la limite de la tâche contre-révolutionnaire du Don, s'implanta un clair et fort Etat-Major rouge, face aux brigands de l'intérieur et de l'extérieur.

Mais ce n'est pas tout. Toute la ville était contaminée d'éléments blancs. Les socialistes-révolutionnaires, les terroristes et les ultra-monarchistes s'y donnaient rendez-vous. (Cette complicité de fait, constante, immanquable, des soi-disant purs révolutionnaires avec les pires ennemis de la révolution — ils la frappaient ensemble à qui mieux mieux — se passe de commentaires).

Tsaritsyne servait de villégiature à toute une bourgeoisie en fuite, qui s'y prélassait avec des officiers blancs se cachant à peine, qui y tenait le haut du pavé, en remplissait les rues et les jardins autour des orchestres. Tsaritsyne était un centre de conspiration à l'air libre.

Elle cessa de l'être. Le Conseil de Guerre Révolutionnaire local, dirigé par Staline, crée une Tchéka spéciale chargée d'examiner tous ces gens-là, de près. Et au moment où la guerre civile redouble partout de fureur, où les étrangleurs étrangers de la révolution œuvrent de tous côtés avec une fiévreuse multiplication d'activité, pas un jour ne se passe qu'on ne découvre les pires complots.

Un nommé Nossovitch — un traître qui, chef de la direction militaire des opérations, passa à l'armée de Krasnov, raconte toute cette situation dans un journal blanc intitulé *La Vague du Don* (N° du 3 février 1919). Il est obligé de rendre justice à Staline qui, bien que sa mission de grand ravitailleur fût gravement compromise par les événements qui se succédaient dans la région, « n'était pas homme à abandonner une affaire commencée », et il le montre prenant en mains toute l'administration militaire et civile à la fois, et détruisant un à un tous les attentats et toutes les machinations des ennemis attitrés de la révolution.

Par exemple : « A cette époque, dit le même Nossovitch, l'organisation contre-révolutionnaire locale s'était beaucoup renforcée, et avec de l'argent venu de Moscou, se préparait une intervention active dans le but d'aider les Cosaques du Don à « libérer » Tsaritsyne... « Malheureusement, la tête de cette organisation, envoyée de Moscou, à savoir un certain ingénieur Alexiev et ses deux fils, connaissait peu la situation exacte, et grâce à un plan faux... l'organisation fut découverte.

Lénine craignait beaucoup une attaque des socialistes-révolutionnaires de gauche à Tsaritsyne, et en télégraphia à Staline qui répondit : « En ce qui concerne les hystériques, soyez tranquilles, nos mains ne tremblent pas. Avec les ennemis, nous nous conduirons en ennemis. »

Ces mesures graves mais nécessaires vis-à-vis d'adversaires qui attaquaient à main armée en pleine guerre étrangère, et ne comptaient que sur le meurtre, eurent un effet salutaire sur l'état d'esprit des régiments rouges du front. Leurs dirigeants militaires et politiques, et les masses de leurs soldats, commencèrent à sentir qu'ils étaient menés par un rude homme au grand idéal précis, impitoyable pour ceux qui voulaient faire rentrer les anciens esclaves dans l'ancien ordre, tendre des embûches à ce nouveau peuple briseur de chaînes, et à l'ombre de leurs drapeaux blancs, de leur drapeau noir, et même de leur drapeau rouge, poignarder ces libérés libérateurs.

Staline prenait la responsabilité, mais il voulait l'autorité, comme la veulent tous ceux qui s'en servent pour quelque chose. C'est encore Nossovitch le renégat, qui, en tant que témoin, nous apprend un fait : « Quand Trotski inquiet de la destruction des directions militaires de régions, mises debout avec tant de mal, envoya un télégramme disant qu'il était nécessaire de rétablir l'État-Major et les Commissaires dans leurs fonctions et de leur donner la possibilité de travailler, Staline prit le télégramme, et d'une main ferme, y traça les mots : « Ne pas prendre en considération. » Et ainsi, le télégramme ne fut pas pris en considération, et toute la Direction de l'artillerie et une partie de l'État-Major restèrent installées sur une barque à Tsaritsyne. »

D'ailleurs, pour faire appliquer ses ordres, et réaliser l'ordre bolchevik, Staline se rendait en personne sur le front, (un front qui mesurait six cents kilomètres). Cet homme qui n'avait jamais servi dans l'armée possédait un tel sens généralisé de l'organisation, qu'il savait comprendre et résoudre toutes les questions techniques les plus complexes et les plus ardues (surtout que la situation critique, empirant chaque jour, les compliquait encore toutes à un rythme galopant).

« Je me souviens, comme si c'était aujourd'hui, dit Vorochilov, qu'au début d'août 1918, les unités cosaques de Krasnov attaquèrent Tsaritsyne, essayant par un mouvement tournant de rejeter les troupes rouges sur le Volga. Pendant plusieurs jours, celles-ci, que dirigeait une division communiste formée en grande partie d'ouvriers du Donetz, repoussèrent, avec une énergie inouïe, l'attaque des cosaques parfaitement organisés. Ce furent des journées extraordinairement dures. Il fallait voir Staline à cette époque. Tranquille, et, comme toujours, enfoncé dans ses pensées, ne dormant littéralement pas du soir au matin, il partageait son travail intense entre les positions de combat et l'État-Major de l'armée. La situation du front était quasi désespérée. Les armées de Krasnov, dirigées par Fitskhalaourov, Mamontov et autres, serraient de près nos troupes épuisées, nous causant des pertes immenses. Le front ennemi, disposé en fer à cheval, appuyant ses flancs sur le Volga, se resserrait tous les jours davantage. Nous n'avions pas de sortie. Mais Staline ne se troublait pas. Il n'avait qu'une seule idée : il fallait vaincre. Cette volonté invincible de Staline se transmettait à ses collaborateurs immédiats et malgré une situation presque sans issue, personne ne doutait de la victoire.

Et nous avons triomphé. L'ennemi en déroute fut rejeté bien au delà du Don. »

Même lugubre situation, même épopée, sur le front oriental, à Perm.

A la fin de 1918, ce front se trouvait épouvantablement menacé, à peu près perdu.

La 3<sup>e</sup> Armée pliait, et avait été obligée de rendre Perm. Bousculée et poussée par l'ennemi qui s'avancait en demi-cercle, cette 3<sup>e</sup> Armée était, à la fin de novembre, complètement démoralisée. Le bilan des six derniers mois, remplis par des combats continuels, était navrant : pas de réserve, arrière peu sûr, alimentation abominable (la 29<sup>e</sup> division était restée cinq jours sans qu'il lui fût distribué un seul morceau de pain), par 35° de froid, avec des chemins absolument impraticables, un front d'une longueur démesurée ; plus de quatre cents kilomètres, un État-Major déliquescant, « la 3<sup>e</sup> Armée n'était pas en état de résister aux attaques de l'ennemi ».

De plus, les officiers, ex-domestiques du tsar, trahissaient par masses, et des régiments entiers, dégoûtés d'un commandement d'incapables et de noceurs, se constituaient prisonniers.

Alors, ce fut la déroute : un recul de trois cents kilomètres en vingt jours, une perte de 18.000 hommes, de dizaines de canons, de centaines de mitrailleuses. L'ennemi s'approchait, menaçait Viatka et tout le front oriental.

Lénine télégraphia au Conseil de Guerre Révolutionnaire de la République : « Recevons des environs de Perm une série d'informations du Parti signalant l'ivrognerie et l'état catastrophique de la 3<sup>e</sup> Armée. J'ai pensé envoyer Staline. »

Le Comité Central envoya Staline et Djerjinski. Staline mit au second rang le but principal de la mission : « rechercher les causes de la perte de Perm », et, au premier plan, les mesures à prendre pour rétablir la situation. Cette situation était plus grave encore qu'on ne se l'était imaginé, ainsi qu'il le fit savoir au Président du Conseil de la Défense (Lénine), dans un télégramme où il demandait, pour faire face au danger, des renforts immédiats. Huit jours après, il énumérait l'ensemble des causes de la reddition de Perm et proposait, avec Djerjinski, toute une série de mesures pour relever la capacité de

lutte de la 3<sup>e</sup> Armée et parer à l'avenir. Avec sa spéciale vitesse de décision, il appliquait ces multiples mesures d'organisation militaire et politique — et en ce même mois (janvier 1919), l'avance de l'ennemi fut arrêtée, le front oriental passa à l'offensive, et l'aile droite s'empara d'Ouralsk.

Et ce fut un drame du même genre, pendant le printemps 1919, à la 7<sup>e</sup> Armée, face à l'armée blanche de Youdénich auquel Koltchak avait donné l'ordre « de s'emparer de Pétrograd », et d'attirer dans son secteur les troupes révolutionnaires du front oriental. Youdénich, épaulé par les gardes blancs estoniens et finlandais, et appuyé par la flotte anglaise, passa brusquement à l'offensive et menaça en effet réellement Pétrograd, comme on se le rappelle.

Il avait du reste des alliés dans la place : un complot fut découvert à Pétrograd. Les fils en étaient tenus par des techniciens militaires qui servaient dans l'État-Major du front occidental, dans la 7<sup>e</sup> Armée, et la base maritime de Cronstadt.

Tandis que Youdénich s'avavançait sur Pétrograd, Boulak Boulakhovitch remportait une série de succès dans la direction de Pskov. Les trahisons et les désertions se multipliaient. Les garnisons des forts Krasnaia Gorka et Séraia Lochad sympathisaient ouvertement avec les ennemis des Soviétiques. La distance diminuait entre les armées blanches et Pétrograd, les Rouges ployaient. A l'étranger, les ouvriers épiaient les nouvelles et faisaient des réunions publiques désespérées, l'angoisse et la rage au cœur. (Vous vous en souvenez, camarades de France !)

Le Comité Central envoya Staline, qui, en trois semaines, rétablit la victorieuse résistance révolutionnaire : Au bout de vingt jours, l'hésitation et la confusion ont disparu de l'armée et de l'État-major. Les ouvriers et les communistes de Pétrograd sont mobilisés, les désertions s'arrêtent. Les ennemis sont saisis et abattus, les traîtres sont détruits.

Et Staline dirige même des opérations purement militaires. Il télégraphie à Lénine : « Aussitôt après Krasnaia Gorka, Séraia Lochad a été liquidé... La mise en ordre de tous les forts et citadelles va rapidement. Les spécialistes de la mer assurent que la prise de Krasnaia Gorka renverse toute la science maritime. Il ne me reste qu'à déplorer ce qu'on appelle la science. La prise rapide de Gorka s'explique par l'intervention brutale de ma part, et, en général, de celle des civils dans les opérations, — interventions allant jusqu'au changement des ordres donnés sur terre et sur mer, et la substitution forcée de nos ordres à ceux-là. Je crois de mon devoir d'informer qu'à l'avenir, je continuerai d'agir ainsi, malgré mon respect pour la science. »

Et toute la conclusion de cette campagne d'une rapidité de coup de tonnerre, elle est dans cet autre télégramme envoyé, six jours après, au même : « La transformation de nos troupes est commencée. De toute la semaine, il n'y a pas eu un seul cas de désertion individuelle ou collective. Les déserteurs reviennent par milliers. Les passages de troupes ennemies dans notre camp deviennent plus nombreux. Pendant une semaine, 400 hommes sont passés dans nos rangs, presque tous avec leurs armes. Hier, nous avons lancé notre offensive. Nous n'avons pas reçu encore les renforts promis ; cependant nous sommes plus avancés qu'avant : nous ne pouvions rester sur l'ancienne ligne, c'était trop près de Pétrograd. En attendant, l'offensive est victorieuse, l'ennemi fuit. Nous avons pris aujourd'hui la ligne : Kernovo, Voronino, Slepino, Kaskovo. Nous nous sommes emparés de prisonniers, de canons, de fusils-mitrailleurs, de cartouches. Les navires ennemis ne se montrent pas. Visiblement, ils ont peur de Krasnaia Gorka qui maintenant est complètement à nous. »

Et maintenant, le front sud.

« Tous se souviennent de l'automne 1919, écrit Vorochilov. Ce fut le moment décisif, critique, de toute la guerre civile. »

Et Vorochilov dessine les traits essentiels de la situation, caractérisée par la pénétration de Denikine à travers toute la ligne méridionale. Approvisionnées par les Alliés, soutenues et aidées par les États-majors anglais et français, les troupes blanches de Denikine avançaient sur Orel. Tout l'énorme front sud reculait en vagues lentes. A l'intérieur, la situation n'était pas moins désastreuse. Les difficultés d'approvisionnement s'aggravaient d'instant en instant, posant des problèmes quasi insolubles. L'industrie, aux trois quarts démolie, et manquant de matières premières, de combustible et de main-d'œuvre, s'arrêtait. Partout dans le pays, et même à Moscou, les éléments contre-révolutionnaires s'agitaient. Le danger menaçait aussi bien Toula que Moscou.

Que faire dans ce grand courant de naufrage ? Le Comité Central envoya Staline au front sud comme membre du Conseil de Guerre Révolutionnaire.

« Aujourd'hui, écrit Vorochilov, il n'y a pas lieu de tenir caché le fait que Staline, avant son départ, posa au Comité Central trois conditions : 1° Trotski ne doit pas se mêler du front sud, et doit rester là où il est. 2° Du front sud doivent être rappelés immédiatement une série de collaborateurs que Staline juge incapables de rétablir la situation dans l'armée. 3° Au front sud doivent être envoyés de suite d'autres collaborateurs, choisis par Staline, et qui peuvent remplir cette tâche. Ces conditions furent acceptées dans leur ensemble. »

Mais cette énorme machine guerrière qu'on appelait le front sud s'étendait du Volga jusqu'à la frontière polono-ukrainienne, et accumulait sur les bords du pays des centaines de milliers de soldats. Pour manier et remuer un tel appareil, il fallait un plan précis d'opérations, il fallait « formuler clairement les tâches du front ».

Alors seulement, il deviendrait possible, en proposant un objectif précis aux troupes, de regrouper les forces, de les équilibrer et de les répartir pratiquement sur les points et au moment, qu'il fallait.

Staline trouva au front la confusion et le marasme. Une atmosphère d'orage et de désespérance. L'Armée Rouge de la République était battue sur la ligne principale : Koursk-Orel-Toula. Le flanc est, impuissant, piétinait sur place.

Que faire ? Il y avait un plan d'opérations que le Comité Supérieur de la Guerre avait arrêté au mois de septembre précédent. Ce plan consistait à mener la grande attaque par le flanc gauche, de Tsaritsyne sur Novorossisk à travers les steppes du Don.

Staline constate d'abord que le plan reste toujours le même depuis septembre : « L'attaque doit être portée par le groupe de Chorine ayant pour tâche d'anéantir l'ennemi sur le Don et le Kouban. »

Staline examine ce plan, le fouille, le juge — estime qu'il ne va pas. Qu'il ne va plus. Il était bon il y avait deux mois, mais les circonstances ont changé. Il faut trouver autre chose. Staline voit ce qu'il faut trouver, et il envoie de nouvelles propositions à Lénine. Lisons cette lettre, document historique qui éclaire à la fois la situation dans le vaste secteur du sud, et la lucidité résolue de l'homme qui l'a écrite :

« Il y a deux mois, le Comité Supérieur était, en principe d'accord, pour que l'attaque principale fût dirigée de l'ouest à l'est par le bassin du Donetz. S'il ne l'a pas fait, c'est à cause de la situation créée par la retraite du sud des troupes durant l'été, c'est-à-dire par un regroupement spontané des troupes du front sud-ouest, qui demanda une grande perte de temps, mise à profit par Denikine ; mais actuellement, la situation et avec elle le regroupement des forces, sont complètement changés ; la 8<sup>e</sup> Armée (une des principales forces de l'ancien front sud) s'est avancée et a devant elle le bassin du Donetz ; l'armée de cavalerie de Boudionni (autre force principale) s'est également avancée ; une nouvelle force s'est adjointe : la division lettonne qui, dans un mois, une fois rétablie, menacera de nouveau Denikine... Qui oblige le Comité Supérieur à garder le vieux plan ? Évidemment ce ne peut être que l'esprit de fraction obstiné, le plus obtus et le plus dangereux pour la république, qui est cultivé au Comité Supérieur par « l'as des stratèges ». [Allusion à Trotski.]

« Il y a quelque temps, le Comité Supérieur a donné à Chorine des directives pour avancer sur Novorossisk à travers les steppes du Don, par un chemin qui sera peut-être pratique pour nos aviateurs, mais où il sera impossible d'amener notre infanterie et notre artillerie. C'est un jeu que de démontrer que cette avancée insensée dans un milieu hostile, par des chemins absolument impraticables, menace de nous mener à une complète catastrophe. Il est facile de comprendre que cette marche sur les villages cosaques, comme cela s'est déjà manifesté il y a peu de temps, ne peut que grouper les Cosaques autour de Denikine pour la défense de leurs villages contre nous, ne peut que permettre à Denikine de se poser en sauveur du Don, c'est-à-dire ne peut que renforcer Denikine. C'est pourquoi il faut tout de suite, sans perdre une minute, changer le vieux plan, déjà périmé dans la pratique, et le remplacer par celui d'une attaque centrale sur Rostov par Kharkov et le bassin du Donetz. De la sorte : d'abord, nous ne nous trouverons pas dans un milieu hostile, mais au contraire dans un milieu sympathique, ce qui facilitera notre avance. En second lieu, nous occuperons une ligne de chemin de fer importante (celle du Donetz) et la voie principale qui approvisionne l'armée de Denikine, la ligne Voroneje-Rostov. Troisièmement, nous diviserons l'armée de Denikine en deux tronçons, dont l'un, les

« volontaires », aura affaire à Makhno, et nous menacerons les derrières de l'armée Cosaque. Quatrièmement, nous aurons la possibilité de brouiller les Cosaques avec Denikine ; si nous avançons avec succès, Denikine essaiera de pousser les Cosaques à l'ouest, ce que la majorité de ces derniers refuseront de faire. Cinquièmement, nous obtiendrons du charbon tandis que Denikine en sera privé. Il ne faut pas attendre pour adopter ce plan... En résumé : l'ancien plan, déjà dépassé par les événements, ne doit, en aucun cas, être remis en vigueur, ce serait un danger pour la république et cela avantagerait sûrement la position de Denikine. Il faut établir un autre plan. Non seulement les conditions et les circonstances sont mûres pour cela, mais encore elles nous commandent impérieusement un tel changement... Sinon, mon travail sur le front sud n'a plus aucun sens, devient criminel, inutile, ce qui me donne le droit ou mieux, ce qui m'oblige à aller n'importe où, même au diable, mais de ne pas rester ici. Votre Staline. »

Le Comité Central ne tergiversa pas et adopta le plan de Staline. Lénine, de sa propre main, adressa à l'Etat-major du front sud l'ordre de changer les directives arrêtées. L'attaque principale fut portée vers Kharkov-Bassin du Donetz-Rostov. On sait ce qu'il en advint. Les armées de Denikine furent jetées à la mer Noire. L'Ukraine et le Caucase du Nord furent libérés des gardes blancs. La révolution gagnait la guerre civile.

Les réussites de Staline semblent, par leur rapidité et leur plénitude, le fait de coups de baguette magique. Ce qui est rare, tout à fait exceptionnel, c'est un aussi parfait dosage de tous les éléments créateurs du réalisme — dans la pratique et l'action — chez un seul et même homme. Le vrai réaliste doit avoir la clairvoyance de discerner, le courage de proclamer, que le chemin le plus long est parfois le plus court, et avoir la puissance d'endiguer la marche des choses en conséquence.

Le passage de Staline au Front Sud eut aussi pour résultat de réaliser la création de l'armée de cavalerie qui prit une si grosse part au balayage définitif des Blancs. Il arriva à force de ténacité, à faire adopter à ce sujet des conceptions qui n'étaient pas partagées par tout le Comité Révolutionnaire Militaire — en commençant par le front sud. On lui doit aussi une certaine modification de la tactique militaire : le rôle des groupes de choc.

Une fois la direction principale de l'action déterminée, il s'agissait d'y concentrer immédiatement les meilleures unités, en vue d'un premier succès brusqué.

En même temps que cette stratégie d'action directe, Staline ne perdait pas de vue le grand ensemble de l'organisation militaire et la nécessité de tout subordonner à l'harmonie de cet ensemble. Il avait écrit en janvier 1919, d'accord avec Djerjinski :

« L'armée ne peut agir comme une unité se suffisant à elle-même et complètement autonome ; dans ses actions, elle dépend entièrement des armées voisines et avant tout du Comité Révolutionnaire Militaire de la République. L'armée la plus combative, dans n'importe quelles conditions, peut être battue par suite d'une fausse directive du centre et de l'absence de contact avec les armées voisines. Il faut établir sur les fronts un régime de centralisation sévère de l'activité des différentes armées autour de la réalisation de directives stratégiques définies et sérieusement méditées. L'arbitraire ou la légèreté dans l'établissement des directives, sans une étude sérieuse de toutes les données, ou par les changements brusques de ces directives, ou par leur manque de précision (et cela, le Conseil Révolutionnaire de la République se le permet), exclut la possibilité de diriger les armées. »

N'oublions pas, dans ce chapitre sur la guerre, qu'au VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti, Staline défendit l'idée d'une « autre armée », d'une armée régulière formée dans un esprit de discipline, et encadrée de sections politiques.

Cependant, subitement, la guerre civile rebondit du fait de Wrangel, l'aventurier mégalomane et cupide, comblé d'argent, de soldats et de munitions par la France et l'Angleterre, qui tenaient à jouer coûte que coûte leur mission de complices des Russes blancs et de restaurateurs du régime du knout et de l'esclavage.

Wrangel annonça *urbi et orbi* une campagne polonaise, sortit de Crimée, et menaça terriblement le bassin du Donetz à peine libéré — et par là, tout le sud. La première idée du Comité Central est d'avoir de nouveau recours à Staline. Décision du 3 août 1920 :

« Etant donnés les succès de Wrangel et l'alerte sur le Kouban, il faut reconnaître la signification énorme et tout à fait exceptionnelle du front wrangélien et le considérer comme un front indépendant. Charger Staline d'y former le Conseil Révolutionnaire Militaire, lancer toutes nos forces sur ce front, nommer Egorov et Frounze dirigeants du front, par un accord du Conseil Supérieur avec Staline ».

Staline est avisé par Lénine : « Le bureau politique vient de diviser les fronts afin que vous vous occupiez exclusivement de celui de Wrangel. »

Staline organisa le nouveau front, quitta momentanément le travail par suite de maladie, mais il était là hors de la campagne polonaise, comme membre du Comité Révolutionnaire Militaire du front sud-ouest. La déroute de l'armée polonaise, la libération de Kiev et de l'Ukraine, la pénétration profonde en Galicie sont, dans une large mesure, les résultats de sa direction. C'est lui, qui eut l'idée du fameux raid de la 1<sup>re</sup> Armée de cavalerie.

Les troupes rouges peuvent passer à l'offensive générale à la suite de la débâcle du front polonais, de l'anéantissement presque complet de la 3<sup>e</sup> armée polonaise en Ukraine, de l'attaque de Berditchev et Jitomir et la pointe de la 1<sup>re</sup> Armée de cavalerie vers Kovno. Mais la défaite des troupes rouges près de Varsovie contre les forces polono-européennes brisa l'élan de la cavalerie qui s'apprêtait à attaquer Lvov (elle en était arrivée à dix kilomètres).

Staline fut deux fois décoré de l'ordre du Drapeau Rouge et nommé membre du Conseil de Guerre de la République (où il siégea de 1920 à 1923), à la suite de ses magistraux redressements de situation, qu'il était arrivé, chaque fois, à effectuer dans les parties les plus disputées et les plus ravagées du front de la guerre civile.

On dit : « guerre civile », mais le terme n'est pas exact. La révolution russe était contre-attaquée non seulement par les Blancs, mais aussi par les grandes puissances. L'armée rouge avait en face d'elle la soldatesque et les Etats-majors tsaristes, français, et anglais, et aussi, japonais, américains, roumains, grecs, — et autres.

Les grandes puissances impérialistes ne se sont pas contentées d'apporter l'aide la plus ouverte, en argent, en hommes et en cadres, aux chefs des hordes blanches (reconnus officiellement l'un après l'autre par le gouvernement français). Mais, dans cette période où la grande guerre était finie, où la paix était faite, et à l'encontre de toute espèce de Droit des gens —, les troupes françaises et les troupes anglaises venues par voie de terre et par voie de mer, ont, après les troupes allemandes, occupé, piétiné et saccagé la Russie, massacré les habitants, fusillé des dirigeants, détruit méticuleusement des régions industrielles.

L'armée allemande avait arraché à la Russie les Pays baltes et la Finlande. Les Alliés lui ont repris la Pologne et en ont fait, après l'avoir complétée, un Etat indépendant, non pas pour les beaux yeux de la Pologne, mais pour en tamponner la Russie — et lui ont volé la Bessarabie pour en payer la Roumanie, au mépris des Bessarabiens. Cela s'est perpétré — répétons-le — alors que l'Angleterre et la France n'étaient nullement vis-à-vis de la Russie en état de guerre. Cet envahissement militaire était une entreprise contre-révolutionnaire généralisée. On ne le fomentait pas seulement pour se venger de la paix séparée (N'oublions pas que les premiers signataires du Traité de Brest-Litovsk ne furent pas les bolcheviks, mais les Ukrainiens nationalistes protégés à la fois par les Allemands et les Alliés, et inutile de faire valoir une fois de plus que la position prise par la Russie soviétique à Brest était celle de l'équité et du droit humain face à une politique perfide de dévoration impérialiste dont nous constatons aujourd'hui les néfastes effets). Mais la Libre-Angleterre et la France-de-la-Révolution ne pouvaient pas encaisser une révolution anti-capitaliste, et considéraient qu'elles devaient tout faire, par n'importe quel moyen, pour anéantir ce cauchemar d'un gouvernement populaire en pleine Europe ! [M. René Pinon, écrivain de droite, se fait le porte-paroles du gouvernement français en ce qui concerne le monstrueux scandale de l'envoi d'une escadre française avec une division d'infanterie, dans la Mer Noire, en 1919, immixtion grossière, à main armée, sans déclaration de guerre, dans les affaires d'un peuple étranger. M. Pinon assure que « cette intervention ne constituait pas à proprement parler une intrusion dans les affaires intérieures d'un Etat étranger », qu'elle dépassait ce point de vue, et qu'il s'agissait de délivrer un pays et en même temps le monde, d'un danger d'ordre social et général... ». Il est difficile de pousser plus loin le jésuitisme dans la réaction.]



Que l'intervention alliée qui tentait de confisquer à la Russie des pays auxquels la Révolution d'Octobre avait conféré une nouvelle forme sociale, fût essentiellement contre-révolutionnaire, la preuve en ressort éblouissante du fait seul de la collaboration des troupes allemandes du Baltikum (von der Goltz, Rosenberg) avec les troupes alliées.

... Puis tout le reste de la Russie fut libéré de la contre-révolution.

Les qualités que Staline déploya dans ces pathétiques circonstances ne constituent nullement des révélations pour qui connaissait l'homme. Il a simplement appliqué dans une nouvelle sphère d'activité ses forces et ses ressources personnelles : promptitude et certitude du coup d'œil, intuition des points culminants d'une situation concrète, notion des vraies causes et des conséquences inévitables d'un fait quelconque, et de la place de ce fait dans l'ensemble, horreur du désordre et de la confusion, entêtement inflexible pour préparer, faire naître, et coordonner, toutes les conditions nécessaires à l'aboutissement d'un projet, une fois celui-ci calculé et arrêté. Tout cela c'est, transposé sur les champs de bataille, du vrai marxisme.

Le chef qui avait sondé et perfectionné à ce point la pratique de réalisation, était sévère, brutal même, pour les incapables, il était inexorable pour les traîtres et les saboteurs —, mais on peut citer toute une série de cas où il intervint véhémentement en faveur d'hommes qui lui paraissaient accusés sans preuves suffisantes, par exemple Parkhomenko qui était condamné à mort, et qu'il fit libérer.

Dans ces périodes où l'on voit chanceler, d'un côté puis d'un autre, les destins des populations, où chacun joue son va-tout, où la responsabilité, qu'on le veuille ou non, s'imprime sur la peau, la question se pose du prix de la vie humaine et du droit qu'on a d'en disposer pour le service d'une cause.

Il faut poser cette question à la lumière du socialisme. Si l'on se trouvait en face d'un régime capitaliste, d'une autorité impérialiste, il n'y aurait pas lieu de le faire. Il n'est que trop évident que le principe du capitalisme impérialiste est basé sur le mépris de la vie humaine : le trafic imposé par la force, le commerce militarisé par les douanes, le système de prédominance, de guerre, (individuelle et collective), forgé en institution. Le régime colonial est un régime pénitencier à rendement intensif. Les pays colonisateurs font prisonnières les populations faibles, confisquent les territoires, et l'indigène est l'ennemi et l'animal domestique : on le presse, on le décime, on le condamne aux travaux forcés, et, s'il veut sa liberté, on l'exécute : le Congo belge, le Maroc, l'Afrique Occidentale Française, l'Inde, l'Indochine, Java. Et par ailleurs, on fomenté des guerres qui font des trous visibles dans l'humanité, pour le profit d'une firme nationalo-internationale représentée par quelques personnages.

Mais le système socialiste est celui qui, contrairement à ceux-là, sert l'intérêt des hommes. Par une organisation logique et juste de tous, il entend améliorer au maximum le sort de chacun. C'est, pourrait-on dire, le système « humanitaire » par excellence.

La question du respect de la vie humaine se pose donc spécialement pour les bolcheviks — socialistes effectifs de notre âge — de la façon la plus stricte et la plus grave, et ils la posent eux-mêmes.

C'est justement par respect pour la vie humaine qu'ils disent qu'il faut savoir mettre de certaines espèces d'hommes hors d'état de nuire (« Punir » n'est pas ici le mot juste : il faudrait que Dieu existât, et qu'il intervint nommément, pour qu'on ait le droit d'invoquer l'idée surnaturelle de l'expiation).

En réalité, et de toute évidence, on frappe une créature pour en sauver mille, pour en sauver cent mille, pour sauver l'avenir, et bâtir un monde meilleur où l'homme ne sera plus la victime de l'homme.

Victor Hugo, dans son touffu roman épique, *Les Misérables*, s'exprime sur la Révolution Française avec sa grandiloquence accoutumée, mais aussi avec une amplitude visuelle qui tombe juste : « De ses coups les plus rudes, sort une caresse pour le genre humain ». Si cette lyrique affirmation est devenue discutable pour la grande Révolution écourtée de 1789 qui rendit la bourgeoisie maîtresse du XIX<sup>e</sup> siècle, elle ne l'est pas pour la révolution intégrale que les hommes d'Octobre ont entreprise avec une terrible probité.

On dit volontiers : « Toute révolution est sanglante, donc je ne veux pas de révolution, car j'ai le cœur sensible, moi. ». Les conservateurs sociaux qui s'expriment ainsi sont, dans la mesure où ils ne jouent pas la comédie, d'une pitoyable myopie. Nous sommes en plein dans un régime de sang, nous autres, les non-soviétiques.

De tous côtés s'annoncent à nous des iniquités et des massacres. Pour le voir, il suffit de regarder autour de soi. Mais la plupart des gens ne vont pas jusque-là. Ils sont incapables de discerner la souffrance d'autrui. Et somme toute, ils considèrent la révolution non pas au point de vue de ce qu'elle apporte aux hommes, mais à celui des dérangements et des ennuis qu'elle apportera dans leur maison.

J'ai entendu longuement Menjinski, le chef de la Guépéou, — et qui vient de mourir — m'expliquer combien il était absurde en principe de taxer de cruauté ou de manque de respect de la vie, le parti politique qui dirige l'Union Soviétique, son objectif étant la solidarité de chacun avec chacun sur la terre, et le travail dans la paix. Et en fait, il m'a montré combien la police révolutionnaire, sœur des masses des travailleurs, guette toutes les occasions où il est possible de « guérir » non seulement les prisonniers de droit commun (dans ce domaine du régime des prisons, les bolcheviks poussent la patience et l'indulgence à un degré presque paradoxal), mais aussi les prisonniers politiques. Les communistes parlent de ce double principe que les malfaiteurs de droit commun sont des gens qui se trompent sur leurs propres intérêts et gâchent leur vie — et qu'il n'est rien que de le leur montrer, et que les ennemis de la révolution prolétarienne, prélude de la révolution complète, sont également (ceux qui sont sincères), des gens qui se trompent, — et qu'il n'est rien de tel que de le leur montrer. C'est pourquoi les prisons s'efforcent, sur toute la ligne, d'être des écoles.

Le problème de la répression se réduit donc à une question de minimum nécessaire en vue du progrès général. Ce minimum, on est aussi coupable de rester en deçà, que de le dépasser. Celui qui épargne des gens qui agiront contre la cause des hommes, est un malfaiteur. Le sauveur d'assassins est un assassin. Le devoir de la véritable bonté est d'embrasser l'avenir.

Si la révolution russe avait, à la grande joie de quelques béats idéalistes, pris le système de pardonner mécaniquement, et de ne pas employer pour se défendre les armes dont on se servait pour l'attaquer, elle ne l'aurait pas fait bien longtemps. Elle aurait été poignardée par la France, l'Angleterre, la Pologne, qui auraient incontinent ramené à Pétrograd le tsar et les Blancs, comme ces pays ont essayé de le faire par tous les procédés.

Si l'œuvre de la révolution subsiste, et embellit déjà les temps futurs, c'est qu'elle a combattu sans faiblesse et sans quartier tout cet épouvantable réseau de trahisons, tous ces complots — à coups de couteau dans le dos — ourdis par les Gardes Blancs, les espions impérialistes, les diplomates et les policiers, les saboteurs, les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes, les menchéviks nationalistes, les « oppositionnels » dégénérés, plus ou moins aidés par l'étranger — toute cette tourbe acharnée contre le pays qui avait donné l'exemple subversif de se dresser pour la conquête de la liberté laborieuse et de la dignité des hommes.

Staline, répondant il y a quelques années (à la fin de 1931), à une interview concernant « l'attitude sévère et implacable du gouvernement soviétique dans sa lutte contre ses ennemis », dit ceci :

« Quand les bolcheviks sont arrivés au pouvoir ils ont commencé à montrer de la mansuétude envers leurs ennemis. Les menchéviks continuèrent à exister légalement et à faire paraître leur journal. Les socialistes-révolutionnaires, également. Même les Cadets (constitutionnels-démocrates) avaient continué à publier leur journal. Quand le général Krasnov organisa sa marche contre-révolutionnaire sur Pétrograd et tomba entre nos mains, selon les règles de la guerre, nous pouvions tout au moins le garder prisonnier. Plus que cela, nous aurions dû le faire fusiller. Mais nous l'avons mis en liberté « sur parole ». Qu'est-il résulté de tout cela ? On n'a pas tardé à voir que cette douceur ne faisait que miner la solidité du pouvoir des Soviets : Nous avons commis une faute en faisant preuve de mansuétude à l'égard des ennemis de la classe ouvrière. Si nous avons renouvelé cette faute par la suite, nous aurions commis un crime à l'égard de la classe ouvrière, nous aurions trahi ses intérêts. Cela devint aussitôt un fait évident. Bien vite, on a pu constater que plus nous nous montrions indulgents à l'égard de nos ennemis et plus forte était la résistance opposée par ceux-ci. Au bout de peu de temps, les socialistes-révolutionnaires, Gotz et autres, et les menchéviks de droite, organisèrent à Pétrograd l'émeute des élèves des Ecoles Militaires, ce qui eut pour résultat de faire périr beaucoup de nos marins révolutionnaires. Ce même Krasnov que nous avons mis en liberté « sur parole », organisa les Cosaques blancs. Il se joignit à Mamontov et mena pendant deux ans une lutte armée contre le pouvoir des Soviets... Il était facile de comprendre que nous nous trompions en nous montrant trop doux. »

Et je rapproche de cela ce que Staline m'a dit à moi-même il y a sept ans, à propos de cette fameuse « terreur rouge ». Il parla de la peine de mort : « Nous sommes tout naturellement partisans de la suppression de la peine de mort. Nous croyons du reste qu'il n'y a aucune nécessité pour nous de la maintenir dans le régime intérieur de l'Union. Il y a longtemps que nous aurions supprimé la peine de mort, s'il n'y avait pas le monde extérieur, les autres, les grandes puissances impérialistes, qui nous ont obligés à la maintenir pour préserver notre existence. »

Staline évoquait par là l'accumulation des attentats publics les plus cyniques et aussi les attentats clandestins les plus perfides auxquels l'U.R.S.S. a été en butte de la part de la « grande politique extérieure » de l'Empire bourgeois, toujours et partout alliée par affinités intenses, par affinités chimiques, aux pires ennemis de la Révolution russe. [Aujourd'hui, — fin 1934 — la diplomatie française ouvre tout grands ses bras à la russe, et la sympathie envers les Soviets est à la mode chez nous, pour des raisons d'équilibre européen. Ces jeux de surface de la grande politique capitaliste ne doivent donner le change à personne... Toutefois, cet état de choses permet à l'heure qu'il est d'établir objectivement dans le public français plus de vérité sur la Révolution russe et ses suites, et c'est là, du moins, un résultat indélébile.] Il doit frapper fort, celui qui frappe juste.

### III

#### LA CONSTELLATION NATIONALE

Or, dès les « jours d'Octobre », Staline fut nommé Commissaire du Peuple aux Nationalités (il devait remplir ces fonctions jusqu'en 1923.)

Le Problème des nationalités, ou : l'Homogénéité dans l'Hétérogénéité.

Il y a quelque dix ans, dans des circonstances solennelles, Staline a déclaré que si la première base de la République des Soviets est l'alliance des ouvriers et des paysans, la seconde base de la République est l'alliance des différentes nationalités : Russes, Ukrainiens, Bachkirs, Blancs-Russiens, Géorgiens, Azerbaïdjanais, Arméniens, Daghestans, Tatars, Kirghiz, Ousbeks, Tadjeks, Turkmènes.

Après la démolition des deux vieux régimes russes — Le tsariste et le bourgeois, celui de trois siècles, et celui de six mois — Staline apparaissait à tous, et d'abord à ceux des premiers rangs : à Lénine et au Comité Central, comme un des théoriciens et des ouvriers les plus qualifiés dans cette question des nationalités. Et on le considère aujourd'hui comme celui qui, dans l'Union, la connaît le mieux.

Question capitale, question du squelette de l'État nouveau, en particulier ; et, en général, du squelette géographique du socialisme. Elle se pose sur le dessin linéaire de la Russie et sur celui de toute la mappemonde grillagée et pointillée.

Nous disons parfois, nous autres, en Occident : « les Russes », pour désigner les citoyens de l'état qui va de la Pologne à l'Alaska, sur huit mille kilomètres de la ceinture du globe. Mais ce n'est là — à présent — qu'une manière sommaire, abrégée, et pour ainsi dire symbolique, de s'exprimer. Car la Russie n'est qu'un des pays formant l'U.R.S.S. Pas une province : un pays, une république. Outre la Russie, il y a, sur les deux milliards d'hectares de l'Union, une douzaine de nations et une centaine de petits pays ou d'agglomérations ethniques différentes s'ordonnant dans la Fédération actuelle après avoir été englobés, pêle-mêle, dans le patrimoine de la famille russe installée sous les voûtes peintes du Kremlin. La Russie proprement dite est, seulement, la plus importante de ces nations et c'est une ville russe qui est le centre administratif du territoire couvrant la moitié du tour du monde : Il faut bien un centre administratif, pour s'administrer. Mais le Géorgien est un Géorgien. L'Ukrainien est un Ukrainien. Ils ne sont pas plus russes que vous et moi. Sous les tsars, ces régions et ces populations, annexées par la violence, étaient, également par la violence, retenues dans le giron national, et alors, « national » signifiait — et combien brutalement ! — « russe ». Russification, dénationalisation, badigeonnage russe, de la structure à la mentalité : les frontières effacées par les semelles militaires, la langue nationale étouffée, à grands cris, par la russe. Comme nous l'avons vu, en passant, à propos de la Géorgie, il s'agissait, pour le pouvoir central pétersbourgeois et moscovite, pour le saint homme doré sur tranches qui, du Palais suprême, levait son poing sur « toutes les Russies », de faire changer de peau à la population étrangère colonisée. Et de chez lui sortaient des lois corrosives destinées à dissoudre l'originalité ethnique des races — jusqu'au sang.

Ces races-là sont actuellement soumises à un tout autre régime, résultant logiquement des principes socialistes. Et de ces principes, qui, par delà la constitution de l'Etat Ouvrier et Paysan, règlent une question qui est à la base de la civilisation mondiale, et posent idéologiquement cette question sur le plan international en la réalisant effectivement sur le plan national élargi — de ces principes, Staline fut et demeure l'interprète attitré. Parmi toutes ses « spécialités », c'est une des plus prestigieuses, et les autres spécialistes soviétiques en la matière reconnaissent « qu'ils se sont instruits à la lecture de ses articles, parus au cours des années qui précédèrent la guerre, dans la revue *Prosvetchchénié*. »

Au reste, l'opposition instinctive contre le Russe, la phobie de la dictature de la Russie (même sur le plan socialiste), marqua, nous l'avons constaté, la première phase de l'histoire de la propagande révolutionnaire au sein de ce continent hétéroclite qu'était l'Empire Russe. Dès le début du Parti, on vit des courants nationaux et nationalistes créer de l'antagonisme parmi les ouvriers, et une méfiance générale s'infiltrer contre le prolétariat russe.

Déjà, en 1905, les ouvriers polonais et lithuaniens — alors sujets russes —, avaient leurs partis social-démocrates distincts, non adhérents au P.O.S.D.R. (Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe). Beaucoup d'ouvriers juifs agissaient de même (Bund Ouvrier Juif).

Ce n'est qu'au IV<sup>e</sup> Congrès social-démocrate, celui de Stockholm, en 1906, que s'effectua l'adhésion au parti russe des partis lithuanien, polonais, et du Bund. Toutefois, la dureté des répressions impériales qui suivirent la révolution de 1905, provoqua tout naturellement une recrudescence des vieilles poussées de séparatisme national et « petit national », si l'on peut dire, que la diffusion générale de cette résistance ethnique eut pour résultat mécanique de détacher à nouveau les prolétariats nationaux divers du prolétariat russe.

Les principes fondamentaux du programme, et de la tactique du Parti sur les questions nationales, formulés en 1913 par les articles de Lénine et de Staline, furent présentés, dans une Résolution, à une Conférence du Parti, en août 1913.

En voici les points saillants : Droit pour les nations de disposer d'elles-mêmes jusqu'à la séparation de la Russie tsariste. Pour celles qui désirent participer à une Fédération, à une union de gouvernements nationaux : l'autonomie territoriale, la suppression de la langue officielle unique (russe), le droit aux langages locaux (y compris ceux des minorités), la suppression de l'emprise du joug national (russe) sous toutes ses formes.

Ainsi donc Lénine et Staline, en construisant cette formule marxiste des nationalités, si délibérément et si redoutablement conséquente avec elle-même, puisqu'elle envisageait la dislocation territoriale du vieil empire, inséraient sans échappatoire et en la clarifiant jusqu'au fond, la question nationale dans la question révolutionnaire. Ils ouvraient largement — jusqu'à la limite — les possibilités de préservation de l'unité de chaque groupement ethnique de l'ensemble dénommé Russie (l'autonomie ethnique n'étant pas seulement un facteur moral respectable en soi, mais un facteur de vitalité et de création), sans perdre de vue l'unité et l'ensemble, laquelle présente un intérêt pratique considérable.

Au reste, cette unité d'ensemble était concrètement renforcée par celle du réseau socialiste (tant politique que syndicaliste), unique et homogène.

La thèse léniniste et stalinienne qui mêle intimement la théorie à la pratique, qui soude organiquement l'idée et l'action, (le marxisme, en tant que science appliquée, a besoin d'inventeurs, aux prises avec la réalité qui les pousse sans répit sur l'avenir) — s'opposait nettement à la thèse austro-marxiste désignée sous le nom d' « autonomie nationale culturelle » et qui avait des défenseurs dans la social-démocratie. Les « opportunistes » autrichiens préconisaient, en substance, des blocs nationaux intégraux auxquels le socialisme devait se conformer. Il en résultait un séparatisme socialiste : Dans le plan de ces cadastreurs idéaux, c'était le socialisme qui se nationalisait, au lieu que ce fût le nationalisme qui se socialisât. On découpait le socialisme en tranches distinctes sur toute la surface de l'Empire de Nicolas II. Ce prétendu perfectionnement était maladroit, et Lénine et Staline, s'insurgèrent là-contre. C'était dépasser périlleusement la mesure, et déséquilibrer le dosage de l'autonomie désirable et de l'unité utile, que d'admettre jusque dans le domaine spécifique — et neuf — du socialisme le découpage national et le respect des frontières. Cela heurtait le puissant bon sens architectural du marxisme.

Sur ces entrefaites, vint le premier coup de balai de février et le déboulonnement du trône. Ce fut Staline qui, en avril 1917, rapporta sur la question nationale à la Conférence du Parti bolchevik. « Il ne suffisait pas de proclamer l'égalité formelle des peuples. Cela n'aurait pas eu plus de résultats pratiques que la proclamation de l'Égalité par la Révolution Française. » (Manouïlski). Il fallait aller plus loin et plus profond. Staline proposa l'adoption de la conception préconisée sous le tsarisme. Cette théorie fut admise, non sans heurts : une contradiction assez abondante se manifesta de la part de Piatakov et d'un certain nombre de congressistes contre la cause instituant le droit d'indépendance des nations allant jusqu'à la séparation — clause dont les conséquences éventuelles les effrayaient. [Milioukov dans une étude juridique sur l'Union Soviétique disait que la possibilité pour tout Etat participant, de s'en retirer, lui ôtait la personnalité juridique, l'empêchait en conséquence, « de prendre aucun engagement international ». Cela n'est pas apparu. Ce qui est apparu, au contraire, c'est l'influence morale énorme que cette absence de coercition a donnée au parti communiste, sur les peuples adhérant à l'U.R.S.S.]

On doit remarquer et souligner à quel point l'adoption de cette thèse des nationalités, en effet audacieuse dans sa magnanimité et son honnêteté socialistes, servit les intérêts de la lutte révolutionnaire. Elle permit au parti bolchevik d'apparaître aux masses ouvrières et paysannes ce qu'il était vraiment, à savoir le seul parti luttant d'une façon conséquente contre l'oppression nationale tsariste dont Kerenski, flanqué des menchéviks, avait pris la suite.

Ce dogme de libération ethnique, ce désenchaînement, s'ajoutant à celui de la libération sociale, aux mots d'ordre de paix, terre, contrôle ouvrier de la production, et soudant ensemble aspirations nationales et socialisme — fit faire à la préparation de la Révolution d'Octobre des progrès décisifs. L'attitude des bolcheviks vis-à-vis du problème national leur attira les sympathies de tous, sans amener des détachements nationaux comme on aurait pu le craindre. Et là, encore une fois, la sagesse à larges vues, dans la plénitude hardie, triompha complètement. « Si Koltchak et Denikine ont été vaincus, a écrit Staline, c'est que nous avons eu la sympathie des nations opprimées. »

De l'autre côté d'Octobre, après le second coup de balai est-européen et l'élimination de ce tsarisme démocratique que constituait la domination bourgeoise, Staline devint donc normalement le dirigeant autorisé de la politique du Parti dans la question nationale.

La Déclaration des droits des Peuples de Russie fut un des premiers actes législatifs du gouvernement soviétique. Établie et écrite par Staline, elle édictait :

L'Égalité et la Souveraineté de tous les peuples de la Russie. — Le Droit de disposer d'eux-mêmes, allant jusqu'à la séparation et la formation d'un État indépendant. — La suppression de tous les monopoles et de tous les privilèges nationaux (russes) et religieux (orthodoxes). — Le libre développement des minorités nationales et des groupes ethnographiques se trouvant sur le territoire de l'ancienne Russie.

Cela signifiait, pour les nations acceptant la fédération : union générale d'ordre exclusivement administratif, et maximum d'épanouissement national. Les pays formaient entre eux une société d'indépendance mutuelle.

Un autre document capital, paru en 1917, et signé de Lénine et de Staline, s'adressait à tous les travailleurs musulmans inclus dans les frontières de l'ex-empire européen-asiatique des tsars. C'était la partie la plus arriérée et la plus opprimée de la population dénommée « russe ». Le gouvernement soviétique annonçait qu'une de ses premières tâches serait d'amener ces populations, éparses par millions dans le Turkestan, la Sibérie, le Caucase, le Volga —, au niveau des autres.

Arrêtons-nous devant ce règlement majestueux, si humain et si moral, du plus inextricable et du plus tragique des problèmes contemporains — avec l'idée qu'il peut s'appliquer aussi bien aux régions dans un pays, qu'aux pays dans un continent et dans le monde. Tragique, en effet, parce que la question des rapports des nations entre elles — la question de la paix et de la guerre — fut le sanglant cercle vicieux de toute l'histoire moderne. Le sentiment, national et la paix, sont, en principe strict, antagonistes. Qui dit : nation, dit : rayonnement, dit : appétit, dit : dévoration. Il n'y a pas eu d'exemple que la dévoration entre nations ne se soit accomplie dans (à mesure des possibilités matérielles. De plus, la politique de profit individuel et de conservation sociale du capitalisme aggrave — et cultive systématiquement, — la catastrophe latente.

Le résultat défectueux des centralisations historiques, c'est le bloc (entre de discutables frontières), d'une poignée d'exploiteurs et de masses d'exploités, bloc dirigé contre les masses des pays voisins —, alors que le bon sens nous crie un autre groupement des hommes par affinités d'intérêts. Il n'est pas niable que dans l'univers, le capitalisme destructeur est aujourd'hui incrusté sur la géométrie des limites nationales, et que, contre la délivrance par voie d'accord général, l'obstacle massif vient surtout du culte nationaliste qui imprègne l'humanité morceau par morceau, et bonde chaque fragment à nom propre du puzzle terrestre, d'ambitions exclusives et explosives. Aussi la propagande essentielle du capitalisme — (et d'une façon plus pressante et plus formidable aux heures où nous sommes, dans la conjoncture de lutte sociale où les crises économiques et une certaine pénétration des idées ont entraîné les générations présentes) — consiste à cultiver et à exaspérer au paroxysme le nationalisme des foules, le cloisonnement agressif des « patries », le compartimentage farouche de la mappemonde, puisque de cet état d'esprit maladif, de cet état de choses déséquilibré, dépend la destinée même du dit capitalisme.

Mais voici que les hommes d'Octobre, qui ont précisément accompli leur révolution au sein d'une juxtaposition extrêmement diversifiée de races et de pays [Ces pays étaient plus disparates que ceux qui ont formé les États-Unis d'Amérique, et, entre ces races, il y avait infiniment plus de contrastes qu'entre le Russe, le Français ou l'Allemand.] — et où, de plus en plus, une longue tradition d'oppression avait souvent hypertrophié le nationalisme —, voici qu'ils font voir, pour la première fois, la solution raisonnable et sérieuse de cet antagonisme invétéré jalonné sur la planète, la formule logique qui synthétise les deux exigences irréductibles de la personnalité d'un pays et de la solidarité pratique, et pose le patriotisme, non pas : contre, mais : dans le socialisme.

Le secret de la grande formule, c'est de sélectionner et de classifier avec exactitude les deux aspirations fondamentales de la liberté individuelle et de l'union réciproque ; c'est de leur assigner à chacune, sans confusion et sans empiètement, leur champ d'expansion et leurs moyens propres, de façon à ce qu'elles puissent se développer parallèlement, et non l'une au détriment de l'autre.

L'originalité ethnique, la personnalité morale et intellectuelle collective, la culture nationale, l'âme nationale ; tout ce qui s'exprime dans la tradition et le folklore, dans la production artistique et spirituelle, et aussi dans une sentimentalité familiale et un orgueil filial ; tout ce qui est desservi par la langue maternelle (la langue, cette machine souple qui motorise et perfectionne l'esprit et le cœur des peuples) — tout cela, non seulement préservé, mais enrichi, et non seulement au point de vue national, mais même (et l'on se penche davantage encore sur la réalité), régional. Quasi-exagération apparente du respect des minorités ethniques : ne voilà-t-il pas que, au XX<sup>e</sup> siècle, des alphabets sont créés par les savants de Moscou pour capter et fixer des traditions spirituelles millénaires, au sein de petites minorités qui gîtent au loin, et de leur permettre de se réveiller, de renaître, de grandir selon elles-mêmes. « C'est trop, c'est de la folie » assure la petite sagesse myope. Mais la grande sagesse clairvoyante n'est pas de cet avis.

Quant à la tradition religieuse nationale, laquelle n'est presque jamais d'origine nationale, mais qui, dans la majorité des cas, est un apport étranger (Dieu vient de quelque part ailleurs, comme le tsar et le fonctionnaire russe), on la laisse là où elle est. Elle est simplement soumise à ce régime moral de droit commun, si l'on peut dire, auquel est en butte l'erreur dans tout milieu qui s'instruit et s'éclaire.

Les individualités collectives, ainsi libérées et autonomes sur tout ce secteur spécifiquement intime et national, s'attachent d'autre part entre elles par certains liens. Lesquels ?

Des liens d'ordre administratif, pratique, physique, assurant à la totalité des parties adhérentes une santé et une puissance dont bénéficie directement chacune d'elles. Même direction suprême pour l'armée, les finances, la politique extérieure. Mise en commun de toutes les richesses et ressources naturelles de l'Union. Ce rattachement des parties garantit à chacune d'elles, sur le champ temporel et concret, un fort bénéfice. Une telle organisation permet en effet des réalisations d'ensemble : plans économiques, travaux d'intérêt général, directions raisonnées, plus de richesse et d'ampleur dans la répartition de la production : multiplication de la prospérité de tous et de chacun, dans la proportion mathématique de l'extension de l'activité collective. Ajoutons : grosse puissance militaire répartie *ipso facto* à chacun des États de l'Union, même les plus faibles.

En d'autres termes : les nations sont indépendantes sur le plan où elles ont un intérêt moral à l'être, et unies sur le terrain où elles ont un intérêt matériel à l'être. C'est donc remplacer, sur toute la ligne, par des profits réels, les liens brutaux et fragiles à la fois imposés jadis par la violence des tsars, qui s'intitulaient pompeusement et fallacieusement : « rassembleurs des terres russes ».

Entre le Moscovite et le Tatar, entre ces deux étrangers, il y a des différences réelles ; on libère, on cultive, on perfectionne, ces différences. On en fait une loi nationale. Mais entre ces deux hommes, il y a des ressemblances : des besoins communs, des droits identiques et égaux à la vie, à la paix et même des droits de propriété communs. On en fait une loi générale. Tel est l'angle sous lequel les fabricants soviétiques d'avenir regardent la carte des pays sertis de leurs frontières ethniques (frontières positives, ou idéales). D'abord, tout le minimum indispensable de liaisons communes pour assurer la sécurité et la prospérité de la vie collective ; ensuite tout le maximum possible d'épanouissement national.

En face d'un monde où la paix entre les nations est une formule littéralement absurde, — chacune des quelque soixante-quinze nations contemporaines n'ayant qu'un but (que les unes avouent et que les autres n'avouent pas) : vivre au détriment les unes des autres — en face de cela, la combinaison soviétique se servant du nouvel idéal de solidarité sociale pour perfectionner l'ancien idéal en le désarmant, et en le mettant à sa place, comble toutes les aspirations. Sans parler de l'enthousiasme supplémentaire dont elle dote le continent ainsi ordonné, et même dont elle dote le monde.

Qu'objecter à cette conception — même si, abandonnant un instant son foyer continental, on la considère de très haut, d'aussi haut qu'on puisse monter en gardant l'œil sur la terre et sur l'époque (parce que, plus haut, c'est l'idéal aplati et mort des icônes, des lanternes magiques, et des pages de grimoire). On ne peut rien objecter de profond, rien de solide. Elle ne peut gêner — parmi les grands pays — que les sinistres mégalomanes qui disent : « C'est ma race qui doit dominer ici-bas, toutes les autres races », et dont le nationalisme s'attache à prendre la forme infectieuse de l'expansionnisme. Elle ne peut gêner — parmi les petits pays — que les maniaques fanatiques qui s'alcoolisent de ce mot : autonomie, et préfèrent à tout, même à tous les progrès, un isolement absolu, incompatible avec les exigences brutales de la solidarité universelle, et qui les oblige à végéter péniblement et de moins en moins dignement en attendant de glisser dans la gueule de quelque, grand monstre impérialiste.

Car, pour les pays faibles ou arriérés (représentant la majorité de l'ensemble russe), le système est singulièrement plus avantageux et intelligent, quel que soit le point de vue auquel on se place, que le système de l'indépendance pure et simple : fédérées, les nations coopèrent à une œuvre commune et sont scientifiquement en paix l'une avec l'autre. Étrangères, elles pratiquent entre elles, non la coopération, mais la concurrence, laquelle se change, par la force des choses, en antagonisme et en hostilité — avec toutes les charges, toutes les servitudes, tous les périls — et toutes les capitulations ! — qui sont à la clef. Les nations soviétiques sont à la fois petites et grandes. Si elles quittaient l'Union, elles deviendraient petites, sans compensation.

Tout cela, n'est pas — n'est plus — de la pure théorie abstraite, comme ce le fut à un moment donné. L'histoire récente du pays des Soviets illustre le principe de cette grandiose discrimination collective du temporel et du spirituel, par de précieux exemples vivants d'une lumineuse évidence : tant de pays arriérés qui, au sein de l'Union, ont franchi avec une rapidité féerique les étapes du progrès et du bien-être, eu même temps que du développement national, grâce à l'aide énorme du centre, c'est-à-dire de l'ensemble. Tant de races jadis ennemies attitrées, ennemies légendaires, et aujourd'hui vivant dans une paix réciproque complète. Etre, arrivé à obtenir que « les frontières entre les Etats n'aient plus qu'une importance administrative » (Rapport de Manouïlski au 5<sup>e</sup> Congrès Mondial), c'est réellement avoir édicté la loi de la paix. C'est un émerveillement, pour celui qui sait les luttes intestines de naguère, et qui, allant çà et là, constate cette fraternisation logique. Il n'est pas possible de ne pas saluer tous ces phénomènes avec émotion, si on veut rester objectif.

Mais, pour en revenir au début de cet extraordinaire panorama à transformations, il sied de constater que l'application de la nouvelle politique des nationalités fut d'un grand secours pour la pacification de l'immense territoire, libéré des tsars du knout et des tsars de la finance. Elle permit la « liquidation », comme ils disent là-bas, des gouvernements contre-révolutionnaires (Ukraine, Turkestan, Transcaucasie), et on doit répéter ici que c'est seulement l'intervention des armées allemandes qui

permet à la contre-révolution de se renforcer sur les frontières et amena la chute du pouvoir soviétique en Ukraine, en Blanche Russie, en Finlande, dans les Pays Baltes. (La situation ne fut rétablie que pour l'Ukraine et la Blanche Russie).

Cette même politique vis-à-vis des races et des minorités permit de porter les coups de grâce qui achevèrent Koltchak et Denikine — et après que l'État nouveau eut vomis les blancs, elle le mit à même de mobiliser des blocs de populations en républiques nouvelles.

Elle servait si manifestement les intérêts des collectivités que dans la mesure où on arriva à la leur faire connaître, elles allèrent aux Soviets. Dans la mesure aussi où on les connaissait et où on leur tenait le langage qu'il fallait tenir — et c'est ici que la compétence et la valeur de l'homme qui s'adressait à elles joua un rôle déterminant.

En 1922, création de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Le nom de Staline est indissolublement lié à cette grande date historique. La Constitution de l'U.R.S.S. c'est, fondamentalement, cette débordante loi édictée par la minorité révolutionnaire sous le tsarisme. On peut la résumer ainsi : Elle établit, ou plutôt, elle propose : « Une étroite union économique et militaire, en même temps qu'une indépendance des plus larges, une liberté de développement complète de toutes les cultures nationales, une destruction systématique de toutes les survivances de l'inégalité nationale, une aide puissante des peuples plus forts aux plus faibles. » (N. Popov).

Jetons encore trois rapides coups d'œil : au sud, à l'est, à l'ouest.

Dans cette Transcaucasie où Staline avait commencé en cachette à incendier le cœur des foules, dans cette région des « frères ennemis » où tous les éléments de la population s'entre-déchiraient, la politique soviétique des nationalités a amené un fait quasi miraculeux : la disparition complète non seulement des luttes de races, mais des haines de races, qui fermentaient là depuis des siècles — et cela, malgré les menchéviks, les dachnaks et les moussavatistes — pseudo-socialistes qui furent un instant les maîtres du pouvoir dans les trois pays transcaucasiens et qui en profitèrent pour y rallumer toutes les guerres intestines, pour y semer la ruine, tout en faisant appel à l'étranger. Dans l'actuelle Géorgie, dans l'Arménie et l'Azerbaïdjan, vous lisez clairement cet axiome : il n'est pour un petit pays aucune espèce de formule qui lui assure autant de liberté, que la formule soviétique.

C'est une amusante image à dimensions légendaires que cette question inspira à un paysan abkhasien dont l'esprit simple et honnête avait été illuminé par le socialisme : « Si un éléphant voit dans une plaine des enfants qui jouent et, voulant les protéger de l'orage, se couche sur eux, il les étouffe tout en les protégeant de l'orage. Or, la poignée d'Abkbasiens que nous sommes, est réellement protégée de l'orage par l'éléphant soviétique — parce que Staline lui tient les jambes. »

L'Ukraine. La question de l'Ukraine était d'une importance capitale. L'Ukraine, si longtemps violente par le despotisme tsariste qui lui inoculait de force la russification comme une maladie, devint, après Octobre, un théâtre tumultueux de guerres civiles : La lutte des ouvriers et des paysans ukrainiens contre la Rada, la lutte des ouvriers du Donetz contre les bandes de Kalédine, l'occupation allemande de l'Ukraine, le renversement du Directoire, faussement démocratique, et du Pouvoir, qui ne s'embarrassait pas de camouflage démocratique, de l'ataman Petlioura, l'intervention de l'Entente (escadre de la Mer Noire), l'envahissement de l'Ukraine par Denikine, la lutte contre les Polonais Blancs, la lutte contre Wrangel. En Ukraine, le sens de la politique suivie et de la tactique mise en œuvre, était d'une portée décisive.

Staline qui y fut envoyé, comme on se le rappelle, en 1918, ne s'y occupa pas seulement de la chose militaire, mais aussi de la chose économique et politique. En mars 1920, il fut représentant du Comité Central à la IV<sup>e</sup> Conférence du Parti en Ukraine, et en 1923, il prit part à la IV<sup>e</sup> Conférence Nationale, après le XII<sup>e</sup> Congrès du Parti. Staline a souligné nettement « l'énorme importance d'une politique nationale juste en Ukraine, au point de vue intérieur, mais aussi au point de vue international ». Au demeurant, à l'heure qu'il est, les visées qui ont convergé sur l'Ukraine, y convergent encore : la Pologne (naguère en complicité avec la France, puis en complicité avec l'Allemagne fasciste), et l'Allemagne hitlérienne pour son propre compte, ne cachent pas leurs convoitises, ourdissent des intrigues cousues de fil blanc, et guettent. Une sorte d'attentat clandestin permanent cherche à travailler cette république qui a loyalement et pleinement adhéré à l'Union.



Du côté opposé à celui de la barbarie européenne, en Asie Centrale, la question de la soviétisation mettait et met en jeu celle de l'Extrême-Orient, et aussi celle de la colonisation impérialiste et capitaliste en général. En ce qui concerne la pesée socialiste, c'est-à-dire celle de l'Internationale Communiste et du pouvoir soviétique, dans la question coloniale, Staline a écrit : « La Russie tsariste était le nœud des contradictions impérialistes. Elle était sur la frontière qui sépare l'Orient et l'Occident, et reliait deux ordres sociaux qui sont propres tant aux pays capitalistes hautement développés, qu'aux colonies. Elle était le principal appui de l'impérialisme occidental qui rattachait le capital financier de l'Ouest aux colonies de l'Est. Pour ces raisons, la révolution en Russie est le point qui relie les révolutions prolétariennes des pays capitalistes les plus développés, aux révolutions coloniales. C'est pourquoi son expérience, l'expérience du Parti Communiste de l'Union Soviétique, est d'une valeur mondiale. »

Cependant, au début du pouvoir soviétique, il y avait une conception « asiatique n assez spéciale du problème des nationalités. Elle se traduisait par de fortes tendances « colonisatrices » c'est-à-dire la mise en tutelle du pays lointain, une prépondérance de l'élément russe dans l'élaboration et le fonctionnement de l'assimilation soviétique. C'étaient des ouvriers russes, des militants russes, qui se transportaient en Asie, dirigeaient tout, réglaient tout à eux seuls — provoquant, comme disait Staline « le danger que le parti se séparât des masses prolétariennes des républiques nationales ».

Cela ne cadrerait pas avec un des principes du marxisme léniniste, lequel principe était particulièrement cher à Staline : la participation nette, directe, consciente, de tous à l'œuvre commune. Staline lutte donc avec acharnement contre ces poussées d'exclusivisme moscovite mêlées à la rationalisation socialiste, méthodes qui se rapprochaient un peu trop des méthodes de « protectorat » ou des méthodes coloniales vis-à-vis de l'indigène soviétique : système théoriquement erroné, pratiquement maladroit.

Il s'appliqua à intégrer intimement ces populations dans leur propre édification, à leur remettre leurs progrès, en même temps que leur nationalité, entre les mains, et il changea leur socialisme passif en socialisme actif. Cela advint par le moyen de grands travaux économiques dont bénéficièrent ces spacieuses régions périphériques estompées jusqu'ici dans le flou de la Sibérie.

C'est dans cet esprit qu'il fut procédé à la révision du régime subalterne du Turkestan (qui prit, dès lors, un essor économique considérable), et « une nouvelle et réfléchie délimitation nationale de l'Asie centrale. Plusieurs républiques furent créées : Ousbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan.

Tout cet Orient soviétique, qui est tellement menacé aujourd'hui par l'impérialisme étranger... (Le Japonais provocateur, modernisé par le mauvais bout et armé jusqu'aux dents, qui flaire, à l'avant-garde, et tous ceux qui sont derrière), — tout cet Orient, il est fortement défendu par le juste, positif, et riche, idéal socialiste qui s'est emparé des populations.

Et nous voici en plein dans le problème chinois. Le territoire monstre, qui pèse autant que celui de l'Europe, la multitude qui bat le record des multitudes depuis l'aurore des temps, ont eu aussi leur pseudo-révolution. Elle n'a fait, elle aussi, tout d'abord, que scier les pieds d'un trône prestigieux, et, après la mort de Sun-Yat-Sen, livrer la Chine à une clique de personnages dont le double but fut de l'empêcher de se libérer localement, et aussi d'y puiser des fortunes particulières fabuleuses. Victime, hier et aujourd'hui, du brigandage étranger, la malheureuse Chine est victime aussi du brigandage intérieur. Le Kuomintang, (le parti au pouvoir), et les généraux les plus riches en soldats qui tiennent le Kuomintang par des licous, ont une bête noire : le communiste. Et les Japonais et les grands pays occidentaux ont la même bête noire. On extermine les communistes, ainsi, du reste, que les libéraux, et le gouvernement chinois fait enferrer vivants les écrivains qui parlent de justice. Or, il y a un grand parti communiste chinois, qui, à l'encontre du ramassis gouvernemental et militaire agrippé à la Chine, et acoquiné à telles grandes puissances — tend à affranchir le gigantesque pays de son sort lamentable. Il y a réussi dans une immense région qu'il a commencé à transformer dans le sens du progrès socialiste et il a écarté et dispersé, avec son armée d'un million d'hommes, les cinq grandes offensives envoyées contre lui par les bandits officiels et étrangers. Environ un quart de la Chine, avec cent millions d'habitants, est « rouge », aux jours où nous sommes, et cette nouvelle Chine ne tend à rien moins qu'à recouvrir toute l'ancienne Chine. A l'heure présente se développe la VI<sup>e</sup> campagne, menée en personne par Tchang Kai Chek, le grand Saboteur doré de la Chine, flanqué du général allemand von Seeckt, à la tête d'une armée de six cents mille hommes, avec 150 avions, 200 canons.

Cette armée poursuit l'encerclement de la Chine soviétique — ou plutôt tente cet encerclement — à l'aide de tout un système de forteresses qu'elle édifie à mesure qu'elle avance. Cette sixième offensive contre la Chine libérée a coûté jusqu'ici à la Chine blanche parasitaire, un milliard de dollars chinois et cent mille hommes. Les Chinois Blancs ont pris, dit-on, Chouiking, capitale de la Chine soviétique. Mais la tactique de l'Armée Rouge s'était entre temps, logiquement modifiée : sa campagne d'offensive s'est décalée : abandonnant une partie des vieilles positions, elle poursuit dans d'autres régions une avancée triomphante qui compense largement par de nouvelles conquêtes ses pertes territoriales momentanées. La situation se présente aujourd'hui favorablement pour elle, au point qu'il semble certain qu'elle arrivera non seulement à disloquer l'envahissement blanc, mais à entrer en contact avec les forces japonaises et à remplir son objectif : « la guerre sainte de défense nationale révolutionnaire du peuple chinois contre l'impérialisme japonais ». Tous les esprits libres du monde doivent souhaiter qu'elle y arrive et que soit mis fin par là au martyrologe d'un continent, il n'est pas possible maintenant à un œil clairvoyant et positif de lire la formule : « La Chine, aux Chinois » ; autrement que : « La Chine soviétique ». Staline s'est particulièrement occupé du Parti Communiste chinois et des héroïques efforts des Soviétiques chinois. Il a dirigé personnellement un fort redressement de la ligne du Parti Chinois à la Commission chinoise du Komintern, en 1926. Son intervention, qui est restée mémorable dans les annales de l'internationale Communiste, combattait les erreurs et les fautes résultant de la méfiance à l'égard de la révolution ouvrière et paysanne, et une certaine tendance à considérer la Révolution Chinoise comme devant demeurer révolution démocratique bourgeoise. Or, « toutes les mesures qu'il préconisait ont été ultérieurement justifiées par les événements ».

Cette politique des nationalités, le puissant rayonnement qu'elle projette en dehors de son centre de jaillissement et loin de lui, n'a pas seulement une action thérapeutique dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux (où la libération nationale est la première étape de la libération sociale, et où le socialisme apporte les deux à la fois). Elle influe et influera aussi, directement ou indirectement, sur toute une série d'États européens à minorités sacrifiées : les nations hétérogènes, métropoles soudées à leurs colonies, formées ou agrandies artificiellement par la guerre de 1914 : la Yougoslavie, qui n'est pas une Fédération, mais le groupement, amené par un procédé d'étau, de la Slovénie, de la Croatie, du Monténégro, d'une tranche de la Macédoine —, sous la dictature de la Serbie ; ou bien la Tchécoslovaquie, extrait hétéroclite du baroque mélange austro-hongrois ; ou bien la Pologne, où il n'y a que 50 % de Polonais ; ou bien la Roumanie à laquelle les puérils et barbares chirurgiens de Versailles ont cousu hâtivement la Transylvanie hongroise, la Bessarabie russe et la Dobroudja ; ou même, issues d'un plus vieux tripatouillage originel, l'Angleterre et son mariage forcé avec l'Irlande (affaire en liquidation), ou l'agglomération wallono-flamande dénommée Belgique.

Dans tous ces pays-là, le léninisme ethnique est un ferment d'ordre et de révolution, et tout en bas, dans leurs fourmillantes assises, des multitudes d'yeux sont fixés sur ces nouvelles lois de sagesse, de rationalisation territoriale. Dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, parmi les minorités opprimées, le principe soviétique, avec la double émancipation qu'il apporte doit fatalement transformer de vastes populations, « actuellement réserves du capitalisme, en réserves profondes du socialisme. » (Staline).

Mais n'en doutons pas : ce rayonnement brille pour tout le monde sans exception. Dans la moitié orientale de l'Europe et la moitié septentrionale de l'Asie, c'est l'application nationale d'une formule internationale. Cette formule est grande ouverte ; elle est toute prête. La constellation soviétique est d'ores et déjà partie intégrante d'une constellation mondiale des pays et des races.

Le jour où l'Europe serait soviétisée tout entière, il y aurait une France, une Allemagne, une Italie, une Pologne, etc., qui se développeraient selon leurs traditions intellectuelles et morales, tout comme aujourd'hui, et, même, beaucoup plus qu'aujourd'hui — mais entre elles, il n'y aurait que des frontières administratives, à jamais inoffensives.

Voilà donc, à nos yeux, à nous qui ne sommes pas habitués à voir travailler dans le neuf sur une si grande échelle, la solution soviétique de l'insoluble problème des nationalités. La voilà, on théorie et en pratique. Voilà les éléments de base de l'édification socialiste « dans l'espace ». Principes si simples et si justes, si scientifiques et si nobles à la fois, et qui aboutissent à plusieurs idéaux d'un seul coup. Si le socialisme n'existait pas, il faudrait bien l'inventer pour débrouiller la réalité vivante ; il faudrait l'inventer, fixe dans son ossature, comme des chiffres, et souple comme la chair.

Nous le voyons ici en action, pour la mise en ordre de l'humanité actuelle dont le spectacle est celui de l'envie, de la haine, et de la dispute —, et pour faire aboutir le tâtonnement séculaire et éparpillé des étendues de foules posées sur le sol, vers la société meilleure. Dans le chaos barbare de notre époque de transition, de notre Moyen Age, s'inscrivent les mots d'ordre des précurseurs, des hommes qui ont eu la gloire de découvrir le monde tel qu'il est.

#### IV

### 1917-1927 — LES PREMIERES PIERRES

Ainsi donc, par suite « d'une combinaison originale des conditions historiques », « le premier pays entré dans la voie du socialisme aura été la Russie, pays économiquement et culturellement retardataire, nonobstant sa forte élite révolutionnaire ». Passer d'un élan par-dessus les républiques de carton et par-dessus tout l'échantillonnage des diverses formules capitalistes en action dans les monarchies démocratiques et dans les démocraties monarchiques —, c'était beau idéologiquement. Mais, sur la terre ?

Lorsqu'on eut le pouvoir, il fallut s'en servir, et cela, sans avoir le temps de souffler. L'énorme machine de l'État, passée, des mains d'un méchant pantin démesurément grossi, — et après un court arrêt oscillant dans les mornes limbes du Gouvernement Provisoire —, entre les mains des extrémistes positifs, des calculateurs enflammés, devait continuer coûte que coûte à rouler sur le plus vaste pays de la planète, entre le destin qui n'était plus et celui qui n'était pas encore.

Des trois tâches géantes à surmonter : la guerre étrangère, la guerre civile, l'organisation sociale et économique intérieure, on ne peut pas dire que la première — la guerre étrangère — fût réglée, même après Brest-Litovsk, même après l'Armistice, puisque si le gros des anciens ennemis avait lâché publiquement la partie, la guerre civile qui devait succéder à la Révolution pendant deux ans, restait fortement panachée d'intervention étrangère.

Que faire ? Tout. Au jour le jour, vivre, et, pierre à pierre, bâtir. Et tout à la fois. A la fois organiser la révolution, et repousser les avalanches contre-révolutionnaires sur toutes les frontières et tous les horizons, et transformer l'ex-empire russe, pays agricole et ignorant (80 % de paysans, 70 % d'illettrés), l'ex-empire ruiné, saccagé, ensanglanté, en une grande nation politiquement socialiste (seule de son espèce parmi toutes les autres), et économiquement perfectionnée (autant, et plus, que les autres).

Qu'on remonte, encore une fois, à ces jours-là, jours d'aboutissement, jours de départ. Quel était le bilan, et l'inventaire ? Quels étaient les restes de la Russie, en novembre 1917, à partir de l'heure où, à l'Institut Smolny, on annonça à Lénine que le drapeau rouge était planté, et que ce drapeau était devenu désormais un des centres du monde ?

La guerre impérialiste de 1914 avait coûté à la Russie 40 milliards de roubles-or, le massacre du tiers de la population ouvrière ; la production industrielle et les transports étaient réduits au cinquième ou au sixième des chiffres de 1913. La guerre civile qui déchira l'Empire sur presque toute son étendue, représente une perte de 50 milliards de roubles-or. Les usines étaient en pièces, et une grande part des travaux publics aussi. Dans les campagnes labourées par le feu, la moitié des terres en friche. L'administration, l'enseignement, tous les corps d'Etat, désagrégés par le cataclysme et par la haine de l'ennemi intérieur. L'Armée Rouge, sans fusils, sans souliers, et sans pain. Le nouvel Etat, qui devait être en proie au blocus et au boycottage, était pour le moment en proie à l'agression armée des grandes puissances. Approchons-nous, de très près, de cette guerre d'invasion d'une espèce spéciale — perfide et masquée — dont les glorieux conducteurs furent M. Clemenceau, M. Poincaré, M. Lloyd George, les bourreaux attitrés de révolutions populaires, décapiteurs, écraseurs et emprisonneurs de peuples — vieux tigres, vieux renards, vieilles bêtes —, qui ont dirigé victorieusement la destruction de tous les soulèvements de libération issus de la guerre de 1914. Approchons-nous de ce que « l'honoré M. Churchill », rappelait dernièrement Staline, a défini : « l'invasion des 14 Etats ».

L'armée de l'aventurier blanc Koltchak, champion du Tsar, a reçu du gouvernement français 1.700 mitrailleuses, 30 tanks, des canons par dizaines. A l'offensive de Koltchak, ont pris part des milliers de soldats anglo-américains, 70.000 soldats japonais, environ 60.000 soldats tchécoslovaques.

L'armée de Denikine — 60.000 hommes — a été entièrement équipée en armements et munitions, par l'Angleterre. Elle a reçu 200.000 fusils, 2.000 canons, 30 tanks. Plusieurs centaines d'officiers anglais ont été conseillers ou instructeurs dans l'armée de Denikine. La descente des Alliés à Vladivostok comprenait deux divisions japonaises, deux bataillons anglais, 6.000 Américains, 3.000 Français et Italiens. L'Angleterre a dépensé dans la guerre civile en Russie 140 millions de livres sterling et — dépense moins lourde pour les tripoteurs de mappemonde — 50.000 soldats.

De 1918 à 1921, l'Angleterre et la France n'ont pas cessé de tuer des Russes et de ravager la Russie. Notons simplement ceci, en marge : A la fin de 1927, il y avait encore 450 ingénieurs et 17.000 ouvriers qui travaillaient à réparer les déprédations commises dans un seul district pétrolier du Caucase par le passage de la civilisation occidentale —. Et on peut estimer à 44 milliards de roubles-or les destructions accomplies en Russie par l'intervention monstre et monstrueuse, des grands pays européens et américain. Qu'on songe qu'en 1921 — trois ans après la fin de la guerre — l'amiral français Dumesnil, installé en Russie, protégeait en pleine lumière les ennemis au gouvernement soviétique. [Ce Dumesnil n'est-il pas le même que la police trouva comme Directeur de la Société Spéciale Financière lors du krach scandaleux de celle-ci, et l'arrestation de son manager l'escroc Charles Lévy ?] Que M. Millerand, président de la République Française, (et qui pourrait présider tous les renégats du monde), et M. Doumergue, autre Président de la République Française, (le vieux Pontife qui tout dernièrement dépouillait les Français tout en jérémiadant et tendait aux fascistes sa main gauche (démocratique), ces messieurs, osant ce que l'Angleterre et la Turquie n'avaient tout de même pas osé faire, ont reconnu officiellement Jordania et Tsenkeli, chassés de Géorgie, comme le chef et comme l'ambassadeur de ce pays. Que la France officielle, qui se prétend loyale et qui se prétend démocratique, avait reconnu Koltchak et devait reconnaître Wrangel, comme vice-tsars.

Qu'on songe que les Gardes blancs se sont, concentrés en France, y ont fait un État armé dans l'État, développant leurs organisations diverses et leurs formations militaires sous l'œil bienveillant des autorités (lesquelles expulsent les ouvriers étrangers qui assistent à toute manifestation non officielle ou non religieuse, et fabriquent une législation nouvelle ayant pour but de les expulser sans raison). Ces spadassins du tsarisme ont défilé en armes sous l'Arc de Triomphe, et ce sont aussi eux qui ont poussé le bras de l'assassin blanc Gorgulov (le Président Doumer s'étant, aux yeux des tsaristes, montré coupable d'insuffisante animosité vis-à-vis des Soviets). Quant aux wrangéliens, ils ont été largement accueillis dans les Balkans et spécialement en Yougoslavie, où, en armes — et même en uniforme — ils attendent le moment de marcher pour la sainte cause des résurrections réactionnaires. (La Yougoslavie n'était pas fondée, tout dernièrement, à reprocher à la Hongrie d'entretenir des élevages d'assassins — elle pouvait tout au plus l'accuser de lui faire concurrence.)

Pendant que nous y sommes, élargissons cet aperçu de quelques années ultérieures, pour mieux faire voir l'aspect d'ensemble de l'énorme attentat méthodique sur lequel on tire aujourd'hui chez nous un voile pudique — comme si l'Histoire était un salon de bon ton où il vaut mieux ne point parler de ces vilaines choses pour ne pas donner mal au cœur à l'honorable assistance.

Le sabotage de l'industrie naissante, que l'U.R.S.S. faisait des efforts surhumains pour réédifier, a été élevé à la hauteur d'une institution internationale, à laquelle ont pris part de gros personnages, des officiers, des techniciens, des agents, et la diplomatie et la police des grandes puissances. Que de manigances souterraines, que de complots ! Je suis encore éberlué par toutes les photographies de documents que j'ai vues, pour ma seule part. Pendant des années, on pouvait fouiller n'importe quel coin de l'Union, ou y découvrait infailliblement le microbe anglais, français, polonais, roumain, de l'espionnage et de la malfaçon, mêlé au virus de la peste blanche. Il en reste encore certaine dose. Les mêmes gens qui faisaient sauter les ponts et ce qui restait, de travaux publics dans la pantelante. Russie libérée, qui mettaient de l'émeri dans les machines et rendaient les rares locomotives hors d'usage — les mêmes mettent du verre pilé dans les aliments des coopératives ouvrières en 1933, et, en décembre 1934 chargent un des leurs d'aller, par derrière, fracasser la tête de Serge Kirov, en plein Institut Smolny, à Leningrad. Et on découvre des nids de vipères, et des exodes d'assassins et de terroristes refluant de Finlande, de Pologne, de Lettonie où ils grouillent. Et les crimes de ces crapules, exaltés par la presse blanche de la Vérité Russe et autres associations d'escarpes, sont hypocritement commentés dans la grande presse bien pensante.

Que dire du rôle aussi féroce que rocambolesque, de l'Intelligence Service, qui couvre, à coups de millions de livres sterling, l'univers de ses réseaux britanniques et réactionnaires, — de cette internationale d'espions, de mouchards, de corrupteurs et de démolisseurs — et de suppresseurs d'hommes ! Voici un exemple de l'audace de cette vénéneuse pénétration, pris tout à fait au hasard : M Georges Valois, membre, aujourd'hui dissident, de l'Action Française, raconte, dans une préface à un rapport de Staline — sans songer à l'énormité de la chose, et uniquement pour authentifier une opinion favorable de Lénine à son endroit — qu'un agent de l'Intelligence Service s'était glissé dans les Conseils du Gouvernement Soviétique, et au coeur même de l'organisme dirigeant suprême ; que cet agent a fait un rapport au gouvernement anglais, lequel a envoyé ce rapport au gouvernement français, lequel (M. Poincaré) l'a communiqué à M. Léon Daudet, chef des royalistes français, grand vizir du prétendant au trône de France, et c'est ainsi que M. Georges Valois, qui faisait alors partie de l'Action Française, en a eu connaissance.

L'universel besoin de discréditer l'État socialiste, la nécessité morale de couvrir de fange ce défi vivant à l'impérialisme, a donné lieu à un déballement surnaturel de calomnies et de diffamations. On n'entrera pas ici dans ce domaine légendaire et burlesque. Ce voyage serait trop long pour tenir dans un livre. On notera, comme plus graves que les âneries en question (dont il reste pourtant, toujours quelque chose dans les oreilles de nos contemporains), les agences et ateliers parfaitement montés et outillés, notamment en Europe Centrale, et ayant pour objet de fabriquer des faux soviétiques sensationnels susceptibles de mettre en mauvaise posture l'Etat nouveau vis-à-vis des autorités, et de l'opinion publique des grands pays. Le fait est connu et il a d'ailleurs été solennellement confirmé à la tribune de la Chambre des Communes, par un grand personnage (qui ne pouvait pas faire autrement). Le Faux « Zinoviev » influa fortement sur les rapports anglo-soviétiques. Le Faux qu'utilisa Tsankov, le bourreau bulgare, lui permit d'agiter le spectre rouge, et lui donna le moyen, lui vaincu, d'obtenir des vainqueurs une armée supplémentaire pour massacrer son peuple.

Certes, on conçoit que le « précédent » colossal du retournement complet de la Russie tsariste, ait alarmé les réactionnaires, notamment ceux de l'espèce dite démocratique (qui ont vraiment bien jeté le masque dans toute cette affaire-là). Mais on peut s'étonner que tant de libéraux français sincères aient traité la Russie de la Révolution comme l'Angleterre avait traité la France de la Révolution de 1789. On peut s'étonner que tant d'éminents intellectuels soient demeurés royalement incompréhensifs devant un phénomène de cette dimension et de cette profondeur. (C'est ce qu'on appelle, chez nous, le progrès des idées).

Et dans toute cette haine et dans toute cette défaite, dans toute cette malédiction, elles faisaient un drôle d'effet chez nous, les voix qui, comme celle par exemple d'un obscur journaliste nommé Builitt disaient des choses comme ceci : il viendra un jour où tous les hommes de notre époque seront jugés dans la mesure où ils auront compris et défendu l'effort magnifique de la Russie rouge.

Un jour ? Mais, en attendant :

« Pas passagèrement, mais durant l'espace de deux années, à partir de 1918, vous vous souvenez, camarades, disait dernièrement Staline, les ouvriers de Pétrograd ne recevaient plus, de plusieurs semaines, un seul morceau de pain. Les jours où ils obtenaient cinquante grammes de pain noir qui contenait la moitié de tourteaux, étaient d'heureux jours. »

Telle était donc la situation à laquelle, encerclés comme on était par la ménagerie capitaliste, il s'agissait de faire face, d'un bout à l'autre, de fond en comble. Tout faire ? Cela était pire que cela : il fallait tout refaire. Cela était double.

Il paraissait conforme au sens commun, du moment qu'on avait le pouvoir dans les mains, mais qu'on avait encore les blanco-européens sur les bras, de parer en hâte à l'effroyable marasme économique, par quelques concessions provisoires. Cette économie si malade, n'y avait-il pas lieu d'envisager telle ou telle combinaison en permettant le relèvement graduel par une certaine utilisation du vieux mécanisme, de l'appareil bourgeois qui était là ? Aller au plus urgent, assurer exclusivement le sursaut militaire de défense — et la vie — avant de se lancer dans l'accomplissement politique et les réfections économiques. C'était tout indiqué.

Oui, c'était indiqué économiquement, mais c'était contre-indiqué politiquement. De petits hommes d'affaires pressés auraient agi ainsi. Pas les socialistes de la création du monde. Oui, ça avait un aspect de bon sens. Mais la sagesse révolutionnaire était plus grande que ce bon sens-là. Elle voyait plus loin. Elle voyait, qu'à ce moment, agir de la sorte, c'était mettre le doigt dans l'engrenage de la machine qui fait marche arrière, et elle décida qu'il fallait, même dans la situation terrible où on se trouvait, commencer par assommer définitivement le passé politique et social, et disloquer totalement, à jamais, le vieil appareil, loin de vouloir y cramponner par quelque bout la société nouvelle. En d'autres termes, presque anéantis soi-même, anéantir encore ! Décision géniale dans sa témérité, et qui donnait une suite dramatique rationnelle à la marche des choses.

C'est que la bourgeoisie ne pouvait pas se figurer que son temps fût révolu. La souveraineté capitaliste défoncée quelque part, tout le long du vieux continent ? Cela ne lui entrait pas dans la tête. Et, au fond, en dehors des militants, on ne croyait guère à la Révolution. Aux proclamations de ce gouvernement trop différent des autres, qui se détachait avec une telle exagération sur les tsarismes passés et les tsarismes (ou ersatz libéraux) ambiants, on opposait le scepticisme, l'inertie...

« Il n'est pas jusqu'aux marchands de journaux, constatait-on rétrospectivement, au IV<sup>e</sup> Congrès (1922), qui refusaient de prendre au sérieux les mesures révolutionnaires les plus importantes du gouvernement ouvrier... Chaque fabrique, banque, bureau, boutique, chaque cabinet d'avocat, était une forteresse dirigée contre nous... »

A ce moment se posait donc une fois de plus dans toute son acuité, l'émouvant problème du salut de la Révolution. La Révolution devait montrer sa face, et montrer sa force. Ce n'était pas encore fini de la défaite de la bourgeoisie russe. Il y avait encore une portion de victoire à gagner.

Alors, malgré tout, pousser cette révolution, enfin, jusqu'au bout. Abattre complètement la bourgeoisie, couper les ponts (défaire, c'est faire dans un autre sens) ; confisquer, exproprier intégralement : se saisir du commerce, de l'industrie, de tout.

C'était, volontairement, compliquer et aggraver singulièrement la situation où l'on se débattait, risquer presque à coup sûr de multiplier sur certains points la crise aiguë de misère, demander à la population un effort qui avait tout l'air de dépasser les possibilités terrestres, et particulièrement, mécontenter le paysan. Et pourtant, là où une politique étroite et médiocre se serait empressée de choisir le compromis qui eût, en définitive, maintenu le régime bourgeois — les hommes d'Octobre ont tout cassé. A une destruction incommensurable, ils surajoutaient la définitive destruction supplémentaire. Pour se défendre, pour s'approfondir, la révolution s'enfonçait encore davantage de son plein gré, dans le gouffre.

Il y avait des éclairs d'inquiétudes dans les rangs, et même, certaines hésitations au sommet. Exemple : le ci-devant grand industriel Urquarth proposa de prendre, en payant, la concession des usines de l'Oural dont il avait été exproprié. Kamenev et Zinoviev (coup de panique) sont d'avis de céder la concession. Staline est contraire à cette idée. Lénine aussi, mais il balance. Bela Kun qui travaillait dans l'Oural, est convoqué pour faire connaître au Comité Central l'état d'esprit des ouvriers et fonctionnaires qui sont sur place. Ceux-ci étaient hostiles à la concession, qui n'était pour Urquarth qu'un moyen de remettre le pied à l'étrier, et comportant plus d'assujettissement que de profit pour la République. Quand la réunion qui devait décider eut lieu, Zinoviev et Kamenev s'efforcèrent d'obtenir une déclaration de Staline contre la concession dont ils étaient partisans (pour en faire état, par la suite, ils l'ont reconnu). Mais Staline refusa de parler avant que ceux qui venaient de l'Oural eussent donné l'opinion de là-bas. Celle-ci, exposée par Bela Kun, entraîna le rejet de la concession. L'appât prestigieux fut repoussé.

L'appareil bourgeois étant violemment écarté, on institua le « communisme de guerre », c'est-à-dire un moyen de fortune n'utilisant qu'une partie de tous les éléments économiques que l'État s'était appropriés : « Grossier appareil centralisé, destiné à extraire de l'industrie désorganisée par la guerre, par la révolution et le sabotage —, le minimum de produits nécessaires pour que les villes et l'Armée Rouge ne mourussent pas de faim. »

On dut, en ce qui concerne le blé, procéder à « l'enlèvement forcé de l'excédent des exploitations paysannes ». Système de rationnement d'Etat, « régime de forteresse assiégée ».

De la sorte, après la dernière secousse sismique, les restes du pouvoir bourgeois furent en effet parfaitement éliminés, rejetés dans le passé, en même temps que le gros des Blancs et des étrangers était rejeté au delà des frontières. La Révolution et la paix restèrent seules sur les ruines historiques et économiques. Mais la vie publique agonisait ; mais le commerce et l'industrie avaient encore dégringolé. La nature s'en était mêlée : une des plus épouvantables famines des temps modernes, causée par une exceptionnelle sécheresse, s'était abattue dans les régions les plus fertiles des terres russes. Partout ailleurs, le paysan qui avait, de gré ou de force, assuré à peu près le ravitaillement de la gigantesque bataille de deux ans, était effrayé, méfiant, souvent hostile. Sur certains points, il se révolta (1921).

Quant au renfort immense espéré et épié chaque jour à l'horizon : la révolution mondiale, elle ne venait pas, décidément ! Qu'est-ce que faisait le prolétariat international ? Il se remuait quelque peu, mais sans résultat, ou bien il se faisait vaincre comme celui de Hongrie, remis, il est vrai, dans la règle séculaire par les baïonnettes alliées ; et comme celui sur lequel on comptait le plus : le prolétariat allemand, mitraillé, il est vrai, par M. Clemenceau.

Il fallait se passer de tous, et les hommes de 1919 — les soldats de l'An II — durent se rendre compte que l'Etat Soviétique devait construire son économie par ses propres moyens.

Et pour cela, il fallait aussi, dans l'immédiat, où le communisme de guerre devenait hors d'usage, envisager une nouvelle orientation, économique transitoire, cependant que la lutte politique en Occident et dans le reste du monde, prendrait les formes, également transitoires, des revendications immédiates, et du front unique partiel.

C'est dans ces conditions que l'État Soviétique jugea pouvoir faire tranquillement ce qu'il n'avait voulu faire à aucun prix deux ans en ça, qu'il passa des méthodes du communisme de guerre à celle du marché et que fut créée la Nouvelle Politique Économique (la NEP).

On n'a pas bien compris la NEP sous nos longitudes, et même on s'est trompé grossièrement à son sujet (M. Herriot, par exemple). On s'est figuré généralement que ce fut un recul précipité des bolcheviks parce qu'ils s'étaient inconsidérément lancés dans la socialisation économique et que celle-ci s'était avérée non viable.

Pas le moins du monde : comme on l'a dit plus haut, les bolcheviks avaient trouvé que c'était de bon ordre, de la part de vastes organisateurs, de finir complètement une révolution qui n'était que presque finie. Ils savaient bien qu'en agissant de la sorte, ils devaient augmenter l'obstruction et le désordre économiques. Mais ce n'est qu'après avoir nettoyé la situation politique jusqu'à la table rase, qu'il leur parut possible d'admettre une certaine initiative d'opportunisme économique. « La différence entre les révolutionnaires et les réformistes, disait alors quelqu'un qui n'avait pas toujours parlé ainsi (Trotski), c'est que les révolutionnaires n'admettent le réformisme qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat. » La formule du pouvoir soviétique naissant fut : « Je ferai des concessions, s'il le faut, mais lorsque je serai le maître, pas avant. »

Alors, voici : En ce qui concerne les paysans, et le blé, on remplaça « l'enlèvement de l'excédent des récoltes » — système explosif entre tous — par l'impôt en nature, en autorisant la vente libre des excédents. La circulation monétaire fut reconstituée. Des mesures furent prises pour stabiliser le rouble. Les entreprises d'État placées sur le pied commercial. Les salaires mis en rapport avec la qualification et le rendement. Et comme l'État se trouvait avoir entre les mains plus d'entreprises qu'il n'en pouvait gérer lui-même (puisqu'il les avait toutes prises), il en loua à terme un certain nombre à des entrepreneurs privés.

Après l'application de cette politique qui admettait, comme on le voit, pas mal de concessions de la part des bolcheviks —, en 1922 —, la situation se « rétablissait » ainsi dans ses grandes lignes : les Chemins de fer, propriété d'État (63.000 kilomètres de rail, 800.000 employés) fournissaient déjà un tiers du mouvement d'avant guerre. Dans les campagnes, 95 % des terres labourables, appartenant nominalelement à l'État, se trouvaient « en la jouissance économique » (ce qui veut à peu près dire, malgré les réserves de durée et certaines servitudes, « eu la possession ») de paysans qui versaient un impôt en nature : 300 millions de pouds de seigle sur une récolte qui arriva alors à atteindre les trois quarts de celle d'avant guerre. Quant aux entreprises industrielles, elles appartenaient toutes à l'État ;

mais l'État n'en exploitait que 4.000 (avec un million d'ouvriers, il est vrai), et en affermaient 4.000 (de moindre importance et employant 80.000 ouvriers). Le capital privé se formait et se développait dans le commerce intérieur. Il représentait 30 % de l'ensemble dans la circulation commerciale intérieure. Le commerce extérieur, resté monopole d'État, représentait, sur le chiffre d'avant guerre, le quart pour l'importation, et la vingtième partie pour l'exportation.

Le marché était recréé, mais la position de l'État Ouvrier était, politiquement, dangereuse, entraînée à droite. Parallèlement au « processus socialiste », s'était créé un nouveau « processus capitaliste » (surtout à la campagne) — et il s'agissait de se défendre rudement.

Dans la lutte qui se dessinait, « La bourgeoisie avait pour elle le savoir-faire et les attaches avec le capital étranger » (Rapport au IV<sup>e</sup> Congrès 1922).

C'était le commencement d'un duel à l'enjeu infiniment grave, aux conséquences sociales et morales incalculables. Pour les uns et les autres, le grand objectif c'était, au sein de cette Russie, pays agricole, la conquête du marché paysan. Les paysans, dont la partie pauvre et exploitée avait aidé la révolution, se méfiaient alors de ces révolutionnaires qui leur avaient donné la terre mais qui leur avaient pris le blé. Le paysan russe, réaliste, mais court voyant, avait déjà montré des signes de violente résistance. Au point de vue de l'accord avec la campagne, la NEP, grâce à ses quelques portes ouvertes sur l'initiative et le bénéfice privés, à ses réglementations qui n'avaient plus du tout l'allure de réquisitions brutales dont la campagne faisait tous les frais, était d'une importance capitale.

Les bolcheviks, qui sont les moins aveugles des hommes en face du futur, savaient bien que tout l'avenir de l'État socialiste reposait sur l'accord de l'économie productrice de la campagne et de celle de la ville (comme la Révolution elle-même, du reste, ne s'était réalisée que parce que les paysans dans leur ensemble l'avaient acceptée — parfois même secondée — ou l'avait laissé faire). Mais tout en le proclamant explicitement et en indiquant même les jalons de ce grand accord éventuel, les nouveaux maîtres laissaient provisoirement en panne l'industrie lourde, l'électrification et tout le tremblement, et aussi les perspectives de construction consciente de l'économie, et des grands travaux nationaux.

C'était pour consolider la Révolution par une période de plans inclinés permettant de procéder à quelques réparations indispensables, et de préparer les chemins. On pénétrait, tant qu'on pouvait, les campagnes par la coopération, et par ailleurs, on déclarait bien haut qu'on était sur la voie du capitalisme au socialisme, quoique « incomparablement plus près du point de départ que du point d'arrivée ».

Et on affirmait solennellement, à Moscou : « L'État n'accorde des concessions industrielles, et ne conclut des conventions commerciales, que pour autant qu'elles ne peuvent les unes ni les autres, saper les fondements de son économie. »

Vous rappelez-vous, messieurs et dames, les ricanements et même les éclats de rire que provoquaient de telles déclarations dans les milieux bien pensants ? Ceux qui, ici, s'entêtaient à dire : « Faites confiance aux bolcheviks », se trouvaient dans une position assez ingrate. « Hé, hé, ils y viennent, les farouches révolutionnaires ! murmurait la sagesse des nations. C'est clair : ils esquissent le premier pas de recul, le retour aux bonnes vieilles méthodes capitalistes. C'est le commencement de la fin de la folle tentative socialiste ! »

Quand Tchitchérine rencontra en Italie, en 1921, le représentant de la France, M. Colrat, celui-ci interrompit brutalement le Commissaire du Peuple aux Affaires Étrangères, qui avait commencé à discourir —, en lui disant que les bolcheviks n'avaient pas le droit de se mêler de parler d'économie politique, étant donnée la désorganisation de leur économie dans leur pays. Je n'ai pas l'honneur de connaître M. Colrat, mais je dis que c'est un sot.

En tout état de cause, son jugement sommaire ne pouvait avoir la moindre valeur et même la moindre signification que si les bolcheviks avaient eu le loisir d'appliquer leurs méthodes économiques dans le territoire dont ils s'étaient faits les héritiers — et ce n'était évidemment pas le cas. Mais M. Colrat n'a pas été le seul à dire des bêtises. (Nous les épuiserons dans le dos des gens qui les ont pompeusement proférées, alors qu'ils avaient les rieurs de leur côté).



« L'État ne laissera pas saper les fondements de son économie. ». On comprend, au reste, que nos républicains conservateurs d'Occident, nos politiciens à transformations, puissent trouver invraisemblable que des hommes politiques remplissent strictement leurs engagements, et suivent, droit, leur ligne. Quel est ce procédé nouveau ? Cela fait partie de l'originalité de ces curieux personnages orientaux. Et c'est peut-être une mode qu'ils finiront par donner à la politique. Quoi qu'il en soit, quand ils ont proclamé véhémentement : « Nous ne nous laisserons pas rouler », ces honnêtes gens avaient raison. Et ils étaient encore plus honnêtes d'annoncer leur intention.

« Ils y viennent ?... » Non, M. le Ministre ; non, M. le Baron, ils n'y venaient pas. Et très vite, les mines se sont allongées, jusqu'à la caricature, sur vos faces capitalistes. Bien peu d'années après ce début, chacun pouvait constater que les bolcheviks, sur toute la ligne, réalisaient leurs objectifs, reprenaient les entreprises, réduisaient graduellement la part du capital privé, et que de la période de travail économique surmontée par l'enseigne de la NEP, ils sortaient intégralement victorieux. Les compromissions entre le capitalisme et le socialisme, entre l'entreprise privée et l'entreprise collective — le mariage de la carpe et du lapin — étaient bien, en effet, momentanées ; l'éblouissement du capitalisme mondial devant la NEP était bien, en effet, dû au reflet d'un feu de paille ; et le nepman n'était plus qu'un personnage suranné bon à figurer sur les scènes du théâtre comme type pittoresque d'années historiquement défuntes.

Tel est l'opportunisme et voilà ce qu'il signifie. La grandeur de Lénine et de l'homme qui travaillait le plus près de lui dans ce milieu chaotique et oscillant, c'est d'avoir eu le sens de l'opportunisme réaliste. Si on vous demande : « l'opportunisme est-il bon ou mauvais ? », ne répondez pas. Vous ne pouvez pas. L'opportunisme — je prends, bien entendu, ce mot dans un sens général et non dans le sens péjoratif spécial qu'il a parfois — peut être bon, il peut être mauvais. Il peut préparer la victoire, il peut préparer la défaite. En prendre ce qu'il peut avoir d'utile, est un devoir ; négliger de le faire, est une faute. Dans certaines circonstances, le sectarisme n'est qu'une peur de la responsabilité. C'est parfois trop commode d'être intraitablement cent pour cent et de se réfugier dans la tour d'ivoire de la pureté, quand tout chancelle et riche le camp alentour. D'autres fois, il ne faut pas déborder de l'intransigeance — tyranniquement. Il faut savoir être honnête, et la bonne volonté ne suffit pas pour accomplir son devoir dès que celui-ci prend une certaine envergure.

En 1921, ceux qui méritaient d'être traités d'opportunistes dans le mauvais sens du mot, c'étaient, parmi les rangs des socialistes, non pas ceux qui approuvaient la NEP, mais ceux qui s'y opposaient. Parce que ceux-là sacrifiaient l'avenir au présent, alors que le contenu rectifié du mot opportunisme doit être : sacrifier le présent à l'avenir. L'opportunisme de Lénine et de Staline — et de tous les grands stratèges — c'est un pas en arrière pour deux ans en avant. Pour les maladroits et les effrayés, et aussi pour les socialistes titubants qui inconsciemment ou non, y cherchent une dérobade, c'est deux pas en arrière pour un pas en avant.

Une fois de plus, le marxisme nous l'apprend : un mot est un mot, c'est-à-dire rien en soi. Les formules ne valent qu'en fonction de l'usage qu'on en fait, et il peut y avoir un monde entre deux phénomènes qui s'expriment, grammaticalement, d'une façon identique. Le marxisme est un relativisme absolu. Il est, en fin de compte, une affaire de marxistes. (Pas même une affaire de Karl Marx. Marx est un grand homme pas à cause de son nom, mais parce qu'il est le plus conséquent des marxistes.)

Toujours est-il que le même homme qui de 1903 à 1912 avait tout fait, avec une impérieuse opiniâtreté qui « dépassait » tant de ses compagnons, pour couper en deux un parti révolutionnaire cependant pourchassé, décimé par le tsarisme — et qui agissait ainsi précisément parce que ce parti avait besoin de toutes ses forces —, a admis, lorsque ce parti fut victorieux, qu'il transigeât sur de multiples points avec les méthodes bourgeoises. Si vous croyez qu'il y a là contradiction, vous vous trompez — car Lénine, dictateur des faits, avait aussi raison dans un cas que dans l'autre.

Telle apparaît ce que Lénine dénommait : « la courbe de la ligne droite ». Belle et puissante formule qui ne signifie pas : des arabesques, des virevoltes et des pivotements, mais qui fait penser à la rectitude de l'encerclement des latitudes, ou à la courbure de l'espace selon Einstein.

Au plus tôt, au milieu de tout cela, il fallait démarrer dans la grande voie définitive. Réintégrer l'économie dans le socialisme avec les étapes qu'il faudrait, puis la développer systématiquement.

En 1922, au XI<sup>e</sup> Congrès du Parti, une année après l'introduction de la NEP, Lénine jugeait que « la retraite était terminée, et qu'il fallait songer à un regroupement des forces ». Et il ajoutait que « la clef de la situation était dans le choix des hommes ». Après le XI<sup>e</sup> Congrès, Staline fut élu Secrétaire Général du Comité Central du Parti Communiste russe. Il organisa immédiatement, on pourrait presque dire : il réorganisa, le Parti, en vue de la mise sur pied de l'économie socialiste nationale.

La situation restait une situation d'orage. Les grandes puissances n'avaient pas désarmé, tout au moins de la main gauche. On avait été éconduits, quand on avait tenté d'obtenir d'elles quelque chose, sauf pour les Pays Scandinaves et l'Allemagne, et avec cette dernière, il y avait eu le traité de Rapallo qui apportait une certaine solidarité (dans la misère). La Conférence de Gênes, avec les autres grands pays, échoua. Le prétexte de l'échec fut la répudiation des dettes tsaristes par les bolcheviks. Les grandes puissances européennes étaient en train de reconstruire, elles, leur économie d'après guerre, au moyen de 90 milliards de francs que les États-Unis leur avaient prêtés à cet effet (indépendamment de ses prêts antérieurs pour la guerre) — et que les dites grandes puissances devaient un jour brillamment refuser de rembourser aux États-Unis, lorsque, ayant fait une sensationnelle démarcation entre l'argent qu'on leur devait et celui qu'elles devaient, elles décidèrent d'oublier officiellement celui-ci et de faire entrer les reçus se référant à ces dettes, dans la catégorie des chiffons de papier. Sans avoir pour cela les raisons morales invoquées par le pouvoir soviétique pour la répudiation des dettes, tsaristes, raisons qui avaient été, répétons-le, proclamées solennellement par des personnalités politiques russes des plus modérées, avant la guerre, concernant les emprunts contractés par un gouvernement despotique en vue de ses intérêts particuliers, et pour écraser son peuple. Il y a une différence, on en conviendra, entre un gouvernement révolutionnaire refusant de se rendre solidaire des dilapidations d'un tsar ennemi de ses sujets, et ces gouvernements reniant leur propre signature (après avoir extorqué dans une très notable mesure des indemnités au vaincu).

Alors que la plupart des citoyens soviétiques mangeaient du millet autour de l'hypertrophie de quelques nepmen, et qu'on voyait maigrir les dirigeants sous-alimentés, on se mit au travail pour confectionner l'avenir.

Travail rationnel. Travail fait selon les vues d'ensemble. Il fallait d'abord dégager les directives principales. La théorie et la pratique marxistes avaient là une marge astronomique. On les conduisait de front, parce qu'il n'est que la théorie pour apprendre à la pratique comment faire et mettre les commencements à leur place exacte. La théorie donne la trajectoire du point de départ au point d'arrivée. Si elle est correcte, elle a une antenne dans l'avenir. Staline répète après Lénine que c'est le grand levier des choses. Tous ceux qui ont vu Staline à l'ouvrage reconnaissent que c'est justement sa qualité maîtresse de savoir « comprendre la situation à la fois dans son complexe et dans ses détails, de mettre ce qu'il y a de plus substantiel au premier plan, d'aiguiller toute son attention sur ce qui est le plus important pour l'heure ». On peut remarquer que lorsqu'ils parlent des réalisations de Staline, les connaisseurs — tel Kouibychev qui dirigea le Plan d'État — ne disent pas seulement : Il a fait ça et ça. Ils disent : Il a fait ça à temps.

Premier grand problème vivant à maîtriser : la paysannerie. Il était, et il est encore, le problème surplombant de la République Soviétique.

Ne pas oublier, d'abord, — et se répéter — que les deux caractéristiques de la Russie d'alors, c'étaient d'être agricole et d'être arriérée. Le terrain jalonné et piqueté par Pétrograd, Odessa, Tiflis, Vladivostok, Arkhangelsk, était resté jusque là un pays féodal, désordonné et confus, autour des décors du Kremlin, des diamants de la couronne et des iconostases, et avec les traînées lumineuses des Grands-Ducs et des boyards allant faire la noce à l'étranger. La veille encore, la moitié des terres appartenait à 18.000 nobles, l'autre moitié à 25 millions de paysans. L'incohérence de cet état de choses fourmillait encore partout. L'industrie, très en retard, avait quelques centres, (relativement vastes) alimentés pour près de la moitié (43 %) par le capital étranger.

Or, c'est par l'industrie qu'un État moderne peut grandir. C'est par l'industrie qu'il fallait transformer un grand territoire en un grand pays.

Même au point de vue de la paysannerie ? Oui, même au point de vue des progrès tant économiques que politiques de la paysannerie : c'est par l'intermédiaire de l'industrie que pourra se résoudre la transformation socialiste du village.

En conséquence, « le centre de gravité de l'économie doit se déplacer dans le sens de l'industrie » (Staline). Tout cela est plus facile à dire qu'à faire lorsqu'on est en présence de tels océans nus de champs, de steppes et de forêts. Mais on doit commencer par avoir celle audace devant le papier blanc.

Notre pays, il faut le transformer, de pays agraire en pays industriel, capable de produire par lui-même tout ce dont il a besoin. Voilà le point capital, la base, de notre ligne générale.

Ainsi parle Staline, Commissaire du Peuple à l'Inspection Ouvrière et Paysanne.

Mais son idée, qui est exactement la même que celle de Lénine, est qu'il ne suffit pas de dire qu'il faut procéder par la voie de l'industrie. Il faut choisir certaines industries parmi toutes : « Industrialisation ne signifie pas le développement général de toute industrie ». Le « centre » de l'économie, sa « base », le seul moyen pour faire progresser l'industrie tout entière, proclame Staline, c'est le développement de l'industrie lourde (métaux, combustibles, transports), c'est « le développement de la production des moyens de production ».

Et cela voulait dire aussi : c'est le développement de quelque chose qui, au moment où on parle, se chiffre à peu près à zéro — par suite du retard des derniers siècles, du déluge des dernières années, et aussi par suite du retard des derniers siècles, du déluge des dernières années, et aussi par suite du dérangement apporté dans les plans architecturaux de l'économie par l'installation de la NEP qu'il fallait encore admettre un certain temps.

Mais Lénine l'avait péremptoirement spécifié : « Si nous ne trouvons pas les moyens d'implanter et de faire croître chez nous l'industrie, c'en est fait de notre pays en tant que pays civilisé et à plus forte raison, en tant que pays socialiste ». Et Staline dit des choses parallèles à propos de l'industrie lourde.

Ici, on doit ouvrir des parenthèses pour les remplir de considérations similaires à celles qu'on a déjà invoquées. Il s'agit en effet, encore une fois, avec cette histoire d'industrie lourde, d'une combinaison à longue échéance qui semblait ne pas s'imposer tout d'abord — loin de là. Une autre alternative paraissait beaucoup plus rationnelle : commencer — plus modestement — par reconstituer et développer l'industrie légère, celle du textile, celle de la consommation, celle de l'alimentation, permettant de ravitailler la population, de satisfaire les besoins publics immédiats, de faire taire les réclamations les plus criantes... Au demeurant, l'homme moyen, l'énorme citoyen amorphe, le colossal bonhomme de neige, aime mieux avoir l'air de commencer par le commencement.

Encore une fois, c'était le conflit qui s'ouvrait (celui-ci n'est clos que depuis peu de temps), entre la logique terre à terre et la logique géante, entre les gens à vue longue, avec leurs encombrantes préoccupations d'avenir, et les gens à vue courte, qui n'ont pas de bagages.

Allez du plus petit au plus grand, disaient ceux-ci. Ainsi, vous restreignez le sacrifice public, vous raccourcissez l'ère des privations, vous calmez les plaintes, vous facilitez la paix intérieure, au lieu de vous lancer à corps perdu dans le système du monument dans le village, et de vous attaquer aux records mondiaux, lorsque vous n'avez pas le nécessaire en suffisance.

Mais :

Votre point de vue est faux, camarades.

Et la logique et la patience de l'avenir répondent par la bouche de Staline, et expliquent : Oui, on distribuerait quelques satisfactions immédiates aux populations urbaines et aux populations rurales, si on commençait par l'industrie légère. Et après ? Seule, l'industrie lourde peut servir d'assise à la rénovation industrielle d'un pays. Seul le développement de l'industrie lourde rendra possible la collectivisation des campagnes, c'est-à-dire les grandes réalisations sociales.

« L'alliance entre le paysan et l'ouvrier est nécessaire, constate Staline. Mais rééduquer la paysannerie, détruire sa psychologie individualiste, la transformer en esprit collectiviste, et préparer par là les voies d'une société socialiste, cela ne peut se faire que sur la base d'une technique nouvelle, d'un travail collectif, de la production en grand. Ou bien nous résoudrons cette tâche et alors nous vivrons définitivement, ou bien nous nous en écarterons, et alors le retour au capitalisme peut devenir inévitable. »

Et puis, il y a la question de la défense nationale, qui veut l'industrie lourde. La défense nationale est sacrée. Certains grands mots ont été mis à toutes les sauces par la cuisine du capitalisme. Ce n'est pas une raison pour ne pas leur donner leur vrai sens pour la première fois. Haïssable ailleurs, où elle signifie convoitise et brigandage et « moi plus que toi », où elle signifie ruine et suicide, où elle signifie première étape de l'attaque nationale, — la défense nationale est plus respectable que la vie là où elle signifie : étape du progrès, élévation hors de l'esclavage, et méfiance brutale contre les pays de proie qui ne cherchent qu'un prétexte, qui ne cherchent qu'à fabriquer un prétexte, pour détruire le socialisme vivant —, et qui ont tellement multiplié les tentatives concrètes et effectives dans ce sens, qu'il faut être de mauvaise foi pour contester leur intention. Ce devoir de défense sociale écarte toute criminelle confiance à l'égard des grandes puissances, et il traduit la volonté qu'on a que l'aurore de la Révolution Russe soit réellement l'aurore.

Staline, le jour où, résumant largement les choses, quelques années plus tard, il disait que la première assise de l'État soviétique était l'alliance entre ouvrier et paysan, la seconde, l'union entre les nationalités, ajouta que la troisième, c'était l'Armée Rouge.

Donc, l'industrie lourde est « le premier chaînon », pour employer une terminologie chère aux hommes qui, là-bas, changent l'abstrait en concret.

Mais ce n'était pas assez que d'entreprendre l'industrie lourde. Il fallait multiplier la tâche, en décidant de le faire vite. De trop longs délais auraient faussé le sens de cette conquête, et entraîné les pires périls. Trop traîner dans la stérilité provisoire des immenses chantiers, c'était laisser venir les risques de défaite. Donc, rythme accéléré.

Et tout de suite, ici, un autre obstacle, implacable, se dresse : pas assez de techniciens, et la Technique, c'est à la fois des machines et des hommes. Là aussi, dans cette tribulation du recrutement de la direction technique, on a usé des grands moyens, déconcertants à première vue. Il y avait deux alternatives, a expliqué, depuis, Staline (tout récemment : j'ai entendu cela par T.S.F. pendant que je corrigeais les épreuves de ce livre)... « deux alternatives : celle qui consistait à éduquer d'abord des techniciens — une affaire de quelque dix ans —, et, après, à construire les machines. Ou bien celle qui consistait à commencer tout de suite, à la fois, à construire des machines et à forger des cadres. Nous avons choisi cette deuxième solution. Il en est résulté parfois quelques malfaçons et quelques détériorations. Mais nous avons gagné ce qui était le plus précieux, le temps, et nous avons acquis, aiguillonnés par la nécessité, les techniciens qui manquaient. Tout compte fait, nous avons infiniment plus gagné que perdu. » Ample réussite nouvelle de la sage et sagace ténacité bolchevique. « Nous avons vaincu — et c'est justice », ajoute le Staline de 1935.

Mais, à l'époque, ce bousculement, s'ajoutant au chambardement de vieilles méthodes de graduation, n'était pas du goût de tout le monde, même dans les sphères des responsables. Ils étaient quelques-uns à faire la grimace. Staline va les chercher dans leurs coins et les fouille, « ces philistins en pantoufles, robes de chambre et bonnets de nuit, qui abordent les problèmes de l'édification socialiste au seul point de vue de la tranquillité de leur existence ».

Donc, sur les ruines actuelles, les brumes de l'avenir se peuplent de gigantesques silhouettes industrielles. Là-bas, en avant du premier plan terre à terre où saillent des débris —, les nuages et les luminosités prennent des formes de tours de travail, de hauts-fourneaux, de digues, et d'arches de ponts qui font des arcs-en-ciel noirs. Dans les steppes ou dans les déserts fertiles des campagnes, apparaissent, plaqués par places comme dans un montage photographique, des usines, des combinats d'usines : des cités cuirassées. Autour des oasis scientifiques et de l'harmonie socialiste des fourmillements humains, les plaines cultivées sont découpées en damiers, en losanges, dessinent des va-et-vient convergents de tracteurs, sur un rayonnement kilométrique. — Et le tissage, sur toute la carte, des rails et des routes...

Les mises en train devaient commencer à s'échelonner depuis la fin de la guerre civile, et partir et repartir par grandes étapes réfléchies et calculées. 1921, 1925, 1927.

On pousse très activement les coopératives de consommation, surtout dans les campagnes. Les coopératives existaient de tout temps en Russie. Il faut en intensifier méthodiquement la création et l'accroissement. « La coopération est la grande route qui mène au socialisme » (Lénine). C'est évident

qu'elle collectivise l'imagination, pose une atmosphère de communauté, et introduit des habitudes socialistes dans l'arithmétique pratique de la vie. De plus, les coopératives de consommation permettent de pousser peu à peu dehors le commerce privé, en aplatissant jusqu'à l'inanition les intermédiaires privés et en servant elles-mêmes d'intermédiaires entre les « Trusts » d'État et les consommateurs. Après, on verra à organiser en grand les coopératives de production.

En même temps, le pouvoir édicta toute une série de mesures de rationalisation, d'économies, de lutte contre le gaspillage, et pour l'augmentation du rendement, pour le renforcement de la discipline et de l'assiduité au travail.

... Mais tout ne prit corps et ne se mit réellement à vivre qu'autour de l'Électrification.

L'électrification fut la racine concrète qui rattacha toute l'énorme industrie idéale, à la terre.

Lénine avait vu le rôle du courant électrique dans le monde futur qui l'entourait — à un moment où personne ne pouvait voir cela, cependant que la NEP allait son train-train, et alors qu'on était en pleine danse des espérances capitalistes sur les plaies, pas refermées, encore, du peuple assassiné.

L'idée qui avait jailli du sol, on l'appela Goelro (mot fait avec les têtes de plusieurs mots : État, Electricité, Russie).

« J'ai lu votre Plan d'Électrification de la Russie », écrivit Staline à Lénine, en mars 1921. « C'est une magistrale esquisse d'un plan économique, véritable plan d'ensemble, véritable plan d'État, dans toute l'acception du mot. C'est l'unique tentative marxiste de notre temps, pour poser la superstructure de la Russie, économiquement arriérée, sur une base technique industrielle « vraiment réelle » et seule possible dans les conditions actuelles... Que valent les dizaines de « plans d'ensemble » qui, à notre honte, sont publiés dans notre presse ? Un balbutiement d'enfant, sans plus... Vous rappelez-vous le plan de Trotski, l'an dernier, ses thèses sur la « renaissance économique de la Russie » au moyen d'une large utilisation de la main-d'œuvre non qualifiée des masses paysannes et ouvrières (l'armée du travail), dans les débris de l'industrie d'avant guerre. Quelle pauvreté, quelle « primitivité » par rapport au plan du Goelro ! On croirait voir un artisan du Moyen Age se posant en héros d'Ibsen. Mon avis ?... 1° Ne pas gaspiller une minute de plus avec le bavardage sur ce plan ; 2° *Commencer* [Les parties en italique ont été soulignées par Lénine.] tout de suite *la réalisation pratique* de l'affaire ; 3° Subordonner aux intérêts *de ce commencement des travaux* au moins un tiers de notre travail (deux tiers seront nécessaires pour les besoins « courants », — matériaux et hommes) — ; 4° Comme les collaborateurs du Goelro malgré toutes leurs bonnes qualités, manquent tout de même de bon sens pratique (dans les articles, on sent de l'impotence professorale), dans la « Commission des Plans doivent figurer des hommes pratiques ; 5° La *Pravda*, les *Isveztia*, surtout la *Ekonomitscheskaia Schisn* doivent s'occuper de la popularisation du « plan d'électrification », et pour l'annoncer et pour tous les détails concrets, sans perdre de vue qu'il n'y a qu'un seul « plan économique d'ensemble », le « plan d'électrification », que tous les autres « plans » ne sont que du bavardage vide et nuisible ».

L'électricité devient le pivot, central de la reconstruction continentale future. Toute celle-ci divergera de ce pylône. Les sources hydroélectriques, quasi féériques, figurent déjà les grandes formes du grand progrès collectif. « Le communisme, dit Lénine, c'est les soviets plus l'électrification. ». Tout puissant rassemblement d'idées et de choses, qui joint et mêle des entités dont certaines paraissent n'avoir guère de rapports ensemble. On aurait pu se promener pendant longtemps à travers le socialisme, ou à travers l'électricité, sans trouver ça. On a l'air de mélanger les pommes et les oranges, à rencontre de ce que recommandent les instituteurs aux élèves des écoles primaires. En réalité, c'est mettre la formidable charpente matérielle en plein dans l'idée. Ça ressemble à une formule d'algèbre. Ça ressemble aussi à la grande objurgation de la Genèse : Que la lumière soit.

Ce plan de thaumaturge qui faisait sortir de tous les coins, des milliers de chevaux-vapeur, ce projet d'électrification, apparut comique et outrecoisant en Occident. Wells, l'éminent écrivain anglais — qui s'est spécialisé dans les visions de l'avenir —, se fit le porte-paroles des esprits autorisés dont le sens du ridicule était choqué par celle prétention soviétique. Quand Lénine lui dit, en 1921 : « On électrifiera la Russie d'Europe et la Russie d'Asie », il trouva cela drôle. Pas l'idée en elle-même (si l'Angleterre, explique-t-il, avait eu une telle idée, on comprendrait, parce que l'Angleterre a les moyens), mais dans ce pays ignorant et où ne s'alignaient que des décombres, et émanant du « petit

homme du Kremlin », cela lui paraissait baroque. D'autant plus que le prophète bolchevik parlait aussi, avec sa pauvre cervelle éblouie, de 100.000 tracteurs en Russie dans l'avenir, alors que les tracteurs soviétiques, on les comptait sur le bout des doigts. Wells, le technicien littéraire des temps futurs, a, pour la seule fois où sa vision fut contrôlée, vu l'avenir tout de travers. Que ne peut-il effacer de son oeuvre cette page au sujet de laquelle les écoliers de l'U.R.S.S. sont actuellement si durs pour lui !

Au VIII<sup>e</sup> Congrès des Soviets, et au 4<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, le Plan d'Électrification et la Commission pour l'Électrification s'agrandissent et se systématisent en Plan d'État pour toute l'économie, et en Commission du Plan d'État. Cette Commission a commencé surtout à fonctionner avec activité lorsque l'U.R.S.S., après la période de remise en état et de remise au point des installations existantes, s'est engagée dans la voie des installations nouvelles de grandes proportions.

Et ce fut la série des Plans de Cinq Ans, tranches eux-mêmes, de Plans plus étendus.

Ce procédé gigantesque de la « planification », qui jette son filet sur des pays entiers et sur de longues durées, est un produit soviétique. Mais l'idée en a déteint partout dans l'univers. Si elle a fait concrètement son chemin en U.R.S.S., elle l'a fait ailleurs, abstraitement et verbalement. L'Union Soviétique n'a jamais rien pu emprunter aux grands pays. Mais les grands pays lui ont fait, eux, certains emprunts importants, entre autres celui-là. Ils en ont même extrait la notion d'économie dirigée, agrémentée de quelques prétentions internationales. « Économie dirigée », balbutiant hommage du capitalisme au socialisme !

Mais oui : économie dirigée. Il n'y a pas d'autre moyen pour le genre humain de se tirer d'affaire. Et c'est bien là, effectivement, la panacée universelle. Mais qui dit : direction, dit : unification, et qui dit : capitalisme, dit : anarchie (et au point de vue national et au point de vue international). Si le mot : « dirigé » n'a pas un plein contenu national, s'il n'a pas un réel contenu international, il ne signifie rien du tout, et il ne vaut rien, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. L'économie dirigée c'est comme la paix : elle ne vivra jamais si on commence par la couper en morceaux.

Que l'idée du Plan Économique soit une idée exclusivement soviétique, ce n'est pas tant pour raison de priorité, que pour raison organique. Dans les pays capitalistes, les initiatives et les prérogatives privées, la multiplicité et les divergences des intérêts en jeu dans l'oeuvre économique, rendent impossible tout plan d'ensemble : la preuve en est faite quand ce ne serait que par les tours de force et d'escamotage mis en oeuvre chaque année à la veille du dernier délai et même souvent après, pour donner à nos budgets une apparence d'équilibre. Il n'en est pas ainsi pour l'État socialiste réalisant une édification strictement logique et d'intérêt public mathématiquement pur, et où la collectivité dirigeante est en même temps la législatrice, l'exécutrice, la propriétaire, et l'usagère.

Toujours est-il que dès qu'il s'annonça, le Plan Quinquennal soviétique, avec son luxe de détails et de précisions, a fait sourire (une fois de plus) les figures occidentales. De quoi ? Ces gens, dont les statistiques économiques étaient reculantes et déliquescents, et qui fermaient piteusement le cortège des statistiques économiques mondiales — nous servaient des chiffres mirobolants... en les situant dans l'avenir ? Ils faisaient miroiter des métrages de travaux non commencés. Quand on leur demandait : « Comment va telle ou telle industrie, chez vous ? », ils répondaient : « Voici ce qu'elle sera dans cinq ans », et ils se lançaient dans de grandiloquentes perspectives lointaines.

Et puis, nous autres, n'est-ce pas, nous ne pouvions pas nous empêcher de songer, à propos de ces statistiques dans les nuages, aux belles promesses dont sont si prodigues nos politiciens à la mode, à l'égard des citoyens en général, et des électeurs en particulier ; nous ne pouvions pas perdre de vue l'originalité qu'il y aurait chez nous à prendre au sérieux les engagements d'un ministre ou d'un gouvernement.

On avait fort à faire, sous nos cieux, à prêcher la continuité dans les chiffres moscovites. Fallait-il être sectaire pour croire cela ! disaient les uns.

D'autres disaient : les chiffres du Plan Quinquennal sont une fiction, parce qu'ils sont trop élevés. Un semblable déplacement de ressources n'est possible que dans une période de guerre, sous la menace des canons.

J'ai écrit en 1928, (c'est moi, Barbusse, qui parle), que « dans le Plan de Cinq Ans en cours, il ne s'agissait pas de spéculations faites sur les chiffres et les mots par les bureaucrates et les littérateurs, qu'il s'agissait de directives positives ; qu'il fallait considérer les chiffres du Gosplan (Plan d'État) plutôt comme des conquêtes acquises que connue des indications », « et, conclusais-je : lorsque les bolcheviks nous assurent qu'en 1931, l'industrie soviétique aura augmenté de 8 %, que 7 milliards de roubles auront été investis dans le relèvement économique, que les stations hydroélectriques atteindront 3 millions 500.000 kilowatts de puissance, etc., il faut nous dire que ces choses existent déjà virtuellement... »

... Or, si les chiffres ci-dessus ne sont pas, à la date indiquée, réalisés exactement, c'est que, tous, ils ont été dépassés.

Maintenant, la vérification est faite de la « valeur réelle » des chiffres des Plans, alors que — les années se déroulant —, ces chiffres sont passés des zones vagues de l'avenir, aux zones photographiques du présent. Si quelques chiffres n'ont pas été atteints, leur pourcentage est absolument insignifiant et, pourrait-on dire, inexistant. Sur beaucoup de points, ils ont été surpassés. Les plans économiques soviétiques se sont transformés en réalité, pour 109 % en 1922-23 ; pour 105 % de 1923 à 1925, sur tous les principaux chapitres — pour ne parler que des premiers.

Personne ne peut s'en étonner. De toute évidence, c'est dans les plans matérialistes qu'on trouve la plus forte dose d'intelligence. Et étant données les formes rationnelles du socialisme et ses contacts directs et simplifiés avec la réalité sur toute la ligne, il est rigoureusement normal que les prévisions du plan se concrétisent avec exactitude —, si ardue que soit la courbe assignée. « Ce serait de la magie, si ce n'était pas du socialisme », dit Staline.

Mais si les théories socialistes se changent ainsi en grandes choses, ce n'est pas seulement du fait de l'intelligence humaine, c'est aussi à cause du cœur humain. Il faut un autre ressort que la logique pour créer l'œuvre logique sur une telle échelle. La volonté ? La volonté elle-même ne suffit pas encore. Il faut l'enthousiasme. Par la voie de l'idéologie socialiste et par la voie de l'action directe du Parti (il est, parmi les masses, le guide magistral, et aussi, il pousse à la roue), il faut obtenir la collaboration de la foule du travail : la quantité, et la qualité. Sans la collaboration voulue, décidée, ardente, de la classe ouvrière, on ne peut rien. Donc : « réveiller en elle les forces créatrices étouffées par le capitalisme », « armer l'ouvrier de l'enthousiasme pour le travail ». Qualification technique, mais qualification morale aussi. C'est l'alliance de ces deux forces, d'ailleurs pareilles, qui rend possible le surtravail.

L'enthousiasme pour le travail ? Les économistes capitalistes estiment que c'est là de la monnaie de singe. On n'obtiendra jamais rien de l'ouvrier, pontifient-ils, que par l'appât du gain. Bonne vieille méthode qu'a toujours employée le système capitaliste, quand il l'a pu (aujourd'hui, cela lui devient difficile). La formule : « Enrichissez-vous », ça réussit toujours avec les foules capitalistes : parfaitement même (ça réussit même parfaitement à les ruiner).

Dans le régime socialiste, l'ouvrier n'est pas du tout la même espèce de citoyen que dans le régime capitaliste. En régime capitaliste, l'ouvrier est un forçat. Il travaille à contrecœur, parce qu'il ne travaille pas pour lui. Il ne lui est même pas difficile de s'apercevoir qu'il travaille contre lui. Alors il faut l'exciter par des stimulants spéciaux : la pièce de cent sous, le devoir chauvin, la morale chrétienne et tout le tonnerre de Dieu. L'autre sait travailler éperdument, « pour la gloire », parce que la gloire, c'est sa puissance et son élévation. C'est dans les plans matérialistes qu'on trouve le plus d'idéal.

Mais ce n'étaient pas seulement les capitalistes qui dogmatisaient. Il y avait aussi, murmurantes dans certaines couches du Parti, des critiques. Tous ces appels à l'émulation socialiste, disaient ces camarades, c'est bon surtout pour l'agitation et la propagande, mais compter là-dessus pour le travail pratique et généralisé, c'est excessif, et le camarade Staline va fort. Mais Staline garantissait mordicus la valeur réelle de l'émulation pour la cause, l'appoint économique positif de cette impulsion. Lorsqu'il fut avéré, quelques années plus tard, que l'enthousiasme des ouvriers était en effet un apport de poids et de volume énormes dans la marche en avant du travail, il gagna une victoire, qu'il enregistra ainsi : « Cette année, nous avons opéré un tournant décisif. »

C'est même par l'enthousiasme qu'on arriva à résoudre la question de la technique. Dure et sévère question, nous venons de le voir. Il fallait des techniciens, et parmi ceux qui furent, ou qui auraient pu être, des techniciens, il y avait un terrible pourcentage de traîtres (étrangers et nationaux). « La populace nous a battus en rase campagne par le nombre. Nous la battons par la science », prédisait Paltchinski, le Détériorateur en chef. Il se forma, à la hâte, des techniciens soviétiques, qui mirent les bouchées doubles, et furent bientôt à hauteur, et en nombre.

Cette émulation, qui est comme une rationalisation spontanée et ardente de chacun par soi-même, en vue de rendements maxima, et qui — disait Lénine — loin d'être éteinte par le socialisme, est multipliée par lui, Staline en donne la définition, la description suivante : « Le principe de l'émulation socialiste porte : secours fraternel apporté par les camarades avancés aux retardataires, au bénéfice du progrès général. »

Est-ce à dire qu'il ne peut pas y avoir dans cette mise en train de mobiles purement moraux, des exagérations et des maladresses ? Staline lui-même l'a fortement signalé en ce qui concerne les mesures absolues — trop béatement, puérilement absolues, pour l'heure — telles que la péréquation mathématique des salaires, et le strict nivellement — mesures ayant un caractère assez grossier et démagogique qui les rend plus nuisibles qu'utiles au développement encore si jeune de la personnalité socialiste individuelle et collective. On reparlera de ces schémas caricaturaux du socialisme.

Mais on peut dire que l'entraînante impulsion des élites, l'élan des bonnes volontés, en masses, en brigades, en armées, sont un élément à la fois exceptionnel et permanent, du travail d'édification.

Autre impulsion, autre ressort : l'autocritique. Staline fut un des promoteurs et défenseurs acharnés (à toute occasion, mais plus particulièrement à une Conférence du Parti en 1931), de « la soupape de l'autocritique. ». Le militant et le parti, en fractions et en bloc, ont le devoir d'user de ce droit, de cette arme, qu'est l'autocritique. Ils doivent mettre en lumière les fautes, les erreurs, être implacables pour les insuffisances, les faiblesses. Ils en deviennent responsables, s'ils ne le font pas. Il faut savoir se doubler d'un surveillant, être son propre contrôleur. Que chacun grandisse de toute sa responsabilité. C'est seulement dans le socialisme que prend son sens la parole du Réformateur mensongère dans sa bouche, concernant l'interprétation des livres : Que chacun soit son pape !

Un jour, qui vint avec une vitesse foudroyante, Lénine ne fut plus là.

Il mourut le 21 janvier 1924, à cinquante-quatre ans. Cela parut incroyable à tous ces hommes qui jusque-là l'entouraient étroitement. (La mort nous force à croire à l'incroyable). Ils ne pouvaient se figurer qu'ils fussent abandonnés par celui qui incarnait toute la Révolution Russe — celui qui l'avait portée dans sa tête, l'avait préparée, l'avait faite, l'avait sauvée. Lénine, un des plus grands conquérants de l'histoire, et, de haut et de loin, le plus pur ; l'homme qui a, jusqu'ici, le plus fait pour les hommes.

« Quand le Parti fut orphelin de Lénine, quand il se demandait : que ferons-nous sans chef génial ?, la voix calme de Staline s'éleva pour dire qu'on triompherait des difficultés » (Kaganovitch).

Quelques jours après cette disparition de Lénine (qui amena un afflux massif d'adhésions d'ouvriers au Parti, comme si ces ouvriers, remarque et souligne Radek, « essayaient de compenser, par l'apport d'une multitude de cerveaux, le cerveau de génie qui avait cessé de créer »), Staline, dans une grande cérémonie, adressa du grand spectre familial du maître, au nom du Parti, un adieu qui prit les formes d'un serment : « Lénine, en nous quittant, nous a laissé le devoir de tenir haut et de garder pur le noble titre de membre du Parti Communiste. Nous te jurons, camarade Lénine, d'accomplir avec honneur ta volonté ! »

Depuis les premiers pas du pouvoir soviétique, Staline doublait Lénine, et il continua à le doubler quand il ne fut plus là.

Cela fut surtout parce que Lénine s'était depuis longtemps dédoublé lui-même dans le Parti. Il l'avait forgé lui-même, solidement, amplement, en détail, avec tous ses puissants points d'appui, son irrésistible mise en marche, et en avait fait une machine productrice de direction. Dire que Lénine était irremplaçable, c'était erroné, malgré la dimension surnaturelle de Lénine, à cause de la forme même du Parti. Quand Lénine ne fut plus, la fonction fit sortir l'homme. C'est exactement le contre-pied de la transmission animale du pouvoir dynastique — qui a disloqué l'histoire pendant deux mille ans.



Alors, apparut et se marqua l'ascension de Staline, l'accroissement considérable de son autorité, déjà considérable. Il fit de plus en plus figure de chef.

Mais qu'on ne se trompe pas sur le sens de cet ascendant grandissant qu'exerça Staline, qu'on ne se lance pas à la légère dans les variations bien connues du thème du « pouvoir personnel » et de « la dictature ».

Il ne peut pas y avoir de dictature personnelle dans l'Internationale Communiste et en U.R.S.S. Il ne peut pas y en avoir, parce que le communisme et le régime se développent dans les cadres de doctrine extrêmement précis, dont les plus grands sont les serviteurs, — et que le propre de la dictature, du pouvoir personnel, est d'imposer sa propre loi, son propre caprice, à l'encontre de la loi.

Il peut y avoir des interprétations diverses du marxisme surtout dans la réaction aux événements, et, à ce point de vue, une interprétation particulière, et même une tendance, peut prédominer, à un moment donné, à la tête de l'État et de l'Internationale. Cette interprétation, cette tendance, sont-elles bonnes ?

La mise au point se fait toute seule et les directives s'avèrent justes ou fausses au contact des exigences logiques et de la suite des faits. Ce serait donc une illusion grossière, de croire à une autorité, à une souveraineté individuelle, s'imposant dans ces grands organismes par des moyens artificiels comme des coups de force ou des intrigues. (Le despote qui, lorsque quelqu'un le gêne, fait signe au bourreau, comme les Califes des Mille et une nuits, ou aux assassins, comme Mussolini).

Par des machinations, des tromperies, des corruptions, ou bien des opérations policières et des crimes, ou en faisant entrer des sbires dans des vestibules, des sections de soldats dans des salles de délibération, en allant tuer ses ennemis au lit, la nuit (et deux à la fois), on peut devenir et se maintenir roi, empereur, ou duc, ou chancelier, — mais on ne peut pas avec ces moyens-là devenir Secrétaire du Parti Communiste.

Un homme comme Staline a été violemment combattu, et a violemment riposté. (Il a surtout, du reste, pris l'offensive). Oui ; mais toute cette rude discussion à rebondissement fut une lutte crûment éclairée, qui s'est déployée au vu et au su de tous, et dont tous les points ont été ressassés d'une façon retentissante. Grand procès public devant le jury et le peuple, non machination de palais.

En réalité, dans l'organisme socialiste, chacun prend normalement sa place, selon ce que chacun apporte de solide et de valable. C'est une sélection qui se fait toute seule par la force des choses. On domine dans la mesure où l'on comprend et où l'on concrétise l'irrésistible marxisme. « C'est tout simplement, dit Kroumine, par sa supériorité comme théoricien et par sa supériorité comme praticien, que Staline est devenu notre chef ». Il est le chef pour la même cause qui fait qu'il réussit : c'est parce qu'il a raison.

Il est vrai qu'il n'y a encore qu'un seul pays où les choses peuvent se passer ainsi — mais en juger différemment, c'est ne rien comprendre au régime soviétique. J'ai dit une fois à Staline : « Savez-vous qu'on vous considère en France comme un tyran qui n'en fait qu'à sa tête, et un tyran sanguinaire, par-dessus le marché ? » Il s'est rejeté en arrière sur sa chaise, en proie à son gros et bon rire d'ouvrier travailleur.

Le dirigeant qui dispose, dans des plans qu'il superpose à l'État tout entier, du sort des populations diverses, est le même qui se considère comme « tenu de rendre des comptes » au premier camarade venu, et se déclare à chaque instant prêt à le faire.

Seule l'altitude exceptionnelle de Trotski, dont le rôle public avait été considérable à côté de Lénine, et qui avait tendance à se placer au-dessus du Comité Central, fit poser la question de « la direction » au XIV<sup>e</sup> Congrès. A la personnalité débordante de Trotski, Staline opposa la communauté de la règle. Il déclara :

« On ne peut pas diriger le Parti sans un collège. Il est absurde d'y renoncer. Après la disparition d'Ilitch, il est stupide d'en parler. Le travail en commun, la direction collective, l'unité du Parti, l'unité dans les organes du Comité Central, avec comme condition, la subordination de la minorité à la majorité, voilà ce dont nous avons besoin aujourd'hui. »

Il n'y a pas très longtemps, Staline disait à un visiteur étranger, désireux comme tous les touristes intellectuels d'U.R.S.S. (et, en particulier, les touristes des grandes personnalités soviétiques), d'examiner à la loupe cette question du pouvoir personnel dans l'Etat Ouvrier et Paysan (en clignant des yeux du côté de Staline) : « Non, on ne doit pas décider individuellement. Les décisions individuelles sont toujours ou presque toujours unilatérales. Dans tout collège, dans toute collectivité, il y a des personnes de l'avis desquelles il faut tenir compte. Dans tout collège, dans toute collectivité, il y a aussi des hommes qui pourront exprimer des opinions erronées. L'expérience de trois révolutions nous montre que sur cent décisions individuelles qui n'ont pas été vérifiées, corrigées, collectivement, quatre-vingt-dix sont unilatérales. Il y a dans notre organisme directeur, dans le Comité Central de notre Parti, qui dirige toutes les organisations soviétiques et communistes, environ 70 membres. C'est parmi ces 70 membres du Comité Central que se trouvent nos meilleurs techniciens ; nos meilleurs spécialistes, nos meilleurs connaisseurs de toutes les branches de l'activité. C'est dans cet aréopage qu'est concentrée la sagesse de notre Parti. Chacun a la possibilité de corriger l'opinion, la proposition individuelle d'un autre. Chacun a la possibilité de faire part de son expérience. S'il en était autrement, si les décisions étaient adoptées individuellement, nous aurions des fautes sérieuses dans notre travail. Mais chacun ayant la possibilité de corriger les erreurs des autres, et tous tenant compte de ces corrections, nos décisions sont aussi justes que possible. »

Il faut même élargir singulièrement encore cette conception du travail collectif pour la considérer telle qu'elle est : N'oublions pas l'énergie et l'esprit de suite avec lesquels Staline exige la coopération non seulement des représentants des masses, mais des masses elles-mêmes, à l'histoire soviétique en action.

Il incrimine avec véhémence « le manque de foi dans la faculté créatrice des masses » (sous prétexte qu'elles ne sont pas suffisamment initiées). Qu'on les instruisse, et elles se guident, et elles vous guident. Pas « d'aristocratie des chefs à l'égard des masses », car ce sont elles qui sont appelées à briser le vieux et à édifier le neuf. Ne pas être des bonnes d'enfants et des gouvernantes de foules : car, en définitive, c'est moins nos livres qui les instruisent que nous qui nous instruisons chez elles. C'est donc seulement la collaboration des masses qui permettra de diriger tout proprement :

« Être au gouvernail et regarder sans rien voir jusqu'à ce qu'un malheur le tombe sur le nez, cela ne signifie pas diriger. Les bolcheviks ne comprennent pas ainsi l'action de diriger. Pour diriger, il faut prévoir... Isolé, même avec d'autres camarades dirigeants, tu ne verras tout, que si, en même temps, des centaines de milliers, des millions d'ouvriers remarquent les faiblesses, découvrent les erreurs, s'attellent à la réalisation de l'œuvre commune. »... C'est nettoyer sans arrêt le mécanisme en y faisant passer un fleuve comme l'Héraclès des rêves grecs.

Et, vis-à-vis des masses, la persuasion, non la violence. Quand Zinoviev défendit la théorie de la dictature du Parti en 1925, Staline s'éleva contre « cette étroitesse », et proclama que l'harmonie doit régner entre le parti et les masses, que la confiance mutuelle ne doit pas être détruite par des droits abstraits et illimités que s'octroierait le Parti. D'abord, le Parti peut se tromper ; ensuite, les masses peuvent seulement tarder à comprendre qu'il a raison.

Staline n'est pas du tout l'homme qu'on se figure qu'il est, dans « l'autre partie » du genre humain, au delà de la Barricade mondiale qui trace une unique frontière à travers l'emmêlement des frontières officielles. Il est vrai que cette autre moitié est faite d'une multitude d'aveugles de naissance dirigés par des aveugles volontaires.

En 1925, au XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti, Staline lance le mot d'ordre d'industrialisation. Depuis quatre ans, la planification et l'électrification élargissaient leur marée théorique et pratique, par nappes. Il s'agissait maintenant de s'appliquer rationnellement à « rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus avancés, dans le délai historique le plus bref ».

Au reste, Staline n'accepte pas la conception de la stabilisation internationale. Il trouve que c'est une conception trop figée dans laquelle on enterre la révolution. Le panorama est plus ressemblant qui montre en mouvement et en vie les deux camps, les deux mondes en présence, les deux moitiés du monde : le capitalisme anglo-saxon et le socialisme soviétique. Au moment où le pouvoir capitaliste était dans la plénitude de sa prospérité et ne donnait aucun signe de déclin, Staline annonça ce déclin et prédit la crise générale (1928).

En 1927, XV<sup>e</sup> Congrès du Parti. Période d'édification où est surtout en jeu le problème de la collectivisation de l'agriculture : « Sauter du pauvre cheval du moujik sur le cheval d'acier » — cette sorte d'image d'Épinal par laquelle Lénine dessina sa pensée d'une façon si voyante, représentait en réalité une bien grosse affaire. On peut même le dire : la plus grosse affaire de stratégie sociale des temps modernes : Collectiviser la campagne par la machine, et en même temps modifier la mentalité du paysan par la raison. Dans l'état de choses d'alors, la forte position du koulak (paysan riche), renforcé naguère par la NEP, amasseur et exploiteur, était le dernier mais puissant espoir de revanche de restauration capitaliste que nourrissait la bourgeoisie vaincue.

Un bel artiste, Eisenstein, a transposé dans un film cinématographique, cette « Ligne Générale » qu'on épelle lorsqu'on parle du passage de la pauvre haridelle champêtre au cheval-vapeur. Le paysan isolé se débat sur son petit lopin de terre, sur son imperceptible part individuelle de l'immense mosaïque rurale. Sur cet îlot, il fait plutôt figure de vaincu et de naufragé : en butte aux intempéries, à la gelée ou à la sécheresse qui, chacune à sa façon, brûle ses blés, à la grêle qui les massacre, à l'épidémie qui assassine son cheval unique ou son irremplaçable vache. L'homme et la femme s'attellent ensemble au travail bestial sans fond, sans fin. Ils jouent leur va-tout, chaque saison, dans un grand coup de hasard. Ils détestent et envient l'ouvrier. Ils se détestent et s'envient, de voisin à voisin : on n'emplit sa poche qu'en vidant celle d'autrui (« le paysan, dit Staline, n'arrivait à l'aisance qu'en lésant le voisin »). On bâtit sa maison tout contre celle du voisin, pour que le voisin ne puisse pas la brûler. L'homme et la femme sortis de la terre sont aussi la proie du paysan riche qui les assomme par ses gros moyens, et qui les prend au piège et leur suce le sang par le prêt usuraire.

Esclaves du sol, forçats de la vie, les travailleurs parsemés dans les campagnes ne peuvent que ressasser à vide avec leurs bouches affamées : Je suis propriétaire ! Et l'État ne peut rien pour eux, parce qu'ils sont trop.

Quelle différence, s'ils se mettent à cent, ou à mille, pour cultiver ensemble le domaine cent fois ou mille fois plus grand qui est constitué par la réunion de leurs bouts de terrain ! Alors, en avant les grands moyens ! Les machines qui vous expédient le travail en un clin d'œil, et qui travaillent, toute proportion gardée, beaucoup mieux que vous, et toute une organisation vaste, robuste et riche, que la grêle, la sécheresse ou l'épizootie ne font que gêner, mais ne peuvent pas tuer, et devant laquelle le koulak est forcé de mettre bas les pattes. (Et alors, l'État Soviétique est là, pour donner la main à tous les pauvres, et pousser les riches, les accapareurs et les usuriers, hors de la circulation). Et c'est l'alignement des sacs, (les gros et les petits), et chacun se trouve gagner, isolément, plus qu'avant !

Au point de vue de la dialectique, voici comme se traduit cette vision sur le grand théâtre en plein air du monde.

« Poser les tâches pratiques quotidiennes de notre édification au village par une transformation graduelle de l'économie paysanne dispersée, en économie collectiviste, groupée en travail de la terre, social et collectif, sur les bases d'une agriculture intensifiée et mécanisée, en tenant compte que ce développement est un moyen important d'accélérer le rythme de l'économie agricole et de faire disparaître les éléments capitalistes des villages. ». (Staline, XV<sup>e</sup> Congrès du Parti).

1927, c'est une date importante, parce qu'elle marque une étape. C'est à cette date que l'économie de l'U.R.S.S. a atteint le niveau de l'économie tsariste d'avant guerre. Les chiffres de 1927 sont, sur presque tous les points un peu au delà, sur quelques rares points un peu en deçà, des chiffres de 1913.

Fait capital. La preuve était désormais administrée, non seulement de la viabilité d'une économie purement socialiste, mais aussi de celle d'une économie purement socialiste dans un seul pays.

Pour l'ensemble de la production agricole, le niveau d'avant guerre était dépassé d'un milliard de roubles, soit de 8 %. Pour l'industrie, dépassement de 2 milliards de roubles, représentant 23 % de l'ensemble.

Les chemins de fer, dont la longueur était en 1913, sur le territoire actuel de l'U.R.S.S., de 58.500 kilomètres, atteignaient 77.200 kilomètres. Pour toute l'ex-Russie, l'augmentation moyenne du salaire d'ouvrier d'avant guerre était de 16,9 % (chiffre établi en tenant compte du pouvoir d'achat).

Le développement « culturel » avait pris de sensationnelles proportions. Citons quelques données saillantes : dès 1925 il y avait dans les écoles primaires soviétiques 2.230.000 élèves de plus, que dans les écoles russes de 1913, et deux fois plus d'élèves dans les écoles professionnelles. On dépensait deux fois plus d'argent par tête pour l'instruction, et il y avait dix fois plus d'instituts scientifiques.

Le revenu national était de 22 milliards et demi de roubles. Pour la quantité d'énergie mécanique, l'U.R.S.S. venait immédiatement après les États-Unis, le Canada, l'Angleterre, l'Allemagne et la France.

En ce qui concerne la socialisation proprement dite : Le secteur collectiviste était, dans la production industrielle, de 77 % ; le secteur privé de 14 % (le reste, coopératives). Pour la production agricole : secteur socialiste 2,7 %, secteur privé : 97,3 %. Pour le commerce, secteur socialiste : 81,9 %, secteur privé : 18,1 %.

Tels étaient, avec l'immense handicap de l'agriculture, les sensationnels premiers pas — résultat d'une surprenante et entêtée sagesse.

## V

### LA GUERRE PARASITAIRE

L'opposition. En 1927, offensive massive, sur toute la ligne, de l'Opposition contre la direction du Parti Russe et de l'Internationale Communiste. S'étant déjà souventes fois manifestée et extériorisée à des occasions diverses, n'ayant jamais cessé d'être latente et fermentante, l'opposition se déchaîna alors d'une façon méthodique et violente, et sur un plan de guerre. Le feu se concentra sur Staline, et c'est Staline qui incarna, avec une extrême énergie, la défense de la ligne du Parti.

L'opposition, qu'est-ce que c'est, exactement ? On en a maintes et maintes fois parlé dans nos parages. On en parle encore pas mal. Au premier abord, on ne comprend guère, en dehors des initiés, ce phénomène russe ou importé de Russie. On apprend que des révolutionnaires importants, des militants de premier plan, se mettent subitement à traiter leur parti en ennemi, et qu'ils sont traités en ennemis. On les voit, tout d'un coup, sortir des rangs, et se débattre comme des diables sous des averses de malédictions. Ils sont éliminés, exclus, maudits, — pour des désaccords qui semblent des divergences de nuances. On est tenté de conclure : Ils sont rudement sectaires, les uns et les autres, dans le pays du Nouveau !

Pas du tout. Si on s'approche, on voit que ce qui était compliqué se simplifie — mais que ce qui paraissait superficiel ne l'est nullement en réalité. Ce ne sont là aucunement affaires de nuances, mais affaires de dissemblances profondes mettant véritablement en question l'avenir.

Comment cela ?

D'abord, remarquons que le Parti Communiste tel que l'a voulu Lénine dans sa haute sagacité, est un parti d'intransigeance et d'inflexibilité quant aux principes. La fantaisie n'y a point de place. Dans d'autres partis, peuvent vivre et se promener en paix des dirigeants à faux nez et à double face, sans que nul ne songe à réclamer vis-à-vis d'eux l'intervention chirurgicale. Mais le Parti Communiste n'admet pas un effectif qui fasse le moindre bigarrure. Il n'admet pas que des formules vagues puissent avoir cours chez lui, et qu'on y recolle les choses ou les idées avec des à peu près. Mais il approfondit toujours, prend toujours au tragique.

Remarquons, en second lieu, que le Parti Communiste Soviétique est une force d'État, dans ce sens que c'est l'avant-garde du prolétariat qui dirige un État Socialiste, et qu'il fait œuvre de chair et de sang. Et, enfin, qu'il travaille dans le neuf, et qu'il est un exemple qui n'a pas d'exemple. Pour cette triple raison, le choc des tendances y est plus important qu'ailleurs, mais aussi le besoin d'unité, et le Parti a un terrible dynamisme d'homogénéité, il est violemment rectificateur et orthopédique. Si l'on réfléchit aux conditions dans lesquelles il œuvre et à l'énorme et multiple tâche originale qui lui incombe, on reconnaîtra qu'il ne doit pas en être autrement.

Or, voici comment évolue le phénomène d'opposition : Chaque problème à résoudre, chaque mesure à prendre, comporte (grosso modo), deux solutions contraires, évoque deux voies bifurquées, une thèse et une anti-thèse, un oui ou un non : chaque décision suscite du pour et du contre. On dit : oui, quand il

apparaît qu'il y a plus de pour que de contre, mais le « contre » subsiste. Il subsiste en partie dans les faits, puisque aucune mesure n'est bien fondée ou mal fondée d'une façon intégrale et absolue. Il subsiste dans l'esprit de ceux qui faisaient partie de la minorité opposée à la mesure prise, ou bien qui balançaient. Et il se produit une sorte de curieuse mais fatale déformation, un grossissement des arguments contre, des inconvénients, un grossissement démesuré. En d'autres termes, la tendance fondamentale de l'homme ou du militant, réapparaît, se développe, reprend force, reprend vie et virulence.

Dans ce processus, le facteur de l'intérêt purement individuel joue un rôle beaucoup moins considérable qu'on ne serait tenté de le croire chez nous. L'animosité d'homme à homme, si elle peut être conséquence, n'a jamais été dans aucune circonstance, cause, d'opposition. Et ce n'est que dans le cas de Trotski qu'on peut tenir compte, d'un élément strictement personnel, qui est le sentiment qu'a Trotski, et qu'il pousse très loin, de sa propre valeur. Son caractère très entier, son intolérance à toute espèce de critique (« Il ne pardonne jamais une piquûre à son ambition » disait Lénine), et sa déconvenue de ne pas occuper la première place, sans associé, sont pour quelque chose dans son hostilité. L'idéologie est l'arsenal où cette hostilité s'équipe tout naturellement d'armes perfectionnées. Celui qui veut trouver des raisons de bataille les trouve toujours (à l'époque, de la Renaissance on a bien vu les Princes et les pays embrasser le Protestantisme, non par conviction, mais pour donner un prétexte avouable et un idéal public, à leurs ambitions personnelles, économiques et politiques). Cependant — même dans le cas de Trotski — l'opposition est, avant tout, une question de tendances profondes. Elle ne porte pas sur des faits pris en eux-mêmes. Elle s'exerce toujours dans le sens de formes générales de pensée, d'habitudes d'esprit, de tempérament de l'intelligence, si on peut dire.

On peut, de plus, mettre en fait que certaines tendances individuelles d'esprit et de caractère orientent vers certaines tendances politiques. Etroitesse d'esprit, combativité myope, peuvent se traduire ici par sectarisme et gauchisme — timidité intellectuelle et morale, par opportunisme petit-bourgeois, par chute vers le réformisme, le menchevisme.

C'est cela qui donne à l'opposition sa grande importance, sa redoutable portée, parce que ce sont les divergences profondes d'interprétation de la doctrine communiste. Une divergence sur l'interprétation pratique de la doctrine, c'est-à-dire du marxisme, une fixation autre de « l'originalité du moment présent », peut avoir d'incalculables conséquences, ou elle peut donner un autre sens à toute la politique. Une erreur sur un fait isolé se corrige comme une faute de calcul. Mais une erreur de tendance est une déformation générale, partant de la base, s'accroissant mathématiquement, entraînant un nombre multiple de modifications de détail et susceptible d'amener un changement de face dans l'histoire nationale — sans parler des cataclysmes. C'est une modification de la « ligne » du grand parti moteur.

L'opposition est originellement une maladie de tendances.

Mais c'est une maladie de tendances d'une espèce particulière, grave entre toutes, dont, le principal symptôme est l'indiscipline : la séparation concrète, le détachement d'avec le bloc dirigeant. La tendance opposée à celle de la majorité n'est plus sujet de discussion, mais but de guerre.

C'est par là que l'opposition diffère totalement de l'exercice de l'autocritique. L'autocritique a pour but la rectification en commun des tendances l'une par l'autre. Rien de plus naturel que l'existence de tendances diverses ; rien de meilleur que la discussion sans réserve, sans équivoque, sur ces points. L'autocritique ouvre et ferme ce maximum de liberté d'opinion qui est le privilège du parti bolchevik.

Mais l'opposition ne suit pas la voie de l'autocritique. Son caractère essentiel, et funeste, est de faire bande à part, de ne pas accepter la solution commune, de ne pas s'absorber dans la décision de la majorité — le vote par la majorité étant la seule façon démocratique, et même la seule façon sensée, de clôturer un désaccord jusqu'à l'homologation suprême des faits. Ici, il reste un résidu après le vote. L'opposition s'y attache. Elle se concrétise autour, en tant que noyau irréductible. Au lieu d'appliquer la décision, elle la combat plus ou moins ouvertement. « L'opinion opposée » s'indure et se sclérose, et l'organisme est attaqué par une formation parasite intérieure. L'opposition accomplit ainsi ce qu'on appelle une œuvre de fraction, prélude de l'œuvre de scission. L'autocritique demeure toujours ouverte, l'opposition se ferme. L'autocritique reste dans l'unité.

Avec l'opposition, apparaît le chiffre deux. La « liberté d'opinion » crée donc pathologiquement par cette méthode, au sein du Parti, un groupement qui singe un parti et qui constitue un complot permanent. Quand ce bloc adverse se croit suffisamment fort (et extérieurement au parti, il dispose, comme toutes les oppositions, de l'appui des adversaires variés de la politique d'État), il part en guerre et essaie de prendre le pouvoir, pour changer son hétérodoxie en orthodoxie.

Lénine avait combattu très explicitement au X<sup>e</sup> Congrès, ce particularisme, par quoi débute l'affection, et il avait fait adopter la résolution suivante : « Il faut que chaque organisation du Parti veille strictement à ce que la possibilité de faire la critique indispensable des défauts du Parti, d'analyser la ligne fondamentale du Parti, de tenir compte de toutes les expériences pratiques, d'appliquer ses décisions, d'envisager la correction des fautes commises et tout ce qui s'ensuit, ne soit pas l'apanage de quelques hommes ou de quelques groupes réunis autour d'une plate-forme, mais soit laissée ouverte à tous les membres du Parti. »

Sur quelles questions porte l'opposition ? D'après ce qui vient d'être dit, et dès lors qu'il s'agit de la persistance indue, dans le mécanisme du Parti, de tendances générales contraires à la ligne de la majorité, et de la cristallisation de ces tendances — il est facile de comprendre que l'opposition s'est manifestée dans tous les grands problèmes de la direction de l'U.R.S.S. et de l'Internationale Communiste. Elle s'est efforcée de montrer tous ces problèmes sous un angle différent de celui où la majorité dirigeante les avait envisagés et traités.

Il apparaît, pour qui jette un coup d'œil sommaire sur les faits saillants du mouvement révolutionnaire russe depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, que les deux tendances fondamentales, la réformiste et la révolutionnaire qui avaient amené la scission entre menchéviks et bolcheviks, subsistèrent jusqu'à un certain degré au sein même de ce Parti bolchevik qui avait pris le pouvoir. Quelques dirigeants : Kamenev, Zinoviev, et, avec quelques nuances, Trotski, étaient, nous l'avons vu lors d'importantes conjonctures, hostiles aux méthodes révolutionnaires. Ils auraient voulu empêcher la Révolution d'Octobre et, une fois celle-ci accomplie, éviter la dictature du prolétariat. Ils envisageaient pratiquement un régime démocratique constitutionnel, de préférence à un régime socialiste. Ils n'avaient pas confiance dans la force et la durée d'un État vraiment socialiste au sein d'un monde capitaliste ; ils ne croyaient pas qu'on pourrait gagner à cette cause les paysans moyens. De plus, ils critiquaient l'industrie d'État qu'ils considéraient comme une entreprise d'ordre capitaliste. Ils étaient partisans de la liberté des fractions et des groupements au sein du Parti, c'est-à-dire, de l'hétérogénéité du Parti. Ces points sur lesquels Zinoviev, Kamenev et Trotski se sont alliés à diverses reprises, constituent les caractéristiques principales de la plus importante des « oppositions ». C'est la reviviscence du ferment menchévik.

L'opposition était dirigée, du vivant de Lénine, contre les points de vue de Lénine, puisque Lénine dirigeait effectivement le Parti, qu'il « avait forgé de ses mains vingt-cinq ans durant », et qui était sa chose. Mais après la mort de Lénine, elle prit, si l'on peut dire, prétexte de Staline, pour accentuer son offensive, et attaquer les mêmes thèses par les mêmes arguments, tout en prétendant défendre l'intégralité du léninisme.

Staline, lui aussi, se plaça sous le signe du léninisme, pour défendre avec acharnement dans la campagne qui suivit, l'unité du Parti mise en jeu par la rébellion de la minorité. Sauvegarder l'unité du Parti devint sa grande affaire, comme elle l'avait été pour Lénine, comme elle l'avait été en même temps pour Lénine et Staline, lesquels, ainsi qu'on l'a vu, n'ont jamais différé d'avis, ni sur la doctrine, ni sur la tactique.

Au serment de Staline, relaté plus haut, sur l'honneur du Parti, il y avait un second paragraphe, un second verset : « En nous quittant, le camarade Lénine nous a recommandé de conserver l'unité de notre Parti comme la prune de nos yeux. Nous te jurons, camarade Lénine, d'accomplir avec honneur cette volonté ! »

La cassure dans le Parti, la scission, dès lors que le grand maître n'est plus là, devenait possible, et c'eût été une incommensurable calamité.

La situation était même doublement modifiée : à côté de lui, Staline non seulement ne trouvait plus Lénine, mais il trouvait Trotski — Trotski en liberté du fait de la disparition de Lénine.

Toute l'opposition gravite autour de la personnalité de Trotski. S'il ne la personnifie pas toute, on peut dire qu'il la symbolise toute. C'est grâce à lui qu'elle devint un grand péril — en raison de l'autorité que lui conférait le rôle, qu'il avait joué dans l'histoire de la révolution et les débuts de l'État soviétique.

Aujourd'hui, Trotski, exilé de Russie par suite de la guerre ouverte qu'il a faite au régime, est en proie à certaines vexations des polices capitalistes et aux sarcasmes de la grande presse, à cause de son ancien titre de Commissaire du Peuple. Ce qu'on pourchasse dans Trotski, et dont on se venge sur lui, sous nos cieux européens, c'est la part qu'on lui attribue dans la Révolution d'Octobre. La bourgeoisie internationale, qui n'entre pas dans le détail, se donne la joie et la gloire de brimer un bolchevik. Mais à côté de cette persécution qu'il ne mérite plus depuis longtemps, il trouve l'appui et la complicité de toute une collection d'ennemis divers du régime soviétique, et sans parler de son travail politique actuel, on ne peut pas ne pas constater les coups de poignard qui ont été portés, par lui et par les siens, à l'U.R.S.S. et à l'internationale Communiste. Ce fut réellement une tentative de meurtre, et une entreprise de démolition.

Faut-il redire que le facteur personnel a influé sans doute sur l'attitude de Trotski ? Très vite, même du vivant de Lénine, son incompatibilité avec tout autre dirigeant, s'avéra. « C'est très difficile de travailler avec ce camarade », ronchonnait Zinoviev qui, pourtant, passa plus d'une fois dans son camp. Trotski était décidément trop trotskiste.

Jusqu'à quel point est-ce le despotisme du caractère de Trotski et sa rancune d'être supplanté, d'être relégué parmi les autres au lieu de briller seul, son « bonapartisme » — qui l'ont incité à rompre avec le Parti, à se confectionner de toutes pièces un léninisme de guerre, et à suivre le sentier du combat, vers le but plus ou moins implicitement exprimé de la formation d'un nouveau parti, voire d'une IV<sup>e</sup> Internationale ? Il est bien difficile de le spécifier. On ne peut cependant s'empêcher de constater que Trotski a fait une opposition intensive au Parti en 1921 et également, en 1923, et que, dans l'intervalle, en l'année 1922, en tant que rapporteur au IV<sup>e</sup> Congrès, il a, d'une façon très nette, défendu tous les points de vue de la majorité sur l'épineuse question de la NEP. Cela n'empêcha pas que l'opposition trotskiste, brandissant la théorie de la révolution permanente, s'efforça de montrer, dès le lendemain du Congrès, que la révolution était arrêtée, que la NEP était une dégénérescence capitaliste, un Thermidor. Ces attitudes contradictoires qui se sont suivies à si peu de distance semblent démontrer l'intervention d'un facteur artificiel, d'ordre exclusivement personnel.

Quoi qu'il en soit de tout ce qui a pu l'aiguillonner, la grande raison de la scission de Trotski est principalement sa conception politique. Si la cause occasionnelle est l'amour-propre, la cause fondamentale est idéologique. Elle réside dans une divergence fondamentale de tendances avec le statut bolchevik de Lénine. Elle décèle un autre tempérament politique d'autres espèces d'évaluations et de méthodes. Et c'est par suite du développement intensif et aigri de ces divergences foncières, et par suite de leur exploitation, qu'on a vu Trotski prendre peu à peu la contrepartie de toute la politique bolchevique officielle.

Menchevik au début, Trotski est toujours resté menchévik. Il est devenu anti-bolchevik peut-être parce que trotskiste, mais, à coup sûr, parce que vieux menchévik. Mettons, si on veut : c'est le trotskiste qui a réveillé en lui le vieux menchévik.

On a fait, à qui mieux mieux, et c'est devenu de tradition, des portraits comparés — à La Bruyère — de Lénine et de Trotski : Lénine monolithique, réfléchi et sobre de propos, Trotski brillant et agile. Jacques Sadoui a, avec beaucoup de virtuosité, inauguré la série de ces confrontations stylisées entre l'homme génial et l'homme intelligent. La signification générale de ce pittoresque contraste peut être considérée comme assez juste, quoiqu'il soit hasardeux de pousser trop loin un tel exercice de littérature (les nécessités du parallélisme tracé d'avance font parfois dérailler, dans ce jeu). Mais, surtout, les deux personnages ne sont pas à la même échelle, et, en tout état de cause, on ne peut raisonnablement mettre aucune personnalité en parallèle avec la gigantesque figure de Lénine.

Mais les qualités mêmes de Trotski ont de graves contreparties qui les changent facilement en défauts. Son sens critique hypertrophié mais sans ampleur (celui de Lénine était encyclopédique, comme celui de Staline), l'arrête sur le détail, l'empêche de considérer l'ensemble et le mène au pessimisme.

Et puis, il a trop d'imagination. Il a une incontinence d'imagination. Et cette imagination, se bousculant elle-même, perd pied, ne distingue pas le possible de l'impossible (ce qui n'est du reste pas le métier de l'imagination). Lénine disait que Trotski était parfaitement capable d'échafauder neuf solutions justes, et une dixième solution catastrophique. Les hommes qui travaillaient avec Trotski vous racontent que chaque matin, au réveil, tout en ouvrant un oeil et en s'étirant, ils murmuraient : « Qu'est-ce que Trotski va encore inventer aujourd'hui ? »

Il voit trop toutes les alternatives ; toutes sortes de scrupules l'assaillent ; la thèse et l'antithèse le hantent en même temps. « Trotski, c'est l'homme-volant », disait Lénine. Alors, il hésite, il oscille. Il ne se décide pas. Il manque d'assurance bolchevique. Il a peur. Il est, instinctivement, contre ce qu'on fait.

Et puis il aime trop parler. Il se grise du son de sa voix. « Même en tête à tête, même confidentiellement, il déclame », dit un de ses anciens compagnons. En somme, cette personnalité a les qualités d'un avocat, d'un polémiste, d'un critique artistique, d'un journaliste — pas celles d'un homme d'Etat ayant à s'engager dans des routes nouvelles. Il lui manque le sens exclusif et impérieux de la réalité et de la vie. Il lui manque la grande brutalité simpliste du créateur d'actes. Il n'a pas la forte conviction marxiste. Il a peur, il a toujours eu peur. C'est par timidité qu'il est resté menchévik. Et c'est par timidité également qu'il devient enragé, et qu'il est pris parfois de délirants accès de gauchisme. On ne peut comprendre Trotski si l'on ne sait pas épeler sa faiblesse à travers ses crises de violence.

Dans une vue d'ensemble, Manouilski nous donne un point de vue plus élargi encore : « La succession presque ininterrompue des oppositions a été l'expression du glissement des groupes les plus faibles du Parti hors des positions bolcheviques. ». Toute l'opposition avoue une reculade, un découragement, un début de paralysie et de maladie du sommeil.

A l'étranger, ce fut pareil : « Dans la période de stabilisation actuelle et relative du capitalisme, les suiveurs commencèrent à chanceler et à quitter les rangs de l'Internationale Communiste. ». Porter toujours haut ce drapeau-là, et marcher, c'est dur. Au bout d'un certain temps, les pieds se fatiguent, les doigts se desserrent — quand on n'est pas fait pour cela.

Il faut de puissants et élémentaires moyens d'action pour progresser sur la grande voie de l'histoire. Il faut savoir fouler aux pieds la casuistique. En présence des arguments quintessenciés des Eléates contestant la réalité du mouvement, Diogène, bourru et muet, prouve le mouvement en marchant. Les foules prouvent l'inanité de telles ou telles objections, en marchant dessus. L'événement, à cent mille têtes, passe outre, historiquement : il est le fruste magicien du bon sens (le « bon sens », selon Descartes, c'est-à-dire la part de raison qu'il y a dans chaque tête). Il faut, à travers les jeux des discussions, se mettre d'accord avec lui. C'est à cause de la platitude, de la mesquinerie affairée et de l'impuissance du menchevisme, c'est à cause de ce que Staline a dénommé : « Le caractère dissolu des menchéviks en matière d'organisation », que Trotski a été vaincu. Trotski aurait été vainqueur s'il avait eu raison. De même que les Bolcheviks qui eux, au commencement de l'Ère Nouvelle, se sont opposés aux menchéviks au sein du Parti social-démocrate et ont opéré leur scission, auraient été vaincus — s'ils avaient eu tort.

L'opposition a donc naturellement porté tout d'abord sur le problème le plus important de la Révolution Russe : la possibilité de l'édification du socialisme dans un seul pays.

Sur ce problème, Lénine avait pris position avant même la révolution. Il a écrit alors : « Le capitalisme suit un développement inégal au plus haut point dans les divers pays. D'où, cette déduction insurmontable : le socialisme ne peut vaincre simultanément dans tous les pays. Il vaincra d'abord dans un ou plusieurs pays... ce qui devra susciter non seulement des frictions, mais la tendance directe de la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'État socialiste. »

La victoire de la Révolution d'Octobre mettait les vainqueurs en présence de deux tâches : la socialisation du monde, et l'édification concrète du socialisme quelque part. Par laquelle commencer, ou plutôt par quel côté entreprendre cette double tâche ?

Lénine estimait que le plus important était évidemment de bâtir la société socialiste là où on pouvait la bâtir, en Russie.



Trotski appréhendait là, pour la révolution, une impasse fatale. Cette avancée sur un point unique en face du front capitaliste lui semblait vouée à la défaite, (il avait peur, et le menchévik ressuscitait ou plutôt se réveillait en lui). Dans ces conditions, disait-il, il fallait considérer la Révolution Russe comme provisoire.

On se rappelle que lors du VI<sup>e</sup> Congrès du Parti, au mois d'août 1917, Préobrajinski avait essayé de faire admettre que la socialisation de la Russie serait conséquence de l'établissement du socialisme partout ailleurs. Et c'est parce que Staline s'était vigoureusement élevé contre, qu'on ne vota pas l'amendement d'inspiration trotskiste faisant dépendre de la réussite préalable de la révolution mondiale la possibilité de fonder une société socialiste dans la Russie tsariste désaffectée.

Karl Radek, dont l'opinion dans la circonstance est d'autant plus intéressante qu'il se rallia — pour un temps — à l'optique trotskiste, dit à ce propos : « Trotski revenait au point de vue de la II<sup>e</sup> Internationale, qu'il avait formulé lui-même au II<sup>e</sup> Congrès du Parti Russe, avant la scission — à savoir que la « Dictature du Proletariat » doit signifier le pouvoir d'un prolétariat organisé représentant la majorité de la nation. »

Ainsi donc, si la révolution prolétarienne n'a pas la moitié des voix plus une, rien à faire : Pour Trotski, non seulement la victoire du prolétariat dans un seul pays, mais même dans ce seul pays, sa victoire non appuyée sur la majorité absolue, se réduisait à un « épisode historique ». Trotski se rapprochait donc manifestement de ce « socialisme européen civilisé » que la II<sup>e</sup> Internationale opposait au léninisme. Les social-démocrates n'avaient aucune confiance dans la révolution. Les chefs social-démocrates pensaient que la révolution socialiste n'était possible que dans un pays de capitalisme évolué, pas en Russie, par manque de base ouvrière. Ils ne croyaient possible, en Russie, qu'une révolution bourgeoise, laquelle n'eût été, comme toutes les révolutions bourgeoises, qu'un cérémonial de transmission d'hégémonie, de l'autocratie à la bourgeoisie (celle-ci renforcée sur les bords, et surtout, agrémentée, par le greffage habile d'une élite ouvrière), et la classe ouvrière et paysanne dans son ensemble restant aussi bien piétinée par les uns que par les autres. Staline nous a dit déjà que celle opinion mal ajustée sur les capacités révolutionnaires réelles de la Russie, motiva l'abstention déplorable des social-démocrates dans la révolution de 1905.

On sait que d'autres « oppositionnels », tels que Zinoviev et Kamenev — les plus gros personnages du Parti avec Lénine, Trotski et Staline [Et Sverdlov, mort en 1919.] — abondaient dans le sens de Trotski. « En présidant la construction du socialisme dans un seul pays, on cultivait un état d'esprit opportuniste dans le parti », et « tout cela conduisait à la reddition des positions conquises par le prolétariat révolutionnaire », et enfin, en s'adonnant à cette thèse, « on abandonnait les tâches internationales de la Révolution ». Et c'étaient les grands mots et les grands gestes — la guerre des moulins à vent qui entraînait en jeu.

La théorie générale de Trotski (et de Hilferding) consistait à établir que l'économie socialiste en voie d'édification vit dans une dépendance absolue vis-à-vis de l'économie mondiale capitaliste, d'où affirmation d'une dégénérescence capitaliste fatale de l'économie soviétique, au sein d'un univers capitaliste. Radek disait aussi — à ce moment-là — : « Nous ne sommes pas de force devant le capitalisme mondial. » Ceux-là et les autres avaient peur. On voit le souffle d'appréhension, le frisson de panique qui rassemblait dans son tourbillon, ce groupement d'opposition.

Lénine et Staline, eux, prenaient la chose à un tout autre point de vue, et ils la remettaient incontestablement à l'endroit : l'édification dans un seul pays est une force dont il faut profiter. « Donnez-moi un levier assez grand et je soulèverai le monde », avait proclamé Archimède. Karl Radek — le Radek redevenu lui-même — dit fort expressivement : « La possibilité de l'édification dans un seul pays est le point d'appui du levier d'Archimède dans le plan stratégique de Lénine. »

Lénine ne perdait nullement de vue l'organisation mondiale de la société socialiste. (Lénine n'a jamais rien perdu de vue). C'est bien de cela qu'il s'agissait, pour lui, en commençant par la Russie. Dans les derniers articles que Lénine écrivit avant sa mort, il affirmait que l'édification socialiste en Russie (qui dispose de toutes les matières premières, était possible de par la loi du développement inégal du capitalisme, malgré le retard « culturel » du pays, et malgré l'état de la paysannerie.

Staline, auquel Trotski et Zinoviev reprochaient amèrement, sa « théorie d'étroitesse nationale », n'a jamais manqué de proclamer que « le développement et le soutien de la Révolution dans les autres pays est une tâche essentielle de la Révolution victorieuse ». Il va même jusqu'à mettre en fait que tant que l'U.R.S.S. sera isolée politiquement sur la terre, elle ne pourra pas être considérée comme « une grandeur solide ». Mais il y a une nuance entre transitoire et provisoire. Et il s'attache à démontrer le renfort effectif que l'édification dans un pays, constitue pour la généralisation de la révolution. Il fait entrevoir les répercussions réciproques, immanquables, terribles, et telles que des éclairs, de l'édification soviétique sur la situation intérieure des Etats et sur le renforcement de l'Internationale Communiste en marge des régimes établis.

« Il ne faut pas voir, dit l'auteur des *Questions du Léninisme*, il ne faut pas voir, dans la victoire de la révolution en un seul pays, un fait purement national. Mais il ne faut pas penser non plus que la révolution russe est une chose inerte qui ne peut revoir d'aide que de l'extérieur. » Ce n'est pas une de ces alternatives qui dépend de l'autre, ce sont toutes deux qui dépendent l'une de l'autre.

Quant aux barrières, aux murailles de Chine, qu'on signale, il remet tout le problème sur pied et plante quelques jalons.

Dépendance du capitalisme étranger, que vous dites ? Voyons ça... Staline déblaise le terrain : « Le camarade Trotski a dit dans son discours qu'en réalité nous nous trouvons constamment sous le contrôle de l'économie mondiale. Est-ce juste ? Non. C'est le rêve des requins du capitalisme, ce n'est pas la réalité. ». Et Staline établit que ce prétendu contrôle ne s'exerce, au point de vue financier, ni sur les banques soviétiques nationalisées, ni sur l'industrie, ni sur le commerce extérieur, qui sont également nationalisés. Ce contrôle ne s'exerce pas non plus au point de vue politique. Il ne s'exerce donc dans aucun des sens positifs que prend le mot de contrôle. Tous ces gens-là agitent un fantôme de contrôle. D'autre part, « élargir nos relations avec le monde capitaliste ne signifie pas nous mettre sous sa dépendance ».

Manouïlski (en 1926), souligne l'erreur de « la loi d'hérédité » que Trotski prétend utiliser à ses fins en évoquant l'économie tsariste. Celle-ci mettait en effet la Russie sous la dépendance du capitalisme mondial, parce que l'économie capitaliste russe faisait partie intégrante de l'économie capitaliste mondiale. La situation est différente pour la Russie révolutionnaire tant qu'elle maintient les principes essentiels qui la différencient des autres pays.

Enfin, Staline appuie fortement en guise de conclusion, sur la nécessité qu'il y a à persuader les travailleurs des pays capitalistes que la classe ouvrière peut se passer de la bourgeoisie pour mettre debout la société nouvelle.

... Sans doute, la succession des événements nous a apporté aujourd'hui des certitudes qui n'étaient alors que rêves, et nous possédons une expérience qui nous permet de trancher. Néanmoins, celle discussion nous apparaît assez étrange même pour son temps, car quel autre recours pouvait avoir la Révolution russe, — évidemment incapable d'imposer immédiatement la révolution prolétarienne dans les autres pays du globe —, que de construire le mieux possible le socialisme dans le seul territoire occupé ? Autrement, quoi faire ? Laisser en friche ce terrain conquis, pour s'adonner à la conquête future du reste ? Extravagance de la prétendue jugeote réformiste. Et puis, comment nier le pouvoir de rayonnement et d'attraction d'une réalisation socialiste largement assise quelque part au monde ! En réfléchissant même tant soit peu à cette ample et pathétique question, n'est-on pas amené à penser que c'est précisément parce que la révolution dans des pays évolués et exploités à fond par le capitalisme rencontrerait des difficultés spéciales du fait du contrôle étranger, que l'existence d'un État socialiste est un atout énorme pour l'aide et la généralisation de la victoire prolétarienne. Mais encore fallait-il croire possible la constitution de ce réservoir révolutionnaire continental, et avoir un assez grand regard pour la discerner d'avance et trouver l'avenir.

Dans cette mêlée qui a mis si fortement aux prises les communistes soviétiques, deux hommes de bon sens et de réalisme semblent se mouvoir parmi des ombres. Lénine et Staline ont devant eux une nuée d'adversaires inconsistants, à qui le manque de confiance, le manque de courage, et comme dit l'un d'eux qui s'est converti —, l'incrédulité, ont fait perdre le nord, et qui vont jusqu'à leur reprocher gravement de ne pas mettre la charrue avant les boeufs.

Staline et Trotski se dressent vraiment ici comme le contre-pied l'un de l'autre. Ce sont deux types d'hommes placés l'un à un bout, l'autre à un autre bout, de la collection contemporaine. Staline s'appuie de tout son poids sur la raison, le sens pratique. Il est armé d'une impeccable et inexorable méthode. Il sait. Il comprend intégralement le léninisme, le rôle dirigeant de la classe ouvrière, le rôle dirigeant du Parti. Il ne cherche pas à se faire valoir, il n'est pas troublé par un désir d'originalité. Il tâche seulement de faire tout ce qu'on peut faire. Il n'est pas l'homme de l'éloquence ; il est l'homme de la situation. Quand il parle, il ne cherche de combinaisons qu'entre la simplicité et la clarté. Comme Lénine, il enfonce toujours les mêmes clous. Il multiplie l'interrogation (parce qu'elle fouille l'auditoire) et appuie largement sur les mêmes mots, comme tel grand prédicateur antique. Et il est infailible pour vous mettre sous les yeux les points forts et les points faibles. Il n'a pas non plus son pareil pour dépister la complaisance réformiste, la contrebande opportuniste. « Quel que soit, dit Radek, le voile dont l'opportunisme couvre son misérable corps, il le décèle. » (Toi, qui te dis orthodoxe, tu n'es qu'un droitier déguisé en gauchiste !)

Cette fameuse question de l'édification socialiste dans un seul pays présente assez bien, redisons-le, les positions que les protagonistes soviétiques occupèrent dans la série de duels idéologico-politiques qui s'engagèrent lors de la première phase de construction de l'U.R.S.S. Elle explique aussi couramment comment on a pu dire que la défensive-offensive de Staline, qui osa s'attaquer à Trotski considéré, surtout depuis la mort de Lénine, comme tabou, « épura et rajeunit le Parti en le débarrassant des restes de gangue de la II<sup>e</sup> Internationale ». La lutte contre le trotskisme est la lutte contre l'esprit petit-bourgeois, confus, tatillon et lâche —, et pour tout dire, contre-révolutionnaire, au sein du Parti.

Peu après, apparition, sur la droite, d'un autre carré d'opposition. La majorité dirigeante est prise entre deux feux sur la question de la paysannerie. L'opposition trotskiste (de gauche) n'appréciant pas le rôle de la paysannerie dans la révolution, l'opposition de Boukharine (de droite) perdant de vue le rôle du prolétariat vis-à-vis des masses paysannes — les uns hantés par le spectre du paysan riche et de la hideur de la NEP, les autres, par le spectre de la casse consécutive à tout redressement et, par terreur du feu, jetant de l'eau froide sur la guerre des classes. Ne dégingolez ni à droite ni à gauche, faites une évaluation juste des choses et des gens ! En matière de petits paysans, dire : « Ils vont être mangés par le koulak », c'est les sous-estimer. Mais dire : « Ils vont manger le koulak », c'est les surestimer. Sagesse, terrain ferme...

Non seulement Kamenev et Zinoviev, d'abord hostiles à Trotski, s'unissent à lui, mais on voit aussi Zinoviev se joindre à Boukharine pour considérer la question paysanne comme la principale du léninisme. « Taisez-vous ! » crie la majorité : si vous parlez de la sorte, vous russifiez le léninisme, vous lui ôtez sa valeur internationale. « Et vous vous engagez, annonce Manouïlski, dans la voie tracée par Otto Bauer. » (Le nationalisme austro-marxiste dénommé autonomie, nationale culturelle).

Staline, inlassablement, commerce par le commencement, range chaque principe à sa place, remet au net : « La question fondamentale du léninisme, son point de départ, ce n'est pas la question paysanne, mais la question des conditions de sa conquête et des conditions de son maintien. La question de la paysannerie comme alliée du prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, est une question dérivée. »

Puis il fait face à droite. C'est de Staline qu'est partie l'initiative de mettre à l'ordre du jour du VI<sup>e</sup> Congrès International non seulement la lutte contre les déviations de droite, (qui voulaient freiner le redressement de la situation résultant de la NEP), mais aussi contre les tendances conciliatrices à son égard. Comment les faits se sont-ils déroulés ? Notons schématiquement les phases de cette lutte.

Les premières manifestations de divergences de Trotski avaient mis le Parti dans une situation difficile (« Le Parti a la fièvre », disait Lénine), dans la période de Brest-Litovsk et celle des syndicats. Les chancelllements dans le Parti à cette époque et les attaques contre Lénine ont facilité l'émeute de Cronstadt.

Après la mort de Lénine, Trotski a dirigé d'abord ses attaques contre le Parti avec une certaine réserve, puis il a porté des coups plus ouvertement et fortement, à l'occasion des discussions provoquées par les livres : *Le Nouveau Courant* et *Leçons d'Octobre*, où il présentait de façon tendancieuse le rôle du Parti et son, propre rôle. La fameuse plate-forme des 46 (1923) pose la question « du pays allant à sa ruine ».

Les procès-verbaux des réunions du Parti témoignent que celui-ci a agi avec circonspection et patience vis-à-vis de Trotski. En 1923, pendant la maladie de Lénine, Trotski était encore le rapporteur du Bureau Politique, organe exécutif suprême. Le Parti essayait d'influencer Trotski autant qu'il se pouvait, alors que celui-ci s'efforçait notoirement d'exploiter à son profit les mécontentements qui se faisaient jour par-ci par-là, de faire un bloc de ces mécontentements, d'y jouer un rôle dirigeant. Déjà ce vague groupement hostile au Parti refusait de critiquer le trotskisme et adoptait la ligne divergente de Trotski. Quand, après la mort de Lénine, Staline reprit la lutte, il commença à user vis-à-vis du vieil adversaire de Lénine non de la méthode répressive, mais de la « méthode pédagogique » (Iaroslavski). Ces essais de persuasion n'ont abouti à rien, et la question se posait : Trotski peut-il rester à la tête du Parti, et même au sein du Parti ? Elle s'est posée avec plus d'urgence lorsque Trotski a pris à son compte la thèse dite « thèse Clemenceau » : En cas de guerre, il faut changer le gouvernement. Cette théorie appliquée en U.R.S.S. et à l'organisation fortement unitaire et harmonique de la machine dirigeante, constituait un véritable appel à la scission et à la guerre civile.

En décembre 1925, alors que le parti bolchevik tenait son XIV<sup>e</sup> Congrès, Zinoviev et Kamenev s'y présentèrent à la tête d'une opposition organisée de toutes pièces — en majorité des délégués de Leningrad — et armée des thèses énoncées plus haut (construction du socialisme impossible dans un seul pays, sous-estimation de, la paysannerie moyenne, assimilation du secteur de la production socialiste au Capitalisme d'État, toute liberté aux fractions. Cette opposition reçut le non, du reste peu justifié, de « nouvelle opposition ». Son porte-parole Zinoviev exigea que, parallèlement au rapport du Comité Central (Staline, rapporteur), un co-rapport de lui fut présenté. Cette exigence reçut satisfaction, et ce fut la déclaration de guerre officielle. Staline contre-attaqua énergiquement cette offensive dont tous les défauts résultaient, à son avis, d'un « défaut fondamental » : le manque de foi dans le triomphe du socialisme.

Or, en 1926-27, il y eut un phénomène de généralisation de l'opposition, une manière de trust de ses thèses, une forte tentative d'action concertée, d'action suprême, de grand style.

Les « oppositionnels », autour de Trotski, rédigèrent un cahier de leurs griefs, une « Plate-forme ». Tout y était classé en ordre, et cela formait un programme complet, un corps de doctrine, tendant à démontrer que la direction du Parti était totalement sortie du léninisme, et faisait fausse route sur toute la ligne. En même temps, ces vieux adversaires, devenus néo-ennemis, poursuivaient à l'étranger une campagne de dénigrement de l'Union Soviétique et du Parti sous leurs formes actuelles.

Devant cette levée de boucliers, et ce déballement intensifié d'actes d'accusation, le Comité Central décida que le Bureau Politique aurait à publier, un mois avant le Congrès du Parti Communiste Russe de décembre 1927, des thèses, et que l'opposition fournirait toutes les contre-thèses qu'elle voudrait — lesquelles seraient reproduites dans la presse du Parti et envoyées aux organisations. De cette manière, décida le Comité Central, la discussion serait ouverte pendant un mois sur tous les points.

Mais, dès le 3 septembre 1927, l'opposition lança sa « Plate-forme » de 120 pages, dont elle exigea la publication immédiate et l'envoi aux comités locaux et organisations. Le Parti refusa d'accepter cette infraction à la décision prise par lui, et de faire porter la discussion sur quatre mois, jugeant que c'était là « un luxe » que ne pouvaient se permettre des constructeurs, en plein milieu de leur travail acharné.

Il faut connaître cet ouvrage à fond (la Plate-forme), si on veut être au courant de tous les méandres de l'opposition. Tous ces fragments de critiques et d'accusations cousus ensemble, font comme un revêtement, une peau, à l'opposition, et ce foisonnant réquisitoire, qui porte sur tous les chapitres essentiels de la doctrine, de la vie, et de l'action, du Parti et du gouvernement, échafaude un code qui rectifie de fond en comble le léninisme en cours, au nom d'un autre léninisme. Cette encyclopédie agressive, il est impossible de la reproduire, même en raccourci. Elle a trop de faces et de facettes.

Ce n'est du reste plus nécessaire d'examiner à la loupe chaque paragraphe de ce léninisme parallèle, maintenant que la question de l'opposition en U.R.S.S. a perdu presque entièrement son importance vitale. Beaucoup de problèmes de l'opposition ont été résolus par le fait. Une réponse historique péremptoire y a été donnée. Le cours des événements, la significative progression de l'édification socialiste, sabrent abondamment aujourd'hui dans les arguments de l'opposition, et ôtent toute raison d'être à la plupart d'entre eux.

De plus — ce qui éteint l'action judiciaire du critique — presque tous les oppositionnels de marque, convaincus par la tournure qu'ont prise les choses, ont fait amende honorable (honorable pour leur discernement et leur caractère).

N'oublions pas, toutefois, que l'opposition étant une crise de tendances profondes, elle demeure, — sans parler de l'activité constante de Trotski, et d'autres activités clandestines, — toujours latente et dangereuse, bien qu'elle n'ait plus désormais aucune chance de s'imposer. Par ailleurs, même sans espoir, la haine subsiste, et cherche à frapper. Nous venons de voir que l'organisation terroriste *Le Centre de Leningrad*, qui chargea Nikolaïev d'assassiner Kirov, était faite des « restes pourris » de l'ancienne opposition Zinoviev-Kamenev-Trotski, alliés à des escarpes tsaristes et à des commanditaires étrangers, et qu'un de ses buts était d'abattre personnellement, par le meurtre, les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. pour se venger de la défaite de l'opposition et pour amener des troubles nationaux et internationaux.

Cela dit, la lecture attentive du copieux bloc de réquisitoires que constitue la Plateforme historique de l'opposition de 1927, suggère les considérations suivantes, qu'il est bon de fixer à titre documentaire, pour jauger une dissension qui fut si grave, et en finir sur ce chapitre.

Notons une fois de plus que les faits mis en avant sont là comme des exemples, allégués par l'opposition, de l'emploi de mauvaises méthodes ou du mauvais emploi de bonnes méthodes. Ce sont les méthodes, les tendances, les idées directrices, qui sont en cause (l'expression courante de *déviations* apparaît à chaque ligne dans toutes les thèses pour ou contre). Il s'agit donc fondamentalement de divergences plus ou moins accentuées — à droite ou à gauche — sur les principes et sur la tactique du léninisme.

En premier lieu, beaucoup de données précises (statistiques) sur lesquelles l'opposition s'appuie pour formuler ses accusations de déviation et ses prédictions de chute à l'abîme, sont indiscutablement inexactes, soit parce que les chiffres présentés sont faux, soit parce qu'ils sont faussés en raison de ce que tous les éléments de la question n'entrent pas en ligne de compte.

Par exemple : le soi-disant accroissement du retard de l'industrie et des transports sur la demande (grief-massue) ; le retard de l'augmentation des salaires par rapport au rendement du travail ; la diminution de la journée de travail ; la diminution des heures supplémentaires ; l'accroissement de l'écart entre le salaire des femmes et celui des hommes ; la baisse du salaire des adolescents ; l'accroissement du chômage dans l'industrie ; le montant de l'allocation aux sans-travail ; etc...

En second lieu, beaucoup de charges sont énoncées sans aucune preuve — alors qu'elles sont d'autre part en contradiction avec les décisions antérieures du Parti et les résultats déjà obtenus. Par exemple : la dissimulation des progrès des koulaks ; l'appui cherché par le Parti auprès des koulaks ; la suppression de la démocratie à l'intérieur du Parti ; l'abandon de l'idée d'industrialisation (à l'ombre de la NEP) ; la tentative pour opposer la coopération à l'électrification (également à propos de la NEP).

En troisième lieu, un grand nombre de propositions de l'opposition sont, de toute évidence, dangereuses, maladroites, susceptibles d'amener des résultats funestes. Toute cette catégorie de propositions positives n'apprécie pas, comme il convient, les réalités, mais a un caractère de bluff et de démagogie, soit que ces propositions se trouvent être mauvaises en soi, soit inopportunes, prématurées. Par exemple, (outre les critiques trop faciles des inconvénients de la NEP l'exploitation de cet état de choses momentanément imposé par les nécessités immédiates, et l'ordre d'avoir à le faire cesser sur l'heure) : L'appui donné aux déviations nationalistes de droite susceptibles de briser l'unité de la Fédération soviétique ; la proposition d'augmentation des prix de gros (le XV<sup>e</sup> Congrès fit voir les redoutables répercussions éventuelles de cette mesure qu'adopta l'opposition sans considérer l'ensemble du mécanisme social, mais uniquement pour s'attirer les bonnes grâces et l'appui des paysans) ; les restrictions à la production (fermetures d'usines, super-rationalisation) ; des mesures, également démagogiques, d'exonération en masse des paysans pauvres, de retrait des capitaux d'État à la coopération (c'est-à-dire le renforcement du capital privé) ; une surtaxe des riches équivalant à la confiscation, à la suppression brusque du capital privé, à la liquidation de la NEP, alors que ce traitement médical n'avait pas tout à fait encore fait son temps ; des réquisitions supplémentaires de blé (provoquant infailliblement le krach de toute la balbutiante politique de crédit de l'U.R.S.S.).

Toutes ces mesures sont très tentantes à exposer pour qui veut se donner le beau rôle devant la galerie, mais elles ne font que régler inconsidérément, et sur le papier seulement, les problèmes qui, sur le terrain pratique, ne peuvent se résoudre que graduellement et non sans un certain délai.

Évidemment, on a beau jeu de brandir des évidences comme le danger koulak, le chômage croissant, l'insuffisance des logements ouvriers, et la dégénérescence grasseuse, de la bureaucratie. On a même beau jeu de dire, dans presque tous les cas : « Ça devrait aller plus vite ». Mais la question est de savoir s'il est possible d'aller plus vite, si la lenteur, relative, non absolue, de la progression, est le fait de la direction du Parti, et, en tout état de cause, si cela motive le bouleversement radical de sa politique.

Le Parti est-il, par exemple, coupable parce qu'il ne peut se procurer les milliards nécessaires pour la réfection de l'ensemble des logements ouvriers ? Et dans ce grand drame majeur de l'industrialisation des campagnes, (que l'on sait nécessaire mais qui est retardée à la fois involontairement et volontairement), n'est-ce pas une drôle de méthode que d'étouffer la coopération de consommation qui est en train et qui est palpable, par l'électrification virtuelle ? On peut remarquer que cette antinomie « coopération contre grosse industrie » se présente à peu près dans les mêmes formes et avec les mêmes symétries que l'antinomie « socialisme d'un seul pays contre révolution mondiale ». Savoir si on doit abandonner l'objectif demi-réalisé pour celui — plus grand — qui n'est pas encore réalisable. L'alternative où l'on vous met c'est : ou bien faire quelque chose de concret, ou bien commencer par la fin.

Il est, en tout cas, notoire, que beaucoup de mesures de salut présentées fiévreusement par l'opposition sont celles-là mêmes que préconise et qu'applique le Parti. Ces fois-là, l'opposition découvre l'Amérique. Elle joue le rôle de mouche du coche (de mouche tsé-tsé).

Investissez 500 millions de roubles dans l'industrie ! enjoint l'opposition. Or, la courbe des investissements dans l'industrie, continuellement ascendante, donnait déjà pour 1927, lorsque cette injonction était lancée, 460 millions de roubles. Certaines propositions de l'opposition — par exemple relativement à une répartition meilleure des produits agricoles, à l'aide aux paysans pauvres et aux petits entrepreneurs, au statut des travailleurs adolescents — sont copiées sur les résolutions déjà prises et mises en vigueur.

Le souci de la « démocratie », c'est-à-dire du travail en commun de tous, de la participation des masses dans le travail — du respect des minorités sur le plan politique —, a été, au premier chef, celui de Lénine et celui de Staline. De vrai, aucun gouvernement n'est obligé de fournir des comptes, et n'est soumis au contrôle d'un Parti, lui-même mélangé aux masses, au même degré que le gouvernement soviétique. La chronologie de la vie publique de l'U.R.S.S., est hérissée de chiffres romains et de chiffres arabes numérotant les Congrès de l'Internationale, les Congrès du Parti, les Congrès des Soviets, les conférences, les « plénums ». Le profane est perdu dans cette plantation de chiffres pourtant soigneusement calculés. Dès qu'un sujet de discussion se produit —, automatiquement, il sort au grand air, et il y explose.

La bureaucratie ? Oui, sans doute, on a presque toujours raison lorsqu'on l'incrimine. Elle a une tendance déplorable à l'obésité stérile, ou bien, si elle est maigre, à la momification. Il faut lui disputer âprement sa place et savoir dispenser la juste part de cet indispensable organisme. Mais, tout de même, l'administration a bon dos, et plus d'une fois, on la prend à partie avec une théâtrale véhémence, et les yeux fermés, uniquement parce que l'on veut, pour une raison ou pour une autre, faire pièce au gouvernement. Plus de vingt ans en ça, en 1903, Lénine répondait aux menchéviks et à Trotski : « Il est clair que les clameurs sur la bureaucratie ne sont qu'une façon de montrer son mécontentement personnel de la composition des organes centraux. Tu es bureaucrate parce que tu as été nommé par le Congrès, non pas conformément à ma volonté, mais en dépit d'elle... Tu agis de façon brutalement mécanique, car tu te réfères à la majorité du Congrès du Parti et tu ne tiens pas compte de mon désir d'être coopté... Tu es un autocrate parce que tu ne veux pas remettre le pouvoir aux mains de l'ancien groupe de copains qui défend d'autant plus énergiquement sa tradition que le blâme infligé par le Congrès à sa formule lui est désagréable. ». Ainsi s'exprimait Lénine qui était un terrible psychologue, avec ses cent yeux perçants.

Le Plénum du Comité Central et de la Commission de Contrôle, réuni en 1927 avant le XV<sup>e</sup> Congrès a fait une tentative suprême auprès de Trotski et de Zinoviev. Il a demandé à Trotski de renoncer à ses théories sur le changement du gouvernement, à ses calomnies sur le caractère « thermidorien » du pouvoir central, et d'admettre la défense sous condition de la ligne du Parti. Trotski et Zinoviev ont refusé la possibilité qui s'offrait là de rétablir définitivement la paix intérieure du Parti. Ils ont été de ce fait, exclus du Comité Central, blâmés et avisés qu'ils seraient exclus du Parti s'ils continuaient.

Trotski et Zinoviev (ce dernier particulièrement influent à Leningrad où il a été Président du Conseil des Soviets) ont continué la guerre. Ils ont tenté d'exciter les Jeunesses Communistes contre le Parti. Ils ont multiplié les réunions clandestines, les imprimeries clandestines, les tracts, ils ont pris par force des locaux, puis, fait des démonstrations dans les rues, par exemple le 7 novembre 1927. Au XV<sup>e</sup> Congrès, il y avait une exposition consacrée à cette conspiration politique intense contre le pouvoir central. Il en ressortait la preuve que Trotski et ses partisans avaient décidé de créer un parti, avec un Comité Central, des Comités régionaux et des Comités de villes, un appareil technique, avec cotisations et aussi une presse spéciale. Et cela pareillement sur le plan international, dans le but de supplanter la III<sup>e</sup> Internationale. Dans les réunions trotskistes, on empêchait par la force les membres orthodoxes du Comité Central, de pénétrer (ce fut le cas, par exemple, pour Iaroslavski et quelques autres, refoulés « physiquement » d'un meeting de Moscou).

Le XV<sup>e</sup> Congrès essaya de régler celle affaire déplorable et dangereuse, objurgua Trotski de dissoudre ses organisations, et une fois de plus, de renoncer à des méthodes de lutte qui sortaient non seulement des droits du militant bolchevik mais même « de la loyauté soviétique », et enfin une bonne fois, de cesser son hostilité systématique contre les points de vue de la majorité. Mais les contre-propositions trotskistes, signées par 121 personnes, loin de venir à résipiscence, accentuaient les attaques et les cassures. Trotski et les siens furent exclus du Parti. Cette décision laissait une porte ouverte : la possibilité de leur réintégration dans le Parti était envisagée à titre individuel s'ils revenaient sur leurs idées et accordaient leur conduite en conséquence. Nous sommes loin de la caricature trotskiste montrant le camarade Iaroslavski, président de la Commission de Contrôle, sous les espèces d'un dogue agressif et carnassier tenu en laisse par Staline.

On serait peut-être tenté de dire : l'opposition n'a-t-elle pas, de toute façon, été utile, en attirant spécialement l'attention des dirigeants sur les côtés faibles, en les mettant en garde contre tel ou tel danger ?

Non. D'abord, en principe, l'autocritique était un moyen infiniment plus efficace que le duel à mort, pour tenir la direction en alerte.

Ensuite, il est patent que la courbe des réalisations régulières et graduelles de l'État soviétique ne porte aucune trace de l'intervention de l'opposition. Celle-ci n'a eu aucun oubli à corriger, et, au contraire, elle a semé des écueils qu'il a fallu manoeuvrer pour éviter — et c'est une des causes pour lesquelles la grande ascension de l'U.R.S.S. date du moment où l'opposition a été réduite à l'impuissance. Les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. méritent qu'on leur donne acte que depuis la Révolution d'Octobre, ils n'ont en rien modifié leurs positions et leurs points de vue — et que tout ce qui a été fait depuis Lénine a été fait selon Lénine, et non selon des surenchères et des contrefaçons du léninisme.

Je puise, un peu au hasard, dans les temps éloignés, dans les temps d'avant la révolution, et même dans le siècle passé : Vano Stouroua raconte une visite illégale faite à Tiflis parmi les ouvriers des grands ateliers, par Staline en 1898 — ce n'est pas d'hier, comme on voit : « Sosso se fit remarquer par sa décision et sa fermeté », et vitupéra violemment la « mollesse », « l'hésitation », « l'esprit fâcheusement conciliateur » qu'il remarquait chez beaucoup d'entre les camarades, et le même Sosso (âgé de 19 ans), flairait déjà la défection chez un certain nombre d'intellectuels, « dont une bonne moitié passa en effet, après le II<sup>e</sup> Congrès, dans le camp menchévik ».

Tel apparut alors Staline, tel il apparaissait, quelque trente ans après, face à l'équipe oppositionnelle. C'était le même homme : l'homme de la même tendance exactement : l'homme du réalisme, de la confiance et du pas en avant, à l'encontre de ceux du vague, du pessimisme et du pétinement.

L'opposition a fait tout ce qu'elle a pu pour décourager la révolution, elle a jeté dans le monde (de toutes ses forces, tout au moins), le doute, le spectre de la ruine, de la désolation de la perte, et un assombrissement de crépuscule.

« Secouez notre opposition, dit Staline, jetez au loin sa phraséologie révolutionnaire, et vous verrez qu'en elle, au fond, est installée la capitulation ! »

Et une nulle fois : « Le trotskisme s'efforce d'injecter le manque de foi dans les forces de notre Révolution ».

Le trotskisme, qui a quelque peu débordé sur le globe, s'attaquant au réseau de l'Internationale Communiste, a essayé dans la mesure de ses moyens, de jeter à bas l'oeuvre d'Octobre. Autour de Trotski, toutes sortes de gens venus de tous les côtés, exclus, renégats, mécontents, et anarchistes, mènent une lutte de dénigrement systématique et de sabotage, une lutte exclusivement anti-bolchevique et anti-soviétique, parfaitement négative, et qui a toutes les formes de la trahison. Ces transfuges s'évertuent à être les fossoyeurs de la Révolution Russe.

Le fait de considérer Trotski comme un contre-révolutionnaire, est justifié — bien que cela ne signifie évidemment pas que Trotski ait toutes les idées des réactionnaires bourgeois avec lesquels il fait chorus contre l'U.R.S.S.

Staline l'avait dit naguère : L'opposition finira par se jeter dans les bras des Blancs. D'aucuns étaient enclins à trouver que cette prédiction, dépassait la mesure et résultait de l'ardeur du combat. Les sanglants événements de décembre 1934 lui donnent sinistrement raison — n'en aurons-nous que cette preuve ?

Si l'opposition avait eu gain de cause, le Parti était coupé en deux et la Révolution bien malade. Ordjonikidze a pu écrire : « Le triomphe du trotskisme et des droitaires aurait mené l'édification soviétique à sa ruine. La victoire de Staline sur Trotski et les droitaires est comme une nouvelle réussite de la Révolution d'Octobre. »

Staline ne s'était pas contenté de régler le problème de l'opposition dans le centre du communisme et d'y trancher les nœuds gordiens de ce byzantinisme politique. Il avait aidé les autres Partis Communistes à surmonter les hésitations de droite, à se débarrasser des séductions mortelles de l'opportunisme et du réformisme : Parti polonais après mai 26 ; Partis anglais et français, qui avaient, en 27-28 « à mettre leur tactique électorale sur les rails d'une politique révolutionnaire véritable ». Vers la même époque, l'offensive opportuniste envahit le parti allemand. Mais l'Allemagne communiste laissa tomber les brandlériens ; comme la Tchécoslovaquie : les haïsistes ; les États-Unis : les lovestoniens et les pepperistes. En 1923, le parti bulgare avait éliminé, grâce à lui, les mauvais penchants qui le faisaient baller de la gauche à la droite — de la démagogie à l'opportunisme. « Il faut au prolétariat un objectif clair (programme), une ligne ferme (tactique) », dit Staline — qui fait ce qu'il dit.

Il est intéressant, comme preuve de la rigueur de prévision à laquelle peut arriver un large esprit clair, de rappeler qu'en 1920, malgré les effectifs imposants du Parti social-démocrate allemand (le plus important après le parti russe), et malgré son unité, Staline avait exposé un jugement plein de doute et de réserves sur cette unité même qu'il estimait « plus apparente que réelle ». Ceux qui ont suivi les tragédies historiques contemporaines, se rendent compte combien étaient importantes et sages ces paroles dont douze ans après, les événements attestèrent si terriblement la véracité.

Depuis ces jours, Staline veille plus jalousement que jamais à la grandeur intégrale du léninisme, qu'il avait sauvé des tripotages à un moment où la grande expérience libératrice, qui n'avait cessé de se dégager régulièrement, était néanmoins encore bien au-dessous d'elle-même ; dans une période où les révolutionnaires et le prolétariat soviétique donnaient hâtivement et lentement vie au monumental organisme nouveau par un don d'eux-mêmes comparable à la transfusion du sang.



## VI

### 1928-1934 — LES GRANDS MOTS D'ORDRE

La dernière période contemporaine de la Révolution Russe. La période du Plan Quinquennal de 1928.

Le peuple seul de son espèce, le peuple terriblement neuf, la nation étrangère parmi les nations, s'attaque aux forces de la nature. On était arrivé à l'électrification, entr'aperçue dans la défaite et les orages, et on travaillait autour.

Le Plan qui embrassait les années 1928 à 1933, et qui a été remplacé en fin 1932, au bout de quatre ans, par un nouveau Plan Quinquennal, parce qu'on l'a considéré alors comme terminé, s'implantait à la fois, dans les villes et dans les campagnes : Renforcement de l'industrie — spacieux bond en avant — et conquête de la socialisation des campagnes. (Deux grandes questions vivantes qui se tiennent profondément par le ventre — et par la puissante carcasse de la machinerie). Cette Russie, qui était à l'arrière de l'industrie universelle, il fallait la transporter à l'avant, en la socialisant toute.

Revoyons les objectifs de base, qui s'étendent à perte de vue — tels qu'ils furent délimités par Staline : « Il s'agit de métamorphoser la Russie arriérée, en un pays modernisé techniquement — pour ne pas dépendre des pays capitalistes, pour que le pouvoir soviétique soit solide et que le socialisme puisse vaincre, pour permettre l'élimination du koulak et la transformation de la petite exploitation agricole privée, en collectivisation de l'agriculture, pour avoir une défense militaire suffisante ». Et il s'agissait aussi, pour cette édification dans un seul pays, de se passer du capital étranger.

Malgré les résultats très notables acquis par le seul pays en question, qui se débattait, véhémentement et méthodiquement à la fois, depuis dix ans, l'opinion mondiale n'avait pas désarmé, ne lui avait pas pardonné d'être sorti de « l'ordre » et la grande presse d'information capitaliste (qui est une presse de non information) poursuivait ponctuellement sa tactique malhonnête qui consistait ou bien à nier les résultats, d'un trait de plume, comme on nie un engagement, ou bien dans le cas où il eût été trop stupide de nier ces résultats, à les attribuer à un abandon des principes socialistes. Lorsque fut engagé le dernier plan quinquennal, et jusqu'à son achèvement, la même fielleuse ironie fit grimacer les journalistes officiels. Voici quelques extraits collectionnés par Staline lui-même :

Un plan, ça ? dit le *New York Times*. Allons donc ! Ce n'est qu'une spéculation ! (novembre 1932). A la même époque : « Complète faillite ! », profère le *Daily Telegraph*. Le *New York Times*, déjà nommé, renchérit : « Honteux échec ». « Impasse ! » affirme la *Gazeta Polska* (polonaise). « La catastrophe est manifeste », pontifie *Politica* (italienne). « Écroulement de tout le système », est absolument obligé de constater le *Financial Times*. Le *Current History* (américain), n'est pas moins catégorique sur le Plan Quinquennal : « Effondrement dans les objectifs, effondrement dans les principes ».

« En U.R.S.S. les plans quinquennaux n'existent que sur le papier. Ils ne réussissent jamais », écrit un Russe — qui est un ex-communiste chassé du parti pour malpropreté. Ce même individu nous apprend, de plus, dans un livre écrit en 1931, que : « La prison est en U.R.S.S. le seul lieu où on ne meure pas de faim », et aussi : « Tout citoyen soviétique a les souliers percés et le regard morne. » « Je me moque pas mal de la révolution mondiale », aurait raconté Staline en 1927 à M. Campbell, grand fermier américain, qui, du moins, a le front de l'affirmer, dans un autre livre. Pendant que nous y sommes, ajoutons, s'il vous plaît : « On mange des enfants à la broche dans les hôtels de Moscou », ou, du moins, l'affirment aussi, de nos jours, pas mal de bonnes gens, par-ci par-là.

Or le Plan Quinquennal de 1928, étayé de chiffres gigantesques, aboutit, en quatre ans, à une réalisation d'ensemble de 93 %. En ce qui concerne l'industrie lourde, la réalisation en quatre ans donne 108 %. La production nationale a triplé de 1928 à 1934. La production d'avant-guerre était, en fin 1933, quadruplée.

De 1928 à 1932, le nombre des ouvriers est passé de 9.500.000 à 13.800.000 (grosse industrie surplus de 1.800.000, agriculture, 1.100.000, employés de commerce 450.000) — et, naturellement, le chômage est devenu là-bas une vieille histoire du passé.

La part de l'industrie dans la production totale, c'est-à-dire par rapport à la production agricole, était, en 1913 de 42 %, en 1928 de 48 %, en 1932 de 70 %.

La part de l'industrie socialiste dans l'industrie était, à la fin des quatre ans, de 99,93 %.

Le revenu national a augmenté, pendant les quatre ans, de 85 %. A la fin du plan, il était de plus de 45 milliards de roubles. Un an après, de 49 milliards ( $\frac{1}{2}$  % d'éléments capitalistes et étrangers).

Les fonds de salaires des ouvriers et employés sont passés de 8 milliards à 30 milliards.

Le nombre des personnes sachant lire et écrire est passé pour toute l'U.R.S.S. fin 1930 à 90 % fin 1933.

Qu'on veuille bien, un instant, collationner ces chiffres, qui témoignent d'une progression unique dans les annales du genre humain, avec les honnêtes prophéties qui figurent plus haut — faillite, impasse, catastrophe, effondrement — et qui se sont exprimées alors que le Plan était à peu près réalisé déjà, à la face de tous.

De nouvelles branches d'industrie ont été mises en œuvre, depuis les machines-outils, les autos, les tracteurs, les produits chimiques, les moteurs, les avions, les machines agricoles, les puissantes turbines et les générateurs, les aciers fins, les alliages ferreux, jusqu'au caoutchouc synthétique et à la fibre artificielle. Je suis allé de Londres à Leningrad, il y a deux ans, dans un grand bateau où tout, absolument tout, dans la machinerie et l'aménagement, était de construction soviétique (jusqu'aux pianos, celui des passagers et celui de l'équipage). J'ai vu à Moscou un avion gigantesque (à l'intérieur de ce monument, on avait la perspective d'une galerie d'usine), où ne se trouvait rien qui ne provînt de l'U.R.S.S. et n'y eût été manufacturé — sauf les pneus du train d'atterrissage.

Des milliers d'anciennes usines ont été reconstruites. Des milliers d'entreprises nouvelles s'agglomèrent en groupements multiformes et multicolores autour d'entreprises géantes dont plusieurs se posent, par l'énormité, en tête de toute la civilisation industrielle contemporaine : Dnieproguès, Magnitogorsk, Tcheliabinsk, Bobriki, Ouralmaschstroï, Kramachstroï. Des expéditions scientifiques, systématiques, permettent de repérer toutes les ressources du sol. D'énormes centres nouveaux ont surgi, ici, là : Ukraine, Caucase du Nord, Transcaucasie, Asie Centrale, Kazakhstan, Bouriatomongolie, Tartarie, Bachkirie, Oural, Sibérie Orientale et Occidentale, Extrême-Orient.

« En quatre ans, dit *The Nation*, il est sorti de terre une cinquantaine de villes nouvelles, de 50.000 à 260.000 habitants, centres industriels harmoniques et spécialisés ». Une immense ville couvre d'une architecture de ciment et de métal les rivages du Dniepr, à côté d'une des plus puissantes stations hydroélectriques du monde (et qui, dans peu d'années, ne sera plus qu'au cinquième ou sixième rang. [Le Dnieproguès a 750.000 CV, mais le Beauharnais Saint-Lawrence, au Canada, en a plus, et le Hoover Dam, dans le Colorado, en aura 1 million. Soit. Mais en Sibérie, le Chaman en aura 2 millions et le Bratski Ostrog, 2.600.000. Les Titans de la Fable ne prétendaient arriver, dit-on, qu'à mettre Pélion sur Ossa !] Dans le bassin minier du Kouznetz, il y a eu, subitement, six villes nouvelles avec 600.000 habitants. Dans l'extrême nord, à cause d'un gisement de phosphate, une ville s'est implantée tout d'un coup, laquelle a, pour le moment, 80.000 habitants.

Pierre Dominique qui, par ailleurs, se livre à des considérations générales passablement puérides par suite de la manie qu'il a de faire du socialisme une question de races — donne, en se plaçant seulement sur le sérieux terrain des faits, un aperçu de l'immensité du surgissement de l'industrie en Asie soviétique : « ... Au delà de l'Oural, trois grands cercles industriels dont nos trois cercles du Nord de la région Lorraine, du bassin de la Loire, donnent une idée assez faible en ce sens que les cercles soviétiques sont grands chacun comme la France. C'est le cercle de l'Oural avec Magnitogorsk, Sverdlovsk, Tcheliabinsk, le cercle de Kouznetz avec Novosibirsk, tous deux en pleine exploitation, et le cercle de l'Angarastroï encore inexploité. Là, tout autour de villes nouvelles surgies de la steppe en trois ans et dont deux ont déjà 300.000 âmes, des nations nouvelles se sont organisées, un peuplement se fait, peuplement intensif ; une Asie rouge se crée de toutes pièces ; le second plateau de la grande balance soviétique se couvre de valeurs nouvelles. »

Ce qu'on ne doit cesser de constater et de dire, c'est l'envergure de la rationalisation de cette exploitation industrielle qui s'exerce sur un pays deux fois plus grand que les États-Unis, ou que l'Europe, ou que la Chine, et dont le nombre d'habitants augmente tous les trois ans, de dix millions. [La population de l'Europe croît environ deux fois et demie moins vite.]

Il n'y a pas, dans cette mobilisation formidable d'efforts, un effort qui n'ait été calculé en vue de l'ensemble. Tous les détails d'exécution, tous les rouages du mécanisme s'emboîtent l'un dans l'autre. Une direction unique et centralisée ne perd jamais de vue la totalité de la nation. Elle répartit et elle ajuste.

Est-il besoin d'ajouter que cette méthode d'intérêt général impératif, qui doit forcément donner le rendement maximum, n'est pas possible dans les pays où règne l'anarchie capitaliste, avec la déviation des buts sous la pesée des profits particuliers, et le fantaisiste désordre des initiatives privées ?

Naguère, on cultivait ici le riz. C'était une mauvaise idée : le rapport des experts et des spécialistes constate que le coton serait d'un meilleur rapport. Donc, on cultivera le riz ailleurs, et, ici, vastes champs de coton. Pour utiliser le coton, il faut construire une filature, plusieurs filatures. Il faut adapter la force motrice, créer sur place au besoin, et raccorder notre centre nouveau au réseau des voies de communication : d'où, station hydroélectrique, rails, gares, routes, canal. En plus, école d'apprentissage et de technique pour les ouvriers et les ingénieurs, centres divers de travail et de culture, établissements et organisations d'instruction pour les enfants et les adultes, musées, laboratoires, hôpitaux, sport, radio, cinéma, théâtre. C'est ainsi que se constitue la complexe et énorme molécule soviétique : le combinat, et la cité synthétique, la cité instantanée et indéfinie s'agglomère sous l'effet d'une loi chimique autour de ses centres mécaniques. C'est ainsi que les villes s'élèvent intelligemment, à la place exacte où l'exige la combinaison des besoins locaux et des besoins nationaux. C'est ainsi que les bases économiques se rejoignent, pour n'en faire qu'une.

D'autres perspectives s'ouvrent, avec leurs repères géants. « Nous avons, dit Staline au XVII<sup>e</sup> Congrès du Parti, (janvier 1934), posé les bases du combinat Oural Kouznetz, unissant le charbon du Kouznetz avec le minerai de fer de l'Oural. La nouvelle base économique de l'Oural est ainsi devenue, d'un rêve, une réalité ». Et Staline annonce encore : « Les bases d'une nouvelle et puissante industrie pétrolière ont été créées sur le versant ouest et sud de la chaîne de l'Oural, dans la région d'Oural'sk, en Bachkirie, au Kazakhstan. » Et l'industrie légère et de consommation ? Celle qui a été bousculée assez délibérément par l'industrie macromégalyque, ce qui fait geindre la ménagère et grogner le citoyen (Sacrebleu ! il faut attendre une demi-heure pour acheter du beurre, il faut attendre trois jours pour avoir un pardessus !). Elle a repris rang, et les réclamations s'apaisent à la ronde. En quatre ans, la production de l'industrie légère a augmenté de 187 %. Les magasins de vente s'accroissent régulièrement en nombre. Les restaurants nourrissent aujourd'hui 20 millions de personnes. Le chiffre d'affaires du commerce de détail et de l'alimentation, qui était en 1928, de 12 milliards et demi de roubles, était, en 1932, de 40 milliards de roubles. D'ailleurs, promenez-vous à Moscou, vous y verrez des boutiques parfaitement achalandées, tout le long des rues, et le même assortiment de marchandises de toute espèce que dans les grandes capitales. État de choses nouveau, grand progrès visible, même à côté de ce qui se présentait l'année dernière.

Et, maintenant, le financement de tout cela ? Le problème se pose ici sous une forme tout à fait spéciale. « En effet, explique Staline, dans les pays capitalistes, les fonds investis pour les grands travaux sont obtenus soit par des emprunts à l'étranger, soit par la spoliation » (rançons de guerre, confiscations coloniales, exploitation abusive de la main-d'œuvre).

L'U.R.S.S. n'use pas de ces moyens : de l'emprunt parce qu'elle ne peut pas, et de la spoliation parce qu'elle en laisse l'emploi aux pays civilisés. C'est donc de ses propres ressources qu'elle doit tirer les capitaux à investir.

L'État soviétique a des ressources, puisque, indépendamment de l'impôt, il possède tous les monopoles. Ses ressources sont représentées surtout par le prélèvement sur le chiffre d'affaires des organisations d'État (commerce [Notons que l'U.R.S.S. a subi les effets de la crise économique : certaines exportations quoique augmentant en volume ont diminué en valeur depuis ces dernières années, par exemple, le pétrole.], transports, P.T.T., etc.), sur les bénéfices des organisations sociales, puis sur les ressources de la population, moins sous forme d'impôts obligatoires que sous forme d'emprunts, parts bénéficiaires, caisses d'épargne (c'est ainsi que l'apport annuel de la population, soit 8 milliards 900 millions de roubles, comprend seulement 3 milliards 300 millions exigibles par versements obligatoires : impôts ou assurances).

Grinko, Commissaire du Peuple aux Finances de l'U.R.S.S. nous apprend que le financement du Plan Quinquennal en quatre ans représente 116 milliards de roubles au lieu de 86 milliards prévus.

Et Grinko ajoute : « Nous avons battu à plate couture les notions bourgeoises suivant lesquelles le pays des Soviets ne pouvait, par ses propres ressources et sans le concours d'emprunts étrangers, mettre à exécution le prodigieux programme d'édification socialiste...

« La principale raison qui nous a permis une telle accumulation de capitaux, est dans le fait primordial que chez nous le gaspillage du revenu national, tel qu'il se pratique dans les pays capitalistes, n'existe pas. Nous avons liquidé les classes parasites qui dans tous les pays capitalistes consomment improductivement une portion énorme du revenu national... Nous ne faisons pas de politique impérialiste... Nous n'avons pas d'anarchie dans la production sociale. Toutes nos ressources sont affectées presque exclusivement au financement de l'édification économique et culturelle... »

Grandes paroles, dont on ne saurait exagérer la majesté et la signification profonde, et qui, prononcées en 1934 par un ministre des finances en exercice, éclairent violemment une totale transformation du mécanisme collectif. Ces paroles, qui ont tout le volume et toute la richesse des faits positifs qu'elles ne font qu'exprimer, sont à reprendre et à méditer par tous les hommes : Nous n'avons pas de fuites, nous n'avons pas de dérivation. Nous ne pouvons pas avoir de fraude. Le parasitisme infectieux des intermédiaires, la spéculation et les scandales qui nécrosent l'ossature des grands pays, nous ne les connaissons pas. Nous pratiquons une politique sensée, probe, et tout le mécanisme fonctionne rond et plein pour le profit de tous et de chacun.

Apportons quelques comparaisons avec l'étranger, pour fixer les idées.

En 1933, à la suite d'une légère reprise des affaires, les États-Unis et la France avaient un peu dépassé leur production économique d'avant-guerre : Les États-Unis à 110,2 %, la France à 107,6 %. L'Angleterre toujours après la reprise, arrivait à 85,2 %, l'Allemagne à 75,4 %. L'U.R.S.S. marquait 391 %.

Essayons de voir, par un coup d'œil sur quelques chiffres-sommets, ce que cela signifie en chiffres absolus, et quels noms propres à aujourd'hui cette espèce de chaîne de montagnes que dressent les diagrammes des plus hautes statistiques globales.

En 1929, année de l'apogée de la production capitaliste industrielle, l'Union Soviétique venait au cinquième rang des pays du Globe, après les États-Unis et les 139 milliards de roubles-or de sa production, après l'Angleterre et l'Allemagne chacune avec 39 milliards, après la France (29 milliards).

Depuis, la production capitaliste a baissé de 36 % et avec ses 33 milliards de roubles-or de production, l'U.R.S.S. vient au second rang des puissances productrices dans le monde : après les États-Unis.

Pour la construction des machines agricoles et des locomotives le record mondial est détenu par l'U.R.S.S. (pour les seules machines agricoles, sa production annuelle présente vaut 420 millions de roubles-or, celle des États-Unis 325 millions).

L'U.R.S.S. occupe le second rang dans le monde pour la production des machines en général, et aussi pour la production du pétrole, du fer et de l'acier ; le troisième rang pour la production d'énergie électrique (après les États-Unis et le Canada). Le troisième rang également pour l'industrie des chaussures, que je cite à titre d'exemple, parce qu'on s'est copieusement complu à parler des souliers percés et des souliers fictifs de ces pauvres Russes ; la dominant encore dans cette branche, les États-Unis et la Tchécoslovaquie d'où feu Batta avait su couvrir de semelles neuves le sol de l'Europe.

Si nous tentons d'entrevoir la rue titanesque que feraient, plantées bout à bout, les plus grandes usines de la Terre en enfilade, nous discernons dans cette évocation au surnaturel profil : Magnitogorsk (métallurgie), non encore tout à fait achevé, et qui, lorsqu'il le sera, égalera le Gary américain qui a le record de l'énormité, Tchéliabinsk (tracteurs lourds), l'usine Staline d'automobiles de Moscou, Kramatorsk (région de Dombass), machines lourdes, l'usine Kaganovitch de Moscou (roulements à billes), — qui sont dans le monde les géants des géants de leur espèce. L'usine de locomotives de Louganski est la plus puissante d'Europe. Et toute une file monstre d'usines, (de machines qui fabriquent des machines et travaillent le métal), portent le numéro 2 ou le numéro 3 dans l'ensemble universel.

Autres comparaisons avec l'étranger :

Le chômage. Pendant cette période du Plan où le chômage a été éliminé de l'U.R.S.S., le nombre des chômeurs est passé, en Angleterre de 1.290.000 à 2.800.000 ; en Allemagne, de 1.376.000 à 5.500.000. En France, le nombre des chômeurs qui n'a cessé de s'augmenter nonobstant un court arrêt momentané fin 1933, est aujourd'hui de 1.600.000 chômeurs complets, et (à côté des tués, les invalides) : 2.900.000 chômeurs partiels. [Pour la France, ce chiffre a été obtenu en appliquant au nombre total des ouvriers de l'industrie le pourcentage de chômage fourni par l'enquête des inspecteurs du travail et des ingénieurs des mines.] Aux États-Unis, d'après l'Institut Alexander-Hamilton, le nombre des sans-travail était en mars 1933, de 17 millions. En Italie, 1.300.000 chômeurs. En Espagne 650.000 chômeurs en septembre 1934 (28.000 de plus qu'en janvier).

On nous dit que dans plusieurs de ces pays-là, le chômage a diminué. Remarquons que même là où on parle des diminutions du chômage, on parle aussi des diminutions du total des salaires. Mais remarquons surtout qu'il n'y a pas au monde de bluff et d'escamotage plus éhontés que ceux qui sont ourdis autour des chiffres officiels du chômage, dans tous les pays, capitalistes. Il n'est pas possible de se moquer plus délibérément du public que ne le font les autorités compétentes en jouant sur les mots et sur les chiffres pour dissimuler la situation réelle. Aucun pays capitaliste n'avoue ses chômeurs. On « oublie » des catégories entières de travailleurs, des entreprises n'ayant pas un certain contingent de personnel, on « néglige » des régions entières. Après l'opération consistant à couper en deux le temps de travail d'un ouvrier pour donner cette demi-journée à un chômeur, on efface le chômeur de la liste, alors que rien n'a été changé à rien, car deux fois un demi, cela fait bien un. (États-Unis). Sans parler des travaux publics à crédit qui creusent le gouffre de l'avenir, non plus que des opérations sur papier qui changent les mots sans changer les choses... Et sans parler du grossissement goitreux de l'industrie de guerre (partout, et surtout en Allemagne et au Japon)... C'est ainsi que le chômage s'efface aux yeux des foules fascinées (fascisées). A fortiori, on ne secourt qu'un nombre outrageusement infime de chômeurs dans les royaumes du capitalisme. Les autres vivent par hasard.

« Il y a trois ans, constatait Staline en 1933, il y avait un million et demi de chômeurs en U.R.S.S. ». En U.R.S.S. aujourd'hui, le nombre des ouvriers a augmenté de 4 millions et demi.

Les salaires ? Pendant les quatre ans en question, ils ont baissé, aux États-Unis de 35 %, en Allemagne de 50 %, en Angleterre de 50 %. En Italie — de 1929 à 1931 — de 24 à 45 % — en tenant compte naturellement, du pouvoir d'achat. En U.R.S.S. les salaires ont augmenté de 67 % (moyenne de l'ouvrier industriel : 991 roubles en 1930 ; 1.519 roubles en 1933).

La qualité du travail, le rendement ? L'augmentation du rendement a été, dans la période de prospérité des États-Unis, de 25 % (M. Stuard Chase). Dans la meilleure période économique de l'Angleterre (1924-1929), de 11 % en Allemagne, — de 1913 à 1931 (M. Kueziński), de 27 %. En U.R.S.S., pendant la dégringolade des pays précités, de 40 %.

Passons sur l'aide énorme apportée aux savants et instituts scientifiques et la multiforme prospérité de ceux-ci. Disons seulement quelques mots sur l'instruction publique. La population de l'U.R.S.S., on l'a vu, augmente de plus de 3 millions d'êtres par an. C'est également le chiffre de l'accroissement des écoliers chaque année. Sans entrer dans le détail de ce secteur « culturel », si avancé parmi tous les secteurs de la vie de l'U.R.S.S. (l'instruction y est semée à la volée ; on la voit dans tous les coins. Chaque entreprise est un centre de culture, chaque caserne une école, chaque usine, une usine d'hommes), — disons seulement qu'il y a en U.R.S.S., 60 millions d'élèves de toutes sortes dont l'enseignement est financé par l'État (une personne sur trois dans l'Union). Pour les Républiques, quelques exemples dans le tas : en Tartarie, le nombre des écoles qui était de 35 en 1913, est, en 1933, de 1.730 ; les Tcherkesses (Caucase occidentale) avaient en 1914, 94 % d'illettrés ; ils n'en ont plus un seul : 0 %. Il y a 26 fois plus d'écoles en 1931 qu'en 1914 au Daghestan, 38 fois plus au Kazakhstan. 70 langues différentes sont cultivées en U.R.S.S., 20 langues non écrites ont été fixées par des alphabets. Le budget de l'Instruction publique marque pour l'U.R.S.S. une augmentation de 20 % sur le précédent. Tandis qu'en Angleterre, ce même budget subit une chute de 11.700.000 livres sterling, et que, pour l'Allemagne, le dit budget est descendu successivement, à partir de 1930 où il était de 690 millions de marks, à 590 en 1931, et à 570 en 1932 (depuis 1926, on constate un milliard de marks de baisse des crédits allemands affectés à l'instruction publique).

En Amérique du Nord, les écoles se dépeuplent. En Suisse et aux États-Unis, on commence à voir des théories d'enfants abandonnés.

Les journaux. Le tirage journalier des quotidiens soviétiques était en 1929, de 12 millions  $\frac{1}{2}$  ; en 1933, il était de 36 millions  $\frac{1}{2}$ .

Et dans le secteur de l'art ?

A côté de l'énorme recherche de formules neuves et directes de théâtre et de mise en scène, à côté des bouleversantes créations du cinéma soviétique, on devrait parler longuement ici, de la littérature soviétique, puisqu'il s'est fait sur cette voie une belle avancée constructive, et puisque, aussi bien, Staline s'est toujours vivement préoccupé du développement des lettres et des arts. Le rôle social des écrivains, que Staline définit : « les ingénieurs des âmes », soulève un problème qui ne concerne pas seulement l'homogénéité de la société socialiste, mais qui intéresse, au plus haut point, le progrès de l'art lui-même, en faisant entrer aujourd'hui des éléments nouveaux dans la peinture de la vie contemporaine. Ce sont les vastes perspectives, visuelles, idéologiques, et dramatiques, du collectif, et aussi le sens d'un devoir humain qui est le reflet, en chaque être actif, du progrès humain. La culture littéraire soviétique consiste à enrichir et à développer l'homme dans l'écrivain, comme l'a très justement discerné André Malraux.

De nos jours, et alors qu'on ne peut même pas dire que la littérature soviétique soit complètement sortie de la période des tâtonnements, il s'y amasse des œuvres importantes qui par leur pénétration dans la vie nationale, leurs projections sur l'œuvre de tous, leur solidarité spirituelle, ébauchent une grande phase nouvelle dans l'histoire littéraire. Essayera-t-on de citer les noms les plus en vue, et les plus significatifs de tendances diverses ? Voici, avec Gorki, Sérafimovitch, Gladkov, Fédine, Tikhonov, Ivanov, Penfiérov, Pilniak, Ehrenbourg, Fadéev, Cholokhov, Véra Imber, Trétiakov, — sans parler des écrivains soviétiques non russes, sans parler non plus d'une pléiade éminente de critiques et journalistes, tels que Radek et Boukharine (le savant et brillant Lounatcharski est mort en 1933).

Beaucoup d'écrivains des vieilles formations d'Occident ne se rendent pas compte de la grandiose et tumultueuse concurrence que leur prépare pour quelque jour, sur toute la ligne, ce puissant ensemble qui leur est encore mal connu, qui reste, par places, encore fruste, ou encore superficiel (du côté des écrivains bourgeois ralliés), mais qui, dans un style moins raffiné que celui de notre littérature, apporte bien plus de substance et bien plus de pensée.

Il a fallu, à diverses reprises, régler cette force latente, ce potentiel, que représente la littérature dans une communauté de travailleurs. Le Parti Communiste a singulièrement élargi, sous l'impulsion de Staline, le mouvement des écrivains, en freinant, dans les organisations littéraires, le sectarisme politique, puis en supprimant radicalement ce sectarisme (qui avait amené une dangereuse stérilité dans la production nationale), par le fameux décret du 23 avril 1932.

Ce décret a fondé l'Union des Écrivains Soviétiques de l'U.R.S.S., remplaçant toutes les autres organisations existantes, sur les bases d'un large front unique des hommes de lettres, depuis les révolutionnaires attirés jusqu'aux « compagnons de route ». « Il faut liquider dans la littérature le sectarisme, dit Staline, et même les ressentiments qu'il a causés naguère ». Les membres de l'Union des Écrivains Soviétiques s'engagent à s'orienter vers le « réalisme socialiste », et à défendre l'U.R.S.S.

A ce programme — le Congrès National des Écrivains (août 1934, à Moscou), qui pour beaucoup de nous fut une révélation sur les richesses des littératures soviétiques nationales, a donné une solennelle consécration. Tous les écrivains soviétiques y adhèrent avec un immense enthousiasme.

La grande idée est de conférer une mission d'éclaireur à l'écrivain (tout en multipliant son répertoire), dans la large voie rectiligne et claire, dans l'évidence scientifique et morale, du socialisme, — mais sans rattachement paralysant de l'activité littéraire à la propagande politique. Cette féconde utilisation du sens social dans la création de l'esprit, comporte l'abolition définitive de l'art pour l'art, et de l'art individualiste et égoïste, avec son emmurement et son pessimisme. (Il faudrait qu'en Europe et en Amérique, nous organisions aussi largement la poussée éparse qui se produit dans le même sens).

Dans nos vieux pays, qui ont encore le cynisme ou l'insanité de se louer eux-mêmes pour leur mission spirituelle, tout ce qui touche à l'esprit est, en réalité, méprisé et sacrifié. On constate le ravalement de la science et de la culture au service de la guerre et de la conservation sociale. Les écrivains, les artistes, les savants, tous les intellectuels sont appauvris par le Pouvoir soucieux de déverser tous les deniers publics dans le gouffre des armements. Les étudiants n'ont plus guère d'avenir, et le peu qui leur en reste est dépourvu de dignité. Leurs diplômes ne sont, à tous égards, que chiffons de papier. Ils sont accaparés, domestiqués — en tant qu'inventeurs, en tant qu'éducateurs — pour la préparation matérielle et idéologique de la guerre, et pour l'exploitation du prolétariat. Ils doivent, bon gré mal gré, devenir, avec leurs cerveaux, des fournisseurs de guerre (parents pauvres des autres), ou des agents de police de la réaction.

Tournons les yeux d'autres côtés. La mortalité. La mortalité était jadis considérable en Russie, et dépassait 30 pour mille. Pendant les quatre dernières années, elle est tombée de 27 pour mille à 17 pour mille. La mortalité en U.R.S.S. reste encore supérieure au chiffre de l'Angleterre, des Pays-Bas (14-15) et de la Nouvelle-Zélande (si privilégiée sur ce chapitre : moins de 10), — mais elle est désormais inférieure à celle de l'Espagne et de la Hongrie (26), de la Roumanie et de l'Autriche (25), de l'Italie (22), de l'Allemagne et de la France (20).

Au début de 1934, la défense nationale représente dans le budget soviétique 4,5 % du budget total (pour le Japon 60 %, pour la France 40 %, pour l'Italie 33 %). L'Armée Rouge est de 562.000 hommes. L'armée du Japon est de 500.000 hommes. Hitler en réclame 300.000 comme la France, mais il en a, en réalité, 600.000 sous la main, selon les prévisions les plus basses, pour un territoire 50 fois plus petit que celui de l'U.R.S.S. L'armement soviétique a progressé considérablement. Vorochilov déclarait, au début de 1934, que l'outillage et l'armement représentaient en 1929, 2,6 chevaux-vapeur par soldat rouge, et en 1934, 7,74 CV.

Tandis que la production soviétique effectuait sa mobilisation, que son commerce de détail augmentait de 175 %, 48 pays voyaient leur commerce s'abattre à 42 % du chiffre de 1929, les salaires des travailleurs tombaient pour la période 29-32, de 43 à 26 milliards de marks, de 53 à 28 milliards de dollars, de 381 à 324 millions de livres sterling — dans les pays du mark, du dollar et de la livre. Depuis que ces statistiques sont notées, la réalité les a empirées.

En 1930-32, 5.000 banques ont fait faillite aux États-Unis (trou de 3 milliards et demi de dollars, malgré une subvention de 850 millions de dollars. [Contraste reposant : la star Greta Garbo gagne, à Hollywood, 15 millions par an. Elle est tellement saturée d'argent qu'elle vient de refuser 160.000 fr. pour dire seulement « Alla » à la T.S.F.]

En 1932, en Allemagne, il a fallu que l'État (par la personne du contribuable) crachât un milliard de marks pour « assainir » 5 banques.

A la même époque, en France, et de par la même procédure, 3 milliards ont été donnés aux respectables banques ayant fait banqueroute. Extrayons au hasard dans un journal plutôt conformiste, à côté de l'indication de 300.000 chômeurs, et 150.000 intellectuels dans la misère — celle de 120.000 faillites en 1900 — et tout cela rien que pour Paris et le département de la Seine. (Aujourd'hui — fin 1934 — 375.000 chômeurs dans la région parisienne).

Le déficit budgétaire était, en 1930, de 900 millions de dollars aux États-Unis et de 2 milliards 800 millions de francs en France ; l'année suivante, le déficit américain se multipliait par trois et devenait 2 milliards 800 millions de dollars, le français se multipliait par deux et devenait 5 milliards 600 millions de francs ; avant-dernier budget, 9 milliards. [La dette de la France est de 64 milliards-or, sans compter les dettes communales. Le déficit du Trésor, sans compter le déficit des chemins de fer, est d'environ 12 milliards. (M. Caillaux, président de la Commission des Finances du Sénat, décembre 1934).] Italie, 4 milliards de liras. Et aujourd'hui, en Amérique, c'est tout un échafaudage d'État de combinaisons aussi draconiennes que vaines à quoi s'évertuent une collection de cervelles de qualité supérieure. Et en France, c'est — outre l'immoralité de la Loterie permanente — l'inflation politique, la planche aux décrets-lois, qui permet de travailler le Français pris à la gorge, pour lui faire rendre son magot. Le déficit s'agrandit partout malgré l'augmentation forcée des impôts, malgré toutes les diminutions des salaires, des traitements, des allocations de chômage, des pensions, le rognement lamentable des crédits affectés au développement scientifique, aux besoins sociaux, à l'éducation, aux

progrès, malgré les « conversions » qui font faire faillite aux petits épargnants. Et malgré la Nouvelle Morale Économique qui consiste à ne pas payer ses dettes. En France, ne pas payer l'Amérique est devenu un sujet de vanité nationale pour ceux-là qui vitupéraient le Boche de ne pas vouloir payer les 600 milliards de francs qu'il ne devait pas. Les chansonniers français ridiculisent d'une façon charmante l'oncle Sam qui a le mauvais goût de crier qu'on l'a mis dedans. Malgré, enfin, les barrières prohibitives qui se jettent l'une par-dessus l'autre — la course aux armements douaniers —, le système fou de surenchère par lequel on prétend traiter ce qui ne pourrait se résoudre que par une entente internationale impossible avec le capitalisme.

Un exemple assez typique de l'absurdité aussi grotesque qu'odieuse, des tarifs douaniers, et de cette mise à sac qui s'exerce aux frontières aux dépens du consommateur national : le café en France. Le café n'est pas un produit de luxe, c'est réellement dans l'alimentation publique, un produit de première nécessité. De plus, il ne s'agit pas spécialement ici de défendre l'agriculture nationale, puisque les Colonies françaises ne produisent qu'une quantité minime de café à l'égard de la consommation de l'Empire français. Le café coûte 320 francs les cent kilos (360 avec la prime d'achat). Or chaque quintal est grevé de 321 francs de droits de douane, de 180 francs de taxe de consommation, de 100 francs de taxe de licence, et d'un certain nombre de taxes, de surtaxes, soit en tout 630 francs, près du double du prix d'achat. Telles sont les formidables coupes réglées, véritables défis au bon sens, que la voracité du fisc désemparé opère dans nos pays parmi les citoyens consommateurs. [Le consommateur, c'est le contribuable, et le contribuable, c'est le bétail qui paye. Il y a l'impôt direct, l'impôt indirect, et l'impôt, camouflé. C'est purement et simplement fouiller dans la poche de tous les citoyens que d'inventer du travail pour occuper les chômeurs, qu'on voue d'autre part au chômage, que de donner des rations de vin aux soldats incarcérés dans les casernes, au profit des paysans qu'on livre d'autre part aux intermédiaires, que de diminuer le prix du transport des vins au profit des gros vendeurs de vin.]

Alors que cela se passe, on se livre au Brésil à des destructions massives de café. Un journal économique l'annonçait dernièrement en termes choisis : « A la fin de la campagne en cours, le Brésil aura délivré le marché de 32 millions de sacs, pour relever les cours ». 32 millions de sacs, cela représente une fois et demie toute la consommation mondiale du café en un an.

Voilà la situation là, chez ceux qui modèlent la société sur les besoins de tous. Voilà la situation ici, chez ceux qui modèlent les besoins de tous sur leur société.

Pour des raisons qu'un enfant comprendrait : Ici, désordre et chute.

Là-bas, ordre et montée. Tout compte fait, depuis que l'homme est homme, on n'a jamais accompli dans le monde un pareil progrès d'ensemble. Comme le dit Staline, « on a vu s'élargir la pratique des rythmes impétueux ». Et il dit aussi : « Chaque période du développement national a son épopée. Aujourd'hui, en Russie, c'est l'épopée de la construction. » On n'a jamais vu non plus un travail si colossalement rationalisé. Le Plan 1928-32 est le témoignage le plus étendu qui a été donné jusqu'ici, de l'intelligence et de la volonté humaines.

C'est-il qu'il n'y a pas de points faibles ? Eh si, il y a des points faibles. Mais on a les yeux dessus. Les transports ne sont pas encore à la hauteur. L'U.R.S.S. n'a que 83.000 kilomètres de voies ferrées, alors que la France, 40 fois plus petite, en a 40.000 kilomètres. Bien que le trafic ferroviaire ait passé, pendant les trois dernières années, de 113 milliards t. km. à 172 milliards, et celui des canaux et neuves, de 45 à 60 milliards t. km. — il y a là un retard qui ne saurait subsister sans préjudice.

D'autre part, les experts soviétiques constatent que les prix de revient n'ont pas suffisamment diminué. Ils n'ont même pas diminué du tout, en somme, pendant les quatre années du Plan. La mise au pas de ces prix doit donc être inscrite en tête du prochain programme. Et tant d'autres insuffisances sur lesquelles il faut se jeter avec fureur !

Et quelle est, aujourd'hui, l'attitude de la grande bourgeoisie et de sa bonne à tout faire, la grande presse, devant le bilan de l'expérience soviétique ?

Feu M. Poincaré a donné son opinion dans un journal argentin, *La Nacion*. Pour expliquer la crise capitaliste (qui est une crise de surproduction émanant de pays qui vivent ensemble à couteaux tirés sous le régime de la guerre des tarifs), M. Poincaré prend à partie la criminelle tentative de l'U.R.S.S.



pour équilibrer son économie. C'est l'U.R.S.S. qui est responsable de l'écroulement de toutes les autres économies dans les cinq sixièmes du globe ; car : « En U.R.S.S., tout se passe en exécution d'un Plan Quinquennal qui doit permettre au dumping de s'étendre rapidement aux produits fabriqués. A la faveur de ce système, l'U.R.S.S. se propose d'introduire chez les autres peuples, avec un malaise économique grandissant, des discordes et des dissensions qui les mettent dans l'impossibilité de concerter leur défense. ». Quand on pense que cette appréciation vraiment imbécile fut proférée par un homme qui a joué un rôle important dans la politique, on reste confondu. Il y avait beaucoup plus longtemps qu'on ne le croyait que M. Poincaré était retombé en enfance.

A côté des ennemis, il y a les amis d'une espèce particulière.

Il y a des journalistes comme M. Mallet, auteur d'un tout récent reportage où le dénigrement le plus parfait se cache sous les fleurs de la flatterie et sous une prétention un peu trop épaisse et pataude d'impartialité. M. Mallet, outre qu'il donne des chiffres faux, ne cite pas un résultat, pas un progrès, sans tenter de le démolir ensuite par un coup d'épingle empoisonnée, ou bien par la constatation que tout cela, c'est — enfin ! — du bon vieux capitalisme sauveur.

Il y a aussi les gros politiciens tapageurs comme M. Herriot, représentant du capitalisme occidental, fournisseur attiré d'étiquettes radicales aux gouvernements réactionnaires — M. Herriot qui se bat les flancs et se donne tout le mal qu'il peut pour essayer de rapetisser le socialisme soviétique à la dimension de son propre programme électoral, qu'il ressuscite à cette occasion.

Je sais bien ce qu'on va me dire : « Si vous disiez autant de mal de la Russie que vous en dites du bien, nous vous croirions. M. Herriot, par exemple, dans son dernier livre, fait un reportage équilibré, objectif avec des lumières et des ombres, tandis que vous, vous faites un panégyrique, par parti pris. »

Voire. C'est la seule réalité qui fait le panégyrique. Nous n'inventons aucun argument.

Est partial celui qui, serviteur d'une conception bâtarde et médiocre de républicanisme capitaliste, ne voit pas les dimensions et les profondeurs de l'originalité créatrice mise en action là-bas. Celui-là ne situe pas le fait soviétique dans ses vrais cadres du temps et de l'espace, dans son cadre mondial et historique, dans ses répercussions sur l'humanité. Il ne dit pas la vérité.

Or, le fait, le voici. Le plus misérable État de l'Europe (malgré ses grandeurs désertiques), ignare, ligoté, battu, affamé, saignant et démolé, est devenu en dix-sept ans le plus grand pays industriel d'Europe, le second du monde — et le plus civilisé de tous, sur toute la ligne. Une telle progression, qui ne s'est jamais présentée, s'est accomplie — ce qui ne s'est jamais présenté non plus — par les seuls moyens de ce pays dont tous les autres ont été les ennemis. Et cela s'est fait par la force d'une idée, qui est à l'opposé de l'idée directrice de toutes les autres sociétés nationales — l'idée fraternelle et scientifique de justice.

Dire seulement qu'un tel fait (une telle conquête de l'esprit humain), est « intéressant », et « qu'on ne doit pas le condamner en principe », c'est ne pas le comprendre ou bien c'est tromper les gens. Mettre les quelques ombres de cet extraordinaire tableau sur le même plan que ses lumières ; comparer ces institutions-là aux nôtres, c'est vraiment se moquer du monde.

Mais laissons le cortège des hommes-orchestres comme M. Herriot, des *minus habens* comme M. Poincaré, des aimables jésuites comme M. Mallet, des ivrognes comme M. Parijanine, des fripouilles comme M. Bajanov. Voici les grands journaux. Il leur faut avaler la pilule.

*Le Temps*, dans son numéro du 27 janvier 1932, écrit : « L'Union Soviétique a gagné la première manche en s'industrialisant sans apport du capital étranger. » Le même journal, quelques mois plus tard, en avril, constate : « Le communisme aura franchi d'un bond l'étape constructive qu'en régime capitaliste il faut parcourir à pas lents. Pratiquement, les bolcheviks ont gagné la partie contre nous. »

*Le Round Table* : « Les réalisations du Plan Quinquennal constituent un phénomène surprenant. » *Le Financial Time : Neue Freie Presse* (Autriche) : « Le Plan Quinquennal est un nouveau géant. »

M. J. Gibson Jarvie, président de la Banque United Dominion : « La Russie progresse au moment où nous reculons. Le Plan Quinquennal a été dépassé... Ame et idéal... La jeunesse et les ouvriers de Russie ont une chose qui nous manque : l'espoir. »

*The Nation* (États-Unis) : « Les quatre années du Plan Quinquennal présentent des réalisations vraiment remarquables. L'Union Soviétique s'est consacrée avec une activité intense, propre aux temps de guerre, à l'édification des bases d'une vie nouvelle. »

*Forward* (Angleterre) : « Les réalisations anglaises pendant la guerre ne sont que bagatelles à côté. Les Américains reconnaissent que même la fiévreuse période constructive la plus intense dans les régions de l'ouest, n'offrait rien de comparable... Énergie sans précédent dans le monde entier. Défi éclatant au monde capitaliste hostile. »

### **La Paysannerie.**

A la campagne, l'œuvre accomplie fut plus importante encore.

Ce fut une plus grosse bataille et une plus grosse victoire — parce qu'il fallait modifier radicalement une tradition qui avait des attaches beaucoup plus vivaces et vierges.

La question des paysans est-elle réglée à jamais ? Non. Mais ce fut là un énorme début. Le plus important a été fait — la victoire concrète, l'invasion, qu'il convient maintenant de perfectionner — dont il faut faire entrer plus à fond les raisons dans la tête de l'homme de la terre.

Un dernier coup d'oeil sur ce panorama illimité des champs.

« La lutte pour la conquête de la paysannerie se déroule comme un fil rouge à travers toute notre révolution, de 1905 à 1917 », dit Staline.

Décider le gros des paysans à être sympathiques ou à être non antipathiques à la Révolution, avait été relativement aisé, à cause du misérable sort que la grande multitude d'entre eux subissait sous le régime antérieur : A choisir entre le tsarisme et la révolution, ils n'hésitaient pas.

Mais une fois la révolution stabilisée au centre, l'édification socialiste qui avait été rendue possible par diverses circonstances économiques et politiques, rencontrait un fort obstacle : le volume de l'agriculture dans l'ensemble économique.

« Une des grandes difficultés de l'édification socialiste, dit nettement Lénine au commencement de tout, c'est que la Russie est un pays agricole. » Et le même Lénine constate que la petite propriété paysanne est, en principe, plus orientée vers le capitalisme que vers le socialisme.

Comment intégrer les campagnes dans l'édification générale ? Pour la grosse propriété, le problème fut immédiatement résolu par l'expropriation du gros propriétaire, l'ennemi commun. Restait la petite, les millions de parcelles individuelles —, et comme tous les paysans de la terre, le moujik veut fondamentalement, et de toutes ses entrailles, avoir son champ. Quand on s'agitait dans la NEP, un peu à la manière de naufragés bons nageurs, Lénine annonça que « la tâche essentielle, la tâche qui décidera du reste, et à laquelle tout doit être subordonné, c'est l'établissement d'une soudure entre la nouvelle économie que nous avons entreprise d'édifier, très mal, très maladroitement, mais que nous construisons tout de même, et l'économie rurale dont vivent des millions de paysans. »

Celte soudure, il fallait la trouver dans des intérêts communs, dans le profit matériel du paysan. C'était une affaire d'avantage ou de désavantage, ce n'était pas une affaire de grands mots.

« Ce n'est pas du tout un sentiment mystique qui poussera les paysans au socialisme, c'est leur intérêt, et seulement leur intérêt. »

Leur montrer qu'ils ont intérêt au socialisme. Comment ? Nous connaissons la réponse : par la grande culture. La grande culture, la culture perfectionnée, demande la mise en commun des champs et des travailleurs — et elle rapporte davantage que l'autre. Elle incorpore donc directement les nécessités de l'intérêt de chacun dans la conception socialiste.

Le paysan russe, qui est beaucoup plus réaliste que mystique (il a surtout le mysticisme du réel), est susceptible d'être gagné par des chiffres — dès lors qu'il s'aperçoit que la part qui revient à chacun dans l'exploitation collective est à la fois beaucoup plus élevée, et beaucoup plus stable, que le bénéfice de l'exploitation individuelle émietlée. Le moujik croit au talisman des nombres.

La question se posait pour le paysan pauvre, et surtout — car le très pauvre est maniable du fait qu'il n'a rien à perdre — pour le paysan moyennement pauvre, pour le paysan moyen. Au XV<sup>e</sup> Congrès du Parti Russe, Staline se préoccupe du paysan moyen. Il appuie sur ce fait que « le paysan moyen, dans la période de la Révolution d'Octobre, s'est effectivement tourné vers nous après s'être convaincu que la bourgeoisie est renversée pour de bon, que l'on vient à bout du koulak, que l'Armée Rouge commence à vaincre sur les fronts civils. »

Il faut une alliance solide avec le paysan moyen — alliance « qui ne soit nullement une condescendance à ses préjugés », mais qui tende à lui faire comprendre et admettre la transformation qui s'impose « dans le sens de la collectivisation de l'économie soviétique en général et de l'économie rurale en particulier » — et du refoulement, hors de la combinaison, du parasitisme koulak. Car de pareilles conquêtes de masses ne peuvent s'accomplir par contrainte, mais seulement par persuasion.

Il s'agit de l'extension, toute naturelle, à la production, du système de la coopération qui a déjà semé d'excellents jalons et préparé le terrain sur le plan de la consommation et de la vente.

Bons, alors que les grandes terres inoccupées sont transformées en sovkhoz ou exploitations d'État purement et nettement socialistes (qui donnent l'exemple), transformer les exploitations privées individuelles en kolkhoz (coopératives agricoles de production).

Au bout de quatre années du Plan — en même temps que les ensemencements de blé avaient augmenté sur l'U.R.S.S., de 21 millions d'hectares, — il avait été créé 224.000 kolkhoz et 5.000 sovkhoz. (Fin 1934, 240.000 kolkhoz).

Dans la gravitation kolkhozienne sont entrées 65 % des exploitations agricoles du territoire soviétique, 70 % (on peut dire maintenant les trois quarts) des terres paysannes. Le pourcentage de l'exploitation collective dans les colonies paysannes a monté les échelons suivants : en 1929, 4 points ; en 1930, 23 ; en 1931, 52 ; en 1932, 61 ; en 1933, 65, englobant 2 millions d'économies paysannes. On voit s'avancer par ondes la conquête, réfléchie des plaines démesurées. Les kolkhoz et les sovkhoz réunis possèdent 85 % des champs et céréales de l'U.R.S.S.

Et ces domaines sont d'imposantes proportions : alors qu'aux États-Unis les fermes de 400 hectares ne représentent que la centième partie des fermes, l'étendue moyenne des kolkhoz est 434 hectares ; des sovkhoz, 2.000 hectares.

Les avantages matériels de la collectivisation ont été, au cours de la colossale installation actuelle du socialisme dans les campagnes, confirmés par certains faits caractéristiques. Signalons-en un : Il est reconnu aujourd'hui qu'en Ukraine, c'est la mise en œuvre des grandes ressources de la communauté qui a permis de parer aux grands dangers dont la sécheresse menaçait la récolte, et d'avoir, en 1934 pour toute l'Union, en dépit des conditions atmosphériques défavorables, une récolte meilleure que celle de 1933.

L'État a aidé les paysans : en organisant pour eux 2.860 stations de machines et de tracteurs ayant coûté 2 milliards de roubles ; — par 1.600 millions de roubles de crédit aux kolkhoz. Qu'on comprenne que ce sont là des crédits qui vont d'une certaine forme de la collectivité à une autre forme de la collectivité, de tous à tous, et non, comme les crédits français aux Chemins de fer ou à la Transatlantique, de royales subventions ministérielles, dont une bonne partie va aux Conseils d'Administration, sans parler des intermédiaires ; — par des prêts de semences et de grains alimentaires s'élevant à 42 millions de quintaux ; — par un allègement des impôts et des assurances des pauvres, s'élevant à 370 millions de roubles ;

La réciproque : en 1929-30, les « paysans individuels » ont donné à l'État 780 millions de pouds (1 poud = 16 kilos) de grain, et les kolkhoz, 120 millions. En 1933, la proportion est renversée : kolkhoz, un milliard de pouds ; paysans individuels, 130 millions. Il faut enfin noter ici pour mémoire, l'énorme accumulation harmonique des instituts, des laboratoires, des écoles scientifiques, des expéditions, des tournées agronomiques. Cette organisation rationnelle de l'agriculture avec ses classifications monstres, ses recherches, ses sélections, ses expériences sur les méthodes de culture et les engrais, ses distributions, nous dévoile à elle seule d'émouvantes statistiques.

A la fin de 1934, la prospérité économique de l'U.R.S.S. était telle, que le Gouvernement soviétique a annulé les dettes des kolkhoz, ce qui représentait la coquette somme de 435 millions de roubles — sans même oublier de donner des primes et des avantages aux kolkhoz qui s'étaient acquittés de leurs dettes. « Quel autre gouvernement sur la Planète aurait pu s'offrir ce luxe ? » s'est contentée de constater l'autre soir la Radio Centrale de Moscou.

Autre fait plus typique encore : Sur la proposition de Staline, le Comité Central du Parti a décidé de supprimer les cartes de ravitaillement de pain et de farine (décembre 1931). Elles avaient été créées en 1929, à un moment où 86 % du blé provenait de cultivateurs « individuels », et où il y avait un réseau de 215.000 magasins privés (aujourd'hui disparus). Ce service avait nécessité un appareil administratif très onéreux, mais il avait assuré le ravitaillement en pain des ouvriers et des employés, à un prix minime (en dépit des prix très hauts qui régnaient sur les marchés des villes). Aujourd'hui que la grande industrie a triomphalement démarré à la ville et à la campagne, que 92 % du blé est livré par les kolkhoz et sovkhos, qu'il y a 283.000 magasins d'État, « que les ressources de l'État ont grandi dans des proportions inouïes en ce qui concerne des denrées aussi importantes que le pain — l'heure est venue d'envisager, comme grande et nouvelle victoire de la politique des Soviets, la vente générale et libre du pain et de la farine ». (Molotov).

Allons-nous essayer de comparer la situation de la paysannerie, dans l'U.R.S.S. et dans nos pays ? Nous venons d'ouvrir un débat à la Chambre française sur la question du blé. Le Président du Conseil a confirmé à la tribune un fait, qui pour énorme qu'il fût, n'a rien appris à personne : Entre le paysan producteur et le consommateur de pain s'introduisent des intermédiaires qui rançonnent l'un et l'autre, et réalisent dans le pays un bénéfice de dix millions par jour. Par ailleurs, le paysan français vend son veau 2 fr. 50 le kilo ; le même veau, dans le même village, est débité 10 francs le kilo et, à la ville, 20 francs. Le vigneron vend son vin supérieur 1 fr. 50 le litre au bourg, le débitant le lui revend, s'il a soif, 4 francs. S'il va à la ville, il le retrouve pour 15 francs ; dans le restaurant chic, 20 francs. Comment arranger cela ? Par des mesures provisoires. Pas moyen de le faire d'une façon durable en régime capitaliste où l'arbitraire et la fraude individuelle sont irréductibles, où elles manipulent à leur profit aussi bien le système de la taxation que celui de la liberté du marché, et se rient de ce qui est imprimé dans le *Journal Officiel*. Chez nous il ne peut sortir, des bâtiments à l'enseigne : Liberté — Egalité — Fraternité, que des lois qui fassent semblant de s'occuper des petits producteurs.

... Que si l'on veut avoir maintenant quelques données comparées sur le rendement, on saura que la production du coton soviétique est passée en trois ans de la trentième partie à la quinzième partie de la production mondiale, et que la culture des betteraves qui formait, en 1929, le tiers de la culture de tous les autres pays réunis, dépassa en 1932 cette culture mondiale de plus de la moitié.

Il y a deux formes de kolkhoz : la Commune et l'Artel.

Dans la Commune, les kolkhoziens possèdent en commun l'exploitation tout entière, mais c'est tout ce qu'ils possèdent, et ils vivent en commun. Dans l'Artel, chaque kolkhozien a sa maison, sa basse-cour, au besoin sa vache : Il reste propriétaire privé pour un petit quelque chose sur le pourtour de la vaste exploitation qu'il partage d'autre part avec les autres.

La forme de l'Artel est celle que préconise très véhémentement Staline. Concession ! NEP ! Abandon du socialisme ! crie-t-on, ou a-t-on envie de crier.

Minute. Le socialisme, contrairement à la légende que ceux qui ne veulent pas savoir font courir parmi ceux qui ne savent pas, n'a pas été inventé pour embêter les gens, et les relancer sans cesse en leur criant : « tu dois ! », comme un créancier, mais, bien loin de là, pour les tirer d'affaire. Sa raison d'être n'est nullement de priver à plaisir chacun et chacune de tout ce qui leur cause une satisfaction, et de leur faire payer ainsi trop cher, à force de restrictions particulières, l'égalité politique, la justice sociale, la sécurité vitale, qu'il leur apporte.

Les restrictions de la propriété privée ne sont pas un but, mais un moyen pour arriver à un état collectif beaucoup plus avantageux, tout compte fait, pour chacun. Il ne s'agit donc pas de les multiplier à tort et à travers, mais de les réduire au minimum nécessaire. Il faut socialiser les moyens de production. Socialisons-les. Après ?

Après ? L'esprit public, qui est en train de changer par la force des choses, aura changé — par la force des choses. Les survivances qui y demeurent encore à présent se résoudront. On envisagera ces questions sous un jour autre que ne le font ceux qui aujourd'hui ont encore les pieds plantés dans le passé. Tout naturellement, on préférera les formes plus pures et plus intégrales du collectivisme. La Commune prendra sans doute sa revanche sur l'Artel. En tout état de cause, c'est l'intérêt profond, que traduit instinctivement la préférence, qui décidera. En attendant, on pratique l'Artel, qui, du reste, ne heurte pas la réelle idée d'égalité, mais seulement la formule étroite (et antimarxiste) d'égalitarisme.

Et il y a même lieu d'envisager « le bien-être de tout kolkhozien » (cette expression est actuellement un mot d'ordre). « Tu veux ta vache, camarade, dit Staline. Tu auras ta vache. » Et il montre du doigt que le mot d'ordre : l'aisance aux kolkhoziens, n'a pas le sens dangereux qu'il aurait eu au début de la NEP où il eût été le premier engrenage du retour au capitalisme, contre le socialisme lui-même. Aujourd'hui, au sein de la socialisation, il n'est qu'un stimulant utile et loyal. D'ailleurs tout le socialisme lui-même tend rigoureusement au « maximum de bien-être pour le minimum d'efforts. »

... Le plus gros est fait à l'heure où nous sommes, dans les campagnes. Mais cela n'a pas été tout seul, et il faut consolider et pas mal veiller. Il y a eu réellement résistance. Cette résistance s'est arc-boutée sur celle, désespérée et féroce, des koulaks. Et puis, on a dû subir les déconvenues de la période d'apprentissage d'une aussi énorme mise en œuvre. A un certain moment, on perdait pied ! On avait été trop vite. L'article de Staline : « *Le Vertige du succès* » (cet article est devenu légendaire), marqua le point et arrêta l'embardée. Il fallait faire quelque chose. Alors, on a fait une mobilisation de communistes et de techniciens, dont on a inondé les campagnes — en partant de ce principe que pour remettre un travail en bonne place, quelle qu'en soit la dimension, il faut en reprendre toute la direction et tous les points de départ, — re-enrichir la base, et repartir. Chaque station de tracteurs est devenue une citadelle idéologique pour pénétrer et éclairer le cerveau des foules paysannes. C'est ainsi que 23.000 communistes émérites, 110.000 techniciens, en même temps que 1.900.000 chauffeurs et mécaniciens, sont partis à la rescousse et sont arrivés à leurs fins, pour le moment.

Des critiques persistent. La majorité des kolkhoz ne rapportent pas. Et voici même que certains communistes proposent carrément de liquider cette expérience onéreuse.

Une fois de plus, notre solide dirigeant montre sa grandeur de vues en s'opposant avec une amère violence à cette solution sommaire de myopes. Il crie par-dessus cette explosion de criaileries :

Ils ne rapportent pas ? C'est comme les usines industrielles en 1920 : ils rapporteront (d'ailleurs il en est beaucoup qui rapportent). Mais « ils sont surtout la base de l'ensemble, le fondement du système... On ne peut considérer le rendement économique du point de vue mercantile, en partant de la conjoncture du moment. Le rendement économique doit être envisagé au point de vue de l'économie nationale tout entière et pour une période d'activité de plusieurs années. Seul un tel point de vue peut être appelé vraiment léniniste, vraiment marxiste. »

C'est pourquoi c'est le point de vue stalinien.

Si Staline sermonne les abandonneurs, les « gâcheurs » de droite, il secoue aussi les « phraseurs » de gauche, et aussi les dirigeants qui se laissent gagner de vitesse par les faits. C'est ainsi qu'il incrimine sans ménagement les communistes des régions agricoles qui n'ont pas su prendre des mesures nécessaires pour qu'en 1932, où la récolte a été bonne, les stockages d'État de blé aient été faits avant les opérations — plus lucratives pour le paysan — de vente des blés sur le marché kolkhozien.

Il critique même le Conseil des Commissaires du Peuple, lequel, tout en édictant les directives qui s'imposaient à ce sujet, ne l'a pas fait, à son sens, avec assez de netteté et de force.

Les résultats obtenus par la « kolkhozation » sont remarquables, constate-t-il, mais ce serait une erreur profonde de s'imaginer qu'il n'y a plus qu'à laisser faire. De grandes difficultés subsistent...

Attention à ce que le paysan ne se décharge pas du travail sur les autres membres du kolkhoz (nous n'avons pas ici, affaire avec des ouvriers, qui ont le diable au corps). « La responsabilité pour l'exploitation s'est déplacée, des paysans considérés isolément — sur les dirigeants du kolkhoz... Il faut donc que le Parti prenne en main la direction des kolkhoz... »

Souvent il n'y a pas de contact suffisant entre le Parti et la paysannerie. « Les ronds de cuir plongés dans leurs fauteuils bureaucratiques, ne se rendent pas bien compte que la collectivisation se poursuit en dehors des bureaux. » Dans certains cas, les communistes se reposent sur leurs lauriers. Ceux-là ont surestimé les kolkhoz. « Ils en ont fait des idoles », et Staline reprend énergiquement la contrepartie de ce qu'il a dit contre les liquidateurs des kolkhoz : « Ils ont pensé que puisqu'il y avait des kolkhoz, cette forme socialiste de l'économie, tout était dit. »

Mais, souligne Staline (et il découvre, sur ce point particulier, la base de toute l'autocritique marxiste), les kolkhoz, comme les soviets, ne représentent que la forme de l'organisation socialiste, économique ou politique, mais la forme seulement. Tout dépend du contenu. En 1917, les soviets étaient dirigés par les menchéviks et les social-démocrates... Des soviets sans communistes, tel était le mot d'ordre du guide de la contre-révolution russe : Milioukov. La forme collective des kolkhoz donne certaines commodités à des éléments contre-révolutionnaires partisans de « kolkhoz sans communistes ».

Staline dit encore : « La vieille lutte simplifiée contre le koulak classique n'a plus sa raison d'être. La lutte a changé de forme. Si certains kolkhoz ne se développent, pas suffisamment, si le stockage des blés a été mauvais, la faute n'en est pas aux paysans, mais aux communistes. Beaucoup sont munis, il est vrai, de la carte du Parti, mais n'en sont pas moins des niais. »

Et il est impitoyable pour les camarades « grands seigneurs » qui attendent que les choses se fassent toutes seules, et pour les camarades bavards « capables de noyer dans leur bavardage n'importe quelle affaire ». Il raconte une conversation qu'il a eue avec un excellent camarade, responsable de région.

Écoutons et regardons la petite scène :

Moi. — Où en sont les semailles, chez vous ?

Lui. — Les semailles, camarade Staline, nous avons mobilisé.

Moi. — Oui, et alors ?

Lui. — Nous avons posé la question avec énergie.

Moi. — Oui, et alors ?

Lui. — Nous avons un changement favorable, camarade Staline, nous l'aurons bientôt, le changement favorable.

Moi. — Oui, mais enfin ?

Lui. — On fait des projets d'amélioration.

Moi. — Voyons, à la fin, où en sont les semailles chez vous ?

Lui. — Les semailles, pour l'instant, nous ne pouvons arriver à rien, camarade Staline.

Tout de même, les résultats effectifs s'accumulent par-dessus les petites pierres d'achoppement, et malgré tout, la face des campagnes n'est plus la même. Si elle ne change pas aussi vite que le voudraient notre enthousiasme et noire soif d'avenir, elle change. D'ailleurs le visage du village a lui aussi changé. C'est Staline qui parle : « Le vieux village avec son église bien en évidence, avec les belles maisons du chef de la police, du pope et du koulak, au premier plan ; et ses isbas à demi écroulées, au plan arrière, ce village-là, commence à disparaître. A sa place, apparaît le nouveau village, avec ses bâtiments des services publics et économiques, ses clubs, sa radio, son cinéma, ses écoles, ses bibliothèques et ses crèches ; avec ses tracteurs, « ses combinés » (moissonneuses-batteuses), ses batteuses, ses automobiles. Disparues, les anciennes silhouettes des notables, le koulak exploiteur, l'usurier buveur de sang, le marchand spéculateur, le petit père — chef de police. Les notables, maintenant, sont les hommes des kolkhoz et des sovkhos, ceux des écoles et des clubs, les conducteurs-chefs des tracteurs, des batteuses, les chefs des brigades de choc pour les travaux des champs et pour l'élevage, les meilleurs brigadiers et brigadières de choc du village kolkhozien. »

Finis, relégués dans les tableaux ou sur les scènes d'opéra, ces décors coloriés et clinquants d'église qui éblouissaient le pauvre bétail humain, ces rues et ces places sales comme des poulaillers — et ces chemins difficiles où passaient de temps en temps des carrioles aux chevaux surmontés d'un accent circonflexe.

Finis, les plantureux et écrasants personnages enfermés là dedans comme dans une boîte : la barine descendant, à longs intervalles, d'un traîneau, vêtue orgueilleusement à l'ancienne mode, entourée de lumineux lévriers blancs aux profils aérodynamiques ; le paysan impitoyablement cossu, et les uniformes — domestiques en livrée dorée, d'en haut, gardiens de prison d'en bas — et les hommes à robe, dont la figure papelarde était entourée d'une filasse crasseuse.

Finis. Maintenant le décor est mécanique et spacieux et ceux qui y passent et y commandent sont des hommes en blouse à figure franche et résolue, heureuse et fière. [M. Victor Boret dans son livre : *Le Paradis Infernal*, estime que la situation de l'agriculture soviétique est critique et menaçante à cause de la très petite étendue relative des terres cultivées (environ 140 millions d'hectares pour 168 millions d'habitants). A cette vue se rallie — naturellement — M. Herriot. Mais que l'agriculture soviétique ait actuellement un rendement encore insuffisant, et quantitativement et qualitativement, tant mieux ! Cela lui donne une vaste marge de prospérité future (elle n'est à court ni de place ni de progrès). C'est le contraire qui serait grave.]

On commence même à entrevoir dans tel kolkhoz perfectionné, comme celui de Kabarda, des formes géométriques qui se rapprochent certainement de celles de la cité paysanne future : une grande place demi-ronde, tangente à la route, et tout autour, comme les rayons prolongés de ce demi-cercle, des rues qui divisent le territoire en secteurs spécialisés : ici les hangars et les silos, là les tracteurs et les autos, là les écoles et les services techniques, etc. En un mot la rationalisation architecturale de la « ville-village ». Un plan qui ressemble à la moitié d'une vaste rosace, estompée sur les bords.

Tandis que la campagne soviétique, non sans combats, se perfectionne et s'idéalise, nos regards évoquent un autre grand continent piétiné par le capitalisme suprême, les États-Unis. Les ensemencements de blé y ont été diminués du dixième. La valeur de la production agricole est tombée, de 11 milliards de dollars, en 1929, à 5 milliards en 1932. En deux ans, la valeur des fermes (terres et machines) a diminué de 14 milliards de dollars. 42 % des agriculteurs ont hypothéqué leurs biens, et s'il y a eu, en 1932, que 258.000 expulsions, c'est grâce à la révolte armée des fermiers.

Et la N.R.A., émanation cérébrale du capitalisme, n'a d'autre recours que le malthusianisme des récoltes, le suicide : réduction de 8 % de la surface cultivée, primes aux paysans ayant des terres qu'ils cessent de cultiver, primes aux planteurs de coton qui enterrent 25 à 50 % de leur récolte. Un ouragan vient de dévaster des plantations : joie, victoire nationale !

Les journaux français annoncent que la bonne récolte « menace » les vigneron de la Champagne... Pour remonter les affaires, là-bas et ici, à nous les inondations, les gelées, la grêle, et le phylloxéra !

Nous avons déjà parlé des monumentales destructions du café brésilien. De pareilles mesures, qui sentent à la fois le crime et la folie, méritent qu'on s'y arrête, avec un certain frisson de terreur. Aussi bien, elles se généralisent extraordinairement depuis ces dernières années. Il ne s'agit pas de faits isolés ; il s'agit bel et bien d'une méthode capitaliste.

A l'exemple du système des primes à la destruction et à l'avortement, sur le plan de l'agriculture et de l'industrie, pratiqué aux États-Unis, nous voyons déjà en France l'interdiction légale d'employer certains cépages au rendement trop abondant, l'interdiction de se servir de procédés perfectionnés dans des travaux publics (dans certains grands contrats, interdiction de la pelle mécanique). Dans *Le Capital* en personne, M. Caillaux indique comme un des moyens qui s'imposent pour combattre la crise : freiner et arrêter la transformation du vieux matériel en matériel neuf.

Pour faire avancer le progrès, à nous les outils du Moyen Age !

On assiste à un spectacle se multipliant sur toutes les facettes du globe, dans tous les compartiments du travail, et qui semble une farce macabre : On fauche le blé en herbe en Seine-et-Oise — et ailleurs. Dans les Pyrénées-Orientales — et ailleurs — on jette aux ordures des tombereaux de fruits. En Lombardie — et où encore ? — le paysan brûle ses cocons. Partout, des holocaustes de blé et de céréales : le grain, qu'on avait semé pour qu'il germât et végât précieusement, on le tue et on l'enterre. On tue et on enterre des hectares de betteraves, et des troupeaux de porcs et de vaches. On jette des rivières de lait dans les fleuves américains (et pas seulement américains). On jette des cargaisons de poissons à la mer. On pilonne et on émiette des milliers d'automobiles neuves, tout équipées, de la General Motors, au moyen de monstrueuses machines spéciales.

Et ces catastrophes calculées, ces exécutions multipliées, se perpètrent alors que tous ces biens anéantis font défaut quelque part, alors que des famines déciment des foules terrestres, alors qu'en Chine et aux Indes, des centaines de millions d'êtres humains mangent de l'herbe ou l'écorce des arbres, et alors que les chômeurs et les sous-alimentés pullulent dans les pays mêmes où s'accomplissent ces meurtres de denrées et de produits fabriqués.

Ultime conséquence du capitalisme : il assassine la nature et assassine les choses ! Il n'y a pas d'accusation plus infamante que l'on puisse porter contre un régime que cette automutilation, pratiquée à grande échelle, et qui crie : monde à l'envers et retour de l'homme à la sauvagerie.

Quelle place pour ces extravagances funestes, dans un pays comme l'U.R.S.S. où tout excédent d'un produit se dirige automatiquement là où il manque ? « Si quelqu'un parlait d'employer de pareils procédés chez nous, a déclaré Staline, on se hâterait d'enfermer celui-là dans un asile d'aliénés. »

Si on revient en U.R.S.S. et que, du côté des choses, on passe du côté des hommes — là où les faits prennent souvent leur source et toujours leur direction, on constate que la progression à vue d'œil de pareilles réalisations s'est accomplie grâce à un élan tout à fait spécifique. Il y a eu sur-profit, sur-rendement, provenant de l'enthousiasme suscité par « l'idée ». L'émulation socialiste fut le formidable « impondérable » qui pesa tant sur le succès.

Les ouvriers soviétiques sont des hommes comme les autres. Pourtant, je l'ai déjà dit, ils n'ont pas les mêmes têtes et ils n'ont pas les mêmes bras que les ouvriers des pays capitalistes, puisque, ici, ils sont en lutte contre le patronat, et que là-bas, ils travaillent pour eux-mêmes. Le sentiment d'orgueil et de joie qui brille sur la face des ouvriers soviétiques est le « changement » qui frappa le plus Gorki lorsqu'il revint en U.R.S.S. en 1928 après une longue absence. « Voilà ce qu'ont fait les ouvriers socialistes ! » telle est la phrase qu'on entend le plus souvent — et proférée avec quel accent de fierté ! — dans les foules ouvrières, en présence des réalisations qui s'amassent l'une sur l'autre, s'épaulent, se recouvrent et foisonnent sur l'aire illimitée de l'ex-Russie, avec la rapidité artistiquement organisée d'un cinéma, parmi le ralenti de la vie mondiale.

Ces gens-là confondent joie et gloire, lorsqu'ils veulent évoquer la récompense de l'effort utile. Ils ont donné un sens plus documenté et plus profond, à la joie de vivre. Autrefois malgré les privations surhumaines, malgré l'hécatombe en détail et l'hécatombe en série, la joie de vivre a vaincu. Aujourd'hui, elle continue à vaincre, cette joie de vivre qui, selon la belle expression de Knorine, reste un signe de foi dans le socialisme.

Les extraordinaires tours de force, les efforts vraiment surhumains accomplis en grand et en petit, en gros et en détail, dans le colossal chantier soviétique, fournissent la matière de toute une série de poèmes épiques (et, du reste, la littérature soviétique contemporaine devient le cycle des chansons de gestes de cet âge du travail héroïque des hommes nés une seconde fois dans la liberté). Élan forcené, qui dure des mois et des années, ruées et cliquetis de chiffres — et énormités terrestres s'étagent en vitesse sous les nuages. Les qualifications, les compétences, se forgent en un clin d'œil dans une telle atmosphère. M. Cooper, le conseiller technique américain qui s'occupa du Dnieprostroï, me disait, à l'inauguration du titanesque barrage, que tous les records, que toutes les prévisions mêmes, avaient été battus par les ouvriers, dans les circonstances les plus inattendues et les plus difficiles, et qu'on n'avait jamais vu pareil abatage de besogne. Du reste, 20.000 ouvriers qualifiés sont sortis tout armés, de cette entreprise-là (Sur l'ensemble du front de travail de la Guerre de Quatre Ans, 800.000).

Ces choses sont très logiques. Tout pour les travailleurs et par les travailleurs. C'est la formule algébrique des foules-motrices.

L'émulation est latente. Elle est partout, dans toutes les têtes des manuels et des intellectuels. Chacun pense au progrès possible (et comme cela, on découvre les lignes droites pour y arriver). Chacun s'évertue à trouver mieux. On devient des inventeurs permanents sous pression. Vorochilov, Commissaire du Peuple à la Guerre, faisait savoir, il y a quelques mois, qu'il avait reçu au cours d'une année, 162.000 propositions émanant de simples soldats, et contenant des suggestions, des idées, des inventions, concernant l'organisation et la technique, et, ajoutait Vorochilov, la plupart de ces initiatives étaient intéressantes et dignes d'être examinées et retenues.



L'organisateur de cet élan des cent millions de cœurs, c'est le parti socialiste intégral, le parti socialiste sans tache — le Parti Communiste, dont on peut dire ou que chaque membre est un serviteur ou que chaque membre est un dirigeant. Le communisme a créé dans l'univers une multiplication d'apôtres dont on peut difficilement se faire une idée. En Russie, puis dans les pays autres que l'U.R.S.S., une grande partie de ces apôtres sont devenus des martyrs, et les apôtres n'ont cessé de se multiplier. Sur tout le sol de la terre, les communistes ont répandu à profusion le beau rouge de leur sang : A perte de vue, tous ces assassinés, tous ces grands cadavres couchés dans leur drapeau de pourpre — et il y en a un million et demi. Se rend-on compte que le martyrologe séculaire des Juifs est en train d'être dépassé, pour l'étendue, par celui des socialistes d'avant-garde ? Dans les huit dernières années l'accumulation des tués, des blessés, des punis, atteint plus de 6 millions. [6.021.961, de 1925 à 1933, d'après l'éminente dirigeante du Secours Rouge International, Hélène Stassova. Évidemment, ce ne sont pas tous des communistes, mais on sait bien que ce sont surtout des communistes.]

Qui dira ce qui se passe dans toutes les geôles capitalistes de l'univers, qui donnera un aperçu des milliers et des milliers de scènes infernales et bestiales dont sont responsables les gardiens de l'ordre bourgeois et leur génie sadique de la souffrance humaine ! Italie, Allemagne, Finlande, Pologne, Hongrie, Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie, Portugal, Espagne, Venezuela, Cuba, Chine, Indochine, Afrique. Il suffit de voir à l'œuvre n'importe quelle bourgeoisie et ses policiers, pour proclamer : Nous sommes à l'âge du sang. Mais on a entendu, dans le chaos universel, la beauté de la voix accusatrice d'un Dimitrov. Et on voit du même côté, comme un symbole et un signe de lumière, le puissant Thaelmann crucifié sur la Croix Gammée.

Quant à l'U.R.S.S., si l'on veut savoir ce qu'un homme peut dépenser de soi-même pour une idée, il faut qu'on parcoure les annales ou Parti, où quelques exemples connus représentent des milliers d'exemples qu'on n'a pas connus et qu'on ne connaîtra jamais. Quel que soit son métier, le communiste soviétique se double d'un soldat, et se double d'un instituteur, et lorsqu'il faut un héros, il est là pour ça.

Et pourtant, ces hommes qui pour eux-mêmes se contentent d'une vie médiocre, souvent ascétique, ne sont nullement des sectaires de l'égalitarisme comme d'aucuns pourraient le croire. Chez nous, l'homme moyen, dont la cervelle ne sait pas encore bien digérer les idées et dont le crâne est rempli d'une étrange salade de tables des matières des doctrines sociales et politiques — a trois énormes griefs contre le communiste, griefs tels qu'ils transforment le dit communiste en épouvantail : c'est d'être un antipatriote, de vouloir dépouiller chacun de son bien, et de vouloir faire de la société une vaste caserne disciplinée et égalitaire, de niveler les têtes comme des pavages. Or, les internationalistes communistes sont, au contraire, pour l'épanouissement national, à la seule condition qu'il ne procède pas à coups de fusil et ne se mette pas entre les mains des hommes d'affaires. Leur théorie générale de suppression de la propriété ne lèse qu'un nombre infime de parasites et d'accapareurs sociaux, et apporte un grand profit à tous les autres habitants de la terre. (Tous les maux publics provenant, sans contestation possible, du chambardement moral et matériel qu'apporte la guerre générale de l'enrichissement). Quant au nivellement, ils en sont les ennemis attitrés dès qu'il dépasse cette grande loi de justice et d'équité (base, en effet, du socialisme) qui consiste à donner à chaque être humain le même droit politique exactement, c'est-à-dire à effacer une inégalité factice et inique, au seuil de toutes les destinées. On aurait la partie belle si on voulait montrer que le socialisme est de tous les régimes celui qui cultive le plus et le mieux l'individualité. De même que « le socialisme ne peut pas se détourner des intérêts individuels », (Staline), et cela, contre l'hypertrophie pathologique de quelques accaparements individuels.

Il y a, sur ce dernier point, des confusions, provenant d'excès de zèle spirituel, chez pas mal de socialistes. Staline, justement à propos du statut des campagnes, rappelle les « 200 % » à l'ordre, et les engage à ne pas bafouiller au sujet du « principe du nivellement » mis à la mode par les écrivains bourgeois. Il ne faut pas faire la même gaffe, et « les marxistes ne peuvent pas être rendus responsables de la stupidité et de l'ignorance des écrivains bourgeois ».

Staline redonne le point avec une forte clarté : « Le marxisme entend par égalité non pas le nivellement des besoins personnels et des conditions d'existence, mais la suppression des classes, c'est-à-dire l'affranchissement égal pour tous les travailleurs après le renversement et l'expropriation des

capitalistes... Le devoir égal pour tous de travailler chacun selon ses capacités, et le droit égal pour tous les travailleurs, d'être rémunérés selon le travail (société socialiste) ; le devoir égal pour tous de travailler chacun selon ses capacités et le droit égal pour tous les travailleurs, d'être rémunérés selon le besoin (société communiste). Le marxisme part de ce fait que les besoins et les goûts des hommes ne sont et ne peuvent être pareils ni égaux, en qualité ou quantité, ni dans la période du socialisme, ni dans la période du communisme. Le marxisme n'a jamais reconnu et ne reconnaît nulle autre égalité ».

Staline rappelle que dans le *Manifeste Communiste*, Marx et Engels raillaient le socialisme utopique primitif, le qualifiant de réactionnaire, pour sa propagande d' « ascétisme universel et de nivellement grossier ». Par ailleurs, le phénomène soviétique montre surabondamment, que, quoi qu'on ait dit, le socialisme signifie culture intensive des facultés et des ressources particulières de chacun.

Mais l'armée spécifique de l'émulation proclamée par le Parti, c'est la jeunesse. La jeunesse soviétique est, en bloc, la troupe de choc du socialisme. La jeunesse s'est répandue dans les campagnes pour abattre et pourfendre les spectres du passé, les préjugés religieux et sociaux. Tous ces adolescents, ces jeunes gens, ces jeunes filles, ces corps souples et ces figures fraîches et claires comme des miroirs — nourris d'un enseignement qui n'avait eu à combattre aucune intoxication traditionnelle, ont retourné l'esprit des paysans par grandes surfaces, comme des phalanges de tracteurs.

Partout ailleurs, le ferment lumineux de la jeunesse a travaillé. Elle donne, elle aussi, un spectacle inoubliable quand elle remplit la Place Rouge de ses immenses quadrilatères élastiques, ou qu'elle bonde le stade Dynamo aux 45.000 places.

La jeunesse, qui, en thèse générale est, par elle-même, incomplète, et, sur beaucoup de points, d'une innocente ignorance, n'est rien si elle ne s'incorpore pas dans le grand et juste mécanisme social. Alors, lorsqu'elle est consciente, elle se dépasse dans la ligne droite, elle est vieille de l'avenir, et on lui doit le respect d'un bout à l'autre : et pour sa puissance d'expansion, son droit de propriété de l'avenir, et pour son utile sagesse.

Est-ce à dire — répétons-le — qu'il n'y ait pas des points noirs au tableau ? Sans doute, il y en a. On les énumérerait tous si on énumérait aussi toutes les réussites, car il faut toujours, par probité, donner la juste proportion du bien et du mal — ce qu'on ne fait pas en ce qui concerne l'U.R.S.S. lorsqu'on expose inconsidérément des critiques sans contrepartie suffisante.

Mais le point de vue du bon dirigeant est différent de celui du critique impartial : il doit insister principalement sur les défauts et les lacunes. Par exemple, en présence du développement de l'économie rurale, il est hanté par le cas de l'élevage du bétail — partie restée tout à fait en panne, au point que les chiffres actuels ne sont guère plus élevés qu'en 1913.

Il faudra donc vaquer tout particulièrement à la question du cheptel (les porcs seuls marchent convenablement). Il y a à ouvrir l'œil de ce côté aussi bien que du côté des transports, de la sidérurgie, du charbon, de l'industrie légère, des prix de revient — et du côté de l'éternelle bureaucratie.

La bureaucratie (ou plutôt le bureaucratisme), c'est un phénomène de foisonnement et aussi de cristallisation qui tient à la nature humaine ; il y a même là dedans un respect déréglé de la tradition. Il se passe dans le plan des organisations ce qui se passe pour la formule dans le plan de la théorie : une tendance à l'existence séparée, indépendante de ses buts originels et de sa raison d'être. La bureaucratie est une tumeur qui finit par avoir des yeux et des oreilles.

Donc : « Voici quelles sont aujourd'hui les sources de nos difficultés : le bureaucratisme et l'administration paperassière des services, les bavardages sur la « direction en général » (au lieu de la direction vivante, concrète) ; l'absence de responsabilité personnelle, la dépersonnalisation dans le travail, le nivellement dans le système des salaires, l'absence d'une vérification systématique de l'exécution, la crainte de l'autocritique. »

Pour lutter contre ces difficultés, le moyen — que Staline montre avec beaucoup de relief par une définition lapidaire, c'est « d'élever le niveau de la direction jusqu'au niveau politique. » C'est-à-dire avoir toujours dans la tête la pleine signification de ce qu'on fait et la place que ce détail prend dans l'ensemble.

Allons droit, sans regarder ni à droite ni à gauche. Pardon... en regardant, au contraire, à droite et à gauche — pour repérer la déviation de droite et la déviation de gauche, toujours prêtes soit à nous donner un renforcement en avant, soit à nous harponner en arrière. (Les traîtres de gauche, un peu plus néfastes que ceux de droite, explique Piatniski, parce qu'ils donnent le change). Staline met en garde contre ces périls avec une vigueur telle qu'il va jusqu'à considérer que le fait de ne combattre qu'une des deux déviations est une concession qu'on accorde à l'autre.

Et puis, ne nous emballons pas sur nos succès. Cela nous distrairait à la veille de l'avenir. Cela pourrait compromettre ou gêner ce que nous avons de plus grand et de plus puissant : notre ligne. Cette juste ligne, elle est aux révolutionnaires parce qu'ils l'ont créée et parce qu'ils l'ont maintenue. « Avoir une ligne juste et savoir l'appliquer est un fait très rare dans la vie des partis gouvernants. Voyez les pays voisins : trouverez-vous beaucoup de partis gouvernants ayant une ligne juste et la mettant en pratique ? A vrai dire il n'y a pas actuellement de tels partis au monde, car tous, ils vivent sans perspectives, errent dans le chaos de la crise et ne voient pas de chemin pour sortir du marais. Seul notre Parti sait où s'avancer et fait progresser son œuvre victorieusement ».

Ceux qui écoutent et qui entendent ce haut jugement que des événements extraordinaires ont permis à un homme d'État de prononcer de nos jours, doivent conclure que pour respecter, pour garder intacte cette grande ligne, il faut rester sans cesse en état de vigilance et de combativité. Défense de s'arrêter, et défense de se tromper.

### **De quoi demain sera-t-il fait ?**

L'U.R.S.S., vivante et tumultueuse, il faut la regarder, si on veut bien la voir, dans la perspective, et pour mieux dire, à l'ombre, de ses futurs plans. Toutes les descriptions de ce tableau torrentiel vieillissent à vue d'oeil — il faudrait les cribler de post-scriptum !

Dans la solennelle atmosphère du XVII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Russe, qui a eu lieu en janvier 1934 — « le Congrès des Vainqueurs » — dominé par le monumental Rapport de Staline sur le Plan 28-32 — Staline a ouvert aussi la porte illimitée de l'avenir. Le Plan Quinquennal est mort. Vive le Plan Quinquennal 32-37 !

La période de reconstruction économique est virtuellement terminée, a dit Molotov, Président du Conseil des Commissaires du Peuple, un des plus importants travailleurs de l'Union. Maintenant, on va vers le développement, en quantité et en qualité, de la production de consommation, vers l'amélioration des conditions de vie de tous. Sur la base de la prodigieuse décentralisation commencée au sein de l'univers soviétique, la grosse industrie deviendra deux fois plus vaste et plus lourde (La production des moyens de production atteindra 43 milliards 400 millions de roubles, soit 209 % du dernier Plan).

Doubleront les industries des machines-outils, de la houille, du pétrole. Tripleront celles des tracteurs, des locomotives, de la fonte, de l'acier, du cuivre, des produits chimiques. L'industrie du bois elle-même atteindra presque le double (176 %). On fabriquera cinq fois plus de wagons et huit fois plus d'automobiles. L'énergie électrique arrivera à 38 milliards de kilowatts (soit 283 % de plus).

C'est par une augmentation de plus du double que se chiffrera le nouvel élan quinquennal de l'industrie de transformation (54 milliards 300 millions de roubles, soit 269 % en plus) : l'industrie légère, d'alimentation, de consommation, les coopératives industrielles.

Souci particulier apporté dans cette nouvelle période, à l'augmentation de la qualité, au perfectionnement de la technique, au renouvellement de l'outillage. Motorisation des industries nécessitant un travail pénible. Large progrès de l'électrification des campagnes et des chemins de fer, du transport de l'énergie.

Le rendement du travail doit être porté en 1937 à 63 % contre 41 % en 1933. Les prix de revient, (auxquels a déjà été assignée, en attendant, une baisse de 4,7 % en 1934 par rapport à 33), doivent baisser de 26 %.

Accroissement prévu — et décidé — de la production agricole : 105 % (26 milliards de roubles). Le nombre des stations de tracteurs sera porté, de 2.446 (en 32), à 6.000. Machinisation des travaux agricoles : augmentation de 60 %. Puissance totale des tracteurs 8.200.000 CV.

Les chemins de fer devront à peu près doubler leur trafic ; les transports fluviaux et maritimes, presque tripler le leur ; quant aux transports automobiles, il s'agit de les multiplier par 16. (Pour les chemins de fer, 5.000 kilomètres électrifiés, 10.000 kilomètres de voies doublées, 20.000 de voies refaites, 11.000 kilomètres de voies nouvelles).

Achèvement du canal (Mer Blanche-Baltique, de ceux Moscou-Volga, Volga-Don. En 1937 : 210.000 kilomètres de chaussées. Réseau d'aviation civile : 85.000 kilomètres (au lieu de 32.000).

Dans l'industrie, investissement : 69,5 milliards de roubles ; dans l'économie rurale : 15,2 milliards ; dans les transports : 26,3 milliards.

Les entreprises nouvelles à construire ou celles à reconstruire représentent ensemble une dépense de 132 milliards de roubles. (C'est le plus gros chiffre qui ait jamais figuré dans un budget ou dans un plan de travail). Je n'entreprendrai pas d'énumérer même les principales réalisations envisagées dans ce chapitre du Plan...

A côté des usines, construction d'habitations d'une surface habitable de 64 millions de mètres carrés.

Les salaires réels des ouvriers seront, en 1937, deux fois et demie ce qu'ils étaient en 1932.

Liquidation complète, de l'analphabétisme, aussi complète que l'aura été la liquidation du chômage dans le Plan précédent ; tous les citoyens soviétiques sauront lire et écrire.

Nombre d'ensemble des élèves des écoles et instituts : 197 pour mille de la population, au lieu de 147 pour mille actuellement. Fonds des assurances sociales doublés.

« C'est un Plan fantaisiste », dira-t-on. Que n'a-t-il pas été dit au sujet du Plan sur les grandes bases duquel nous sommes actuellement installés ! répond sobrement Molotov.

Les Etats-Unis soviétiques deviendront de la sorte le plus puissant de tous les pays du monde dans les principales branches de l'économie.

[Ajoutons que les résultats acquis à la fin de 1934 indiquent déjà que le Plan Quinquennal en cours atteindra ses colossaux objectifs. Le revenu national a monté de 7 milliards de roubles en un an et était en décembre de 55 milliards. L'énergie électrique a augmenté du tiers par rapport à 1933, et atteint 20 milliards et demi de kilowatts. En l'année 1934, la production de fonte a été de 50 pour cent, plus grande qu'en 1933. Le triomphe est de taille. Staline le constate non sans grandeur. Puis il dit : Ne soyez pas trop fiers, camarades, songez que la production de l'acier n'a pas grossi dans les mêmes proportions. (Elle n'est que de 40 pour cent de plus que l'année dernière.)]

Au grand rêve sain et ardu de résurrection que l'U.R.S.S. réalise si largement sous la direction du Parti Communiste, dirigé lui-même par le camarade Staline, se mêle pourtant le cauchemar de la guerre.

On connaît la tragi-comédie de l'histoire du « pacifisme officiel » dans la période d'après-guerre. Le caractère équivoque de la pompeuse Société des Nations, son incapacité quasi légendaire à assurer la paix étant la moindre critique que suscitait cet institut de cérémonies pacifiques issu du Traité de Versailles pour en stabiliser les résultats [En ce qui concerne le découpage territorial, non en ce qui concerne la clause solennelle stipulant que le désarmement des pays vaincus devait être le signal du désarmement général.], et où l'Allemagne a renoncé à jouer le rôle de brigand toujours battu par les autres brigands, et où le Japon a renoncé, lui, à rester à la fois malhonnête et menteur sous le faisceau convergent de la lumière publique.

L'agression contre l'U.R.S.S. — immense débouché économique, et volcan illuminé du socialisme —, fait évidemment partie des calculs du capitalisme aux abois, et les dirigeants soviétiques sont trop sérieux pour commettre la faute de croire à la sincérité des théâtrales proclamations pacifiques des grands ténors subventionnés des pays impérialistes. Ils estiment pourtant qu'à côté de ces dangereux artistes, il y a un rôle de censeur à remplir.

On sait combien furent peu brillants les premiers rapports de l'U.R.S.S. avec la Société des Nations, et le toile que provoqua à la Conférence du Désarmement la proposition, pourtant assez logique, que fit Litvinov, pour le désarmement intégral, puis, à son défaut, pour le désarmement partiel.

Mais l'U.R.S.S. a persévéré dans sa politique imperturbable de paix. La diplomatie soviétique, conduite de main de maître, naguère par Tchitchérine, aujourd'hui par Litvinov (mais toujours par Staline), a donné le spectacle d'un constant et obstiné réalisme pacifique (Définition de l'agresseur, renflouement de la Conférence du Désarmement compromise et en faillite, et sa transformation en une Conférence Permanente de Paix ; refus, d'exploiter la révision des néfastes traités de Versailles au seul avantage de nouveaux profiteurs belliqueux ne valant pas mieux que les profiteurs actuels des dits traités ; pactes de non-agression offerts à la ronde et beaucoup d'entre eux obtenus ; liens diplomatiques solides avec les États-Unis et la France). Cette politique éclairée et positive de paix a été reconnue par tous ceux qui n'étaient pas disposés à la nier de parti pris.

« Nous sommes un facteur de paix dans le monde », a pu dire Staline au XVII<sup>e</sup> Congrès. Et il a ajouté, avec une assez terrible précision : « Autour de nous se groupent et ne peuvent pas ne pas se grouper, tous les États qui pour telle ou telle raison, ne veulent pas faire la guerre pendant un temps plus ou moins long. ».

Finalement, sur la demande de 32 États, l'U.R.S.S. a été admise à la Société des Nations. C'est certainement là une garantie de paix, parce que c'est une garantie de la modification de l'orientation de la Société des Nations impérialistes sous l'influence de la collaboration soviétique imposée par les circonstances. Mais ce n'est pas une garantie complète — loin de là. Le danger de guerre subsiste.

Il se concrétise nettement dans l'attitude du Japon. De toute évidence, le Japon veut envahir une très grande partie de l'Asie, et tout d'abord la Chine (à laquelle il a déjà pris la Mandchourie et le Jehol) en lui brisant son échine soviétique, et attaquer l'U.R.S.S. Il le proclame d'ailleurs ouvertement et multiplie les provocations. Il a transformé la Mandchourie en camp retranché qu'il couvre de dépôts, de centres d'aviation et de voies stratégiques. Dans le plan de la politique extérieure le Japon et l'Allemagne s'entendent et se rapprochent violemment et grossièrement.

En présence de ce que le populaire soldat-ministre Vorochilov appelle « la franchise cynique » du Japon, l'attitude de l'Union Soviétique a été l'attitude courageuse, virile et noble, des concessions poussées aux dernières limites.

Mais au bout des concessions, il y a une borne sur laquelle est écrit : « Nous ne voulons pas un pied de la terre des autres, mais nous ne céderons pas un pouce de la nôtre » (Staline).

Si la guerre éclate, l'U.R.S.S. se défendra — elle, et tout ce qu'elle représente de patrimoine humain. La guerre en question se généralisera, et, d'impérialiste, se transformera, sur bien des points, en guerre civile révolutionnaire. Cela n'est pas tant un commandement politique de parti, qu'une fatalité historique. Ici, là, où passera la guerre, passera la révolution. Ce qui a eu lieu lors de la dernière guerre nous montre clairement comment les choses tourneront, en plus grand et en plus fort, lors de la prochaine. Même quand on veut démolir le progrès, on le fait avancer. [Il convient de remarquer qu'une terrible et significative constatation s'est dégagée des grandes manœuvres aériennes qui ont eu lieu dernièrement en Angleterre et en France : l'impossibilité de toute défense efficace contre une attaque d'avions de bombardement. Un de nos techniciens militaires les plus écoutés, le lieutenant-colonel Vauthier, considérant (en un livre préfacé par le maréchal Lyautey) « que Paris peut être anéanti dans les premières heures de la guerre », préconise la démolition complète de Paris et sa reconstruction ailleurs, sous des carapaces perfectionnées... « Et ce n'est pas un humoriste, comme on serait tenté de le croire », fait remarquer Paul Faure. Toujours est-il que, publiquement, Lord Londonderry, ministre anglais de l'Air, et M. Pierre Cot, ancien ministre français de l'Air, l'ont déclaré : il est avéré qu'aucune force humaine, dans l'état actuel de la science, n'est capable d'empêcher le déversement des tonnes d'explosifs susceptibles de détruire Londres et Paris (100 tonnes suffisent, a établi Paul Langovin ; or, aux manœuvres navales anglaises, 400 tonnes « auraient été jetées » sur Londres). Le seul recours, pour le pays décapité de sa capitale, c'est d'envoyer à son tour une escadre pour disloquer et asphyxier la capitale ennemie. Ce qui est vrai pour les villes est vrai pour les centres militaires. « Il n'y a qu'une exception, a dit M. Pierre Cot, c'est le cas de la Russie, dont le territoire est si vaste que sa majeure partie est à l'abri des raids de ce genre. » L'U.R.S.S., dont l'immensité a vaincu jadis Napoléon à l'apogée de sa force, a donc une situation privilégiée remarquable (le Japon est, au contraire, particulièrement vulnérable). Ce n'est donc pas uniquement pour son intérêt que lutte l'U.R.S.S., lorsqu'elle lutte pour la paix.]

Quoi qu'il en soit de l'énorme avenir, si la guerre se déclare, une des grandes causes de confiance du peuple soviétique, ce sera : Staline. Vorochilov, Commissaire à la Défense, est prodigieusement aimé, mais le Chef, c'est, et ce sera Staline. Il réunira dans ses mains la direction politique et militaire, ou, plutôt, il continuera à le faire dans le déchaînement des choses, et cela est considéré par tout le monde, en U.R.S.S., comme « une assurance de victoire ».

## VII LES DEUX MONDES

Voilà où nous en sommes dans les soleils qui se lèvent — à cette époque où, comme dit Kaganovitch, ce sont des océans qui coulent sous les ponts.

Tous les États, sauf un, vont à la ruine à travers le fascisme, et tous vont à la guerre. La situation est tragique. Mais elle n'est pas complexe. Elle est simple.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, par précision et éclaircissement des situations politiques antérieures, l'humanité agissante s'est divisée en deux parties : les conservateurs et les révolutionnaires. Ceux qui veulent maintenir la forme capitaliste de la société, et ceux qui veulent la changer dans un sens égalitaire. La lutte commença, un peu partout, avec tendances à se généraliser, entre ces deux forces massives.

Concrètement, ce fut, d'un côté, la classe ouvrière partiellement organisée en armée internationale (politique et syndicale), et tous ses sympathisants ; de l'autre côté, la bourgeoisie régnante, — légataire universelle de la Révolution Française — ses forces d'État, ses avocats et défenseurs de toute espèce, et aussi tous les non-révolutionnaires de tous degrés.

Car il y avait l'air d'avoir des positions intermédiaires. En réalité, il n'y en avait pas. Entre les deux partis essentiels, tous les autres partis politiques jouaient des comédies inconsistantes et évanouissantes. D'un tel état de choses sortait cette évidence : Il n'y a pas de troisième monde. Il n'y a pas de troisième voie. Il n'y a pas de moyens termes. Tout ce qui n'est pas révolutionnaire est conservateur — même les réformistes sont absorbés à mesure dans le bloc de conservation sociale — même les neutres et les indifférents y pèsent de leur poids mort — les demi-révolutions elles-mêmes y retombent et y meurent tout entières. Tant qu'on n'a pas tout, on n'a rien.

Par conséquent, le prestigieux libéralisme bourgeois qui a tant d'adeptes, comme tous les « justes milieux », et qui proclame : « Ni réaction ni révolution », et chante toutes les variantes de cette formule —, repose sur une interprétation grossièrement erronée de la réalité. L'exigence des faits dit péremptoirement, à notre époque : Ou réaction ou révolution. Ce sont les deux seules alternatives. Par la force de la logique et par la force des choses, les formations intermédiaires tirent et tombent soit à droite, soit à gauche (presque toujours à droite). Pas moyen d'échapper à cette mathématique de la réalité (du reste, toute notre histoire contemporaine la confirme).

Qu'on le répète pour enfoncer le clou : S'il n'est pas révolutionnaire, le non-conservateur, quoi qu'il dise ou fasse, est conservateur. Le juste milieu est une réaction qui se voile la face. Restent toujours les deux blocs : le capitalisme, qui soutient par des moyens artificiels (des propagandes mensongères et l'emploi abusif de la force qu'il possède en raison seulement de sa situation acquise), le double gonflement anarchique de l'individu et de la nation, et qui reste le bouillon de culture normal de l'injustice, de la spoliation, de la corruption et de la guerre —, et le socialisme qui retire de la circulation l'enrichissement privé, fait tout rentrer aux mains de la communauté des producteurs : les travailleurs manuels et intellectuels, et dit que la nation n'est pas le dernier, mais l'avant-dernier degré de l'unification des habitants du monde.

Aujourd'hui, c'est toujours la même division universelle, avec les mêmes caractères fondamentaux, mais avec une présentation différente. Il y a eu des faits nouveaux — et quels faits ! Un renforcement général du mouvement ouvrier et de la conscience révolutionnaire. Plusieurs révolutions à la suite de la guerre — une guerre dont on ne peut pas chiffrer les dizaines de millions de victimes et les centaines de milliards de dévastations, et qui n'avait pas de causes avouables. La réussite de l'une de ces révolutions ; la constitution d'un Etat marxiste dans un vaste pays. Fini, au premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, le temps où le ventre capitaliste avait pour ceinture l'Equateur. En même temps, la machinerie socialiste mondiale, l'Internationale, reforgée à neuf.

Puis, tout de suite après, il y a eu la crise économique mondiale.

« Crise temporaire, comme les autres », disaient les pontifes éberlués, « la septième ou la huitième ». Non, crise organique du capitalisme, crise de décadence, de vieillesse et de moisissure, tous les moyens usés, tous les débouchés pleins (produire, produire ; vendre, vendre. Mais tous les clients sont vendeurs aussi, sur les bords des frontières. Sa marchandise retombe sur le pays producteur, et l'empêche de respirer). Le commerce se meurt de fausse couche. Résultat très normal du principe lui-même. Ce n'est pas la surproduction qu'il faut incriminer, car le monde dans son entier n'a pas assez de toute la production actuelle, c'est le désordre dans la répartition de la production en raison des nationalismes économiques. C'est très normal aussi que sous toutes les grandes entreprises, pullule l'escroquerie.

Alors, on ne peut plus citer comme modèle de gestion, la méthode qui sème la misère, cultive la banqueroute, et met les voleurs au pinacle, le régime où le travail rapporte la famine sans compter la guerre, de nouveau visible à tous les points cardinaux). Par ailleurs, on ne peut plus citer comme modèle des joies de l'esclavage, l'ouvrier américain, l'ouvrier doré : voilà un des grands arguments apprivoiseurs de foules, qui saute en l'air.

Le capitalisme, pour continuer à être capitalisme, doit donc cacher son jeu. Il l'a fait avec une perfide pudeur. Comme le disait très expressivement Staline il y a peu de temps, le capitalisme ne peut pas sortir de la crise « la tête haute », « il n'en peut sortir qu'à quatre pattes. »

En présence des progrès du socialisme et des progrès de sa propre pourriture, la bourgeoisie s'est très vite reprise. Elle a perfectionné (elle en a les moyens matériels), son programme de mainmise conservatrice, et aujourd'hui, elle surgit assez camouflée. Le système capitaliste reste dans la coulisse. Ce n'est plus lui qui se présente au premier plan.

Ce revêtement, qu'on appelle le fascisme — et qui, sans être une phase fatale du pouvoir bourgeois, apparaît, en fait, partout et devient l'uniforme neuf du capitalisme, — a pour objectif essentiel de diviser l'adversaire et notamment d'isoler la classe ouvrière, et le socialisme du même coup, en gagnant à soi les masses laborieuses non-ouvrières. La dite tactique a fait l'objet d'une longue préparation, d'une propagande suivie, intensive, très calculée, depuis la guerre, à la fin de laquelle les classes dirigeantes étaient désesparées, et perdaient pied.

Le mécontentement, issu de toutes les désillusions et de toutes les duretés de l'existence d'après-guerre, le capitalisme l'a excité et l'a exploité par une certaine démagogie démocratique et par quelques emprunts malhonnêtes à la terminologie socialiste (vols à l'étalage). Il a dégagé une composante de toutes les amertumes, de toutes les déceptions, de toutes les colères. Il a canalisé et dérivé cela contre quelques têtes de turcs.

Une de ces têtes de turcs, (outre le socialisme), c'est le régime parlementaire, qu'il faut balayer pour balayer les prétextes des libertés (les libertés elles-mêmes sont déjà parties). Donc, on charge le régime parlementaire (qui, du reste, s'y prête pas mal !) de tous les péchés d'Israël. C'est une façon maligne d'en décharger le régime bourgeois lui-même.

Et puis, tous les autres boucs émissaires qu'on veut. Plus fort que les autres, la réaction régnante a crié contre les scandales, les fraudes, les concussions quasi officielles, qui couronnent ses propres méthodes, et elle s'est démenée pour incriminer des méfaits du capitalisme, non pas tous les capitalistes, mais seulement ceux qui ont tout de même fini par lasser l'immense complaisance de la justice de classe.

En jouant ainsi sur les mots (par exemple sur le mot élastique de régime), la réaction nouveau-jeu a fait un certain anti-capitalisme d'une excellente portée démagogique. C'est la seule façon de conserver le capitalisme : supprimez le Parlement pour instaurer un gouvernement dictatorial, et poursuivez les gredins qui se sont laissés prendre — le capitalisme devient inattaquable.

Cette action de défense du capitalisme, avec son rudiment de programme superficiel et négatif, elle émane de toutes sortes d'organisations ne différant guère que par leurs titres, et elle fait bloc contre le mouvement ouvrier.

On dresse contre l'ouvrier : les classes paysannes, les classes moyennes ; on dresse les fonctionnaires contre les travailleurs manuels et contre les fonctionnaires, on dresse tout le monde. On éblouit les contribuables, les anciens combattants qui n'y voient pas clair, les petits jeunes gens. L'idée directrice, c'est d'organiser les non-organisés, la population flottante, (dans une organisation neuve dont on tient les fils), et noyer l'ouvrier là dedans.

Le socialisme — le pelé, le galeux, l'auteur de tout le mal, pêle-mêle avec le régime parlementaire —, on le bat en brèche en en donnant une image dénaturée. On horrifie les gens en leur faisant croire que le socialisme trame leur perte.

On dit : « les socialistes ont gouverné : en Angleterre, en Allemagne. Regardez ce qu'ils ont fait. »

On néglige d'ajouter que les personnages en question étaient peut-être socialistes de nom, mais qu'ils n'ont jamais appliqué le socialisme. Toutefois, il faut reconnaître que ce sophisme prend beaucoup de force en raison de la réelle déconvenue que tels chefs social-démocrates, par leurs agissements, pendant la guerre et après la guerre, ont apportée aux ouvriers. Ces maquignonnages, ou déloyaux ou puérils et ces effectives trahisons, ont discrédité pas mal le socialisme et l'ont notablement affaibli dans certains milieux ouvriers non mûrs pour l'énergique intransigeance du communisme.

D'autre part, on exhibe avec honneur M. Mac Donald, socialiste converti à la vertu capitaliste, « comme on exhibe un ivrogne guéri, dans les sociétés de tempérance », dit M. Snowden (qui n'y trouve à redire que pour des raisons de jalousie et d'animosité personnelle). Quant aux réalisations de l'U.R.S.S. on les cache, on les vole aux peuples.

Les néo-réactionnaires visent surtout (naturellement) l'organisation ouvrière syndicale. Nous savons ce qu'en pensent Mussolini, et ceux qui soufflent à Hitler ce qu'il doit dire. Et il n'y a pas longtemps, M. André Tardieu disait explicitement : « Pour surmonter la crise mondiale, il suffit d'un contrôle effectif de l'État sur les syndicats ouvriers. » Tout à fait selon ce principe, est le système de l'État corporatif qui brille en Italie, en Allemagne, et en France dans la coulisse.

C'est un régime de férule et de militarisme plat — qui enthousiasme M. Krupp : il fait de chaque ouvrier un soldat du patronat — un outil ou un fusil monté sur pattes.

Mais la grande arme du fascisme contre le socialisme, c'est le nationalisme.

L'unité et la grandeur nationales, prophétise-t-il, ne peuvent, s'accomplir que si on écrase l'internationalisme qui est le principal élément de désordre, de misère et de perte. Donc, sus aux étrangers, aux métèques, aux Juifs — et surtout aux socialistes, et surtout aux communistes.

Le nationalisme est le principe dynamique du fascisme. C'est l'alcoolisme chauviniste qui fait marcher ce regroupement opportuniste du capitalisme. C'est le ferment.

Un puissant ferment, en effet, — le plus simpliste, le plus terrible, le plus féroce. Ce virus-là met le feu au ventre à des centaines de millions de gens. Le mythe de l'intérêt ou de l'honneur national rend enragé le plus terne et le plus neutre des citoyens — à fortiori, la jeunesse vide et gueularde. C'est là le plus stupide des mauvais instincts, car, contagieux de voisin à voisin, il prépare sottement toutes les calamités.

« Nous, nous seuls ! » Formule sommaire qui économise les longues réflexions et les longues vues. Précieuse formule-clef, qui s'adapte à la fois aux intérêts vitaux des gens d'argent, des gens de sabre et des gens d'église, et à la bêtise des autres.

La conservation sociale se présente donc — pour la lutte finale — sous forme d'un soi-disant redressement moral et national foulant aux pieds le socialisme et la liberté, sous forme d'un pouvoir fort, qui s'impose et se met militairement au-dessus de la critique. C'est la police capitaliste étirée en parti.

Telle est la mixture que le fascisme a enfoncée et est en train d'enfoncer dans le crâne des contribuables — et qui prétend résoudre la crise et le marasme à l'aide des moyens mêmes qui les ont provoqués. Les fascismes diffèrent entre eux sur le dessus ; au fond, c'est le même.



Elle a beau constituer une sorte de farce démocratique, de caricature du socialisme, elle a beau proférer très haut les mots de révolution, d'économie dirigée — et d'antifascisme — et s'asseoir sur les principes prolétariens pour se hausser —, cette soi-disant doctrine de rénovation populaire qui s'est installée en Italie, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne, dans la Presqu'île balkanique, au Portugal, en Autriche, qui a généralisé contre les hommes libres et contre les libérateurs, les plus formidables des boucheries humaines et les plus épouvantables des tortures —, et qui recrute à l'heure qu'il est des adeptes parmi les jeunesses, la petite bourgeoisie et les fidèles des églises de France et des autres pays non encore piétinés par elle — n'est pas plus démocratique qu'elle n'est neuve. C'est l'antique capitalisme empanaché, étamé et militarisé, ce sont les mêmes énormes contradictions foncières à travers une doctrine si vague que les bonnes gens peuvent croire — au commencement — qu'on les pousse en avant alors qu'on les tire en arrière.

Il n'apporte rien. Le fascisme n'est et ne sera jamais qu'un vernis, sur de la vieillesse néfaste, et les fascistes ne font d'effort d'imagination et d'originalité que pour trouver la coloration de leurs chemises, et pour persuader aux foules qu'on se nourrit avec des fumées. C'est toujours cette société où l'on ne prospère que dans la mesure où on ruine, où on ne vit que dans la mesure où l'on tue, cette société qui va dans les nouveaux continents pour cambrioler les frontières fragiles et pour faire payer aux indigènes l'air qu'ils respirent, cette société abjecte, où l'on ne peut être honnête sans être un sot, où les élections faussent la volonté populaire, celle de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'assassinat de l'homme par l'homme, et de toutes les grandes échéances sociales indéfiniment différées par de fallacieuses apparences de solutions, cette société où les bals masquent les volcans.

Il est défendu à un pareil système d'arrêter la crise, au contraire, car plus le nationalisme va à son développement, plus il va à sa destruction.

Il n'apporte rien — sinon la condamnation à mort. « L'ordre » proclamé par la bourgeoisie, c'est, à travers le désordre actuel, l'ordre de cimetière.

Qu'en peut-il sortir ? La guerre. Et ce serait, à nouveau, les groins des masques à gaz, les trains de soldats, corbillards de vivants, les foules qui courent se faire tuer indirectement, les champs métallisés, les villages pétrifiés, et les populations asphyxiées, en cage dans les sous-sols.

Mais la guerre, c'est aussi, la révolution sociale semée à la volée dans les sillons des tranchées et les foyers des villes.

En attendant, la chance qu'a de s'implanter partout ce programme fantôme, de grossier mirage et de gouffre, c'est, outre son miroir à alouettes démocratique — qu'il a pour lui la force brutale, la force d'État. C'est que tous les gouvernements d'Europe et d'Amérique sont fascistes ou pré-fascistes.

Le capitalisme, entraîné dans la dégringolade des statistiques, dans la fuite des chiffres, effondré économiquement, est encore fort politiquement. Ces faillis sont armés jusqu'aux dents. Ils ne tiennent plus debout, mais ils ont en mains des mitrailleuses, des tanks, des bombes, des armées, ils ont des sergents de ville plantureux qu'on pourrait exposer dans les Comices Agricoles. Ils ont les tribunaux (les prisons), les journaux, les écoles, la diplomatie et les alliances agressives. Ils ont les lois, ils fabriquent la légalité comme de la monnaie. Ils font de l'inflation de légalité. Ils ont tout ce qu'il faut pour déblayer les pays de leurs hommes libres, pour spolier les faibles, pour exploiter à faux la civilisation, pour insuffler à une partie de la petite bourgeoisie la confiance nationale jusqu'à l'épilepsie, jusqu'à la mort, pour gaspiller le travail, et maintenir encore un peu l'ère de décadence et de destruction.

Donc, il y a six Parties du monde : les cinq vieilles, et la neuve. Partout, en dehors du continent soviétique, les gouvernements sont les ennemis des peuples.

Tous les peuples, parqués dans les pays, prisonniers dans les camps de concentration tracés par les frontières, se valent, et ils valent le peuple soviétique. Ils sont tous grands, tous respectables. La masse vivante est sacrée. La haine qu'on a pour les gouvernants capitalistes, qui, de loin, sont des fous, et, de près, des malfaiteurs, fait partie de ce respect pour les peuples : le grand peuple allemand, le grand peuple italien, le grand peuple anglais — et tous les autres, (disons mieux : l'unique peuple tout entier).

Les gouvernements qui partout, abusent du pouvoir qu'ils ne posséderaient plus si tout était sincèrement remis en question, pratiquent à l'intérieur, tantôt des procédés de tortionnaires, tantôt des procédés de rebouteux et d'hypnotiseurs, pour persuader aux pauvres qu'ils vont guérir.

Et ils pratiquent vis-à-vis l'un de l'autre une casuistique et un maquignonage d'une complexité burlesque — car on ne peut faire à ciel ouvert une politique où l'accroissement de l'un dépend outrageusement de la diminution des autres.

Et cela aboutit, à travers de multiples conférences préparatoires et accords préliminaires, au renforcement des armements. Et carte blanche aux marchands de canons, qui ont la coquetterie de vendre aussi leur marchandise à l'ennemi éventuel. (Au reste, rappelons-nous, à titre d'estimable précédent, que pendant la Guerre, sur le front bulgare, les soldats français étaient écartelés par le 75 français. Pendant la guerre du Riff, des soldats français étaient abattus par des fusils français. M. Schneider, du Creusot, contrôle et exploite la fabrique tchèque d'armements la Skoda, laquelle fournit des armements à l'Allemagne et pousse Hitler à la guerre.

Dernièrement, au Congrès Radical, Jean Sennac a déclaré, sans démenti, que Schneider avait vendu 400 tanks à l'Allemagne, et que telle usine française du sud-ouest lui vend des produits entrant dans la fabrication des explosifs. Sur d'autres points, ces commandes bilatérales vont leur train, et il n'y a pas longtemps, la Chine et le Japon allaient ensemble faire une démarche près de l'un de leurs fournisseurs communs pour l'inciter à réduire les prix de ses ustensiles de mort. (La réalité s'amplifie jusqu'à la caricature).

De la Baltique à la Méditerranée, les pays sont enchaînés, dans la victoire de la ruine capitaliste.

Ça a commencé par l'Italie. Egorgement des ouvriers et des révolutionnaires, abjecte terreur, sévices et supplices pires que ceux de l'Inquisition et dont le détail violente l'imagination ; domestication générale, par les pistolets et les tanks, et la mort lente dans les prisons qui suintent la maladie.

Mussolini, haut-parleur de la réaction mondiale, s'est produit sur la scène sociale — comme pur socialiste — au moment où les capitalistes étrangers roulaient encore sur l'or et où il n'y avait qu'à trahir pour avoir les moyens de se hisser en l'air. Aujourd'hui l'assassin de Mattéotti et de milliers de ses frères, bénéficie pour la série de ses apostasies et de ses crimes, d'une pesante conspiration du silence, qui est la caractéristique et la honte de notre époque, et il a inoculé sa gloire à l'Italie.

Le chef des Chemises Noires, le roi nègre des Italiens, n'a fait que replâtrer la façade de l'Italie, mais, par ailleurs, il n'y a rien accompli de positif, si ce n'est de diminuer le nombre des Italiens. La ruine n'a cessé de se propager dans ce pays qui est aujourd'hui, économiquement, le plus misérable Etat de l'Europe après l'Allemagne. (Le fascisme, « régénérateur du monde » !). En Italie, où l'instituteur donne ses leçons en uniforme, où les ouvriers, même non-chômeurs, n'ont pas de quoi nourrir la nichée — on organise des canonisations pour essayer de faire aller le commerce. Il s'y étend un silence de muselière, et il y règne l'ordre touristique.

Il n'y a pas longtemps que le pompeux Touche-à-tout de la politique extérieure, qu'il pratique en joueur et en maître chanteur (à la fois révisionniste et anti-révisionniste — n'importe quoi, pour se mettre en avant et se faire payer cher son rôle d'arbitre) — déclarait que l'Italie est au fond de l'abîme, « qu'elle ne peut pas tomber plus bas ». « ... Le médecin, la sage-femme, l'instituteur, l'ingénieur, c'est du luxe. Si on en réclame partout, ça se gâtera », déclara la Brute chamarrée qui avait jeté naguère tant de mirobolantes promesses et de bluff au nez de ses compatriotes.

L'Allemagne de la Croix Gammée (deux potences entrelacées). La classe ouvrière y résiste héroïquement, mais elle a toute sa destinée à refaire. Hitler — avec sa mèche, sa figure de voyou, sa petite moustache verticale qui lui tombe du nez, et ses lubies de moraliste saoul, fut juché au pouvoir par deux vieux drôles : Hindenburg et Clemenceau (l'absurde malfaisance du Traité de Versailles est la seule thèse qui rime à quelque chose dans l'argumentation de cet apache).

Hitler règne, par des massacres d'ouvriers, par des parades militaires et des orchestres de T.S.F., des montages de procès, des assassinats de chancelier, et les dissentiments sentimentaux de sa garde du corps (nuit du 30 juin, scandale politico-passionnel).

Il n'est, lui aussi, que le haut-parleur et l'agent du capitalisme, tout détrousseur de Juifs qu'il soit. Maintenant qu'il s'est fait sacrer supra-empereur, sa politique consiste à renier le programme national-socialiste qui l'a haussé au trône. Pour ne pas déplaire à la puissante Reichswehr, il élimine de ce programme tout ce qui, par suite d'un calembour (le mot socialiste), y avait pu donner le change et apparaît comme démocratique à une Allemagne retombée en enfance. Et il rectifiera à nouveau, au besoin, tout malentendu, à coups d'attaques nocturnes.

Il a brûlé les livres, il a brûlé le Reichstag, et il essaye de mettre le feu à l'Europe.

Il peut y arriver. La machine du haut de laquelle Hitler péroré, a certains rouages terribles. Toutes les forces, toutes les ressources, d'un grand pays à demi assommé, mais encore puissamment viable, l'encyclopédique administration allemande, la tenace confiance disciplinaire qui subsiste encore dans une partie de cette compacte population, — tout cela est mis fébrilement au service du réarmement. Il s'agit de pouvoir arriver à quelque résultat concret éclatant avant l'effondrement économique. L'ouvrier allemand, qui travaille, touche moins aujourd'hui que ne touchait le chômeur il y a quelques années. (La misère est bonne conseillère). Le Parti Communiste voit grandir son influence morale sur le scandale de l'Allemagne. Le seul recours d'Hitler, qui n'a aucun programme constructif, c'est la guerre. Dès qu'il se sentira suffisamment armé et muni d'alliances, il jettera le masque. Jamais aucun pays n'a été entraîné aussi clairement dans l'aventure.

En Autriche, le gouvernement ne veut pas du banditisme étranger, mais seulement du sien. Les ouvriers doivent être tués, officiellement, par l'armée et la police nationales, officieusement, par les Heimwehren — pas autrement. Le chancelier Dollfus, qui massacrait les travailleurs en les bénissant, le petit chancelier chrétien, le putois de la ménagerie européenne... Il a été assassiné, mais il n'en reste pas moins un assassin. Dans les Balkans, terreur blanche depuis une quinzaine d'années, comme en Italie. La Bulgarie, et sa caverne officielle, ses carnages massifs, sa forêt de potences (tant de milliers de personnes pendues, dépecées, brûlées vives, coupées en morceaux, mutilées : les ongles et les poils arrachés, les viscères écrasés, les fers rouges dans le ventre des hommes et des femmes — et bien d'autres procédés similaires dont l'emploi s'est répandu dans presque tous les pays d'Europe, et dont l'incroyable énumération est comme un cri de malédiction contre notre âge). [Les tortures, la grande presse fait semblant de les ignorer. Les exécutions, grandes fêtes. En Hongrie, aux pendaisons de révolutionnaires, se sont pâmées les grandes dames, sœurs des bourgeoises parisiennes qui avec leurs ombrelles, crevaient les yeux des Communards prisonniers qu'on emmenait. A Sofia, on a cinématographié, au milieu de 50.000 personnes, l'exécution de Friedmann, condamné, sans preuves, pour l'attentat de la Cathédrale.]

Au sommet d'un régime tout à fait pareil, Carol le roi gigolo de Roumanie, et feu Alexandre de Serbie, le bourreau et le tueur en chef des Serbes et des peuples donnés en vrac à la Serbie par l'Entente, et qui était roi parce que des malandrins avaient pénétré une nuit par escalade dans un cabinet de toilette et avaient chouriné un homme et une femme. Déjà, la Serbie avait été le fournisseur du prétexte de la guerre en 1914 : Sarajevo. Elle a tenté de recommencer en cherchant noise à la Hongrie ou plutôt au gouvernement de Horthy, régent des tortionnaires sadiques, et protecteur des faux monnayeurs, de Budapest, lequel donnait un repaire aux terroristes Oustachis payés par les nazis —, en arguant pour cela du deuil brusqué que la suppression du roi Alexandre impose à la partie de la population yougoslave qui n'avait pas été assassinée par ce bon roi. Mais l'affaire ne se présentait pas opportunément et le prétexte a été écart. Plus haut, sur la carte, c'est Pilsuski, sorte de roi Ubu que la vue d'un ouvrier affole (il fait fusiller les simples grévistes et les simples manifestants du 1<sup>er</sup> mai), et qui a trahi si délibérément la France lorsque celle-ci, appauvrie, a cessé d'entretenir la Pologne officielle. Et ailleurs, c'est Massaryk, le sage Président, qui a autant d'amour pour la démocratie et les décrets-lois, que de haine pour la classe ouvrière. Et c'est la Suisse qui se distingue aujourd'hui non seulement parce que la Paix y villégiature, qu'elle est le siège de la Société des Nations, où l'on ne parle que de paix, comme dans les Églises on ne parle que d'amour —, mais aussi parce que la Suisse est devenue aussi féroce ment inhospitalière que l'Angleterre. Au reste, pendant la guerre, la Suisse avait commencé son rôle de médiateur, en servant d'intermédiaire entre les belligérants, pour le trafic des marchandises de guerre.

En France, M. Doumergue a disparu de la circulation et personne en dehors de lui-même ne le regrette. Ce n'est pas qu'il fût mal intentionné : jaloux des lauriers du vieux sabreur Hindenburg et ayant quelque peu comme lui « l'échine en forme de marchepied ». M. Doumergue, flanqué de l'aventurier Tardieu, avait la marotte des Pleins Pouvoirs, et il répandait par radio des appels doucereux à la bourse ou à la vie, et des discours diabétiques pour dévaliser les Français avant de les étrangler. Il poursuivait ferme l'engraissement du budget de la guerre et du budget de la police, et la Réforme de l'État, manigancée naguère par M. Tardieu, et parente déjà ressemblante des régimes fascistes déchaînés chez les voisins.

Mais il voulait aller trop vite. Au seuil de la dissolution des Chambres, il a dû passer la main. Son successeur continue le programme du faux grand bonhomme national, avec plus de doigté. Pareillement encadré de Tardieu et d'Herriot, devenus inséparables, il maintient les décrets-lois. S'il fait miroiter moins nettement la réforme de l'État, il place plus en évidence sur son prospectus le mot : économie nationale. Que peut un mot dans l'occurrence ? On vote contre la crise des solutions qui dureront le temps qu'on mettra à s'apercevoir qu'elles ne servent à rien. On ne combat pas la crise, on fuit devant elle. Et pas plus que tous les gouvernements qui se sont succédé, celui-ci n'apporte la lumière dans l'affaire Stavisky, trop riche en complications. A l'intérieur, il veut travailler « en silence ». Il réclame : la Confiance (laissez-vous faire), la trêve politique (respectez la politique du gouvernement), la probité publique (nous étoufferons les scandales), l'union sacrée (à la porte tous les étrangers !). En politique étrangère, reprise de l'imbroglio des rapprochements et des marchandages, et des *a parte*.

L'Empire Français, les colonies ? On fait à grande pompe une vaste Conférence impériale française pour tirer un honnête rendement de ces nations vaincues et punies. Ce rendement est nul. Pourtant, depuis longtemps l'indigène exproprié est condamné au labeur épuisant, au labeur mortel, dans toute l'Afrique. Il est la bête de somme, la bête militaire, la bête à impôts. Au Gabon, dont la population noire fond à vue d'œil, le nègre est obligé de vendre sa femme pour payer l'impôt. En Afrique Equatoriale et Occidentale Française, le non paiement du tribut exigé par la civilisation spoliatrice entraîne le massacre et la démolition des villages. Au Maroc, les femmes sont des otages pour les impôts. En Indochine, on construit des chemins de fer à l'usage des colons, dans des conditions telles qu'on a pu dire que chaque traverse de la voie représente un cadavre d'indigène. Et si un patriote relève la tête, on abat ce bandit au nom de la Patrie.

D'autres pays, non encore officiellement fascistes, s'évertuent à le devenir par en haut.

En Espagne, le régime monarchiste a été balayé il y a quatre ans par un sursaut de colère du peuple espagnol, pour faire place, hélas, à une équipe de républicains ayant vis-à-vis de tout ce qui est tant soit peu rouge une mentalité de taureaux. Ils ont commencé par traiter les grèves à coups de feu, par décimer les ouvriers et les paysans qui leur avaient donné le pouvoir. Aujourd'hui, on noie dans le sang, avec férocité, la révolution suscitée par la fascisation éhontée du gouvernement Lerroux. Gil Robles et son Action Populaire, catholique et fasciste, est aujourd'hui l'héritier de la révolution de 1931 et le successeur du cartilagineux Alphonse XIII. La révolution de 1934, qui alla si haut et si profond dans les Asturies, fut arrêtée — victime de la faiblesse des socialistes et de la défection des anarchistes, — mais non éteinte. Elle n'est même pas désarmée. Le sol de l'Espagne tremble sous le poids des foules.

L'Angleterre officielle, c'est l'impérialisme par excellence, c'est la politique d'égoïsme et de dévoration de l'Empire Bourgeois traditionnel. La Grande-Bretagne sera la dernière forteresse mondiale de la Réaction. La terreur et la haine de l'émancipation des travailleurs et de la liberté des hommes, percent à travers l'hypocrisie sage et la prudence ecclésiastique des propos des dirigeants anglais — de ce terrible aréopage de grands despotes d'affaires qui a aplati et laminé en un clin d'œil le chef du Parti Travailleuse lorsqu'il s'est avisé d'y figurer. Elles percent à travers le soi-disant libéralisme des Lloyd George et autres bonshommes du même genre.

L'impériale malhonnêteté de la Diplomatie britannique, suzeraine de l'Intelligence Service, diffère, par son imperturbable esprit de suite, de la politique à coups de tête d'un Mussolini soucieux avant tout de donner du lustre à son prestige personnel et de mettre en vue son paraphe de grand parasite de l'Italie, dans les annales contemporaines.

Sir Oswald Mosley rassemble des Chemises Noires, mais il ne semble pas que le fascisme s'installe de si tôt sous cette forme en Angleterre : d'abord parce que la masse réagit ferme, et ensuite parce que l'impérialisme régnant n'en a pas besoin pour le moment.

Dans les Indes, où le gouvernement britannique sème la civilisation du haut des avions de bombardement (ce sont, du moins, les journaux anglais qui l'affirment) et fait faire à coups de mitrailleuses et de bâtons ferrés des trouées et des ruisseaux dans les immenses multitudes toutes blanches, désarmées et passives, le freinage gandhiste a égalé un carnage. Gandhi, rêveur servile, et ennemi du progrès, a trahi 350 millions de créatures. Celui qui aurait pu faire le salut de l'Inde, n'a rien fait. Préservons-nous des messies qui veulent se faire passer pour des lanternes.

Ailleurs encore ? Le Japon, aux mains de sa caste militaire, est devenu une monstruosité avec la déformation guerrière de toute son économie. Il s'enfle et se travaille pour devenir la plus grosse armée, la plus grosse flotte, du monde. C'est le principal acheteur de munitions et de machines de guerre sur le marché mondial. Des ces pauvres soldats fanatisés, le pire est à attendre — lorsque le parti militaire se jugera prêt.

Cette clique militaire qui règne sur l'Empire japonais souffre de l'Accord de Washington qui lui a donné comme coefficient d'armement naval : 3, alors que l'Angleterre et les États-Unis ont obtenu chacun : 5. Il veut la parité et il dénonce l'accord. Mais il veut, de plus, l'Empire Oriental, c'est-à-dire qu'il prétend devenir le maître illimité du Pacifique. Il poursuit ce rêve, verbalement, en se proclamant investi de la « mission sacrée du maintien de la paix en Orient » (lui, le massacreur de la Chine), et pratiquement, en se ménageant les bonnes dispositions de l'Angleterre contre l'Union Soviétique (ce qui est tout fait) et aussi contre les États-Unis qui seront pour lui l'ennemi attitré tant qu'il n'y aura pas sur le Globe deux Océans Pacifiques.

Aux États-Unis, M. Roosevelt réunit des gens graves autour d'une table, comme on fait du spiritisme, pour que se révèlent les moyens de résoudre la quadrature du cercle de l'équilibre économique en régime capitaliste. Et il emploie des trompe-l'œil, et des trucs fascistes pour faire semblant d'y arriver. Il ne peut pas ne pas user de ces moyens, et ces moyens ne peuvent pas aboutir : Comment concevoir l'harmonisation dans l'intérêt de tous, d'une économie nationale, dès lors que celle-ci continue à être soumise à l'arbitraire et aux dictatures morcelées des gros intérêts privés ? Une société, tout comme une maison, doit se construire par la base et non pas le toit. La tentative de M. Roosevelt, qui ne peut être qu'apparente et que momentanée, signifie : commencer le bâtiment socialo-économique, par le toit. C'est de l'abstraction et de la littérature. C'est pire : puérité ou tricherie, c'est, finalement, tout baser sur le capitalisme.

Staline l'a fort clairement expliqué, dans une conversation récente, à H. G. Wells, pour lequel le système de M. Roosevelt apparaît comme le fin du fin et la mise en pratique mirifique du « socialisme anglo-saxon » (?).

Staline apprécie « la volonté et le courage » que M. Roosevelt déploie pour « réduire au minimum la débâcle du capitalisme », mais il fait remarquer qu'il ne déracine pas l'anarchie fondamentale du capitalisme. D'ailleurs, il ne le peut pas, car l'Etat américain est, en réalité, entre les mains de la propriété privée, et M. Roosevelt est désarmé. S'il desservait effectivement les intérêts du capitalisme, il serait débarqué. Rien ne peut sortir de ces demi-mesures, qui ne font surgir que des feux d'artifice de publicité tapageuse et par lesquelles le capitalisme ne singe les méthodes socialistes que juste ce qu'il faut pour continuer à régner contre elles.

Mais il y a autre chose. Il y a les forces saines. Il y a les multitudes de paupières qui s'ouvrent sous l'effort de la lumière.

Que cette moralisation publique se hâte ! Honneur à la sincérité, mais nous touchons pourtant au moment où l'ignorance devient honteuse.

Pour la première fois, une partie notable de l'humanité s'est radicalement transformée.

Tout le monde se met à regarder du côté de l'U.R.S.S., à regarder sa différence d'avec la collection des pays à la fois perfectionnés et arriérés. Le devoir, c'est de comprendre toutes ces choses en même temps.

Si, au cours de notre aperçu d'un monde où il y a tant de souffrances fabriquées à plaisir par les parasites, nous nous laissons entraîner à la colère et à l'invective, notre excuse, ce sont les coups répétés de l'évidence, et la nécessité de jeter le cri d'alarme. Mais arrêtons-nous un moment pour réfléchir tranquillement, comme il convient à l'animal pensant, et faisons une sorte de Pari de Pascal :

Que va-t-il arriver ? Fascisme ou socialisme ? Que doit-il arriver ?

Fascisme, réaction nationaliste généralisée ? Qu'est-ce que cela signifie, puisque chaque nationalisme ne vise qu'à son propre développement envers et contre tous, et qu'il y en a environ quatre-vingts qui hérissent la terre, et que le progrès des engins tend à égaliser pour tous les moyens de destruction... Quelles unions, là-dedans, sinon des unions de haine, et des unions meurtrières de profit ? L'extermination du genre humain ne s'est jamais aussi scientifiquement dessinée que dans ces perspectives-là.

Et de l'autre côté ? La formule soviétique généralisée est-elle réalisable ? Oui, et elle est avantageuse pour tous, et c'est la seule avantageuse, et c'est la seule possible. De quelque façon qu'on s'y prenne, on ne peut pas arriver à placer un seul des malheurs publics qui sévissent sur nous, ou qui s'annoncent au-dessus de nos têtes, dans une société soviétique où tous veillent sur chacun, qui appuie tous les hommes les uns sur les autres, qui embellit et neutralise les frontières.

Au demeurant, contre le grand vieux courant de la réaction, bariolée de réclames républicaines, et où se démènent les propriétaires des choses et des hommes, les mercantis, les spéculateurs, les escrocs et les maquereaux —, ne résiste pas seulement la masse constituée de l'État des travailleurs, mais aussi, dans chaque pays, une moitié de ce pays, rebelle et rongé par son frein. Sur toute la Terre s'accroît vigoureusement un « Deuxième Pouvoir », latent, d'équité et de redressement. Il ne peut y avoir d'États durables qu'ajustés dans un arrangement international, il ne peut y avoir d'arrangement international, que socialiste. Ces forces renversantes s'accroissent. La lutte sociale prend actuellement dans nos pays la forme ample et redoutable du « front unique ». C'est-à-dire, l'union pour une action plus ou moins continue (et qui tend à devenir permanente), de tous les travailleurs de tous les partis de « gauche », et aussi des inorganisés et sans parti, et aussi des couches paysannes et de la petite et moyenne bourgeoisie (ces trois dernières formant la majorité de la population de tous les pays du monde).

Nous entrons, avec des ébranlements à grands cercles élargissants, comme le Mouvement de Lutte contre la Guerre et le Fascisme sorti du Congrès d'Amsterdam de 1932 et du Congrès de Paris (salle Pleyel) de 1933, et qui est l'âme et l'organe spécifique du front unique à l'échelle internationale, l'instrument général de coordination — dans des mouvements de masse à caractère loyalement et logiquement révolutionnaire. Il s'agit d'empêcher la guerre et de faire reculer le fascisme et la fascisation — toutes conséquences du capitalisme — par la pesée générale des exploités et des opprimés, et au moyen de la lutte contre le capitalisme lui-même. Et cela partout, à côté et au large de la bataille directe que mènent les partis politiques. (Ces partis établissent du reste entre eux des fronts uniques, comme viennent de le faire, pour commencer, les socialistes et les communistes de France, d'Autriche, d'Italie). Ainsi se crée une agitation et une mobilisation de multitudes qui menacent le vieil « ordre » imbécile et féroce.

Ce mouvement soulève les peuples vivants contre le poids mort des gouvernements, le poids mortel des profiteurs.

Il n'y a pas d'autres moyens, pour les malheureux, pour les menacés, pour les condamnés, que les moyens révolutionnaires, puisque c'est le despotisme bourgeois qui a commencé, préventivement, par la contre-révolution. Les contre-révolutionnaires ont pour eux d'avoir les armes et les services publics, et de pouvoir mentir par radio. Les révolutionnaires ont pour eux « d'avoir raison ». C'est la lutte finale, comme gronde l'hymne des foules.

Comment un de nos objectifs, dans ces débordantes offensives-défensives, ne serait-il pas la sauvegarde de l'Union Soviétique ?

Tous les cerveaux et tous les cœurs humains sont confectionnés sur le même patron. Ce que nous leur disons est très simple : Il faut que les hommes renoncent à vivre ensemble, ou qu'ils recommencent l'histoire dans un autre sens, et qu'ils se guident sur l'exemple immense, sur la lueur d'incendie et d'aurore.

Le peuple russe, le premier peuple qui se soit occupé à sauver les peuples, l'U.R.S.S., l'unique expérience socialiste, apportent une preuve réelle, une preuve bâtie ; le socialisme est faisable ici-bas.

Les résultats du socialisme sont là, les voici. Que les saltimbanques et les renards de tribune n'essayent pas de nous faire croire qu'ils sont quelque part ailleurs. Là est le pays où sous la main de deux hommes supérieurs, ont été unis « le génie pratique américain, et l'élan révolutionnaire », le pays d'intelligence et de devoir — avec son besoin de vérité, son enthousiasme et son printemps. Il fait tache sur la mappemonde pas seulement parce qu'il est neuf, mais parce qu'il est propre.

La régie socialiste soviétique est la seule qui ait créé de la prospérité, et qui ait créé des vertus civiques — qui n'ont rien à voir avec le sinistre code d'honneur des bandits à la Mussolini ou à la Stavisky qui brillent côte à côte dans toutes les capitales. La Révolution d'Octobre a vraiment apporté une purification de la moralité et de l'esprit public, alors qu'aucune réforme religieuse ou politique ne l'avait fait jusqu'ici — ni le Christianisme, ni le Protestantisme, ni les Droits de l'Homme et du Citoyen.

Au bloc universel qui s'oriente vers l'avenir, les événements montrent de plus en plus que tous les intérêts des travailleurs — ouvriers, paysans, classes moyennes, intellectuels — sont pareils, que tous les travailleurs doivent se grouper autour de la classe ouvrière. Cela ne veut pas dire que la classe ouvrière soit d'essence supérieure et jouisse d'un privilège, cela veut dire : bon ordre, à cause de son organisation, de son éclaircissement social, de son acquis, de la personnification logique et historique qu'elle est de l'anticapitalisme, et des lourds moyens de lutte dont disposent ceux qui ont la production dans leurs mains. Le prolétariat ouvrier est, concrètement, l'armée active. Et dans une guerre, le rôle de l'armée active n'est pas de commander à l'armée de réserve, mais de collaborer avec elle, à la plus dure place.

Les événements montrent aussi — et on ne doit pas se lasser d'épeler tout haut ces certitudes : Qu'il faut pratiquement entrer dans l'internationalisme pour sortir du chaos, car désormais l'histoire, que nous le voulions ou non, nous parle internationalement. Qu'on ne peut rien faire, même entre les frontières, qu'en agissant par-dessus les frontières. Et enfin qu'il faut rejeter le réformisme, et la combinaison avec le conglomérat opulent qui s'agrippe au pouvoir. La formule du réformisme ne répond plus à rien. Il a vraiment déposé son bilan, après avoir fait du socialisme un milieu équivoque où la classe ouvrière a marqué le pas.

Il y a deux mondes : celui du socialisme, et celui du capitalisme. Entre les deux il n'y a que le mirage monstrueux d'un troisième monde démocratique en paroles, féodal en fait.

Qu'on s'unisse sur cette vérité.

Que la jeunesse ne se laisse pas prendre au pseudo-rajeunissement dont se farde le fascisme et à toutes ses phosphorescences de moisissure.

La plus belle, et la plus importante réponse aux exigences des temps, doit justement venir de la jeunesse. Elle n'est pas faite pour apporter sa force motrice à des traditions avilissantes, ni pour essayer désespérément de faire tourner le monde de gauche à droite. Elle est faite pour faire du neuf selon la nature et selon la science. Le jeune homme, c'est le père de l'homme.

Que les Anciens Combattants, les survivants, les témoins sanglants et estropiés de la grande guerre, ceux qui se sont frappés les uns les autres sans raison sur 3.000 kilomètres de front, et ont fait, de leurs générations, la plus effroyable des hécatombes — n'acceptent pas de monter la garde autour des gouvernements de recommencement, et d'être les gendarmes de la guerre future.

Et que la moitié féminine de l'humanité comprenne aussi qu'il n'y a d'ordre et de paix qu'au bout de ces quelques hautes évidences.

## VIII

### L'HOMME A LA BARRE

Revenons encore une fois à la figure de cet homme qui est toujours entre ce qui est fait, et ce qui est à faire. (Aussi bien, sa parole la plus habituelle, quand on l'entretient sur le travail, c'est : « Ce qui est n'est rien à côté de ce qui doit être »).

Il est la cible de nos ennemis, et ils ont raison, dit Knorine. Il est le nom de notre Parti, dit Boubnov. C'est le meilleur de la vieille cohorte de fer, dit Manouïlski. Les vieux bolcheviks, on les respecte, dit Mikoyan, pas parce qu'ils sont vieux, mais parce qu'ils ne vieillissent pas.

Son histoire est une série de réussites sur une série de difficultés monstres. Il n'y a pas une seule année de sa carrière depuis 1917 où ce qu'il a fait n'eût illustré un autre. C'est un homme de fer. Son nom le dépeint : Staline — acier. Il est inflexible et flexible comme l'acier. Son pouvoir, c'est son formidable bon sens, l'étendue de ses connaissances, son étonnant rangement intérieur, sa passion de netteté, son inexorable esprit de suite, la rapidité, la sûreté, et l'intensité de sa décision, sa perpétuelle hantise de choisir les hommes qu'il faut.

Les morts ne survivent que sur la terre. Lénine est partout où sont les révolutionnaires. Mais on peut dire : C'est en Staline plus que nulle part ailleurs, que se trouvent la pensée et la parole de Lénine. Il est le Lénine d'aujourd'hui.

Par beaucoup de côtés, on l'a vu, il ressemble à l'extraordinaire Vladimir Ilitch : même science de la théorie, même sens de la pratique, même fermeté. Par quoi différent-ils ? Voici deux opinions d'ouvriers soviétiques : « Lénine : le Directeur, Staline : le maître. » Et puis : « Lénine est plus grand homme, Staline est plus fort... »

Ne poursuivons pourtant pas trop ces parallèles qui, à travers leurs vagues indications, pourraient nous amener dans du factice touchant ces personnalités aux dimensions exceptionnelles, et dont l'une a formé l'autre.

Disons, si on veut, que Lénine, surtout à cause des circonstances, fut plus agitateur. Dans le vaste système directeur, plus poussé, plus évolué, Staline doit agir davantage par l'intermédiaire du Parti, par l'intermédiaire de l'organisation, pourrait-on dire. Staline n'est pas, aujourd'hui, l'homme des grands meetings tempétueux. Au demeurant, cette force tumultueuse de l'éloquence qui est tout le mérite des despotes parvenus, et le seul aussi, bien souvent, des apôtres qui réussissent, il n'en a jamais usé : constatation à méditer par les historiens qui le mesureront.

C'est par d'autres voies qu'il s'est mis et qu'il reste en contact avec le peuple ouvrier, paysan et intellectuel, de l'U.R.S.S., et avec les révolutionnaires du monde, qui portent leur patrie dans leur cœur — soit beaucoup plus de deux cents millions de personnes.

Nous avons entrevu quelques-uns des secrets de sa grandeur. Parmi les ressources de son génie, quelle est la principale ? Bela Kun dit, dans une belle formule : « Il sait ne sait pas aller trop vite. *Il sait peser le moment* ». Et Bela Kun pense que c'est là la qualité spécifique de Staline, celle qui lui appartient en propre, en plus des autres : Attendre, temporiser, résister aux tentations entraîneuses, avoir une patience terrible. N'est-ce pas ce pouvoir qui fait que de tous les Révolutionnaires de l'histoire, c'est Staline qui a le plus enrichi pratiquement la Révolution, et qui a commis le moins de fautes ?

Il balance et réfléchit beaucoup avant de proposer certaines mesures (beaucoup ne veut pas dire longtemps). Il est extrêmement circonspect et n'accorde pas facilement sa confiance. Il disait à l'un de ses proches collaborateurs, qui se méfiait d'un tiers : « La méfiance saine est une bonne base de travail collectif. » Il est prudent comme un lion.

Cet homme net et lumineux est, nous l'avons bien vu, un homme simple. Ce n'est difficile de le rencontrer que parce qu'il travaille toujours. Quand on va le voir, dans une salle du Kremlin, on rencontre en tout et pour tout, trois ou quatre personnes au pied d'un escalier et dans des vestibules. Cette simplicité organique n'a rien à voir avec la simplicité « au chiqué » de tel monarque Scandinave qui daigne sortir à pied dans les rues ou d'un Hitler faisant claironner par ses propagandistes qu'il ne fume pas et ne boit pas de vin. Staline se couche régulièrement à 4 heures du matin. Il n'a pas 32 secrétaires, comme Lloyd George, il n'en a qu'un, le camarade Proskrobitchev. Il ne signe pas ce que d'autres écrivent. On lui fournit le matériel, et il fait tout. Tout lui passe entre les mains. Et cela n'empêche pas qu'il réponde ou fasse répondre à toutes les lettres qu'il reçoit. Quand on le rencontre, il est cordial, familial. Sa « franche cordialité », dit Serafima Gopner, « sa bonté », « sa délicatesse », dit Barbara Djaparidzé, qui lutta à côté de lui en Géorgie. « Sa gaieté », dit Orakhélachvili. Il rit comme un enfant.



A la cérémonie qui termina le jubilé de Gorki, au Grand Opéra de Moscou, pendant les entractes, quelques-uns des personnages officiels se réunirent dans les salons qui sont derrière une loge jadis impériale ou grand-ducale. Et là, ils faisaient un tapage infernal. Ils riaient tous à gorge déployée. Il y avait Staline, Ordjonikidze, Rykov, Boubnov, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch, Pianitski. Ils racontaient des anecdotes de la guerre civile, évoquaient des souvenirs drôles : « Tu te souviens quand tu es tombé de cheval !... » « Oui, cette sale bête, je ne sais pas ce qui lui a pris... ».

Et c'était un rire homérique, une puissance de joie, un tonnerre de jeunesse qui faisait vibrer les lambris tsaristes des petits salons — brève et fraîche détente des grands haleurs de la reconstruction.

Lénine, lui aussi, riait de toutes ses forces.

« Je n'ai jamais rencontré, dit Gorki, un homme dont le rire fût si contagieux que Vladimir Ilitch. Il était même étrange de voir qu'un réaliste aussi austère, un homme qui voyait si bien et sentait si profondément l'imminence des grandes tragédies sociales, un homme inébranlable dans sa haine pour le monde capitaliste, pût rire ainsi, jusqu'aux larmes, jusqu'à en étouffer. » Et Gorki conclut : « Il faut avoir une grande, une solide santé morale, pour rire ainsi. » [Si jamais Staline a connaissance de la monumentale ineptie que publie l'Almanach Vermot 1935 : « Staline dépense 250 millions par an, pour ses besoins personnels », je l'entends d'ici !]

Celui qui rit comme un enfant aime les enfants. Il en a trois, le grand, Jascheka, et deux petits, Vassili, qui a quatorze ans, et Svetlana, âgée de huit ans. Sa femme, Nadejda Allilouieva est morte l'année dernière : sa forme terrestre n'est plus qu'une belle figure noblement plébéienne et qu'un beau bras de marbre blanc, se dégageant d'une grande stèle dans le cimetière de Novo Devitchi, Il a quasi adopté Artiom Serguiev, dont le père fut tué dans un accident en 1921. Il s'est occupé paternellement des deux filles de Djaparidzé, fusillé par les Anglais à Bakou. Et de combien d'autres ! Je vois encore l'enchantement d'Arnold Kaplan et de Boris Goldstein, deux petits prodiges du piano et du violon, me narrant comment Staline les a reçus après leur triomphe au Conservatoire. Et même, il leur a donné à chacun 3.000 roubles en disant : « Maintenant que tu es capitaliste, est-ce que tu me salueras dans la rue ? »

Autour du rire de Lénine et de Staline, et, si l'on peut dire, dans la même lignée de phénomènes, l'ironie. Ils en font un abondant usage, à tout bout de champ. Très volontiers, Staline donne à l'expression de sa pensée une forme amusante ou caricaturale.

Damian Biedny nous conte une jolie histoire : « A la veille des journées de juillet 1917, nous étions tous les deux, Staline et moi, à la rédaction de la *Pravda*. Téléphone. Les marins de Cronstadt demandent à Staline : « Faut-il aller à la manifestation avec ou sans fusil ? » Qu'est-ce qu'il va répondre, par téléphone, me demandais-je, fort attentif. « Les fusils ? c'est votre affaire, camarades ! Nous, les écrivains, nous portons nos crayons sur nous ». « Naturellement, dit Biedny, tous les marins vinrent à la manifestation avec leurs « crayons ».

Il sait, du reste, mettre une sourdine. Quand Emil Ludwig s'exclame, à propos d'une réponse : « Vous ne vous doutez pas combien vous avez raison ! », il répond gentiment : « Qui sait, peut-être que je m'en doute un peu. ». Par contre, quand le même écrivain lui pose cette question ; « Est-ce que vous croyez qu'on peut vous comparer à Pierre le Grand ? », il répond sans ironie : « Les comparaisons historiques sont toujours hasardeuses. Celle-là est absurde. ». Il ne profite pas de toutes les occasions qu'on lui donne, de rire tout haut.

Ce qui ressort toujours c'est : ne pas essayer de briller, ne pas se faire valoir.

Staline a écrit des livres importants et en grand nombre. Plusieurs d'entre eux ont une valeur classique dans la littérature marxiste. Mais si on lui demande ce qu'il est, il répond : « Je ne suis qu'un disciple de Lénine, et toute mon ambition est d'être un fidèle disciple. ». Il est curieux de remarquer combien dans les exposés du travail accompli sous sa direction, Staline met systématiquement au compte de Lénine le mérite de tous les progrès obtenus, alors qu'il en a lui-même une large part, et que, du reste, on ne peut pas réaliser le léninisme sans être soi-même un inventeur. Ici, le mot : disciple, rehausse — mais ces hommes ne s'en servent que pour rabaisser leur rôle particulier, et rentrer dans l'ensemble. Ce n'est pas de la sujétion, c'est simplement de la fraternité.

On pense à la belle phrase lapidaire de Sénèque le Philosophe : « deo non pareo sed assentior » — « Je n'obéis, pas à Dieu, je pense la même chose que lui. »

Si on met encore du temps à comprendre ces gens-là, ce ne sera pas à cause de leur complication, mais à cause de leur simplicité. On voit bien nettement que c'est autre chose que la vanité personnelle et le contenu qu'on mettra dans son nom, qui pousse celui-là en avant, le maintient debout sur la brèche. C'est la foi dans ce grand pays où les savants se mettent à ressusciter réellement des morts et sauvent des vivants avec le sang des cadavres, où on guérit les criminels, où les religions fumeuses et toxiques sont chassées dans l'espace par le vent du large, la foi monte de la terre elle-même, comme les forêts et les moissons. C'est la foi dans la justice immanente de la logique. C'est la foi dans ce savoir, que Lénine a si profondément exprimée lorsqu'il répondit à qui lui parlait du lâche attentat dont il venait d'être victime et qui abrégé ses jours : « Que voulez-vous ! Chacun agit comme il sait ! ». C'est la foi dans l'ordre socialiste et dans la foule qui l'incarne, dans le travail, dans ce que Stetski appelle la croissance orageuse des forces productrices : « Le travail, dit Staline, est une affaire de dignité, d'héroïsme et de gloire. ». C'est la foi dans le Code du travail, la loi communiste, et son paroxysme d'honnêteté. « Nous croyons à notre Parti, disait Lénine. Nous voyons en lui l'esprit, l'honneur et la confiance, de notre époque. ». « N'est pas de ce parti qui veut, dit Staline. Il n'est pas donné à chacun d'en affronter les labeurs et les tourments. »

Si Staline a foi dans la masse, la réciproque est vraie. C'est un véritable culte que la Russie Nouvelle a pour Staline, mais un culte fait de confiance, et jailli tout entier d'en bas.

L'homme dont la silhouette sur les affiches rouges, se détache, encadrée dans celles de Karl Marx et de Lénine, est celui qui s'intéresse à tout et à tous, qui a fait ce qui est et qui fera ce qui sera. Il a sauvé. Il sauvera.

Nous savons bien que selon les paroles mêmes de Staline, « les temps sont révolus où les grands hommes étaient les principaux créateurs de l'histoire ». Mais s'il faut nier le rôle exclusif exercé sur les événements par le « héros », tel que le pose Carlyle, il ne faut pas contester son rôle relatif. Là aussi, il faut penser que ce qui est pareil, s'obéit. Le grand homme est celui qui, prévoyant le cours des choses, le devance au lieu de le suivre et, préventivement, agit contre quelque chose, ou agit pour. Le héros n'invente pas la terre inconnue, mais il la découvre. Il sait susciter les vastes mouvements de masses — et pourtant ils sont spontanés —, tellement il en connaît les causes. La dialectique, bien appliquée, tire d'un homme ce qu'il contient — d'un événement aussi. Dans toutes les grandes circonstances, il faut un grand homme, comme une machine centralisatrice. Lénine et Staline n'ont pas créé l'histoire — mais ils l'ont rationalisée. Ils ont rapproché l'avenir.

Nous sommes faits pour faire produire ici-bas le plus de progrès possibles à l'esprit humain, car, en définitive, c'est cela que, pardessus tout, nous sommes les dépositaires : l'esprit. La loyauté de notre passage sur la terre, c'est d'éviter d'entreprendre l'impossible, mais d'aller aussi loin qu'on a de forces, dans la réalisation pratique. Il ne faut pas faire croire aux hommes qu'on les empêchera de mourir. Il faut vouloir les faire vivre pleinement et dignement. Il ne faut pas se jeter corps et âme sur les maux incurables, qui sont de la nature humaine, mais sur les maux guérissables, qui sont d'ordre social. On ne s'élèvera au-dessus de la terre que par des moyens terrestres.

Quand on passe, pendant la nuit, sur la Place Rouge, dans ce vaste décor qui semble se dédoubler : ce qui est de maintenant, c'est-à-dire de la nation de bien des gens du globe, et ce qui est d'avant 1917 (ce qui est antédiluvien) —, il vous semble que celui qui est allongé dans le tombeau central de la place nocturne et déserte, soit le seul qui ne dorme pas au monde, et qu'il veille sur ce qui rayonne tout autour de lui, de villes et de campagnes. C'est le vrai guide — celui dont les ouvriers riaient de constater qu'il était tellement à la fois le maître et le camarade, c'est le frère paternel qui s'est réellement penché sur tous. Vous qui ne le connaissiez pas, il vous connaissait d'avance, et s'occupait de vous. Qui que vous soyez, vous avez besoin de ce bienfaiteur. Qui que vous soyez, la meilleure partie de votre destinée, elle est dans les mains de cet autre homme, qui veille aussi sur tous, et qui travaille —, l'homme à la tête de savant, à la figure d'ouvrier, et à l'habit de simple soldat.

**FIN**